

PARTIE I : DIAGNOSTIC

B. HISTOIRE DE LA FORMATION DU TISSU PATRIMONIAL

SOMMAIRE

I. LA FORMATION DU TISSU PATRIMONIAL.....	5
INTRODUCTION	7
A. AU XVII ^E SIÈCLE	9
1. Le site	9
2. Un premier dispositif d'urbanisation dans le Pré-aux-Clercs mis en place dans les années 1630 sans grand succès.....	9
3. Plus au sud, une manufacture de tapisseries, active entre 1633 et 1662.....	12
4. Un semi de communautés religieuses entre 1632 et 1647 & le lancement de la spéculation immobilière dans les années 1670.....	12
5. L'hôpital des Incurables (aujourd'hui ancien hôpital Laënnec).....	16
6. L'hôtel, l'église des soldats et l'église royale des Invalides	16
7. Le pont Royal.....	17
8. Les grands hôtels particuliers.....	18
9. Maisons au XVII ^e siècle.....	21
B. AU XVIII ^E SIÈCLE.....	23
1. Le quartier du Faubourg Saint-Germain 1700-1739.....	23
2. Le quartier de 1739 à 1800.....	33
C. AU XIX ^E SIÈCLE.....	41
1. L'évolution urbaine et architecturale du quartier 1800-1848 à 1791	41
2. Les travaux sous le Second Empire.....	57
3. La modernisation des années 1880-1900.....	65
D. AU XX ^E SIÈCLE.....	75
1. 1900 - 1914.....	75
2. Les années 20 et 30.....	82
II. LES ENSEMBLES URBAINS	89
INTRODUCTION	91
A. LE XVII ^E SIÈCLE.....	97
Ensemble urbain n°1 : Lotissement du Pré-aux-Clercs et maisons rue de Beaune	99
B. 1700-1739.....	101
Ensemble urbain n°2 : Seize hôtels particuliers entre cour et jardin	103
C. 1739-1800.....	105
Ensemble urbain n°3 : Lotissement d'hôtels particuliers entre cour et jardin, en vis-à-vis.....	107
Ensemble urbain n°4 : Lotissement rue Monsieur.....	109
Ensemble urbain n°5 : La place du Palais Bourbon.....	111
D. 1800-1848.....	113
Ensemble urbain n°6 : Impasse Valmy.....	115
Ensemble urbain n°7 : Lotissement d'hôtels particuliers rue Barbet-de-Jouy.....	119
Ensemble urbain n°8 : Immeubles d'habitation à l'emplacement du couvent des Carmélites.....	125
Ensemble urbain n°9 : Immeubles d'habitations, rue de Babylone.....	127
Ensemble urbain n°10 : Immeubles d'habitation rue du Pré-aux-Clercs.....	129
Ensemble urbain n°11 : Institut National des Jeunes Aveugles (INJA).....	133
Ensemble urbain n°12 : Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales	135
Ensemble urbain n°13 : Ancien pensionnat des Dames du Sacré Cœur, aujourd'hui lycée Victor Duruy	139

E.	1848-1900.....	143
	<i>Ensemble urbain n°14 : Cour artisanale</i>	145
	<i>Ensemble urbain n°15 : Cour résidentielle-villa.....</i>	149
	<i>Ensemble urbain n°16 : Ancienne cour de remises</i>	153
	<i>Ensemble urbain n°17 : Cour artisanale</i>	155
	<i>Ensemble urbain n°18 : Rue de Solférino.....</i>	159
	<i>Ensemble urbain n°19 : Boulevard Saint-Germain.....</i>	161
	<i>Ensemble urbain n°20 : Prolongement de la rue des Saints-Pères</i>	167
	<i>Ensemble urbain n°21 : Ministère de la Défense.....</i>	171
	<i>Ensemble urbain n°22 : Square Samuel Rousseau</i>	173
	<i>Ensemble urbain n°23 : Square Santiago du Chili et square d'Ajaccio</i>	175
	<i>Ensemble urbain n°24 : Grands Magasins Au bon Marché.....</i>	177
	<i>Ensemble urbain n°25 : Square Boucicault.....</i>	181
	<i>Ensemble urbain n°26 : Rue de Babylone prolongée, rue Chomel, boulevard d'Enfer.....</i>	183
	<i>Ensemble urbain n°27 : Rue de Commaille, rue des Planches, rue de Narbonne</i>	187
	<i>Ensemble urbain n°28 : Cité Vaneau.....</i>	191
	<i>Ensemble urbain n°29 : Rue de Villersexel.....</i>	193
	<i>Ensemble urbain n°30 : Rue de Constantine.....</i>	195
F.	1900-1960.....	197
	<i>Ensemble urbain n°31 : 41-51 rue de Bellechasse.....</i>	199
	<i>Ensemble urbain n°32 : Rue et Square de Luynes, angles bd Saint-Germain et bd Raspail.....</i>	203
	<i>Ensemble urbain n°33 : Rue Récamier, rue de Sèvres, angle bd Raspail.....</i>	209
	<i>Ensemble urbain n°34 : Boulevard Raspail.....</i>	215
	<i>Ensemble urbain n°35 : Rue d'Olivet, front sud.....</i>	217
	<i>Ensemble urbain n°36 : Avenues Coquelin et Lesueur.....</i>	219
	<i>Ensemble urbain n°37 : Cours artisanales et résidentielles.....</i>	221
	TABLE CHRONOLOGIQUE	225

I. LA FORMATION DU TISSU PATRIMONIAL

Introduction

La naissance du faubourg Saint Germain remonte au XVII^e siècle avec l'urbanisation du Pré-aux-Clercs et l'installation de communautés religieuses autour de l'abbaye Saint Germain. Deux chantiers majeurs sont en outre à l'origine du développement du quartier : la construction de l'hôpital des Incurables (hôpital Laënnec) et celle de l'hôtel Royal pour accueillir les soldats invalides de l'armée sur la plaine de Grenelle (actuel hôtel des Invalides). La construction du Pont Royal inauguré en 1689 permet de relier les deux rives de la Seine. Les premiers hôtels particuliers se construisent à l'est du secteur sauvegardé, rue des Saint Pères et chemin des Vaches (rue Saint-Dominique), afin d'accueillir les demeures bourgeoises sur la plaine de Grenelle, où les terrains sont plus vastes que rive droite dans le Marais. La réalisation de la Halle des Barbiers (rue du Bac) est à l'origine de la construction de quelques maisons plus modestes.

Au XVIII^e siècle le développement du quartier se poursuit et prend son essor avec la construction d'hôtels particuliers, le prolongement des rues de Bellechasse, de l'Université, de Bourgogne, la réalisation de la place du palais de Bourbon... De nombreux architectes spéculent dans le quartier, dont Germain Boffrand et Robert de Cotte... La nouvelle abbaye de Pentémont est construite à cette époque.

Au XIX^e siècle le démantèlement des domaines religieux tend à transformer le quartier en faubourg de la bureaucratie suite à la chute de l'Ancien Régime. L'édification de quelques hôtels particuliers se poursuit, mais des chantiers plus importants sont réalisés tels l'Institut Royal des Jeunes Aveugles, le Bon Marché, premier grand magasin fleuron du commerce parisien, les locaux du ministère de la Guerre boulevard Saint-Germain, ainsi que les églises Sainte Clotilde et Saint François-Xavier. Les boulevards Saint-Germain et Raspail (boulevard d'Enfer) sont percés, les rues des Saint-Pères et de Babylone prolongées... Les premiers immeubles de rapport apparaissent à cette époque. Parallèlement les anciens hôtels particuliers qui reçoivent de nouvelles affectations (l'Ecole Libre des Sciences Politiques, l'Ecole des Langues Orientales...) subissent d'importantes transformations.

Au XX^e siècle la construction de la gare d'Orsay renforce les centralités émergentes du quartier. De nombreux immeubles remarquables sont réalisés (notamment dans le cadre du concours de façades initié à la fin du XIX^e siècle). Suivent des constructions marquantes des années 1920-30 de Henri Sauvage, de Pol Abraham, des immeubles exceptionnels boulevard Raspail, de nombreux exemples d'immeubles à cours ouvertes, et enfin la singulière maison de Pierre Chareau classée Monument Historique.

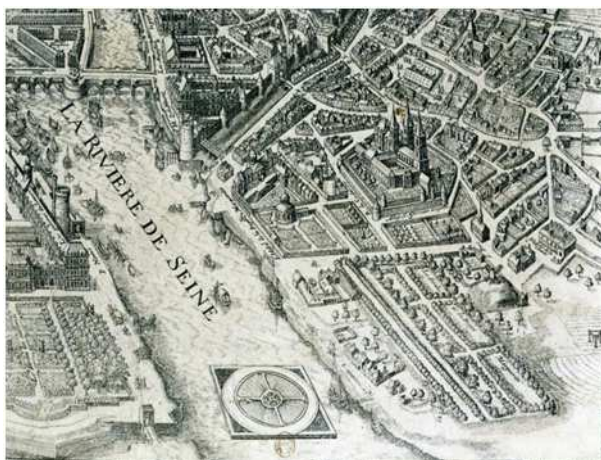
A. Au XVII^e siècle

1. Le site

A l'est de l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé lorsqu'il n'est pas encore urbanisé, la ville de Paris est déjà constituée. Elle est close ici depuis le règne de Philippe Auguste. Elle a grandi auparavant selon un schéma concentrique à partir d'un noyau central, sur l'île de la Cité, et sur la rive sud à partir d'un quadrillage gallo-romain, contrarié par des données physiques ou par la présence de grandes propriétés foncières. Le premier essai significatif d'urbanisation dans le périmètre du PSMV commencera à son contact, dans les années 1630, au-delà de l'abbaye Saint-Germain, dans les prés, à l'extérieur de l'enceinte médiévale.

Au nord, on remarque la présence de la Seine, voie de passage et lieu d'échanges économiques. Jusqu'au début du XIX^e siècle, cette caractéristique entraîne la création de points d'accostages, de quais, de chantiers, et la construction de façades composant le front de la rivière. Traditionnellement implantée en amont, l'activité portuaire de Paris ne connaît pas à cet endroit un sérieux développement. Une population industrielle ne s'y fixe pas. En face du quartier en devenir, de l'autre côté de la rivière qui est franchissable seulement en un seul point pendant l'Ancien Régime, s'étendra le Palais du Louvre. La présence du Palais des Tuileries ainsi que la plantation de son jardin en terrasse prolongé au XVIII^e siècle par la place Louis XV devenue place de la Concorde, vont accentuer l'isolement du quartier par rapport à la dynamique commerciale de la rive droite et conforteront son caractère résidentiel.

La rue de Sèvres au sud, ancienne route vers Sèvres par le village de Vaugirard et au delà possible voie de communication vers les propriétés royales ne pourra concurrencer le chemin plus ancien pour aller à Saint-Germain, Versailles et Meudon par la rive droite. C'est en empruntant le faubourg Saint-Honoré, qu'on se rendra avec rapidité et sûreté vers les grands domaines aristocratiques à l'extérieur de la capitale. Cette situation du quartier au sud en cul de sac n'est pas là pour briser la quiétude de cette partie du futur VII^e arrondissement, qui se développe lentement le long des anciens cheminements vers les pâturages, avec l'hôtel des Invalides (dont le chantier débute en 1671) et son esplanade (établie entre 1704 et 1720), comme unique point d'attraction pendant de longues années ; un point d'attraction, prolongé plus à l'ouest à la fin de l'Ancien Régime par l'Ecole militaire (construite en 1751 et 1769, complétée à partir de 1787) et son Champs de Mars (première utilisation en 1765).



Plan de Mérian , 1615

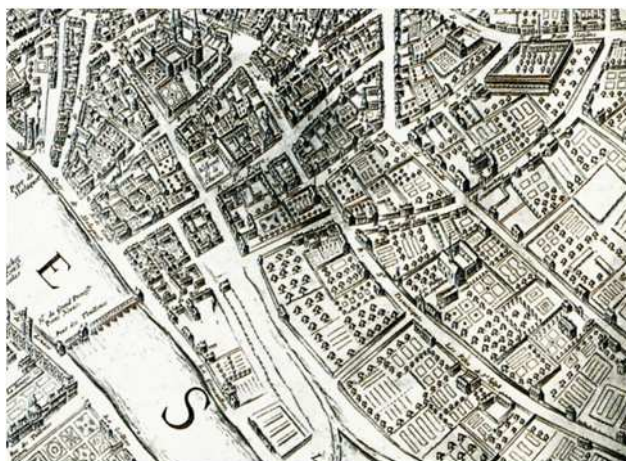


Plan de Latr e, 1765

2. Un premier dispositif d'urbanisation dans le Pré-aux-Clercs mis en place dans les années 1630 sans grand succès

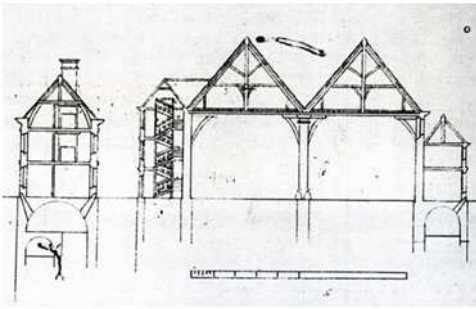
Marguerite de Valois – la Reine Margot - première épouse d'Henri IV, est répudiée en 1599 et exilée en Auvergne. En 1605, avec l'accord du roi, elle revient à Paris et s'installe d'abord dans l'hôtel de Sens, dans le quartier de l'Arsenal, non loin du Marais. Elle achète ensuite à l'Université une partie du Pré-aux-Clercs et des terrains au lieu-dit "la Grenouillère", en face du Louvre ; si bien que son domaine s'étend de la rue de Seine à l'actuelle rue de Bellechasse, sur plus de 16 hectares. En 1607, le maître maçon Jean Autissier commence la construction d'une résidence et, un an plus tard, celle du couvent que la Reine destine aux Augustins réformés (plus tard, Petits Augustins, maintenant dans l'enceinte de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts). Elle fonde également, rue des Saints-Pères, l'hôpital des Frères de la Charité (détruit, à l'emplacement de l'actuelle faculté de médecine).

La Reine Margot n'ayant pas d'héritier direct, elle donne sa maison et ses terrains au roi. En 1615, l'ensemble est vendu, et l'hôtel de Marguerite de Valois démoli. A l'issue d'arpentages et d'expertises menés entre 1620 et 1622, le domaine est adjudgé à cinq financiers : Jacques de Garsanlan, Jacques de Vassan, Jacques Potier, Joachim de Sandras et Louis Le Barbier, alors principal spéculateur du quartier Richelieu. Ensemble, ils se réservent quelques parcelles puis décident de vendre le reste. Le maître maçon Christophe Gamard est l'auteur du plan du nouveau lotissement : la rue de Verneuil est parallèle à la rue de Bourbon (actuelle rue de Lille), tracée sur la grande allée du parc de la reine. Ces deux rues sont coupées par la rue des Saints-Pères et la rue de Poitiers. La rue du Bac est quant à elle un ancien chemin régularisé. Les lots situés à l'est, à l'emplacement de l'ancien hôtel, se vendent aisément. Mais plus à l'ouest, ils n'attirent guère les acheteurs. En 1628, les associés se partagent les terrains encore disponibles. Le Barbier et Garsanlan élisent domicile quai Voltaire, qui est pavé jusqu'à la hauteur de la rue du Bac, en 1669 seulement.

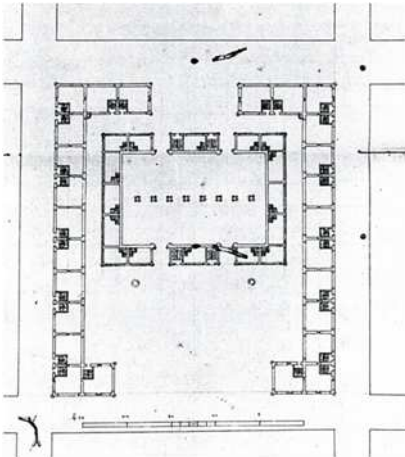


Plan de Boisseau, 1648

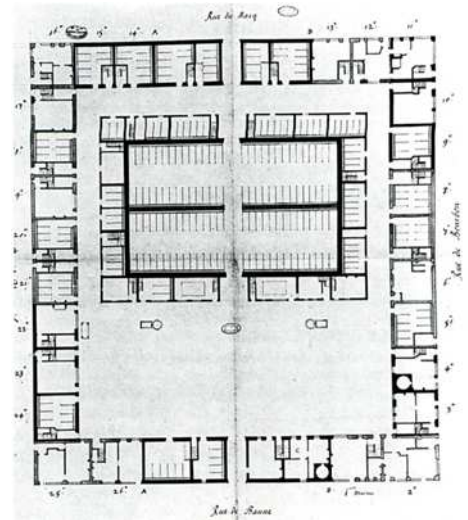
La rue de Beaune est tracée dans le prolongement du pont Barbier, aussi appelé Pont Rouge. Construit en 1634, il est emporté par les eaux en 1642, refait en 1651, incendié en 1654 et finalement détruit au moment de la débâcle des glaces en 1656. Le pont Barbier est emprunté par les piétons, cavaliers et bestiaux se rendant à la halle au Blé, dite du "pré aux Clercs », édiflée de 1637 à 1639 sur le quadrilatère formé par les rues du Bac, de Bourbon (de Lille), de Beaune et de Verneuil. Le pont et les halles sont les pièces majeures du dispositif qui pourrait permettre le peuplement du nouveau quartier, mais leurs difficultés de fonctionnement semblent en avoir considérablement ralenti l'essor. Le bâtiment central du marché est entouré néanmoins de vingt-six petites maisons que l'on se propose de louer aux commerçants. Chacune d'elles comprend une boutique au rez-de-chaussée, un étage et un grenier. L'ensemble qui a bien du mal à subsister est acheté par le roi Louis XIV en 1659. En 1671, il fait aménager à cet emplacement en réutilisant les anciennes constructions, un quartier de cavalerie pouvant accueillir cent vingt hommes et cent chevaux, pour les Mousquetaires gris, tout premier projet de caserne en milieu urbain dans le royaume.



Les halles Barbier, 1636
Coupe



Les halles Barbier, 1636
Plan

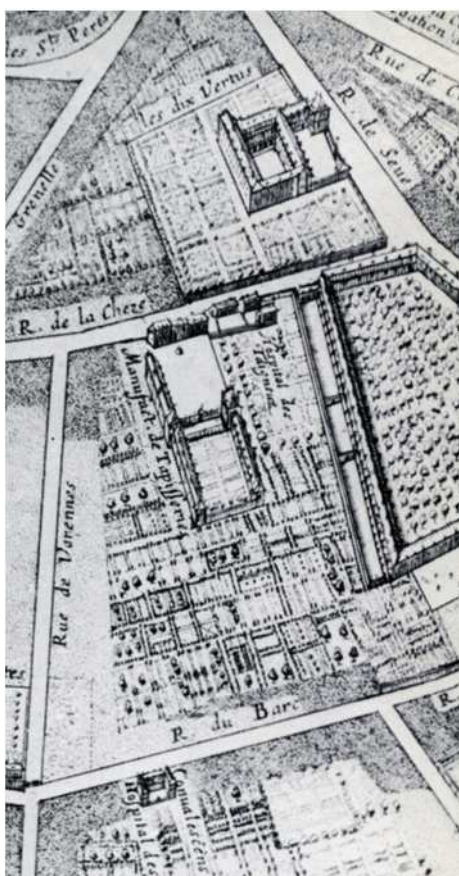


Caserne des mousquetaires, 1671, plan

Près du fleuve au cours du XVII^e siècle, l'urbanisation ne peut aller au-delà de la rue du Bac, car la ferme de la Grenouillère (à l'emplacement actuel du musée d'Orsay) et plus à l'ouest les chantiers de bois flottés, forment obstacle. Le bois de chauffage et de construction arrivé par flottage du Morvan et de la région d'Auxerre est stocké là pour approvisionner cette partie de la rive gauche de la capitale. Le quartier environnant est animé par une population vivant de cette activité, en marge des lotissements bourgeois et aristocratiques. La plus grande partie de ces terrains se situant en zone inondable, ils seront délaissés par les spéculateurs avant la construction à cet endroit de quais jouant le rôle de digues pendant les crues de la Seine.

3. Plus au sud, une manufacture de tapisseries, active entre 1633 et 1662

Au sud du fleuve, plusieurs voies conduisent vers l'ouest aux cultures et aux pâturages de la censive de l'abbaye de Saint-Germain. Deux chemins aux vaches donneront les rues Saint-Dominique et de Grenelle. En limite de périmètre au sud se trouvent le chemin qui mène à Sèvres par la rive gauche, et plus au nord le chemin de la maladrerie jusqu'au village de Grenelle (l'actuelle rue de Babylone). Du sud au nord, le chemin de Saint-Père relie le carrefour de la Croix-Rouge à la Seine. L'installation en 1633 de la manufacture de tapisseries de Raphael La Planche, à l'angle de la rue de la Chaise et de la rue de Varenne, a sans doute un temps une influence sur l'urbanisation dans la limite Sud-est du quartier. Mais son existence est d'une durée relativement courte. En 1661, La Planche se retire au bénéfice de son fils aîné. A cette date, la manufacture compte 42 métiers, qui fonctionnent avec environ deux cent à deux cent cinquante lissiers. Mais dès 1662, la manufacture est réunie avec les métiers du Louvre, de Maincy (confisqués au surintendant Fouquet), et ceux de la famille Comans, pour former la manufacture royale des Gobelins. Visible sur le plan de Gomboust (1652), la manufacture (détruite aujourd'hui, à l'emplacement du boulevard Raspail) voisine alors avec l'hôpital des enfants teigneux (la teigne est alors le nom générique de toutes les maladies du cuir chevelu), et de l'hôpital des Petites-Maisons (devenue en 1801, hospice des Ménages, maison de retraite pour les veufs ou veuves dépourvus de ressources) détruit avec le percement de la partie est de la rue de Babylone en 1868. Au début du XVII^e siècle, on y accueille les vénériens atteints du mal de Naples et on y enferme les incorrigibles qui s'obstinent à mendier. A quelque pas de là, on remarque le couvent des Annonciades des Dix Vertus, installé depuis 1640, devenu Abbaye-aux-Bois dans les années 1650, à l'emplacement actuel du square Récamier.



Plan de Gombust
1652
Manufacture La Chaise

4. Un semi de communautés religieuses entre 1632 et 1647 & le lancement de la spéculation immobilière dans les années 1670

Avec l'Université, l'abbaye de Saint-Germain se partage l'essentiel des terrains. L'installation de nombreuses communautés religieuses dans le quartier avec la bienveillance de la Congrégation de Saint-Maur, dont St-Germain est la maison mère, va apporter le dynamisme nécessaire pour déclencher l'urbanisation du quartier. Suivant le réveil de l'esprit monastique impulsé par la Contre-Réforme, et en relation avec le climat d'insécurité qui règne dans les provinces ruinées par les guerres de Religion et la guerre de Trente ans, avant la signature du traité de Westphalie en 1648, les implantations parisiennes vont ici se multiplier.

Les premiers à s'installer sont les Jacobins (les Dominicains réformés, le nom de Jacobins, vient du premier couvent de dominicains fondé à Paris, rue Saint-Jacques), qui créent en 1632 leur noviciat le long du chemin aux vaches, qui prendra quelques années plus tard le nom de rue Saint-Dominique. La réalisation de l'église actuelle a été confiée à l'architecte Pierre Bullet à partir de 1683. L'église prendra le nom de Saint-Thomas d'Aquin après la Révolution (sa façade est construite tardivement dans les années 1750).

En 1634, le cardinal de la Rochefoucauld, grand Aumonier de France et abbé commendataire de Sainte-Genève, fonde rue de Sèvres un hospice pour accueillir les malades incurables, sans fortune. Les travaux commencent en 1634 sous la direction du maître maçon Pierre Gamard.

En 1635, les chanoinesses Augustines du Saint-Sépulcre, éprouvées par les malheurs de la guerre de Trente ans, arrivent de Charleville. Elles achètent à Le Barbier un des spéculateurs du Pré-aux-Clercs, un terrain au lieu-dit Bellechasse, au bord du chemin des vaches (rue Saint-Dominique). Ces Dames de Bellechasse, dont la règle n'est pas d'une grande sévérité, vont se consacrer à l'éducation des jeunes filles de la noblesse et de la haute bourgeoisie. Leur institution va connaître un vif succès. Elles constituent dans la partie ouest de leur propriété, le long de la rue Saint-Dominique un grand jardin, bordé en partie sud par le premier hôtel particulier donnant à cet endroit sur la rue de Grenelle, l'hôtel de Le Coigneux, Président au Mortier au Parlement de Paris.



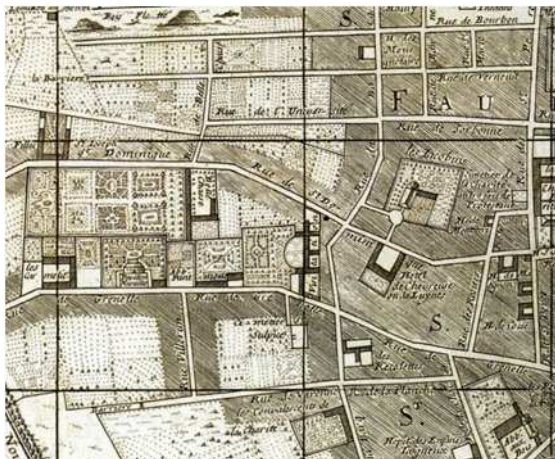
Hôtel le Coigneux
Gravure d'Israël Sylvestre vers 1670

En 1637, les religieuses de Saint-Nicolas de Tulle, connues sous le nom de Récollettes, s'installent rue du Bac. Quelques années plus tard, l'abbaye de Saint-Germain autorise leur directeur de conscience, les Récollets de Saint-Denis à ouvrir un hospice attenant au couvent (les Récollets seront contraints néanmoins à quitter le faubourg en 1708).

En 1640, les Annonciades des Dix Vertus, venues de Bourges, construisent un couvent proche de l'Hospice des Petites-Maisons, situé anciennement à l'angle de la rue de la Chaise et de la rue de Sèvres (aujourd'hui à l'emplacement du Square Récamier). Elles sont délogées en 1650 par leurs créanciers et remplacées en 1654 par les cisterciennes de l'Abbaye-aux-Bois, du diocèse de Noyon. Le bâtiment sera plusieurs fois

remanié et détruit en partie à la fin des années 1860 dans les travaux d'élargissement de la rue de Sèvres, puis en 1907.

En 1640, Les Dames de la Providence ou Filles de Saint-Joseph, originaires de Bordeaux, achètent une maison, chemin des vaches (rue Saint-Dominique, anciens n°s 80-86, emplacement des actuels 10-12 rue Saint-Dominique), de l'autre côté de la rue où s'étend le jardin des Dames de Bellechasse, à l'ouest. L'institution a pour but d'instruire les jeunes orphelines et de leur apprendre un métier. Mme de Montespan protège la communauté qui, à partir de 1674, s'agrandit (en 1686 et 1689). C'est là que la favorite du roi Louis XIV se retirera après sa disgrâce, pourvu des droits et privilèges de fondatrice et de supérieure. L'atelier de broderie occupera jusqu'à une centaine de jeunes filles. Après la mort de sa bienfaitrice en 1707, la communauté fera de la location d'appartements sa principale source de revenus.



Un grand plan de Jouvin de Rochefort, 1674 un havre de paix et de grands jardins établis depuis la fin du XVII^e siècle entre la rue Saint-Dominique et la rue de Grenelle, avec le domaine des Dames de Bellechasse, des Dames de la Visitation, des Carmélites, des Filles de Saint-Joseph. Au centre du dispositif, l'ancien hôtel Le Coigneux, devenu hôtel de Navailles, puis hôtel de Villars, à l'emplacement aujourd'hui de la mairie du VII^e Arrondissement.

Au sud, mais plus à l'est les Dames de Bellechasse sont les voisines des religieuses du Verbe Incarné et du Très-Saint-Sacrement qui se sont installées rue de Grenelle en 1643. En 1670, ces dernières entrent en conflit avec leur prieur et refusent l'autorité d'une supérieure qu'il voulait leur imposer. Elles sont remplacées presque aussitôt par les Bernardines de Pentémont, congrégation du diocèse de Beauvais (le premier couvent du XVII^e siècle sera détruit et reconstruit à partir de 1747, et la première pierre de l'église rue de Grenelle, construite d'après les plans de Pierre Contant d'Ivry, sera posée par le dauphin, père du roi Louis XVI, en 1753).

Du côté ouest de la maison du Président Le Coigneux (qui deviendra l'hôtel de Navailles, à l'emplacement de l'Hôtel de Villars, actuelle Mairie du 7^e arrondissement), s'installent les Carmélites en 1687 sur leur propre jardin.

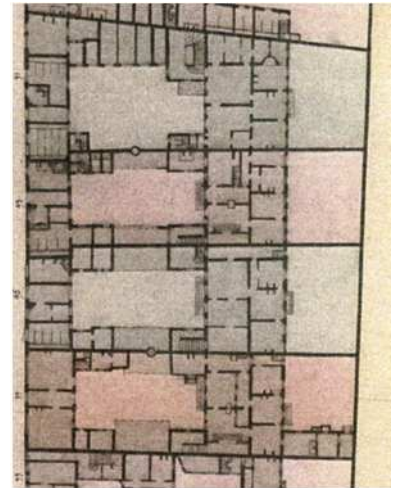
Venant rejoindre cet havre de paix que constituent le plus grand regroupement d'institutions religieuses et le plus grand espace de végétation ordonnancée au centre de notre périmètre, s'installent dès 1672 les sœurs de la Visitation, au 62-68 rue du Bac, et rue de Grenelle avec un bâtiment construit par l'architecte Charles Chamois, dont le jardin rencontre à l'ouest celui des Dames de Penthémont et celui des Dames de Bellechasse.

Pour compléter ce dispositif, l'hôpital des frères de la Charité, sis rue des Saint-Pères, plus près de la Seine, reprend en 1652 une première fondation créée deux ans auparavant à l'initiative privée, et développe à l'emplacement actuel du 106 rue du Bac une annexe sous le nom d'hôpital de la Charité des Convalescents.

Quant aux Théatins, ils s'installent en 1647, protégés par le Cardinal Mazarin à l'emplacement de la tuilerie aux Flamands, dans le Pré-aux-Clercs, dans le prolongement du quai Malaquais, sur le quai des Théatins (devenu quai Voltaire). L'événement est d'importance. La bienfaitrice de la communauté est la reine-mère et Louis XIV vient en personne assister à la consécration de la chapelle provisoire. La construction de la nouvelle église commence en 1661 sur les plans de Maurizio Valperga, ingénieur militaire, travaillant aux fortifications de Brisach. Mais Valperga est remplacé dès 1662 par le père Guarino Guarini, un des plus intéressants architectes baroques, auteur des couvents de l'ordre à Modène et à Messine. Parti en 1666, celui-ci laisse une église inachevée (seuls les bras et la croisée du transept étant érigés), dont la forme jugée extravagante sera critiquée très sévèrement à la fois par les jansénistes et les membres de l'Académie.

En 1687, les Petites Cordelières, religieuses de Sainte-Claire de la Nativité de Jésus, acquièrent l'ancien hôtel de Beauvais, construit après 1661 par la baronne de Beauvais, ancienne femme de chambre d'Anne d'Autriche, plus connue sous le nom de Cateau la Borgnesse. Le long de la rue se succèdent trois cours entourées de corps de logis. Les bâtiments conventuels occupent trois côtés de la première cour, le quatrième étant une galerie en forme de cloître qui communique avec le premier jardin où se trouve le noviciat. A la suite des cours des cuisines et de la boulangerie, un édifice se termine en pointe au carrefour de la Croix Rouge.

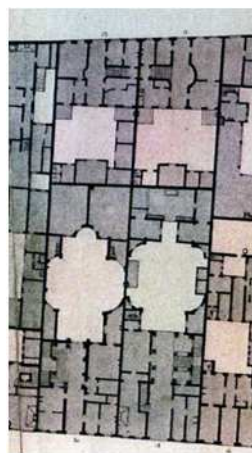
Dans les années 1670-1680, ces communautés religieuses n'hésitent pas à participer à la spéculation immobilière ; ce sont elles qui sont véritablement à l'origine du peuplement du quartier et de sa coloration sociale. L'abbé de St-Germain, sitôt la construction de l'hospice des Incurables avancée fait ouvrir des rues perpendiculaires à la rue de Sèvres, au-delà de la rue du Bac. Entre 1666 et 1671, les administrateurs de l'hospice investissent dans le quartier. Bientôt ils posséderont douze maisons dans la rue du Bac, dont les quatre hôtels des n°s 101 à 107 (seul reste aujourd'hui le 101), deux rue de l'Université (n°s 18 et 20), et deux autres rue de Verneuil (n°s 13 et 15).



Hôtels construits par l'hôpital des Incurables



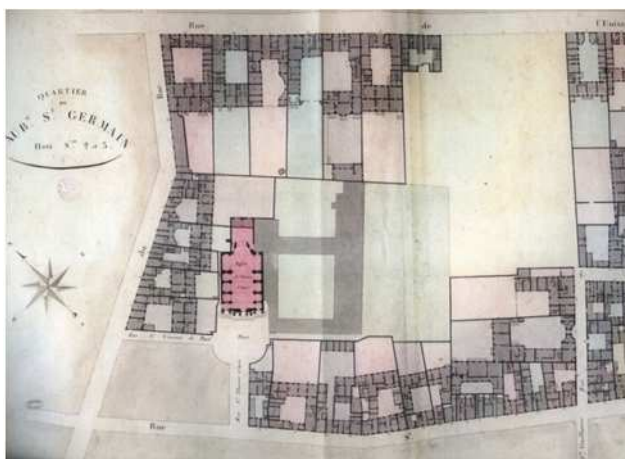
18 rue de l'Université



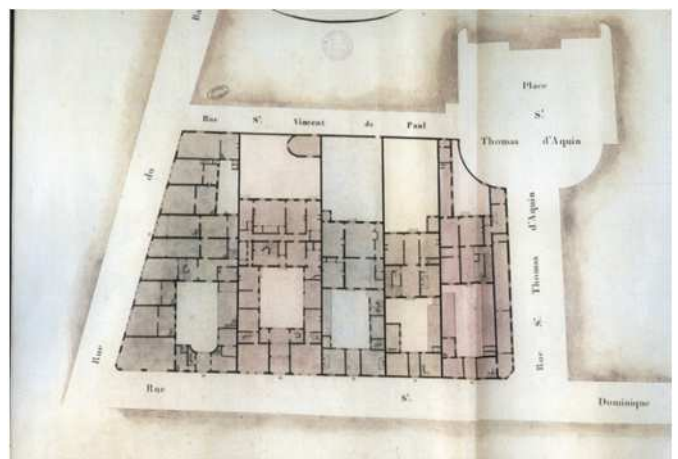
Hôtels pour les incurables
18 et 20 rue de l'Université

Rue du Bac plans des rez-de-chaussée dans l'atlas de Vasserot et Bellanger au début du XIX^e siècle

En 1682, les religieux du noviciat des Jacobins (censés vivre dans la pauvreté, selon la règle austère des Dominicains), font preuve d'un véritable goût pour les investissements immobiliers (le mémorialiste Saint-Simon, leur locataire, parlaient de « ces mendiants aux 50 000 livres de revenus »). Ils décident de l'édification de dix-sept hôtels sur leur terrain - douze rue Saint-Dominique (réalisés en 1684), et cinq rue du Bac (de 1683 à 1688) – loués pour une clientèle aisée par bail de trois, six ou neuf ans (L'hôtel dit de Saint-Simon puis d'Aguesseau, aujourd'hui 218 bd Saint Germain, date de cette campagne de construction).



Lotissement des jacobins



Lotissement des jacobins

5. L'hôpital des Incurables (aujourd'hui ancien hôpital Laënnec)

Dans l'enceinte de l'ancien hôpital Laënnec subsiste une œuvre majeure de l'architecture hospitalière en France conçue au XVII^e siècle : l'ancien hôpital des Incurables. C'est le maître des œuvres de la ville de Paris, Christophe Gamard, auteur notamment du tracé du lotissement du Pré-aux-Clercs, qui est chargé des travaux en 1634. Son plan s'inspire d'un prototype très admiré, l'Ospedale Maggiore de Milan conçu en 1457 par Filarete, qui, le premier, est composé de deux croix autour d'un espace central (ici occupé par la chapelle et à Milan par le cloître). Les travaux commencent par la construction de cette chapelle qui est consacrée le 11 mars 1640. Le projet initial est suivi pendant cinq campagnes de travaux qui vont se succéder pour achever la figure idéale prévue. Dans le plan de Jacques Gomboust offrant une image du Paris datée de 1652, l'élévation de l'édifice est donnée comme déjà complète. Cet état, atteint en réalité en 1757, montre l'ambition poursuivie dès l'origine qui va stimuler le quartier environnant autour de la rue de Sèvres. Pour la partie nord du quartier où se développent depuis la Seine les hôtels particuliers entre cour et jardin, la présence d'un tel bâtiment agit néanmoins comme un repoussoir, et son isolement ne prendra fin qu'à partir des années 1840, avec la constitution à l'ouest de l'enceinte de l'hôpital de la rue Vaneau ; et plus encore à la fin du second Empire avec le prolongement de la rue de Babylone vers la rue de Rennes, et l'installation du Grand Magasin du Bon Marché au débouché de la rue du Bac. Donnant sur cette voie, la seule à traverser tout le quartier du nord au sud avant les années 1880, quelques résidences de distinction avaient pu être implantées dès le XVII^e siècle, la plupart propriétés de l'hôpital.



Ancien hôpital des incurables
Etat en 1839

6. L'hôtel, l'église des soldats et l'église royale des Invalides

Les premiers investissements immobiliers des communautés religieuses sur la partie de leurs terrains laissée vacante correspondent au moment où Louis XIV décide par ordonnance du 24 mai 1670 de fonder un hôtel royal pour accueillir les soldats invalides ayant servi au moins dix ans dans l'armée. L'emplacement choisi est la plaine de Grenelle et fixe jusqu'à fin de l'Ancien Régime la limite ouest de l'urbanisation du quartier. La même année, Louis XIV fait de Paris une ville ouverte et ordonne la destruction des anciens remparts. Sur la rive gauche, là où la fortification n'a jamais existé, il confie à l'architecte Pierre Bullet le soin d'établir le tracé d'un boulevard planté, appelé cours du midi, pour marquer la limite de la capitale où sont installées les barrières d'octroi. Comme on peut le voir dans le plan de Nicolas de Fer daté de 1697, le premier projet depuis la Seine suit l'emplacement de l'actuel rue de Bourgogne. Il sera déplacé par la suite pour venir limiter la partie est de l'esplanade dessinée au nord du nouveau bâtiment. Pour mener à terme la construction de l'hôtel des Invalides, le roi choisit l'architecte Libéral Bruant, qui vient de terminer la chapelle de la Salpêtrière. La première pierre est posée le 30 novembre 1671 et dès 1674 les pensionnaires s'installent. A l'exception de l'église et des infirmeries, les travaux seront menés par cet architecte qui est remplacé par Jules Hardouin-Mansart pour diriger les travaux de l'église des soldats (à la fin de l'année 1676), et concevoir l'église royale du Dôme dont les fondations sont jetées en 1677.

Le plan de cet édifice s'apparente à celui de la chapelle funéraire des Bourbons, construite contre la façade nord de l'ancienne abbatale de Saint-Denis, mais il doit aussi beaucoup à celui de Saint-Pierre de Rome complété par Michel-Ange. Cette église consacrée sous le vocable de Saint-Louis en 1706 (où Louis XIV a pensé se faire inhumer), constitue la référence monumentale majeure de la fin du XVII^e siècle et du début du XVIII^e siècle dans le quartier, avec le Pont royal, terminé en 1689 ; le parcours depuis ce dernier jusqu'à l'hôtel des Invalides constituant une des facteurs déterminant dans le développement de l'ouest du périmètre de l'actuel Secteur Sauvegardé.

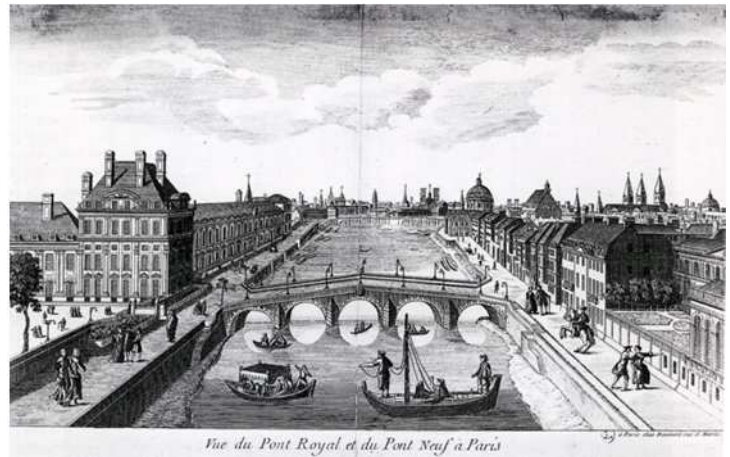
Les 2000 à 3000 pensionnaires accueillis n'étant que très peu autorisés à sortir, ils ne prendront pas part à la vie du quartier. Dès 1676, différents ateliers manufacturiers les occupent. Les invalides font des bas, des bonnets, des souliers et taillent des vêtements. Un atelier de calligraphie et d'enluminures œuvre pour les communautés religieuses, le roi et les particuliers, tandis qu'un atelier de tapisseries fonctionne pendant une vingtaine d'années. Le service d'infirmerie y est assuré par les sœurs grises (filles de la Charité), comme aux Incurables.



L'hôtel des invalides, l'église des soldats et l'église royale du Dôme, une avenue contemporaine

7. Le pont Royal

Le pont Royal est le premier franchissement entre la rive gauche et la rive droite construit en maçonnerie, à l'abri des crues et des débâcles, permettant le passage de voitures à chevaux et de carrosses. Il est placé légèrement en aval de l'ancien Pont Rouge, non plus au débouché de la rue de Beaune, mais plutôt dans le prolongement de la rue du Bac. Edifié d'après les plans du frère François Romain (d'origine hollandaise), membre de la communauté des Jacobins établie dans le quartier, sous la direction de Jacques IV Gabriel, puis de Jules Hardouin-Mansart (qui lui donne son aspect définitif), son chantier débute en 1685. Il est inauguré en 1689. Grâce à ce franchissement, il est possible d'établir un lien direct entre le Louvre et l'église Saint-Louis des Invalides, où Louis XIV envisage d'établir la nécropole royale, et de doubler vers l'ouest le Pont Neuf dont les travaux ont marqué la capitale sous le règne d'Henri IV.



Vue du pont royal, gravure du XVIIIe siècle

8. Les grands hôtels particuliers

Les plus anciens hôtels particuliers ne sont pas à chercher dans le lotissement du Pré-aux-Clercs, mais à proximité de la rue des Saint-Pères, c'est-à-dire à l'est du périmètre, à proximité du chemin aux vaches devenu la rue Saint-Dominique. Ils ne sont pas aujourd'hui en très grand nombre. S'élevèrent là dans les années 1640 quelques demeures d'importance, dont subsistent deux exemples significatifs pour leur enveloppe et dont les intérieurs ont été modernisés au fil du temps :

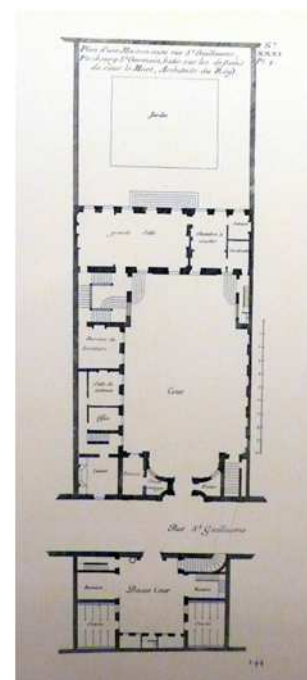
- L'hôtel de Cavoye, au 52 rue des Saint-Pères, construit à partir de 1639 par Daniel Gittard pour Paul Bailly, abbé de Saint-Thierry au Mont d'Or près de Reims. Ses aménagements ont été poursuivis dans la seconde moitié du XVIIe siècle par Jules Hardouin-Mansart, d'après les dessins de Pierre Lepautre. L'intérieur délabré de l'hôtel a été restauré dans les années 1920 par sa propriétaire, Madame Lehr, dans un goût contemporain privilégiant le XVIIIe siècle ; il a été endommagé ensuite pendant la seconde guerre mondiale, avant d'être restauré une nouvelle fois dans les années 1980. Sa façade visible depuis la rue, avec son portail mérite une attention particulière.
- L'hôtel de Laigue (ou de Créquy), au 16 rue Saint-Guillaume, bâti par Pierre le Muet à partir de 1639, pour Monsieur de Laigue, complété par le même architecte lors d'une deuxième campagne en 1664 menée pour son nouveau propriétaire, l'abbé Berthier, abbé de Saint-Vincent de Senlis; les travaux ont été poursuivis par l'Hôtel Dieu (nouveau propriétaire) après 1667 (et la nouvelle aile sur le jardin est de 1772, et a été construite pour le duc de Béthune-Charost). Les écuries de cet hôtel possèdent la particularité au XVIIe siècle d'être localisées de l'autre côté de la rue, et cet ensemble est encore visible aujourd'hui.



Hôtel de Cavoye
Rue des Saint-Pères



Hôtel de Laigue,
Façade, d'après J.F BLONDEL



Hôtel de Laigue
Plan, d'après J.F BLONDEL

Financées notamment par des familles fortunées de la noblesse de robe qui n'ont pas choisi de vivre dans le quartier du Marais, on construit dans le même temps d'autres hôtels, rue de l'Université, mais dont la plupart n'ont pas subsisté. Dès 1640 on y érige des maisons pour des parlementaires comme Pierre Pithou (n°3, 1639), Charles de Bérulle (n°5, 1639), Jean Tambonneau (n°9, 1644) (détruit, à l'emplacement de l'actuelle rue du pré aux Clercs), Jean Le Vasseur (n°23, 1655). Au 12, Samuel Bernard, peintre, père du financier qui s'installera rue du Bac, fait construire un hôtel en 1651. Au 13, Louise Pithou, dame d'honneur

de la Reine fait ériger sa maison en 1666. En 1660, on atteint l'angle de la rue du Bac avec l'hôtel construit par la Sorbonne, et loué à la Sérénissime République de Venise.

Rue de l'Université, on peut voir aujourd'hui :

- L'hôtel d'Aligre, au numéro 15, qui remonte pour ses extérieurs aux années 1680 ; et dont les intérieurs forment aujourd'hui un important ensemble décoratif du Premier Empire
- Un fragment au numéro 21, (la partie ouest de sa façade sur rue et l'enveloppe de l'ancienne galerie ouest) de l'ancien hôtel de Bragelonne, construit en 1640
- La façade sur jardin, au numéro 23 (visible au 2 rue Montalembert), de l'ancien hôtel de Livry, modernisée au XVIII^e siècle mais dont le volume, la composition, l'avant-corps avec son fronton, remontent aux années 1660-1680.
- Les deux premiers niveaux de la façade sur jardin de l'hôtel de Sennecterre, au numéro 24 (façade donnant du côté de la rue de Verneuil), construite en 1688, surélevée dans les années 1770, sa cage d'escalier, prise dans l'actuel vestibule, ainsi que le salon sur jardin avec ses vestiges de peinture.
- Les hôtels des numéros 18 et 20, certainement au point de vue de l'architecture les plus originaux (ils ne sont pas entre cour et jardin, leur cage d'escalier est particulièrement développée et leur cour à l'arrière reçoit une ordonnance baroque), construits par l'hospice des Incurables de 1667 à 1668 par Gabriel Leduc, architecte du roi.

Dans le périmètre du Secteur Sauvegardé, pour les hôtels dont l'aspect extérieur remonte de manière significative au XVII^e siècle, on peut ajouter :

- La façade sur cour de l'hôtel de Monceaux, au 85 rue de Grenelle, construit en 1672, pour la famille d'Auxy de Monceaux, par l'architecte Jean 1^{er} Marot (modernisé au XVIII^e siècle).



Hôtel de Monceaux
Rue de Grenelle

- Les façades sur rue de l'Hôtel de Furstemberg, au 77 rue de Grenelle, construit en 1688, sur les plans de l'architecte Pierre Delisle-Mansart en 1688.
- La façade l'hôtel d'Aguesseau de Fresnes, 218 bd Saint-Germain (auparavant rue Saint-Dominique) et sa cage d'escalier, construit pour les Jacobins en 1684.
- Les hôtels des Dames de Bellechasse au 3 et 5 rue Saint-Dominique, construits à partir de 1687, selon les plans de Desespine, le chantier étant sous la responsabilité du maître-maçon Noël Ferret.
- L'hôtel de la Feuillade, 101 rue du Bac (surélevé d'un étage ensuite, et transformé à l'intérieur) construit par l'hôpital des Incurables autour de 1670.

9. Maisons au XVII^e siècle

Le quartier se constitue au XVII^e siècle à proximité des rives de la Seine à partir d'une poignée d'hôtels particuliers construits dès les années 1620-1630, aujourd'hui tous disparus ou bien intégrés dans des ensembles plus récents. Premier point de développement à l'arrière du front de rivière, la création des halles le Barbier entraînent la construction de maisons plus modestes à la fin des années 1630 et au début des années 1640. La ville n'est pas dense et en hauteur ne dépasse pas encore un rez-de-chaussée surmonté de deux étages ou trois étages au dessous du comble. Lorsque la spéculation financière prend de l'ampleur au début du règne de Louis XIV, dans les années 1670-1680, la situation évolue rapidement. Rue du Bac, rue de Beaune, rue de Verneuil, on peut voir aujourd'hui des maisons plus anciennes dont la situation prend alors de la valeur et sont surmontées de trois ou quatre niveaux. Un autre pôle est constitué au XVII^e siècle autour de l'hôpital des Incurables, de la rue de Sèvres et de la rue des Brodeurs (tronçon de l'actuelle rue Vaneau), démoli presque entièrement dans les années 1900 (il subsiste deux ou trois maisons du XVII^e siècle dans ce secteur).



Angle de la rue de Beaune , rue de Verneuil



Maisons du XVII^e siècle
Rue de Vaneau (détruites)



6-8 rue du Bac



24 rue de Verneuil



10-8-6 rue du Bac (modernisé dans les années
18360 par le n°10)

B. Au XVIII^e siècle

1. Le quartier du Faubourg Saint-Germain 1700-1739

1.1 Règlements, projets et travaux urbains

Le faubourg Saint-Germain dans le périmètre qui nous intéresse est un quartier dont l'urbanisation sous l'Ancien Régime doit peu de choses aux grands travaux royaux car l'hôtel des Invalides et l'église royale du Dôme s'y trouvent à la marge. Les avenues en patte d'oie tracées par Hardouin-Mansart au sud et l'esplanade au nord forment barrières. Elles prennent la direction contraire du développement urbain précédent et ne prolongent pas le tissu existant. L'équipement le plus important, l'hôpital des Incurables (hôpital Laennec), est une fondation religieuse, et ce sont autour des fondations religieuses et de leurs vastes terrains que la ville va prendre forme, au hasard de leurs implantations le long des anciens chemins ruraux. A la fin du XVIII^e siècle dans la partie nord, le lotissement du Pré-aux-Clercs et de l'Université ne bénéficient pas d'ordonnements ou d'éléments structurants comme sur la rive droite. Ici point de place du Carrousel créée en 1662 entre le Louvre et les Tuileries à l'occasion de la naissance du premier enfant royal, pas de place des Victoires, pas de place Louis le Grand (actuelle place Vendôme). Le faubourg ignore aussi la fortification. Il est depuis sa création au-delà de l'enceinte médiévale : quand en 1670, Louis XIV fait de Paris une ville ouverte, ordonnant la destruction des bastions, fossés ou autres obstacles dressés devant la ville, pour planter les boulevards, on n'enregistrera aucun bénéfice en termes d'aménagement. Pierre Bullet, chargé de dessiner rive gauche le boulevard du Midi, prévoit une promenade plantée mais sa réalisation se fera attendre jusqu'en 1715 avec un tracé différent.

En 1700, s'ouvre le prolongement de la rue de Bellechasse, entre la rue de Bourbon et la rivière, une voie située entre deux chantiers ; un peu plus au sud, la construction des hôtels particuliers depuis la rue des Saint-Pères autour de la rue de l'Université atteint cette limite. En 1702, un arrêté royal fixe la limite de Paris qui atteint l'esplanade et l'actuel boulevard des Invalides. Le faubourg devient le 20^{ème} quartier, mais il est loin d'être urbanisé sur toute sa surface Vers 1715, l'architecte Boffrand achète et revend les terrains du chantier du Soleil d'Or, situés le plus à l'ouest. Entre temps, on prolonge la rue de Bourbon, la rue de l'Université et on ouvre la rue de Bourgogne de la Seine jusqu'au Palais Bourbon, puis on continue vers le sud (l'autorisation d'ouverture de la rue de Bourgogne est donnée en août 1707 et sa largeur est portée à 8 toises ; son tracé jusqu'à la rue de Varenne est visible en 1716 sur le plan de Delisle).

Le terrain est préparé pour le deuxième mouvement spéculatif. Il atteint un pic dans les années 1720 sous le régime, pour s'éteindre après 1735.



Extrait du plan de Delisle, 1716

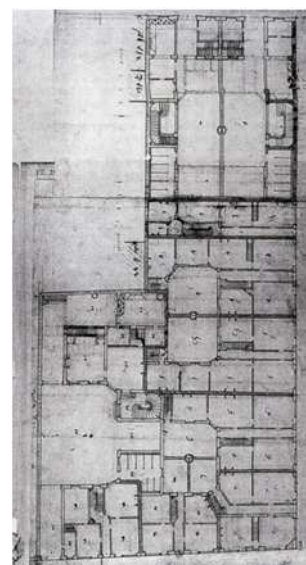
1.2 Les architectes Boffrand, de Cotte, et le président Duret : hardis spéculateurs

A la suite de Le Barbier, une nouvelle génération d'hommes d'affaires se met en place ; au premier rang desquels les architectes eux-mêmes. Ceux-ci sont intervenus et interviennent encore dans les autres quartiers de Paris, sur la rive droite notamment. Ils trouvent au faubourg Saint-Germain un autre territoire. L'architecte Germain Boffrand construit sur un terrain qui lui appartient (aujourd'hui au numéro 1 de la rue Saint-Dominique) un hôtel entre 1712 et 1717, qu'il vend au diplomate Michel Amelot de Gournay, membre du Conseil de Régence. Rue de Bourbon (aujourd'hui 78 rue de Lille), il cède un autre hôtel en cours de chantier à Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy (aujourd'hui hôtel de Beauharnais, ambassade d'Allemagne) en 1715. Le marquis de Torcy est l'ancien ministre des Postes et des Affaires étrangères de Louis XIV et il sera lui aussi membre du Conseil de Régence. Torcy est l'oncle de Seignelay, son voisin qui achète en 1718 à Boffrand son hôtel au 80 rue de Lille. Deux ans auparavant, Boffrand cède le terrain contigu à la princesse de Conti, qui préfère confier l'édification de son hôtel (l'hôtel du Maine, aujourd'hui détruit) à Robert de Cotte, alors premier architecte du Roi.

Le même Robert de Cotte, après avoir bâti et revendu plusieurs immeubles place Vendôme et un important ensemble rue Saint-Honoré, en 1717, achète à la Ville un terrain situé à l'angle de la rue du Bac, du quai d'Orsay et de la rue de Bourbon. Il y érige en 1722, devant la Seine, deux immeubles-hôtels pourvus de boutiques à rez-de-chaussée (surélevés au XIXe siècle, démolis en 1901), réunis sous un même ordonnancement de façade. Il construit ensuite de 1728 à 1731, pour son fils, deux autres immeubles hôtels contigus sur la rue du Bac (détruits en 1871) après avoir fait le projet d'un ensemble de sept immeubles de rapport et d'un hôtel en fond de cour (non réalisés).



Deux hôtels particuliers réunis sous une même enveloppe par Robert de Cotte, à l'angle du quai d'Orsay et de la rue du Bac (modernisés au XIX^e siècle, détruits lors de l'extention de la Caisse des Dépôts



Projet de maisons par Robert de Cotte
Quai d'Orsay rue du Bac et rue de Bourbon (rue de Lille), non réalisés

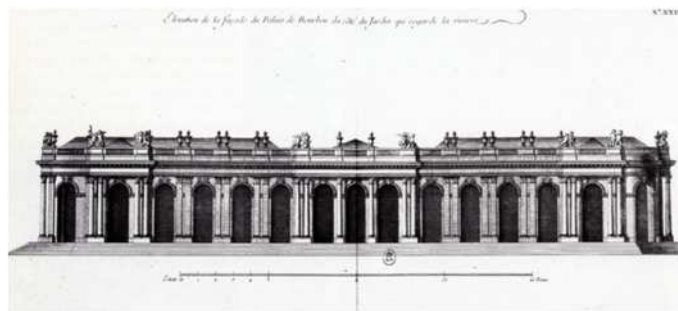
A la fin du XVIII^e siècle, le Président Duret, Maître des Requêtes, Secrétaire du Cabinet de sa Majesté, Président du Grand Conseil, convainc l'Université de lui vendre des terrains. Il s'entoure d'intermédiaires qui achètent et travaillent pour lui, prenant en charge la réalisation technique, artistique et commerciale. Duret agit toujours de la même façon : le terrain acquis, il fait dresser les plans par des architectes, et sans l'accord d'éventuels acheteurs, il fait commencer les travaux en finançant les entrepreneurs et les artistes ; puis il se met en quête d'un futur propriétaire. Non seulement il plante dans le quartier des bâtiments de qualité, mais sa clientèle se recrute parmi les puissants. En 1715, rue de l'Université, il vend le 33 à Mme veuve le Vayer de Boutigny ; il choisit le 35 pour sa résidence, tandis qu'il épouse sa voisine qui habite le 37, la Comtesse veuve Delafrette. Ayant perdu son second mari, Mme de Richebourg vient s'installer dans cette maison qu'elle loue à Duret et y demeure avec Mr. de Cosnac. Le 51, construit par Lassurance (ou de Lassurance), contrôleur des travaux des Invalides, est vendu au marquis de Maisons, président à mortier au Parlement de Paris en 1707. Au 53, construit aussi par Lassurance, Duret installe le Comte d'Auvergne. Il vend le 70, construit en 1702, à Béchameil, marquis de Nointel, conseiller d'état. Le 71, construit en 1705 au marquis de Noailles...

1.3 Le renouveau de la vie aristocratique dans le faubourg pendant la Régence, autour de la famille de Bourbon

Le roi meurt en 1715. Un conseil de Régence s'installe jusqu'en 1723. Paris redevient ville capitale. L'installation de la duchesse douairière de Bourbon, fille naturelle de Louis XIV et de Madame de Montespan va relancer l'attractivité du quartier. Elle achète à partir de 1719 tous ce qui peut être à vendre au bord de Seine, au-delà des terrains auparavant lotis ou vendus par Boffrand, jusqu'à l'esplanade des Invalides. Elle parvient à obtenir des terrains du jeune Roi, et elle rétrocède une partie du tout à son amant, le marquis de Lassay, pour qu'il puisse construire son hôtel à proximité. Le chantier se déroule de 1722 à 1728. Le marquis de Lassay demande les plans à l'architecte italien Giardini, mais celui-ci est très vite remplacé après son décès par Lassurance, qui disparaît lui-même en 1724, remplacé par Jacques V Gabriel, puis par Jean Aubert, ce dernier ayant une influence déterminante sur le projet réalisé. Les hôtels de Bourbon et de Lassay ne ressemblent à aucun autre.



1^{er} Palais Bourbon sur cour dans *l'Architecture Française* de J.F Blondel, publiée en 1752



1^{er} palais Bourbon sur Seine dans *l'Architecture Française*

Ils profitent d'une situation encore à l'écart, et leur aspect est celui de deux maisons de plaisance, sur une terrasse et un jardin dominant la Seine, avec à l'arrière de grandes dépendances où loge une importante maisonnée. Pendant ce temps l'architecte de la Ville, Jean Beausire, projette le prolongement de la rue de Bourbon (rue de Lille), tandis que Robert de Cotte dresse les plans d'un premier projet pour une nouvelle caserne pour les mousquetaires gris (qui ne sera jamais construite).

Le mouvement s'accroît. Les grandes princesses du sang ne dédaignent plus le faubourg Saint-Germain. Madame de Conti, fille de Louis III de Condé et de la douairière de Bourbon, et veuve de Louis-Armand de Conti, venant du quartier de l'Arsenal, après avoir lancé les travaux d'un hôtel rue de Bourbon dès 1716 (qu'elle vend quelque temps après à sa sœur la duchesse du Maine), achète en 1733 l'hôtel de la Vrillière (hôtel de Brienne), rue Saint-Dominique, construit par François Debias-Aubry pour le spéculateur Duret entre 1724 et 1730 ; propriété qu'elle accroît de nouvelles dépendances et qu'elle embellit d'un grand jardin. Louise-Anne de Bourbon Condé, Mademoiselle de Charolais, fille elle aussi de la duchesse et de Louis III de Bourbon, prince de Condé, s'installe en 1735 à l'hôtel de Rothelin, 99 rue de Grenelle, construit par l'architecte Lassurance entre 1700 et 1704. Leur sœur, Elisabeth-Alexandrine de Bourbon, Mademoiselle de Sens, emménage en 1735 un peu plus loin dans la même rue, dans l'hôtel de Noirmoutiers, construit par Jean Courtonne en 1722.

1.4 Une architecture d'académiciens exemplaires ?

Au moment où se développe le mouvement de construction dans le quartier, c'est-à-dire dans les années 1680-1690, le discours de l'Académie, créée en 1671, se tend. D'après François Blondel, dans la seconde édition de son *Cours d'architecture*, la Compagnie est chargée d'épurer « la langue de l'architecture », en entraînant un « dépouillement de ces ornements vicieux et un retranchement des abus que l'ignorance et la présomption des ouvriers y avaient introduits » et se doit de dispenser un enseignement. Or très nombreux sont les architectes académiciens dont les travaux sont repérables au faubourg Saint-Germain. Y figurent Daniel Gittard (1625-1686), Libéral Bruant (1635-1697), Jules Hardouin Mansart (1646-1708), Pierre Bullet (1639-1716), Jacques V Gabriel et Robert de Cotte (1656-1735). Cette première génération s'éteignant rapidement (Gabriel et Robert de Cotte exceptés), aux pères succèdent les fils moins brillants, Jean-Baptiste Bullet, Pierre Gittard, François Bruant ; puis à partir de 1718, surgit une nouvelle génération avec Germain Boffrand (1667-1754), Pierre Cailleteau, dit Lassurance, mort en 1724,

Jean de Courtonne, Jean Beausire (architecte de la Ville, mort en 1743) ainsi que Jean-Baptiste Leroux (1670-1746, spécialiste de l'ornementation).

Il s'avère qu'ici bas, la mode l'emporte parfois sur le goût sévère. Ces messieurs de l'académie sont soumis à leur clientèle, leurs écrits et leurs enseignements étant souvent démentis par leurs œuvres. L'illustration de cette contradiction entre actes et théorie est perceptible dans le premier ouvrage qui dresse l'inventaire critique des œuvres d'architecture dans le faubourg Saint-Germain : le 1er volume de *L'Architecture française* de Jacques François Blondel, paru en 1752, chez Jombert, libraire rue Dauphine.

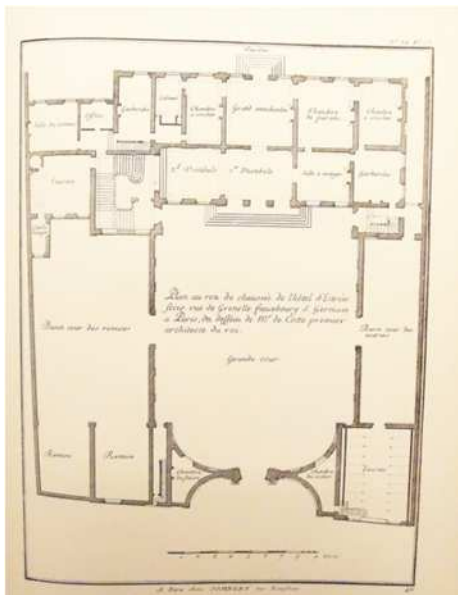
1.5 Le Une première vision critique de l'architecture du faubourg par Jacques-François Blondel

Jacques-François Blondel (1705-1774) est le neveu de François Blondel, le directeur de conscience des architectes de l'Académie dès sa fondation. Il crée un cours privé d'architecture sous le nom d'Ecole des Arts qui va regrouper beaucoup de jeunes apprentis architectes jusqu'au milieu des années 1750, dont le rayonnement dépassera les frontières. Il rejoint l'Académie en 1756. La plus grande partie de son œuvre construite, hormis ses travaux pour les églises Saint-Gervais et Saint-Jean de Grève à Paris, se trouve à Metz, où il réalise l'hôtel du Parlement, le Palais épiscopal et le portail de la cathédrale. C'est lui qui rédige *le chapitre consacré à l'architecture dans L'Encyclopédie* de Denis Diderot. Après son ouvrage *De la distribution des maisons de plaisance et de la décoration des édifices en général*, et son *Cours d'architecture civile*, il publie son *Architecture française*, chez Jombert, rue Dauphine à Paris, en 1752. L'originalité de cet ouvrage par rapport à ses contemporains est dans son caractère pratique et son ambition critique. Le but de Jacques-François Blondel est d'assembler le meilleur de la création nationale pendant les cinquante dernières années, « ce que l'architecture française a produit de plus magnifique et de plus régulier ». Pour ce faire, il réunit des gravures de bâtiments, en plan, en élévation et en coupe, pour la plupart déjà publiées par Jean Mariette chez le libraire Jombert quelques années auparavant, qu'il enrichit d'un long commentaire. Cette architecture française dont il fait l'apologie est essentiellement parisienne, et se concentre hormis de rares exceptions, sur l'hôtel aristocratique.

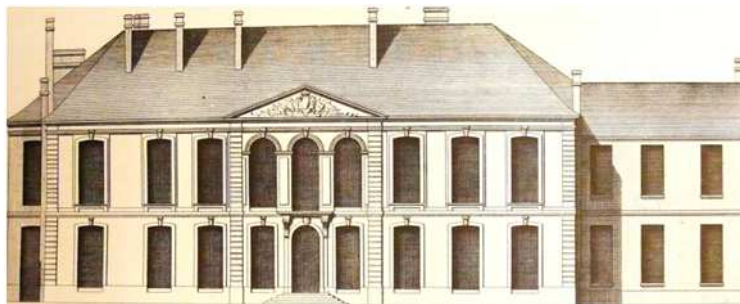
Le premier volume, contient 152 planches réparties en 33 chapitres correspondant chacun à un bâtiment situé au faubourg Saint-Germain. Suivront un deuxième volume sur les hôtels construits dans les quartiers du Luxembourg, de la Cité et du Marais. Puis un troisième où il aborde les quartiers Saint-Denis, Saint-Honoré et du Palais Royal. Le quatrième ouvrage est consacré aux grands palais royaux, Le Louvre, les Tuileries et Versailles.

Commence donc avec Blondel, l'histoire architecturale du faubourg Saint-Germain, qui fixe l'image tenace d'un quartier d'hôtels particuliers, où mis à part l'hôtel des Invalides, selon lui rien d'autre ne mérite l'attention sur le plan architectural. En introduction, l'auteur propose d'isoler les principes de la vraie architecture, avant de faire une histoire abrégée de la ville de Paris et son développement. Mis à part un classement par nombre de niveaux, Blondel est sensible d'une manière générale aux proportions, notamment des croisées. Dans la distribution, il veille aux compositions axiales, aux enfilades, aux pièces qui doivent se succéder dans les appartements, aux dispositions qui permettent au service de rester discret et d'être efficace. Et il développe une attention particulière pour les jardins. Pour plaire à l'Académie, il apparaît volontiers rétrograde. Les hôtels construits par Le Muet, l'hôtel de Luynes (aujourd'hui détruit, à l'emplacement de la rue de Luynes) et l'hôtel de Laigue (rue Saint Guillaume), bien que beaucoup plus anciens, trouvent à ses yeux un plus grand mérite que la plupart des bâtiments contemporains. En évoquant l'hôtel de Luynes, il écrit ceci : « Il faut convenir que la régularité de l'exécution et la correction des profils de ce bâtiment, ainsi que tous ceux exécutés dans le siècle dont nous parlons, a de quoi satisfaire et nous confirme combien la beauté de l'appareil et l'art de profiler sont essentiels dans l'art de l'architecture, puisque ces deux parties qui seules dominent dans ces édifices semblent nous dédommager de cette grâce de cette élégance, et surtout de la convenance qu'on affecte depuis dans nos édifices modernes ». Pour autant, il est ouvert à la nouveauté, dans la mesure où il peut se permettre de formuler des commentaires parfois très libres et très négatifs pour certains des hôtels qu'il a choisis de décrire. Selon lui à l'hôtel Matignon, rue de Varenne : « les croisées de tout ce bâtiment sont trop élégantes et s'accordent mal avec le peu de richesse de leur bandeau, la largeur des trumeaux et la simplicité qui règne dans toute cette ordonnance, semblaient exiger que la proportion des croisées du rez-de-chaussée fut dorique, et celle du premier étage ionique ; parce qu'ayant une fois choisi une expression dans les ordres, on ne devrait jamais sans écarter dans un bâtiment » et pour l'hôtel de Chanac Pompadour (actuelle résidence de

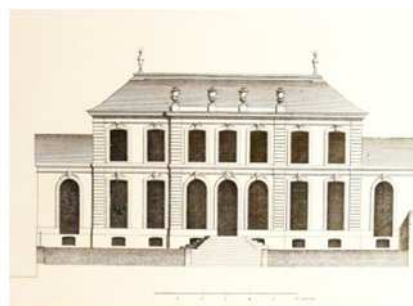
l'ambassadeur de Suisse), rue de Grenelle, il note : « Toutes ces inadvertances que nous sommes obligés de relever ici, en faisant la description d'un bâtiment, dont les dessins ont été donnés par un homme de mérite, nous coûtent sans doute à faire remarquer, mais comment pouvoir instruire et se taire sur des défauts aussi apparents ? »



Hôtel d'Estrée par Robert de Cotte, dans *l'Architecture française* de Jacques-François Blondel



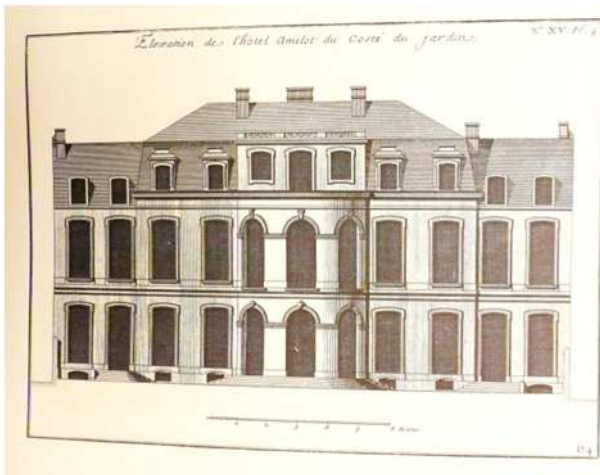
Hôtel d'Estrée (actuelle ambassade de Russie)
Dans *l'Architecture française* de Jacques-François Blondel



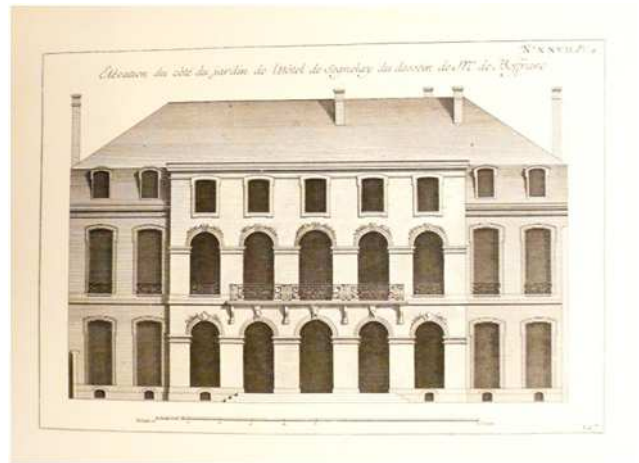
Hôtel de Janvry
(actuel hôtel de Boisgellin), dans *l'Architecture française* de Jacques-François Blondel-

Des plans publiés dans cet ouvrage (dont on sait qu'ils peuvent ne pas reproduire la réalité, mais qui sont vraisemblablement proches de celle-ci néanmoins), se dégagent des noms, des manières plus ou moins évoluées, des solutions originales, même si l'on s'aperçoit que pratiquement chaque hôtel est un unicum.

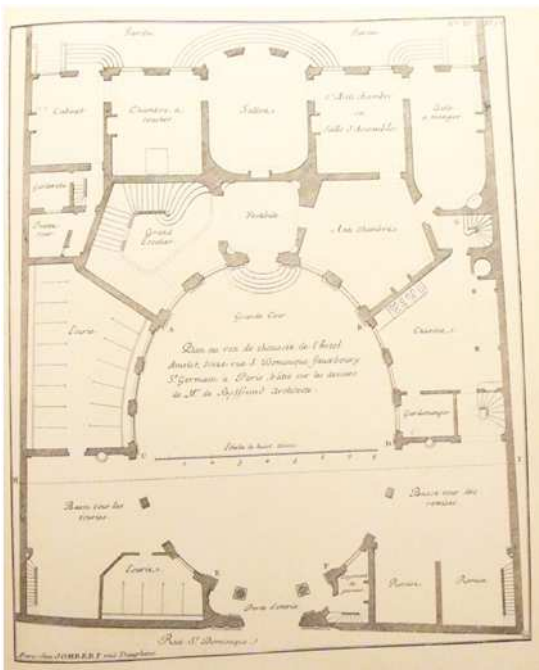
L'architecte le plus apprécié de Blondel, celui qui est apte à faire de beaux bâtiments, selon lui, est Germain Boffrand. De son œuvre émergent ici les hôtels Amelot de Gournay et de Seignelay (Torcy fait aussi l'objet d'un chapitre). Moins aimé de Blondel, Jean Courtonne semble être le seul à pouvoir lui opposer un langage singulier. On voit ce dernier au même niveau que Lassurance (de Lassurance pour Blondel), qui est lui sur le terrain depuis plus longtemps. La comparaison des plans de son hôtel Rotelin (ou Rothelin) 99 rue de Grenelle, construit de 1700 à 1704, qui développe une très longue façade sur jardin de 29 toises, avec les plans de l'hôtel de Noirmoutier de Courtonne est assez édifiante : ils se ressemblent dans leur distribution. Mais avec l'hôtel Matignon, élevé de 1719 à 1723, Courtonne dépasse largement en invention, certes contenue dans la limite possible des convenances, son aîné. Moins connus parce que détruits ou profondément transformés - dans une typologie qui a quasi-disparu aujourd'hui à l'exception du plus tardif hôtel de Chanaleilles (aujourd'hui, 2 rue de Chanaleilles) - les hôtels de Béthune (disparu lors de la percée du boulevard Saint-Germain), construit par Lassurance en 1704, et de Chanac Pompadour élevé en 1735 par Alexis Delamair (modifié au XIXe siècle), fixent aussi l'attention, révélateur d'une adaptation à un terrain peu profond pour le premier, et de la volonté de créer dans le faubourg une petite maison de plaisance pour le second. Quant à l'énorme Palais Bourbon, il apparaît en plan d'un archaïsme à la française issu du XVIIe siècle et en élévation d'un baroquisme italien tempéré, avec comme complément l'hôtel de Lassay, sa version modeste, dans le goût du jour pour sa distribution.



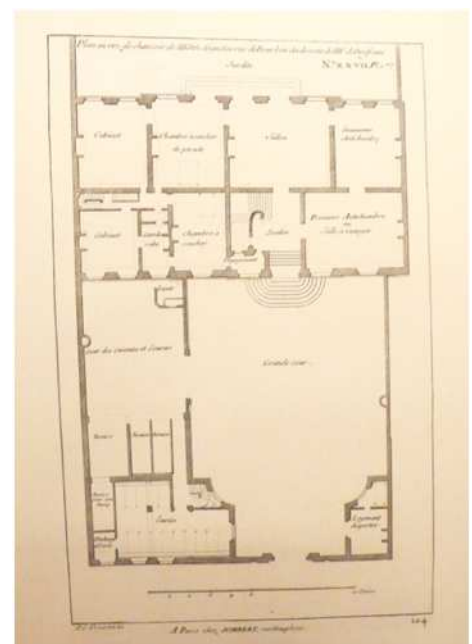
Façade sur jardin
Hôtel Amelot de Gournay, d'après J.F Blondel



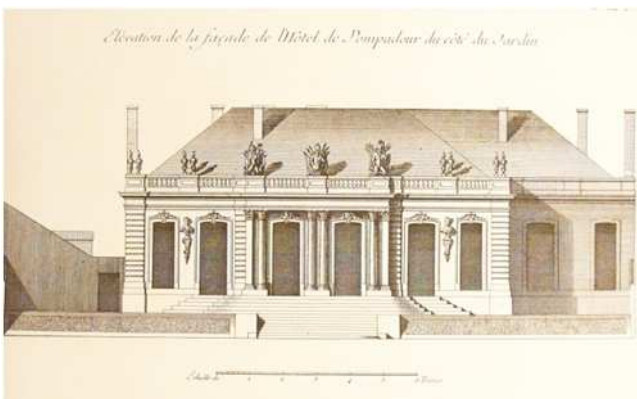
Façade sur jardin
Hôtel de Seignelay, d'après J.F Blondel



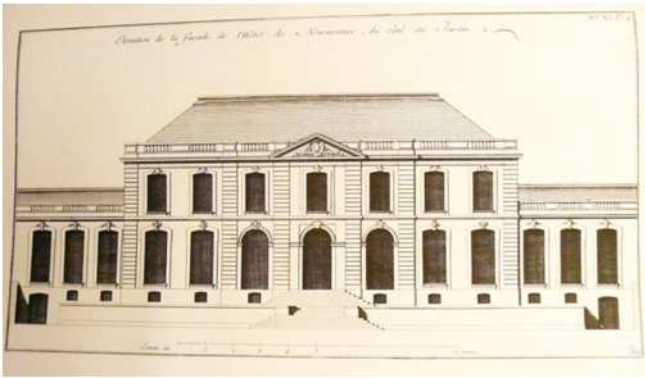
Plan hôtel Amelot de Gournay, d'après J.F Blondel



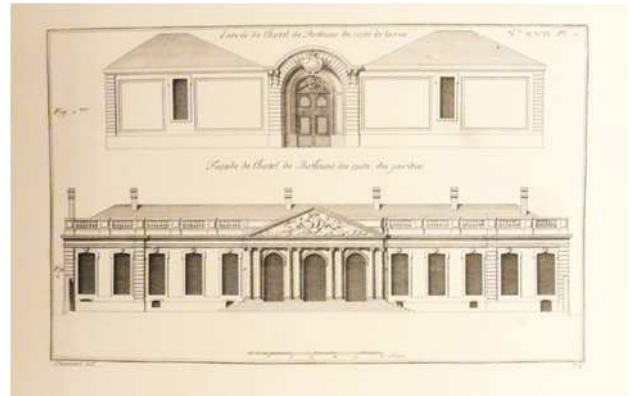
Plan Hôtel de Seignelay, d'après J.F Blondel



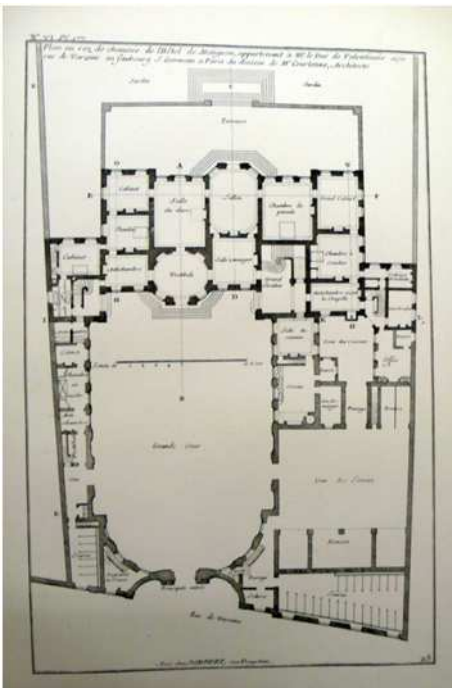
Façade sur jardin hôtel de Chaneac de Pompadour, d'après J.F Blondel



Façade hôtel de Noirmoutier, d'après J.F Blondel



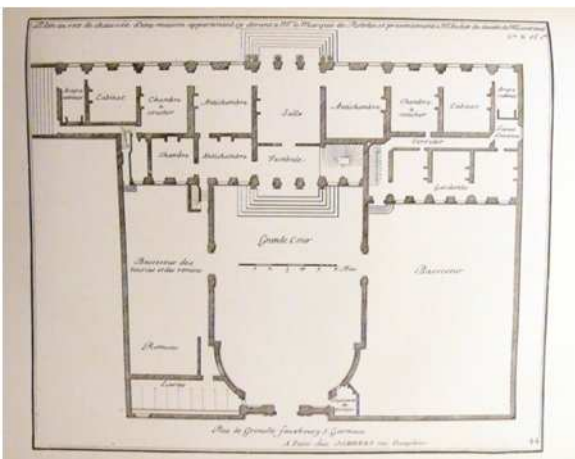
Façade sur jardin hôtel de Béthune, d'après J.F Blondel



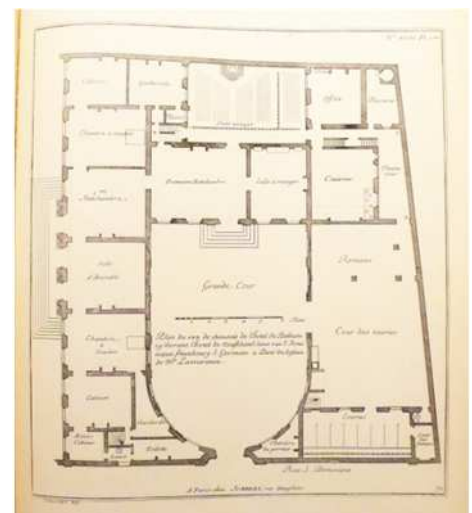
Plan hôtel de Noirmoutier, d'après J.F Blondel



Façade sur jardin hôtel de Rothelin, d'après J.F Blondel



Plan hôtel de Rothelin, d'après J.F Blondel



Plan hôtel de Béthune, d'après J.F Blondel

1.6 La fontaine de Grenelle

Il n'existe pas de projet de fontaine publique dans le quartier avant la fin des années 1730. Le prévôt des marchands Michel-Etienne Turgot et l'échevinage achètent un terrain vague aux religieuses Récollettes, rue de la Chaise (aujourd'hui 59 rue de Varenne), et la première pierre est posée en 1739 (la fontaine sera achevée en 1745 et inaugurée en 1749). Les dessins et le modèle ont été exécutés par le sculpteur Edme Bouchardon, Prix de Rome en 1722 (il séjourne neuf ans en Italie), auteur notamment du bassin de Neptune dans le parc de Versailles et « d'un projet de fontaine publique pour une ville » remarqué au Salon de 1738.

Le terrain est ingrat pour une telle implantation, car il est peu profond et il s'étale le long d'une voie de peu de largeur. C'est pourquoi Bouchardon laisse vide la plus grande partie de l'espace disponible qu'il limite avec un mur concave. Au centre, un avant-corps constitue la fontaine elle-même, avec quatre mascarons de bronze d'où l'eau jaillit. Au-dessus, une statue personnifie la Ville de Paris, avec à ses côtés la Seine et la Marne sous les traits de dieux fleuves. La statue de la Ville apparaît devant le portique d'un temple qui semble être sa demeure. De part et d'autre s'étend une façade urbaine dans laquelle est percée dans le soubassement à refends continus deux portes cochères, à la manière de celles qui donnent accès aux hôtels particuliers (une des portes ouvre ici sur le réservoir, l'autre sur une issue particulière du couvent des Récollettes). Au niveau supérieur un portique se développe avec pilastres engagés, coiffé d'un entablement. Dans des niches sont placées « quatre figures de Génies des Saisons », représentés par des jeunes gens ailés qui portent des fruits. Au-dessous sont placés des bas-reliefs où des enfants se livrent à des jeux en rapport avec la saison que représente la statue qu'ils accompagnent.

En 1746, le Bureau de la Ville de Paris, satisfait, prend une délibération pour accorder à l'artiste une pension viagère, à la suite de l'élévation de ce « monument à la gloire de Sa Majesté, qui fera connaître dans les temps les plus reculés le goût de ce siècle, et à quel point l'art de la sculpture a été portée ». Jacques-François Blondel, pourtant avare de compliments dans son *Architecture française* publiée en 1749, souligne que Bouchardon « à l'exemple de Michel-Ange et du Cavalier Bernin, a réuni dans cet ouvrage l'Architecture et la Sculpture au point d'honorer le siècle, d'illustrer son auteur et d'immortaliser le Monarque éclairé qui a su choisir un génie si rare et si excellent ».



Fontaine de Grenelle, vue actuelle

1.7 Le quartier en 1739 d'après le plan de Turgot

Le plan de Paris dit de Turgot (Michel Etienne Turgot, prévôt des marchands de Paris depuis 1729 en est le commanditaire), levé par Louis Bretez à partir de 1734 est un plan géométral et non plus un plan à vol d'oiseau. C'est un plan mural, dessiné en perspective axonométrique qui conserve les rapports réels sans point de fuite. Publié à la fin de l'année 1739, il a pour nous le mérite de fixer l'état du quartier à un moment où la spéculation immobilière va s'arrêter quelque temps pour repartir ensuite au milieu des années 1770. Bretez n'est pas cartographe mais dessinateur d'architecture et membre de l'académie de peinture. La gravure est ombrée Le résultat donne une image réaliste. Les représentations des immeubles nous confirment leur existence à cette époque, mais il serait vain de chercher dans le jeu de silhouettes des détails précis.

Cinq ensembles peuvent être distingués à l'aide de ce plan :

- **D'abord, la poursuite du lotissement du Pré-aux-clerics**

En 1734-39, cent ans après la première mise en vente des terrains du lotissement Le Barbier, les deux rues les plus densément urbanisées sont orientées nord/sud : ce sont la principale voie de communication, la rue du Bac située dans le prolongement du Pont Royal, et sa parallèle, la rue de Beaune, sur lesquelles donne à hauteur de la rue de Bourbon et de Verneuil, avec le seul pôle d'activités du quartier, la caserne des Mousquetaires. De part et d'autre du Pont Royal, le nom de deux hôtels particuliers, l'hôtel de Mailly et l'hôtel du Maréchal de Belle-Isle sont précisés sur le plan. Mitoyennes de l'hôtel de Belle-Isle, donnant directement sur la rue du Bac, les maisons de Robert de Cotte présentent leur façade arrière. Les chantiers de bois flotté commencent ensuite. Ils occupent les terrains de part et d'autre de la rue de Bellechasse. Les terrains vendus par le Président Duret sont lotis sur la partie est de l'îlot Université, Bellechasse, Bourbon et Poitiers. A l'ouest, (en bas sur la gravure) on voit les quatre hôtels particuliers mitoyens en cour et jardin construits sur les terrains achetés et revendus par l'architecte Boffrand : Torcy, Seignelay, Maine et d'Humières (ces deux derniers étant détruits aujourd'hui) qui forment une barre au centre des quatre parcelles contiguës :

- **Autour du noviciat des Jacobins**

Construit dès la fin du XVIIe siècle, l'îlot des Jacobins offre en son centre un important espace végétal, sur lequel donnent les jardins des grandes maisons venues s'implanter au pourtour. A l'opposé du premier lotissement le Barbier sur les jardins de la Reine Margot dans son principe constitutif (tracé viaire régulier, découpage en parcelles, implantation d'un ensemble de commerces à une extrémité), il peut être considéré comme le vrai modèle urbain proposé dans le quartier dès son origine et réalisé en grande partie ensuite. Autour d'une institution religieuse, qui est son propre lotisseur, viennent se concentrer de nouveaux locataires ou propriétaires. Ceux-ci recherchent sur rue un ordonnancement suffisamment réglé mais permettant de se distinguer, et une ambiance en cœur d'îlot qu'ils partagent autour de jardins. Au-delà de l'arrangement formel, ce mode d'implantation induit un certain type de relations sociales, et le respect absolu de conventions communément admises.

- **La rue de Bourgogne**

Elle est ouverte vers 1716, après le déplacement plus à l'ouest, au bord de l'esplanade des Invalides, du projet de boulevard planté (dessiné par Pierre Bullet dans les années 1670). On peut observer ici la stratégie d'occupation de cette voie nord/sud. L'urbanisation commence aux angles de rues (rue Saint-Dominique, rue de Grenelle, rue de Varenne). Mais la dynamique reste est/ouest : elle est celle donnée par l'implantation des grands hôtels particuliers entre cour et jardin. L'angle St Dominique, rue du Bourgogne au sud-est, est occupé par un bâtiment dépendant de l'hôtel de Broglie dont l'accès est rue Saint-Dominique. L'angle Bourgogne/Grenelle au nord-ouest est occupé par une dépendance de l'hôtel de Sens (ou de Noirmoutier), et un immeuble à locations dépendant de cet hôtel. Dans la partie est de la section de rue de Bourgogne entre les rues de Grenelle et de Varennes, apparaissent de face d'autres immeubles locatifs (construits entre 1720 et 1736) à l'alignement, dont certains possèdent dépendances et jardins à la manière des hôtels particuliers, et qui montrent un nouveau mode d'habitat dans cette partie du quartier.

- **La rive sud de la rue de Varenne**

Avec ses hôtels particuliers et leurs grands jardins, elle occupe le plus grand îlot du quartier. Sur la rue du Bac, on y voit les Missions étrangères et ses jardins, des hôtels puis l'hôpital des Convalescents et sur la partie est de la rue de Varenne d'autres hôtels. Ces constructions à l'est témoignent de l'occupation du terrain à la fin du XVIIIe siècle. Les deux tiers de la partie ouest de la rue de Varenne sur sa rive sud sont occupés par les plus grandes maisons construites quant à elles au début du XVIIIe siècle. Elles sont peu nombreuses : on n'en distingue que cinq jusqu'en 1739. Malgré la dimension respectable des propriétés, on ne remarque pas à ce moment de très grandes parcelles traversantes jusqu'à la rue de Babylone, située plus au sud comme on le verra plus tard; cette rue de Babylone n'étant encore qu'un chemin dans la campagne sur la plus grande partie de son tracé.

- **Le quartier Sèvres-Laennec, à l'écart**

La rue Vaneau dans sa section qui borde l'hôpital des Incurables (Hôpital Laennec) s'appelait jusqu'aux années 1830, rue des Brodeurs. Cette dénomination n'est certainement pas anodine et nous indique quelle était l'occupation principale d'une partie de ses résidents. Parallèle à celle-ci se trouvait la rue Traverse (aujourd'hui rue Pierre Leroux), mentionnée pour la première fois en 1672, devenue en 1874 rue du Frère-Philippe, puis en 1885, rue Pierre Leroux (grand porte parole du Saint-Simonisme). Plus à l'ouest se trouve la rue Rousselet, qui porte le nom d'un Procureur général à la Chambre des requêtes (a-t-il été le lotisseur du quartier ?), là où l'on sait pouvoir trouver facilement des garnis dans les années 1860, « où pour déménager on emporte sa valise » (d'après Barbey d'Aurévilly qui y a résidé) destinés aux officiers de cavalerie de la caserne Vaneau toute proche, aux élèves de l'école militaire, ou aux étudiants. Pour avoir une idée du bâti ancien à cet endroit, le plan de Turgot a ses limites. Mises à part les façades sur l'actuelle rue Oudinot (auparavant rue Plumet), les représentations semblent très approximatives, notamment si l'on compare le dessin des élévations des maisons du plan de Turgot avec l'atlas de Vasserot, donnant les plans à rez-de-chaussée en 1825. Ce sont les photographies prises en 1898 et 1900 par l'Union Photographique française (Bibliothèque Historique de la Ville de Paris) qui nous en donnent une meilleure idée. La rue Vaneau possédait une série de maisons tout à fait caractéristiques des années 1630-1640. Construites en vis-à-vis de l'hôpital, ces maisons de la rue des Brodeurs n'avaient pas d'équivalents aussi bien conservés à cette date dans le reste du quartier. Ce qui semble indiquer qu'avec cette situation à l'écart, coupée pendant tout le XVIIIe siècle du reste du bâti délimité aujourd'hui par le PSMV, et certainement par sa composition sociale, ce quartier relevait plus de la vie du faubourg de Sèvres.

2. Le quartier de 1739 à 1800

2.1 La nouvelle abbaye de Pentémont

Passées la fin des années 1730, la vague de construction s'éteint au faubourg. D'abord parce qu'on y a beaucoup travaillé auparavant, ensuite parce que le temps politique n'est pas propice. Seuls les ordres religieux, qui pour certains sont à la tête d'une fortune considérable amplifiée par les dons et les legs, continuent de jouer pour les architectes un rôle actif de commanditaire. Marie Catherine de Béthisy de Mézières, nouvelle abbesse de Pentémont (de l'ordre des Bernardines) engage ainsi à partir de 1743, grâce à une importante mise de fonds personnelle augmentée d'un don du cardinal de Rohan, Grand Aumonier de France, le projet de reconstruction des anciens bâtiments de la communauté du Verbe Incarné qui menacent ruine. Elle choisit pour architecte Pierre Contant d'Ivry (1698-1777), à qui elle demande les plans de l'ensemble en 1745. Il doit concevoir deux nouveaux logis, pour les religieuses et pour vingt cinq pensionnaires ainsi qu'un hôtel garni pour des dames de première distinction recherchant le repos ou le refuge. La première pierre de l'édifice est posée le 24 avril 1747. Les difficultés financières s'accroissent et l'abbesse a l'idée de faire appel au Dauphin qui a une grande dévotion pour Sainte-Clotilde pour construire l'église qu'elle propose de lui dédier. A la suite d'une visite du prince les fondations de l'édifice sont réalisées, puis le Dauphin s'engage à prélever pendant 30 ans 12 000 livres chaque année sur son revenu de l'abbaye de Beaubec. L'église est consacrée en 1756 et les cloches bénites le 3 juin, mais elle ne sera véritablement terminée qu'en 1766. Elle est en croix grecque, sur plan carré ; un bras au nord est allongé pour contenir le chœur des religieuses, les bras est et ouest étant arrondis. La coupole est sur pendentif. Un ordre de pilastres ioniques enguirlandés supporte un entablement à architrave légèrement bombée. Contant y emploie des voûtes dites catalanes en briques et en plâtre. Le dôme semble éclairé à l'intérieur par huit lunettes, mais quatre sont peintes en trompe l'œil. La coupole impressionne les contemporains par sa finesse ; et la façade de l'église sur la rue déconcerte par sa simplicité. Pierre Patte pour commencer son éloge de l'architecture française cite « la hardiesse de cette bâtisse ». Le projet du nouveau bâtiment *dessiné par Franque, l'assistant de Contant, est publié dans L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Mais le chantier est toujours difficile à financer. Opiniâtre, l'abbesse acquiert en 1774 un terrain contigu au jardin. Pour cela, elle obtient par Lettres patentes du mois d'avril la permission d'emprunter 120 000 livres. Il faudra attendre l'année 1784 pour voir les plans de Contant d'Ivry menés à terme sous la direction de l'architecte Petit. L'abbaye de Pentémont reçoit des pensionnaires de deux catégories : des jeunes filles appartenant à la haute noblesse, disposant d'une gouvernante et de domestiques ; d'autres filles d'hobereaux désargentés qui sacrifient une part importante de leurs revenus dans l'espoir de voir leurs filles dignement mariées par l'entremise de Madame de Béthisy. Le bâtiment sert aussi d'hôtel meublé pour les femmes de distinction. Joséphine de Beauharnais en sera la pensionnaire la plus renommée. Le couvent s'organise autour de deux cours intérieures. Celle du 104 rue de Grenelle n'a pas changé. Elle ressemble à la cour d'un hôtel particulier précédée d'une porte cochère. La façade nord sur le jardin développe vingt et une fenêtres ; son centre est occupé par un pavillon à pans coupés. Une large fenêtre vitrée, rectangulaire, ornée de colonnes doriques y est encadrée d'une niche de chaque côté. Elle est surmontée d'une grande arcade à colonnes ioniques fleuries, encadrée également de petites fenêtres en tabernacle à fronton cintré dans une inspiration palladienne. L'aile à l'Est est d'abord érigée. Elle est destinée aux religieuses et aux pensionnaires ; son rez-de-chaussée est occupé par le réfectoire donnant sur le jardin ; les communs, les cuisines et les offices sont éclairés par la basse cour.



Intérieur de l'ancienne église
de l'abbaye de Pentémont, vue contemporaine



Ancienne église de l'abbaye de Pentémont,
vue contemporaine

Sur jardin, au premier étage sur la gauche, un long couloir dessert 14 cellules de religieuses. Chaque cellule est voûtée et se compose d'un petit couloir d'entrée, d'une petite chambre avec une cheminée, une alcôve, et modeste débarras à l'arrière. A droite, l'appartement de l'abbesse comporte sept pièces. Il est terminé en 1753. Le grand salon et la chambre, actuel bureau du ministre des Anciens Combattants, ont gardé leurs décorations. Une salle à manger sur la cour correspondait au balcon. Dans la partie ouest, autour de la seconde cour étaient disposés douze appartements de dimensions variées pour les dames, dont six étaient inclus dans la clôture. L'église est affectée au culte protestant par décision du 1er Consul en décembre 1802 ; mais cette décision est abrogée en 1805 quand l'ensemble de l'abbaye devient une caserne et l'église, des bureaux. Sous la Restauration, la caserne devient une dépendance de l'hôtel des Gardes du Corps à cheval. Sous la Monarchie de Juillet, l'église est occupée par un dépôt d'effets de l'administration militaire. Après quelques travaux d'appropriation menés sous la direction de l'architecte Baltard, le Temple Protestant sera rendu au Culte en 1845.

2.2 La relance des travaux au Palais Bourbon à partir de 1764

Le Palais Bourbon est mis en vente en 1745, à l'occasion du règlement de la succession de la duchesse, à la demande de ses héritiers. Ceux-ci attendent longtemps un acquéreur. Le roi Louis XV le rachète en 1756 pour éviter qu'il soit démoli, considérant qu'il peut avantageusement contribuer au fond de décor de la nouvelle place érigée à sa gloire, en face sur la rive droite (l'actuelle place de la Concorde). Puis le monarque le cède en 1764 à Louis-Joseph prince de Condé, petit-fils de la duchesse, à son retour glorieux des campagnes militaires de la guerre de Sept ans. Le prince va mener de très importants travaux. Ceux-ci vont contribuer à maintenir l'intérêt des investisseurs pour le faubourg dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, et c'est la seconde fois que la famille de Bourbon-Condé, dans son rôle de protectrice de l'architecture, va se révéler essentielle pour le développement urbain du quartier.

Le prince juge le bâtiment beaucoup trop petit mais parfaitement situé. Il conserve le Palais et décide de faire bâtir des annexes pour y loger son fils, sa fille, les gens de sa maison et les bureaux de sa vaste administration. Une nouvelle génération d'architectes est mise en concurrence par le prince. On y trouve Le Carpentier, Contant d'Ivry, Chevotet, Barreau de Chevville, Peyre l'Aîné (Marie-Joseph Peyre, 1730-1785), et Boullée. Le lauréat est Barreau de Chevville (né en 1725) mais il meurt dès 1765, le chantier étant entamé, les fondations dressées ; tandis que la maquette en bois du projet n'est pas encore terminée. Le prince de Condé engage alors l'architecte Antoine-Michel Le Carpentier qui lui-même prend Bellisard pour inspecteur. Le Carpentier fait élever le bâtiment selon les plans de son prédécesseur, mais reprend complètement le décor architectural et crée une nouvelle façade sur la rue de l'Université. A sa mort en 1773, Claude Billard de Bellisard est promu architecte du Palais-Bourbon. Il sera congédié en 1779.

En 1768, le prince achète l'ancien hôtel de Lassay, et après quelques travaux d'appropriation s'y installe en attendant la fin des travaux dans son palais voisin. Lors du mariage de son fils avec une princesse d'Orléans en 1770, de gros travaux de décoration s'engagent. Pour sa fille Louise-Adélaïde il fait construire dans le jardin, des « petits appartements » dans un pavillon indépendant, dans une bande de terrain achetée à l'ouest en 1769. Les dessins sont de Bellisard. Entouré de végétation, au milieu de treillages, réels ou feints, le pavillon est considéré par les contemporains avec son plafond mobile, son salon à coupole et ses peintures en trompe-l'œil, sa bibliothèque de marbre blanc et sa salle de spectacle, comme « un bijou » (détruit en 1845). C'est ici que résideront le prince et Madame de Brignole, après le départ de Mlle de Condé pour sa résidence construite par l'architecte Brongniart, dans la nouvelle rue Monsieur. Ce bâtiment sera détruit pour élever les bureaux de l'administration au Ministère des Affaires Etrangères.



La cour du Palais Bourbon vers 1780



Entrée du Palais Bourbon, façade conçue par le Carpentier

2.3 La place du Palais Bourbon

Seul ordonnancement urbain d'envergure dans le faubourg sous l'Ancien Régime, la place du Palais-Bourbon est le résultat d'une initiative privée. Il semblerait que ce soit en 1769, tandis que les ouvriers travaillaient au portail d'entrée de son Palais, que le prince de Condé, par ailleurs en train de négocier la vente de son ancienne maison dans le quartier du Luxembourg, ait songé à réaliser une grande opération immobilière non loin de sa maison. L'exemple en avait été donné auparavant par le duc d'Orléans au Palais Royal. La même année, Bourbon-Condé achète les terrains attenants aux jardins de l'hôtel de Conti, du côté de la rue de Bourgogne (où ont été construites huit maisons terminées en 1738, qui seront détruites trente ans plus tard) ; puis il obtient en



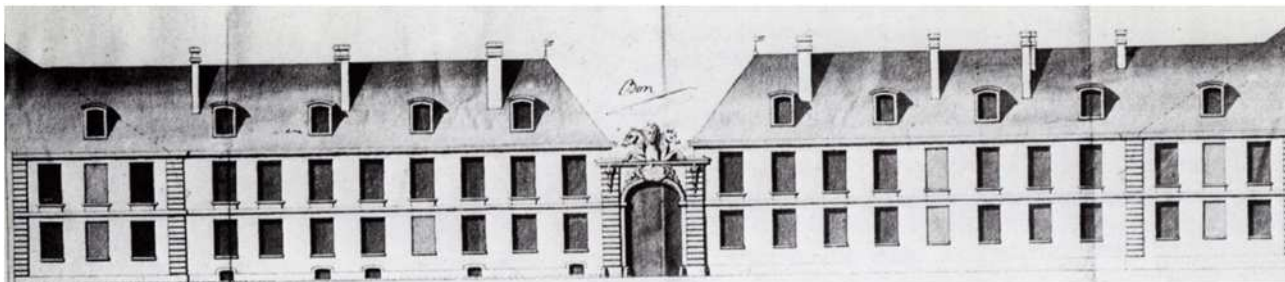
Place du Palais Bourbon

1775 par lettres patentes du roi l'autorisation de redresser la rue afin de dessiner devant son palais une place en fer à cheval. Pour ce faire, jusqu'en 1779, le prince s'assure de la collaboration de Bellisard et de deux entrepreneurs. Il réunit l'ensemble des terrains nécessaires pour la place et de la nouvelle amorce de la rue de Bourgogne. A l'éviction de Bellisard en 1779 du chantier du Palais Bourbon, correspond l'arrivée de l'architecte Jean-Baptiste Leroy, qui reprend le dessin, et abaisse notamment les maisons d'un étage. De 1778 à 1785, les terrains sont à vendre mais aucun acheteur ne se présente. En 1787, le marquis de Saisseval, qui habite tout près, dans un hôtel situé dans l'actuelle rue de Lille que vient de lui construire l'architecte Antoine-Charles Aubert se porte acquéreur du tout, et se met aussitôt à l'ouvrage. Le côté est de la place est réalisé sous la direction de son architecte, tandis qu'au cours de l'année 1788, Aubert propose un autre plan pour l'hôtel à l'angle nord ouest qui n'est plus arrondi mais qui forment deux ailes selon un angle d'environ 110 degrés. La place prend ainsi la forme d'un trapèze. Saisseval décide ensuite de vendre les terrains nus. Il reste alors à construire la partie ouest ainsi que l'angle nord-est. En juin 1789, le propriétaire vend le premier terrain à son architecte. En dépit des événements révolutionnaires, en 1792, tous les terrains à l'ouest sont vendus et l'angle est cédé en 1795. Mais les immeubles de l'ouest reçoivent un étage d'attique ; comme à l'est ils sont couverts d'une terrasse (faisant l'objet de surélévations au XIXe siècle) ; on retire le balcon ceinturant l'étage noble. Des persiennes, posées sans doute dans les années 1830 remplacent ensuite les volets intérieurs dont la présence est attestée à l'origine.

2.4 Un quartier parisien en mouvement mais à l'écart de l'agitation

Un arrêt rendu à la Cour le 18 août 1766 fixe des conditions nouvelles pour le prêt à la construction. Au cas où le propriétaire viendrait à faire faillite, ses bailleurs de fonds, ses entrepreneurs, son architecte, entrent en possession de l'immeuble à titre de fermiers judiciaires. L'effet de cette législation immobilière est important. Paris après la guerre de Sept ans devient un vaste chantier et l'on estime que la ville jusqu'à la Révolution va augmenter d'un tiers. Des quartiers plus que d'autres enregistrent cette flambée spéculative. Le faubourg Saint-Honoré, le quartier Richelieu, de la Chaussée d'Antin prennent forme. Le Marais et le quartier de l'Université dépérissent. Le faubourg Saint-Germain, résidence de la noblesse d'épée, dominée par la famille de Bourbon, se maintient et poursuit doucement son développement, sans céder à la fièvre constructive qui sévit ailleurs. La tendance n'est pas au morcellement des propriétés ni à la création de juteux lotissements. Au contraire, on voit par exemple augmenter la taille des propriétés sur le côté sud de la rue de Varenne au bénéfice de la création de plus grands jardins qui atteignent la rue de Babylone. Sur les alignements de rue, la densification est patente en certains endroits (rue de Bourgogne, quai Voltaire), si l'on compare le plan de Turgot au cadastre par îlots de Vasserot et Bellanger (réalisé en 1825 mais qui reflète assez fidèlement l'état du quartier à la fin de l'Ancien Régime). Mais toute la partie sud du quartier restera quasiment vide entre la rue de Babylone et la rue Plumet (actuelle rue Oudinot), entre la rue Plumet et la rue de Sèvres. Les abords des avenues tracées dès le début du siècle au devant de l'église du Dôme des Invalides sont encore délaissés. Deux équipements aujourd'hui disparus viennent néanmoins s'insérer dans le tissu : la caserne des gardes Suisses du roi, rue de Babylone, et la ferme des voitures de la Cour, une organisation originale qui permet de transporter les officiers de la maison du Roi et de la Reine ainsi que les princes partout où se trouvent les majestés, enfants de France et conseillers. Ce mode de transport est affermé, et les fermiers sont tenus de voiturer les personnages qui y ont droit dans toutes les résidences

royales, pavillons de chasse, ou autres, selon les circonstances. Le terrain choisi est un ancien chantier de bois, rue de Bourbon, au voisinage de l'hôtel de Belle-Isle, au bord de la Seine sur le quai d'Orsay, tout près du Pont Royal, ce pour faciliter les déplacements. Les travaux sont achevés en 1748 d'après les plans de l'architecte Desmarais. Les bâtiments comprennent des ateliers, des logements et des écuries pour trois cent chevaux (détruits en 1813). La présence de cet équipement dans le quartier, le met donc en relation directe avec les lieux où s'exerce le pouvoir.



Le bâtiment de la ferme des Voitures de la Cour, sur la rue de Bourbon en 1748 (actuelle rue de Lille). L'édifice a été détruit dans les années 1890.

2.5 L'hôtel particulier selon Antoine, Cherpitel, Huvé, Trepsat et Brongniart

Brillant autodidacte, Jacques-Denis Antoine (1733-1801) est chargé d'édifier le nouvel Hôtel de la Monnaie, rue Boissy d'Anglas, sur la rive droite, dès 1765. Le projet est revu et sa nouvelle implantation est fixée en 1767 rive gauche au bord de la Seine, à l'emplacement de l'ancien Grand hôtel de Conti. Les fondations et le second sous-sol sont terminés en 1771 ; les travaux s'étalent jusqu'en 1776 (Louis XVI arrive au pouvoir en 1774). L'architecte entre alors à l'Académie puis il est chargé par les frères de la Charité, de moderniser leur hôpital de la rue des Saint-Pères, avant d'être agréé par les frères hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu pour leurs différents établissements. De 1768 à 1771, il érige l'hôtel Brochet de Saint-Priest, 28 rue des Saint Pères (plus connu sous le nom d'hôtel de Fleury, devenu par la suite Ecole Royale des Ponts-et-chaussées), et de 1775 à 1777, il construit l'hôtel de Jaucourt, 45 rue de Varenne et répare l'hôtel de Maillebois en 1783 au 102 rue de Grenelle (bâtiment sur rue et perpendiculaire à la rue, porche d'entrée avec sa rotonde). Sa manière ne doit en rien à ses prédécesseurs au faubourg Saint-Germain. Rue des Saint-Pères, et rue de Varenne, il introduit une monumentalité inconnue jusqu'alors pour l'habitation et accomplit un retour remarqué vers la stéréotomie comme on la concevait au XVIIIe siècle. Il affectionne les passages avec voûte à caissons à l'antique et les surfaces sans décor. Son architecture est d'une austérité certaine, que ses contemporains comprennent comme une élégance (une discipline partagée par l'architecte Convers dans l'hôtel qu'il construit en 1775-1776 pour Mr. de Bérulle au 15 rue de Grenelle).



Hôtel de Brochet de Saint-Priest
28 rue des Saint-Pères
J.D Antoine, Architecte

Aux constructions d'Antoine, on peut opposer celles de Mathurin Cherpitel (1736-1809), né au faubourg Saint-Germain, rue de Bourgogne et décédé dans la même maison. Dessinateur chez Gabriel, il est ensuite passé chez Barreau de Chefdeville dans l'agence du Palais-Bourbon. Au début des années 1770, il érige l'hôtel du Châtelet, 127 rue de Grenelle (ancien archevêché, aujourd'hui Ministère du Travail), l'hôtel de Damas situé au numéro 125, et au 110 de la même rue, l'hôtel de Rochechouart, actuel ministère de l'Education nationale (il réalise aussi la décoration du grand salon du nouvel hôtel de Mortemart, rue Saint Guillaume). La conception du gros hôtel du Châtelet se situe dans le prolongement des grands hôtels édifiés dans le quartier dans les années 1720-30, que ce soit pour la distribution ou la façade sur jardin. L'entrée sur la cour, seule, sacrifie à un tant soit peu à la mode, avec son avant-corps soutenu par un ordre colossal de quatre colonnes composites ; mais rien n'indique ici la retenue à l'antique mais plutôt un

éclectisme de bon aloi. Pourtant avec l'hôtel de Rochechouart, Cherpitel est plus proche de l'architecture contemporaine qui se développe sur la rive droite. Isolé à l'origine, le bâtiment possède une façade sur jardin sans avancée, avec un léger ressaut. Un étage d'attique et un toit terrasse s'accordent pourtant mal des cheminées qui jaillissent du toit irrégulièrement. Sur cour, un ordre colossal en pilastre supporte un large entablement, ce qui apporte une solennité gracieuse, mais sans l'apparence de solidité qu'on pourrait attendre dans cette architecture, dont les plans ont été dressés en 1776.

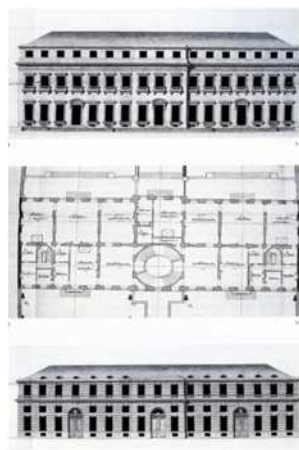


Hôtel de Rochechouart, 110 rue de Grenelle
Façade sur cour – Mathurin Cherpitel, Architecte,
vue contemporaine

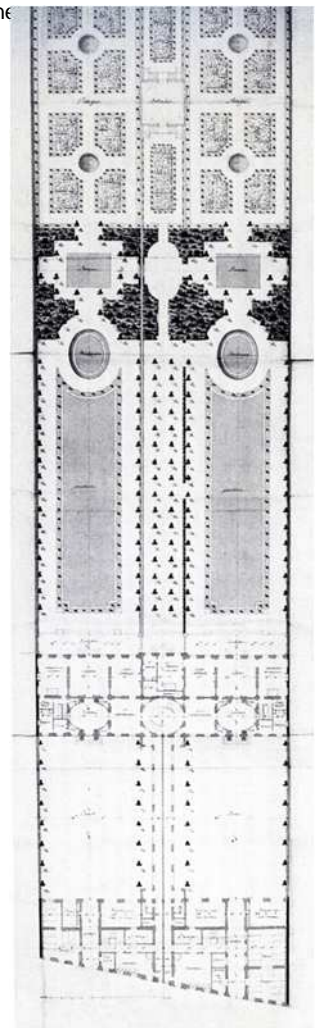


Hôtel du Châtelet
Façade sur cour
Mathurin Cherpitel, Architecte, vue contemporaine

Jean-Jacques Huvé (1742-1808), Grand Prix en 1770, inspecteur des travaux de la Monnaie sous la direction d'Antoine, recommandé par ce dernier alors en voyage en Italie, fournit les plans de deux hôtels jumeaux (détruits aujourd'hui) pour les hospitaliers de Saint-Jean de Dieu, loués à vie à Jean-François vicomte de La Rochefoucauld et à sa belle-sœur, Anne-Marie Chauvelin, veuve du comte de La Suze. Par rapport à Cherpitel, nous sommes ici en 1777 dans un autre univers : l'architecture pour Huvé est un jeu d'esprit : un projet d'un genre nouveau pour le faubourg. Ce ne sont pas ici deux, mais trois portes cochères qui annoncent l'habitation sur la rue. C'est par le centre que l'on entre, sous une galerie à couvert redoublée d'une allée plantée ou d'arbres en pot, qui souligne l'axe principal de la composition. Sur la cour et sur le jardin, les façades développent un même nombre de baies. Leur nombre est impressionnant : dix-sept. Sur cour, le plan est composé de trois espaces ovales de taille sensiblement identique : deux vestibules pour distribuer des pièces de réception en rez-de-chaussée, et au centre une cage pour l'escalier monumental avec un accès commun à l'étage. Un troisième vestibule commun au rez-de-chaussée avec son grand escalier à double rampe et vide central, pour le plaisir des yeux. Sur le jardin, l'accès est de plain-pied. Un des deux hôtels est plus grand que l'autre en surface, car il englobe l'avant-corps à l'arrière du vestibule, où est logé le grand escalier ; ce qui permet de disposer d'une chambre avec sa garde-robe et son cabinet en plus à l'étage. L'allée centrale sur cour se prolonge côté jardin, ce qui permet de diviser en deux parties inégales le dispositif, la plus petite s'accordant de ne pas accueillir ce passage du milieu, sans que cela soit visible. Passés les parterres et le bosquet, l'allée centrale se poursuit et donne accès à un kiosque au milieu du potager. Il s'agit là d'un travail estimable sur l'axe majeur, les décalages qu'on peut y apporter, avec un morceau de bravoure, le grand escalier dont la fonction n'est pas vraiment d'être emprunté, mais plutôt d'être regardé comme une mécanique dans un volume pas si simple. Les vides de la cour et du jardin, lui-même divisé en trois parties inégales, et le bâtiment, forment un tout. L'architecture Beaux-Arts, dont le raffinement de composition étonne et agace, qui règnera en partie sur le XIXe siècle, est déjà là.



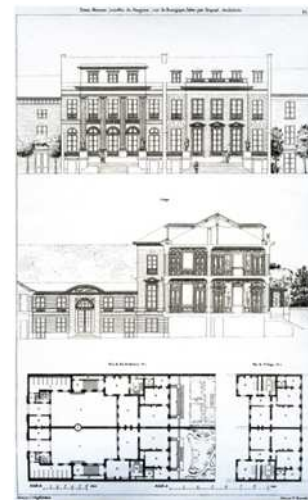
Hôtel la Rochefoucauld
et la Suze, J.J Huvé
65 rue de Varenne



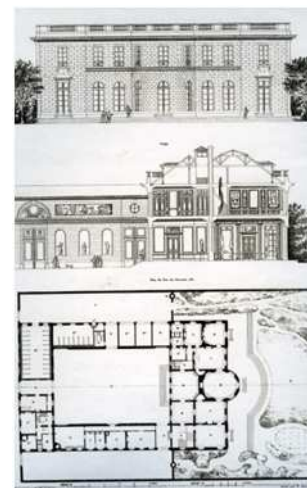
Façade Hôtel la
Rochefoucauld
et la Suze,

Guillaume Trepsat, en 1776, donne lui aussi le plan de deux hôtels jumeaux rue de Bourgogne, pour l'entrepreneur Jean-Mathias Pasquier : l'hôtel d'Anlzy au n°46 et l'hôtel de Choiseul-Praslin ou de Pomereu au n°48. Ces hôtels sont perchés sur un étage de service auquel on accède de plain-pied en ligne droite depuis la cour. Pour gagner l'étage de réception, il faut emprunter dans cette même cour un escalier rejeté sur le côté, avec sa volée droite et son plafond à caissons - manière italienne, néo-classique - volée droite qui mène à une première antichambre, puis à un salon sur cour, ensuite à une deuxième salon sur jardin. Pour aller au jardin, il faut accéder à la terrasse puis descendre un autre emmarchement. Là aussi la distribution réserve des surprises et elle est même essentiellement pittoresque. L'hôtel compassé est mort. La convention sociale du début du XVIIIe siècle, encore présente chez Cherpitel, a volé en éclats chez Trepsat.

Dans ce paysage, l'œuvre de Théodore Brongniart (1739-1813) n'est qu'entre-deux. Brongniart commence sa carrière à la chaussée d'Antin. Il construit l'hôtel de la veuve du marquis de Montesson, maîtresse du duc d'Orléans. Mais son passage sur la rive gauche s'accomplit grâce à Catherine Brignole, séparée de corps et de biens du prince de Monaco, maîtresse du prince de Condé... Pour elle, il érige un hôtel au 57 rue Saint-Dominique (reconstruit au XIXe siècle) entre 1774 et 1777. L'influence est palladienne. Le plan en U, distribution à la française depuis le XVIe siècle, disparaît. L'hôtel est posé sur une terrasse, isolé de ses communs. Au centre de l'habitation, côté cour, dans l'ovale son escalier est moins spectaculaire que chez Huvé dans sa volée tournante, mais il est précédé d'un autre ovale à l'extérieur, celui du perron à colonnade. Sur jardin, on trouve une enfilade comme avant. Un grand emmarchement est construit pour aller au dehors. Quelque temps après, Mme de Monaco recommande Brongniart à Condé, pour construire un hôtel afin d'y loger Louise Adélaïde, sa fille, qui occupe alors les petits appartements construits dans le jardin de l'hôtel de Lassay. Le prince séduit par les terrains acquis par Brongniart entre la rue de Babylone, le boulevard des Invalides et la rue Plumet (actuelle rue Oudinot), achète une parcelle et Brongniart livre le bâtiment (l'actuel hôtel de Bourbon-Condé, 12 rue Monsieur) en 1782. Là aussi le compromis est de mise. On entre dans l'hôtel dans une cour d'honneur attenante à la maison, à la manière des anciens hôtels du boulevard. Les bâtiments des communs abritent les écuries et les remises d'un côté, et les cuisines et la conciergerie de l'autre, avec très peu d'ouvertures sur la cour d'entrée, la plupart des baies et des accès ouvrant sur deux passages latéraux. A l'origine, la cour est presque entièrement ceinte de murs opaques, animés par des niches et des frises où sont installées statuaires et reliefs (ceux-ci étaient de la main d'Edme Bouchardon) et l'isolement du côté de la ville est très accentué. La distribution intérieure est sans surprise. La cage d'escalier est disposée comme au début du XVIIIe siècle. Le jardin est à la française et non pas à l'anglaise, comme on peut s'y attendre à cette époque.



Maisons du Pasquier, rue de Bourgogne, Guillaume Trepsat, Architecte



Hôtel de Bourbon Condé-Condé, Brongniart

2.6 Le quai d'Orsay et le pont de la Concorde

Dans le plan d'aménagement de la Seine sanctionné par les Lettres patentes du 22 avril 1769, signé de l'architecte Pierre-Louis Moreau-Desproux, maître des Bâtiments de la Ville de Paris, on prévoit le prolongement du quai d'Orsay vers l'ouest jusqu'à la rue de Bourgogne, et dans la continuité, la création du quai de Condé, depuis la rue de Bourgogne jusqu'à la barrière des Invalides. Reste à traiter le passage entre les deux rives. Le projet d'un pont de bois devant le Palais Bourbon avait été approuvé par le roi dès 1724, mais n'avait pas été réalisé. On

connaît divers dessins liés à l'ordonnance de la place Louis XV mise en place dans les années 1750, qui reprennent cette idée d'un pont en bois, mais comme un élément secondaire de la composition placé dans le prolongement de la rue de Bourgogne. En 1770, un pont en maçonnerie est commandé à Jean-Rodolphe Perronet (1708-1794), directeur de l'Ecole royale des Ponts-et-Chaussées et son modèle en bois (présenté aujourd'hui au Musée Carnavalet) est exposé au château de Versailles en octobre 1772. L'ouvrage passe pour être un des chefs d'œuvre de son concepteur. Pour surseoir à l'effet de barrage qu'un pont tel qu'on les réalisait auparavant aurait pu générer à cet endroit en faisant monter les eaux en amont, les piles sont considérablement amincies pour supporter cinq arches dont les portées sont comprises en 25 et 31 mètres. Pour permettre la navigation et en même temps mettre en relation visuelle les niveaux des sols de la rive gauche et de la rive droite, le tablier est aplati au mieux ; ce qui permet un traitement esthétique inédit : en profil se détache une suite de colonnes monumentales doriques aux chapiteaux saillants, immergées dans la Seine, reliées entre elles par un maigre entablement, tandis que le tablier du pont repose sur des arches surbaissées constituant un portique inférieur.



Le pont de la Concorde par Rodolphe Perronet, élargi en 1929-31 – Vue actuelle

Successivement nommé pont Louis XVI, pont de la Révolution, pont National, pont de la Concorde, suivant les régimes politiques qui se succèdent, cet ouvrage d'art est construit après le 14 juillet 1789 avec des pierres venant de la Bastille « afin que le Peuple pût continuellement fouler aux pieds l'antique forteresse ». Napoléon 1^{er} envisage de placer les statues monumentales des maréchaux sur les dés de pierre surmontant les avant-becs des piles. Sous la Restauration en 1828, on y placera les statues d'autres grands hommes de l'histoire de France, disposition supprimée dès 1837. Le pont est élargi de 14 à 35 mètres en 1929-1931.

2.7 Le Palais du Conseil des Cinq Cents

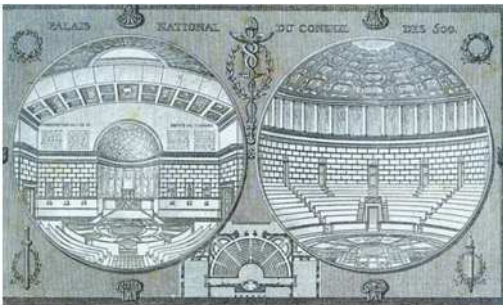
Le Palais Bourbon depuis sa construction dans les années 1720 avait constitué le pôle majeur du quartier sur le plan de sa composition sociale et joué un rôle d'entraînement considérable pour le développement urbain. Autour des Bourbon-Condé, s'étaient installés quelques-uns des personnages clés de l'Ancien Régime et leur clientèle. L'Eglise y était fortement présente par le biais de fondations charitables, d'institutions d'éducation pour la noblesse, de couvents et noviciats, et les prélats ne dédaignaient pas y résider. L'Armée, avec l'hôtel des Invalides et la caserne de Babylone, était présente. Avec ses grands hôtels mis en location, le faubourg pouvait accueillir des hôtes de passage de qualité, notamment des étrangers et souvent des ambassadeurs.

Idéalement situé depuis la construction du pont Louis XVI (pont de la Concorde) à quelques minutes du palais des Tuileries, le palais du prince de Condé, parti en émigration, devient propriété de l'Etat au début de l'année 1792. Quand le Directoire crée en 1795 les deux conseils de la République, le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens s'installent dans l'ancien Palais Bourbon, devenu Maison de la Révolution. Le choix se porte sur le seul grand bâtiment disponible dégagé de tous les côtés, offrant des garanties de sécurité suffisantes et d'importantes dépendances pour un ensemble déjà muni des attributs du pouvoir, transformable dans un coût raisonnable.

Deux architectes parmi les plus appréciés de leur génération sont nommés architectes du réaménagement : Jacques-Pierre Gisors et Emmanuel-Chérubin Lecomte. La salle d'Assemblée du Conseil

des Cinq-Cents est achevée en 1798 sous la direction de Gisors. Les architectes ont choisi d'implanter la nouvelle salle à gradins de plan semi-circulaire au centre du corps de logis principal de l'ancien hôtel de Bourbon, et positionnent son entrée du côté de la Seine. Sur la cour, l'avant-corps disparaît pour une avancée qui contient à l'intérieur la niche où siège le président du Conseil. A cet endroit, un portique de six colonnes corinthiennes est posé sur un perron. Le décor intérieur est dans le style antique le plus austère. Règne un grand mur aveugle percé de niches ornées des statues des principaux orateurs grecs et romain. La salle est entourée d'une galerie de colonnes en stuc blanc. A la voûte, dans des caissons octogonaux en stuc imitant le marbre jaune, sont peints les portraits des grands législateurs de l'Antiquité. La salle d'assemblée s'ouvre sur deux grands salons à l'est : la salle de la Liberté et la salle de l'Egalité, complétés par deux autres sur les ailes en retour sur la cour. L'hôtel de Lassay est investi pour y placer le vestiaire et la bibliothèque du Conseil. Une galerie est construite pour relier les deux bâtiments.

La Constitution dite de l'an VIII substitue aux deux Conseils, quatre assemblées : le Conseil d'Etat, le Sénat, le Tribunat et le Corps législatif. Ce dernier va siéger dans l'ancienne Salle des Cinq-Cents. L'aménagement intérieur de la salle est revu. La bibliothèque s'étend dans l'hôtel de Lassay. Un local pour les Archives Nationales (qui déménageront à l'hôtel de Soubise dans le Marais en 1808) est construit dans les communs. Le jardin est ouvert au public.



La salle d'assemblée du Conseil des Cinq Cents
J.P. Gisors, Architecte

C. Au XIX^e siècle

1. L'évolution urbaine et architecturale du quartier 1800-1848 à 1791

1.1 Le Palais Bourbon sous l'Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet



Façade du palais du Corps Législatif par Poyet, 1805

Sous l'Empire, le Palais Bourbon devient la résidence du président du Corps Législatif, qui déménage dans l'hôtel de Lassay, approprié sous la direction de l'architecte Bernard Poyet. En 1806, ce même Poyet, architecte protégé par Lucien Bonaparte, devenu architecte de la Ville de Paris, refait la grande composition monumentale devant l'Assemblée à l'arrière du Pont de la Concorde sur la Seine. Cette façade de l'assemblée du Corps Législatif a son pendant : le Temple de la Gloire (église de la Madeleine), en fond de perspective de l'ancienne rue royale, de l'autre côté de la place de la Concorde. Ce dispositif consacre le rôle urbain de l'ancien Palais Bourbon à l'articulation de la rive gauche et de la rive droite de la capitale.



Façade sur cour du palais du corps législatif par Jules de Joly, 1828

En 1827, la famille de Condé, revenue d'immigration, redevenue propriétaire, vend à l'Etat la partie occupée par le Corps Législatif. On décide alors la reconstruction de la Chambre des Députés, jugée trop vétuste. Le projet est dressé par l'architecte Jules de Joly en 1828. Après les démolitions, la première pierre est posée le 4 novembre 1829. Le plan en hémicycle est repris ; les colonnes ioniques sont maintenant en marbre et la salle est plus spacieuse, avec deux étages de tribunes. La façade de Poyet sur la Seine est conservée et intégrée dans la composition. Sur cour, on crée un grand vestibule encadré de deux salons, précédé d'une galerie de circulation à l'arrière de la salle des séances. Dans l'axe de cette nouvelle façade sur cour, on place un portique composé de quatre colonnes.

Avec l'avènement de Louis-Philippe, roi des Français, la Chambre des Députés prend une plus grande importance dans le dispositif politique. Le bâtiment reçoit un décor digne de lui. De 1834 à 1838, Eugène Delacroix peint le salon du Roi (dans le goût de Michel-Ange), et de 1839 à 1848 celui de la bibliothèque des Députés (à partir de 1840, Delacroix est occupé simultanément à la voûte de la bibliothèque de la Chambre des Pairs au Palais du Luxembourg).

L'achat de l'hôtel de Lassay est conclu en 1843. On le destine au service des bureaux et des commissions ainsi qu'à l'habitation du Président. Sous la direction de Jules de Joly, le corps de logis principal est surélevé d'un étage d'attique, tandis qu'un grand appartement de réception est aménagé au rez-de-chaussée. Les bureaux et les salles de commissions sont construits dans des bâtiments indépendants autour de la cour Molé. Le tout est pratiquement terminé quand éclatent les événements révolutionnaires de 1848. Le Palais Bourbon devient alors l'Assemblée Nationale.

1.2 Maisons et décors pour la famille Bonaparte et pour les dignitaires de l'Empire

A proximité du Palais Bourbon, 16 rue Saint-Dominique, l'ancien hôtel de la Vrillière, devenu grand hôtel de Conti puis hôtel de Brienne, est loué en 1798 à Lucien Bonaparte, frère de Napoléon Bonaparte, qui l'achète en 1802. Il s'y installe avec sa sœur Elisa et fait notamment aménager une galerie de tableaux. Lucien vend cette maison à sa mère, Laetitia, en 1805 ; Celle-ci refait l'aménagement intérieur dans le goût du jour, agrandit le jardin de l'hôtel, le dote d'une chapelle et d'une orangerie prise sur les terrains du couvent voisin des religieuses de Saint-Joseph dont les biens appartiennent à l'Etat depuis la Révolution.

La propriété est alors connue comme le Palais de Madame Mère, son architecte est Amboise Dubut (1769-1846). En 1810, l'Empereur approuve à l'emplacement des anciens jardins des religieuses de Bellechasse un projet de place en hémicycle devant l'entrée du Palais, projet non réalisé.

De l'autre côté du quartier, à l'Est, Elisa, sœur de Napoléon, mariée au comte Bacchiochi, achète l'ancien hôtel de Vaudreuil, 7 rue de la Chaise et le fait décorer par Berthault. Elle le quitte en 1805 pour accompagner son mari devenu prince régnant de Lucques et de Piombino ; l'Empereur rachète alors la maison pour y loger des hôtes de marque, avant de la donner à François-Dominique Borghèse, prince Aldobrandini, beau-frère de Pauline Bonaparte.

Tandis que le Premier Consul s'installe en 1801 au Palais des Tuileries, dont on refait notamment la décoration et le jardin, on peut noter au faubourg Saint-Germain d'autres résidences de hauts personnages liés aux Bonaparte, qui laisseront la marque des premières années du XIXe siècle dans le patrimoine d'Ancien Régime. L'hôtel d'Aligre, 15 rue de l'Université, est acheté par Claude de Beauharnais, sénateur titulaire de la sénatorerie d'Amiens, qui le fait décorer vers 1800 sous la direction de Nicolas Bataille. Ce même Nicolas Bataille travaille pour Eugène de Beauharnais, fils du Premier Consul, qui achète l'ancien hôtel de Torcy (construit par Boffrand au début des années 1710) en 1803. Il fait remettre au goût du jour d'abord les pièces d'apparat, puis la presque totalité de l'immeuble. Devenu prince en 1805 et nommé quelque temps après Vice-Roi d'Italie, il s'établit à Milan, et son séjour parisien devient le Palais des Tuileries ainsi que l'ancien hôtel de Villeroi. Plus tard, c'est Hortense de Beauharnais, reine de Hollande, séparée de son mari, sœur de l'impératrice, qui loge quai d'Orsay chez son neveu. Elle fait construire dans la cour d'honneur un porche à l'égyptienne en 1807.



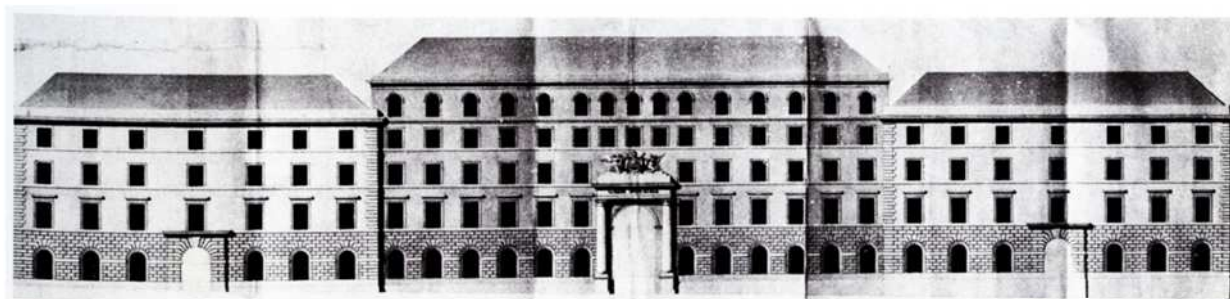
Salon de musique de l'hôtel de Beauharnais

Tandis que le Maréchal Soult, prince de Dalmatie s'installe au niveau de l'actuel 258 bd Saint-Germain et ordonne de nombreux travaux d'aménagement à partir de 1800 (l'hôtel a été détruit en 1868 à l'occasion de la percée du boulevard Saint-Germain), le Maréchal Ney achète l'ancien hôtel de Saisseval (détruit lors du percement de la rue de Solférino) et devient le voisin immédiat de Masséna. Tout près, la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur emploie dans ses bureaux 72 personnes dans l'ancien hôtel de Salm qui a été vendu en 1804, après avoir été remis en état par l'architecte Antoine-François Peyre. Le Grand Chancelier y fixe sa résidence en 1809. Dans le voisinage immédiat, rue de Bourbon (rue de Lille) et sur le quai Bonaparte (ancien quai d'Orsay), résident Nansouty, Lauriston et Daru, intendant général de la Maison de Napoléon 1er (au 79 rue de Lille). En 1804, le Maréchal Lannes s'installe quant à lui dans l'ancien hôtel Kinski, (59 rue Saint-Dominique), puis le cède en 1808 au général Walther quelques mois après son installation dans l'ancien hôtel de Rohan-Chabot (ou Mazarin) 61 rue de Varenne (détruit pour moitié en 1826, lors du percement de la rue Mademoiselle, prolongement de la rue Vaneau). Toujours en 1804, Pierre-Jacques Augereau, Maréchal d'Empire, futur duc de Castiglione, acquiert l'ancien hôtel de Rochechouart, construit par Cherpitel. Jean-Régis de Cambacérès, archichancelier de Napoléon 1er, à partir de 1808 devenu duc de Parme, s'installe dans l'ancien hôtel de Roquelaure (aujourd'hui boulevard Saint-Germain). Le maréchal Davout achète en 1808 l'ancien hôtel de Monaco construit par Brongniart, et agrandit sa propriété de l'hôtel voisin dit de Valentinois en 1809, et de l'ancien pensionnat des filles de Sainte Valère situé contre son jardin le long de l'esplanade des Invalides.

Enfin en novembre 1811, l'empereur rachète l'hôtel de son ministre Talleyrand, devenu prince de Bénévent (ancien hôtel Matignon), mais il préfère s'installer à l'Élysée. Le quartier ne l'intéresse plus vraiment. Il soutient le projet d'un Palais pour le Roi de Rome plus à l'ouest sur la rive droite sur la colline de Chaillot (Napoléon 1^{er} fait développer alors un grand projet urbain dans la plaine, en contrebas du site, où Percier et Fontaine dessinent un ordonnancement de bâtiments publics, projet qui restera sans suite avec le changement politique).

1.3 Les casernes

Boissonnet, officier du Génie, construit la façade de la caserne de la Garde Impériale, (plus connu sous le nom de caserne Napoléon) sur le quai d'Orsay, en 1811. Pierre-François Léonard Fontaine, architecte du Louvre et des Tuileries, rapporte que l'Empereur la voyant depuis son palais parisien de la rive droite, la trouve alors aussi laide que les édifices de Moscou, et donne l'ordre qu'on l'embellisse. En 1813, les ailes latérales sur la Seine sont ainsi surélevées. L'ensemble intègre l'ancienne ferme des voitures de la Cour, transformée en caserne de cavalerie sous la Révolution (quartier Eugène). Modifiée en 1833 par



Caserne de la garde impériale par Boissonnet, projet de 1809

l'ingénieur Carette, la Caserne Napoléon est incendiée pendant la Commune, et laissée dans son état de ruines jusqu'à la cession du terrain en 1897 par l'Etat, en partie à la Compagnie d'Orléans (pour y ériger la Gare d'Orsay), en partie à la Caisse des dépôts pour qu'elle s'agrandisse.

Vers 1805, l'ancien couvent de Pentémont est dans sa partie ouest détruit et reconstruit pour permettre le percement de la rue neuve de Bellechasse. Le couvent est occupé par l'armée qui y installe des bureaux. Sous le règne de Napoléon III, on érige dans la cour un nouvel équipement pour accueillir les Cent Gardes, aujourd'hui devenu ministère des Anciens Combattants.

Entre la rue de Babylone et la rue Plumet (rue Oudinot) s'étendait depuis les années 1770, la caserne des Gardes Suisses, construite par un spéculateur privé, qui possède dès son origine un équipement original : un gymnase couvert. (Rebaptisée caserne Vaneau à la suite des événements révolutionnaires de 1830, elle est détruite en 1935 pour laisser la place à l'actuelle caserne de Babylone qui accueille une partie du 2^{ème} régiment de la Garde républicaine).

1.4 Le musée d'artillerie

A la création du comité central de l'artillerie en 1795, la collection d'armes anciennes constituée par les mesures de réquisition instaurées de 1791 à 1794, augmentée des petits modèles et modèles d'artillerie grandeur nature destinés à l'instruction des jeunes officiers sous l'Ancien Régime, est d'abord placée au couvent des Feuillants, puis dans l'ancien couvent des Dominicains-Jacobins de Saint-Thomas d'Aquin. Le musée impérial d'Artillerie y ouvre ses portes en 1805. En 1820, la bibliothèque de l'ancien couvent et les quatre galeries placées au-dessus du cloître sont décorées afin de donner un cadre plus attractif à la collection présentée, notamment pour les armures. Six catalogues sont édités entre 1827 et 1845 et dans les premières livraisons les descriptions font la part belle aux attributions légendaires qui témoignent du désir de constituer une galerie des grands hommes de guerre du passé. La collection du musée augmente considérablement et devient un des centres de la culture troubadour qui attise les imaginations artistiques, mais des bandes incontrôlées qui voient dans le musée un arsenal envahissent le site pendant les journées révolutionnaires de 1830 et le pillent. Une grande partie des objets est heureusement restituée, et à la fin du



La salle des armures au musée d'artillerie au couvent St-Thomas d'Aquin

Second Empire, le musée renferme la collection aussi complète que possible de toutes les séries d'armes offensives et défensives, depuis la hache en silex des premiers âges jusqu'aux derniers modèles d'armes à feu. Ce musée fournit tous les documents nécessaires à l'histoire des armes « si intimement liée à la grande histoire du passé, en offrant à chacun des éléments d'un enseignement jugé facile et sérieux » selon le guide Joanne de 1870. Le catalogue scientifique du musée d'artillerie est rédigé par son conservateur, M. Penguilly l'Haridon. Après la guerre de 1870, pendant laquelle les collections ont été évacuées vers Bayonne et Brest, le musée s'installe jusqu'à aujourd'hui dans l'hôtel des Invalides.

1.5 Le démantèlement des domaines religieux et le redéploiement des communautés

En dépit des nombreuses mutations de propriétés et des changements sociaux induits par les événements révolutionnaires, l'architecture des hôtels va évoluer sans heurts, au rythme de la mode pour certains, et sans destruction notable pendant les années 1790-1820 (on enregistre néanmoins quelques démolitions à la fin du règne de Charles X). Par contre, ce sont la nature et l'étendue des biens des congrégations religieuses qui vont être profondément bouleversées à cette époque ; ouvrant dans le faubourg une nouvelle période qui va marquer profondément son aspect.

Le terrain le plus grand vendu comme Bien National appartient sous l'Ancien Régime aux Dames de Bellechasse ; il possède la particularité d'agglomérer autour de lui quatre autres anciennes propriétés religieuses, formant au centre du faubourg une enclave de jardins que l'on peut facilement lotir le long des rue Saint-Dominique, de Bourgogne et de Grenelle. Le dépeçage commence par l'ouverture d'un axe nord/sud, la rue neuve Bellechasse à partir de 1800, sur les anciens terrains des Dames de Bellechasse et de l'abbaye de Pentémont, pour rejoindre la rue Hillerin Bertin (qui prendra plus tard le nom de rue Vaneau). Concédé à un entrepreneur, les bâtiments des Dames de Bellechasse sont détruits pour faire place nette. On épargne les quatre hôtels construits par les religieuses à l'est sur la rue Saint-Dominique, mais les bâtiments conventuels et l'église sont démolis. Sur la rue Saint-Dominique, à l'ouest, subsiste le pavillon des enfants d'Orléans, construit par Poyet dans l'ancienne enceinte religieuse (il disparaîtra en 1905). Les bâtiments de l'abbaye de Pentémont sont affectés à un dépôt de fourrage et deviennent une caserne en 1805 (l'église est maintenant un Temple protestant) ; ce qui les préserve, à l'exception de dépendances situées à l'ouest sur la rue de Grenelle.

Les bâtiments des Religieuses Carmélites sont encore debout au début des années 1820, mais une partie du jardin est lotie entre 1804 et 1825 sur la rue de Bourgogne. Plus à l'est, le couvent des Dames Visitandines est vendu en 1796 à l'entrepreneur Heuzé à condition qu'ils prennent à sa charge la création de deux nouvelles voies, l'une allant de la rue du Bac à la rue de Bellechasse, l'autre de la rue de Grenelle à la rue Saint-Dominique. L'ouverture de ces voies, au bord desquelles viendront prendre place des habitations, des commerces et des ateliers de la bourgeoisie, se heurtera à des propriétaires irréductibles, donnera naissance sur l'atlas de Vasserot en 1825 au passage Sainte-Marie, qui deviendra les actuels rue Paul-Louis Courier, passage de la Visitation et rue de Saint-Simon.

En 1828, la relance de l'activité sous le règne de Charles X entraîne le percement de la rue Las Cases sur le jardin des Dames de Bellechasse et le lotissement de son côté nord, bénéficiant de parcelles traversantes donnant sur la rue Saint-Dominique. On voit s'y implanter des hôtels particuliers et des immeubles de luxe au début du règne de Louis-Philippe (sur le côté sud de la voie, les parcelles découpées sur le jardin des Dames de Bellechasse ont été agrandies de terrains pris sur les jardins de l'hôtel de Rochechouart 110 rue de Grenelle en 1829, et du petit et grand hôtel de Villars, 116-118 rue de Grenelle en 1845). L'ouverture des rues Casimir Perier, de Champagny et Martignac en 1828, ainsi que la constitution de la réserve foncière pour construire la future église paroissiale (érigée à partir de 1845 et consacrée en 1865 sous le nom de Sainte-Clotilde) se font aux dépens des Carmélites.

Mais dans ce contexte de démantèlement des institutions religieuses, l'installation en 1813 des sœurs de la Charité (communauté fondée en 1634) dans l'hôtel de Châtillon (ancien hôtel de Lassay, puis de la Vallière dont l'entrée est au 132 rue du Bac), racheté par la Ville à l'administration des hospices civils de Paris, correspond à un renouveau. Les sœurs de la Charité desservent les nombreux hôpitaux environnants ainsi que l'hôtel des Invalides. Leur vie est consacrée aux pauvres par l'enseignement et les soins des malades et des blessés de guerre. Les travaux dans la cour de l'ancien hôtel commencent en 1815 d'après les plans de l'architecte Louis Damesme (1757-1822). La chapelle reçoit le corps de Saint-Vincent-de-Paul. Après que la vierge soit apparue à plusieurs reprises à Catherine Labouré en juillet 1830, le nombre de novices ne cesse d'augmenter. En 1843, on commence la construction de deux bâtiments pour les accueillir le long de la rue de Babylone et au nord est de l'hôtel de Châtillon, au contact du jardin de l'hôpital des Incurables. Ces bâtiments néo-classiques, d'une élégance certaine dans leur austérité et systématisme, existent encore (terminés en 1845, ils sont généralement attribués à l'architecte de la ville de Paris, Hypolyte Godde).

Pendant la Restauration, on observe un retour en force des maisons d'éducation. La Société des Dames du Sacré-Cœur-de-Jésus, investissent en 1820, l'ancien hôtel de Biron, 77 rue de Varenne, en poursuivant leur ambition de préparer l'entrée dans le monde des jeunes filles des plus grandes familles. Tandis que Les Dames Augustines de l'Abbaye-aux-Bois, ouvrent en 1821 le Couvent des Oiseaux, à l'extrémité ouest de la rue de Sèvres (n°s 84-88, détruits), et à l'angle du boulevard des Invalides (n°s 59 à 67) . C'est une très aristocratique maison d'éducation, créée à la demande de la légitimiste duchesse de Berry, dont le règlement a été inspiré par Saint-Pierre Fourier.

L'installation par la Ville de Paris des frères de la Doctrine Chrétienne en 1842, de leur maison mère et de leur noviciat, dans l'ancien hôtel de Montmorin, 27 rue Oudinot vient soutenir ce mouvement. Elle s'accompagne avant la fin du règne de Louis-Philippe de constructions importantes sur le terrain de l'ancien hôtel construit au tout début des années 1780.

1.6 Rougevin et Barbet de Jouy : de nouveaux spéculateurs

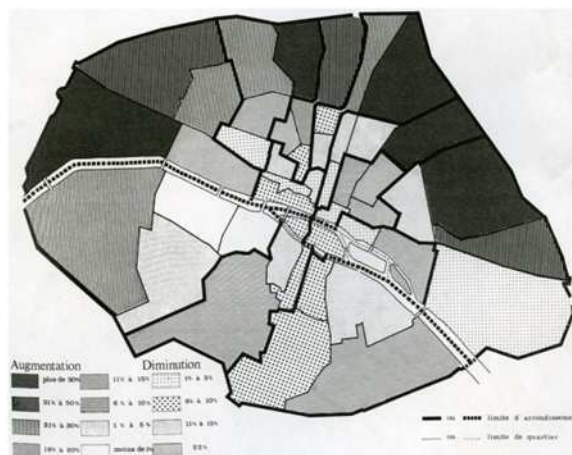
L'architecte Jean Rougevin achète en 1823 l'hôtel de Chimay (ancien hôtel de Mme Tallien ou hôtel de Chanaleilles), dont l'entrée du parc parsemé de fabriques a l'avantage de donner rue de Babylone en face du débouché de la rue des Brodeurs. Lorsqu'il parvient à acheter en 1825 l'ancien hôtel Mazarin ou Rohan-Chabot, alors hôtel de Montebello, 61 rue de Varenne (ancien hôtel de Philippe de Vendôme, grand prieur du Temple, qui a demandé en 1719 à Boffrand d'aménager la première maison sur le site), il est en position d'ouvrir l'année suivante une nouvelle rue qui rejoint la rue Hillerin Bertin, pour former l'actuelle rue Vaneau, qui prolongée de la rue Neuve Bellechasse et de la rue Bellechasse, double à l'ouest la rue du Bac selon la direction nord-Sud. Il prend le soin de démolir en partie les hôtels existants et leurs dépendances, et de revendre ensuite les éléments sauvegardés (voir l'actuel hôtel Montebello-Lannes, 61 avenue de Varennes, fragment de l'ancienne propriété, ainsi que plus au sud, l'actuel hôtel de Chanaleilles, avec le petit jardin qui l'entoure). A l'emplacement du petit hôtel de Maubourg, 59 rue de Varenne, l'architecte Achille Leclerc, célèbre pour avoir dessiné les immeubles de la place Charles X devant la nouvelle église Saint-Vincent-de-Paul sur la rive droite (aujourd'hui place Franz Liszt), construit l'hôtel de Chastellux et donne le coup d'envoi de l'urbanisation du lotissement (détruit en 1903 pour faire place à un ensemble d'immeubles de rapport). En 1835, un petit hôtel néo-renaissance s'implante là où les terrains sont les plus restreints à l'ouest de la voie nouvelle. En face, alternent, immeuble-hôtels (parfois de véritables palais à l'italienne) et immeubles de rapport jusqu'à la rue de Babylone. A l'angle, du côté est, subsiste aujourd'hui un immeuble plus modeste, marquant l'entrée du lotissement et la nouvelle rue au sud.

Quand Jacques-Just Barbet de Jouy achète en 1835 l'ancien hôtel d'Orsay, 69 rue de Varenne, il songe lui aussi à ouvrir une nouvelle rue dans son immense jardin traversant jusqu'à la rue de Babylone. Barbet de Jouy (ou Louis Visconti) détruit l'ancien hôtel et le reconstruit à l'ouest de la voie pour Madame Duchatel à partir de 1838 (l'actuel 69 rue de Varenne). De l'autre côté de la nouvelle voie, le terrain est loti de trois petits hôtels (un seul subsiste, modifié et surélevé, à l'angle des rue de Varenne et Barbet de Jouy), tandis qu'Ambroise Polycarpe de la Rochefoucauld-Doudeauville en profite pour agrandir le jardin de sa propriété ancien hôtel La Rochefoucauld et la Suze dont l'entrée est au 65 rue de Varenne. Plus au sud, l'urbanisation se poursuit avec un hôtel construit dans les années 1840 par l'architecte Louis Visconti (l'actuelle ambassade de Tunisie), et deux hôtels construits par Hippolyte Destailleurs, mais il faudra attendre les années 1860 pour voir s'installer de nouvelles maisons. Dans le prolongement de l'opération

voisine à l'angle de la rue Vaneau et de Babylone, commencée auparavant par Rougevin, on continue sur le front nord de la rue de Babylone, la construction d'immeubles de rapport plus modestes qui constituent au début des années 1840 un long ruban de façades.

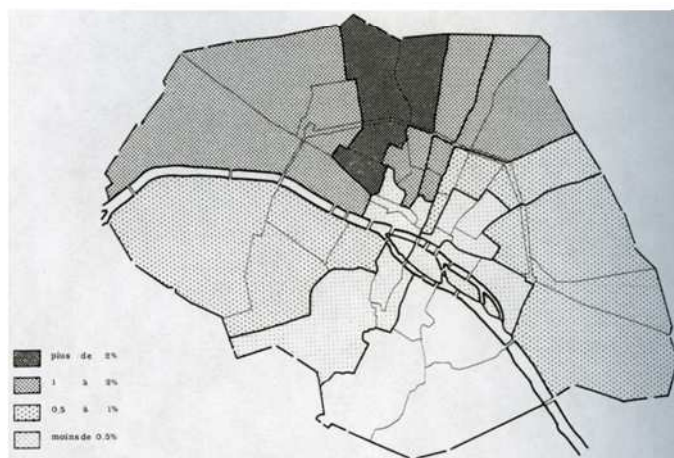
1.7 La stagnation et la relative fragilité économique du faubourg pendant la Restauration par rapport aux quartiers modernes de la rive droite.

Le 14 janvier 1702, la Ville de Paris est divisé en 20 quartiers, le plus également possible, pour rendre plus facile l'exercice de la Police, la perception des droits du Roi et des impositions publiques. L'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé est alors tout entier contenu dans le 20ème quartier, dit de Saint-Germain-des-Prés qui s'étend plus à l'est jusqu'à la rue Dauphine, de Bucci et du Four. A partir de 1790, l'Assemblée Constituante, puis le Directoire en 1795, revoient le découpage en 48 sections, pour des raisons électorales, créant à l'est de l'actuel périmètre le quartier de la Monnaie, et à l'intérieur même de ce périmètre, au nord-ouest le quartier du faubourg Saint-Germain et plus au sud, le quartier Saint-Thomas d'Aquin ; ces deux ensembles avec le quartier des Invalides étant réunis au sein du Xème arrondissement jusqu'en 1860.



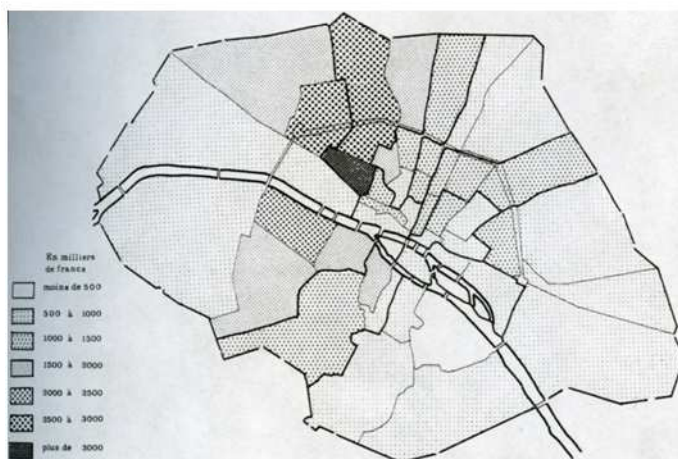
Population de Paris entre 1831 et 1871

Entre 1817 et 1831, la population dans l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé est la seule à stagner dans les limites des 20 arrondissements d'aujourd'hui. A Paris, le nouvel afflux d'habitants se fixe à l'extérieur de l'ancienne enceinte des Fermiers généraux, dans les villages périphériques, particulièrement sur la rive droite, à l'ouest et au nord est. Moins de 1% de cette population rejoint le faubourg et moins de 5%, le quartier Saint-Thomas d'Aquin, mais la plupart des quartiers centraux, sur la rive droite comme sur la rive gauche, perdent leurs résidents. En 1820, la carte des fortunes parisiennes de plus de 500 000 francs dans les déclarations de successions est nettement à l'avantage de la rive droite, notamment autour du quartier Richelieu, de la Bourse, de la Chaussée d'Antin et de la Nouvelle Athènes (à peu près 10% dans ces quartiers contre 2% environ dans le faubourg). En 1828, dans ces quartiers, la richesse foncière est aussi la plus forte, mais le quartier de Saint-Germain (plus que le quartier Saint-Thomas d'Aquin), sur ce point, reste parmi les premiers.



Pourcentage des fortunes de + de 500 000 francs

Bref, le faubourg n'est pas en phase ascendante sur le terrain économique au sortir des difficultés engendrées par les guerres incessantes de la Révolution et de l'Empire, la défaite et l'occupation étrangère après 1815. Mais il se maintient. Il est très peu sensible au changement social et sa population ne se renouvelle guère, ni vers le haut, ni vers le bas. Le centre de l'activité est ailleurs sur la rive droite



Revenus imposables au titre de la contribution foncière

depuis le règne de Louis XV, notamment dans le domaine de la banque, du gros négoce, des distractions, du spectacle et du commerce de nouveautés. Mais en regroupant peu à peu la plupart des organes de décision dans l'administration française, le faubourg qui voit s'ériger de nouveaux bâtiments d'importance, où le changement d'usage des habitations en bureaux est un succès, reste ouvert à l'architecture contemporaine et aux transformations urbaines.

1.8 Le faubourg de la bureaucratie

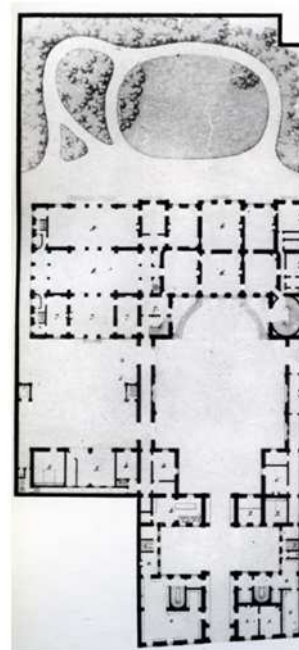
Les seuls nouveaux arrivants au faubourg Saint-Germain, qui s'y fixeront durablement, après la chute de l'Ancien Régime, l'épisode Bonapartiste et le retour des Bourbon, sont les hauts fonctionnaires, les membres les plus gradés de l'administration, les officiers et officiers supérieurs et les élus à la Chambre. A cela plusieurs raisons : la proximité du quartier avec le Palais des Tuileries, et la création d'une ordonnance monumentale spectaculaire depuis ce Palais jusqu'à la place de la Concorde avec le développement de la nouvelle rue de Rivoli, jusqu'à la rive gauche par le pont de la Concorde et la nouvelle colonnade à l'arrière du Palais Bourbon ; mais surtout la vacance d'un nombre suffisant de bâtiments, susceptibles de servir de résidence, de lieu de réception, et de bureaux. Sous la Restauration, après de nombreux changements de propriétaires pendant plus de vingt ans, beaucoup de biens sont en vente ou en location. Et cette offre est particulièrement adaptée aux nouveaux besoins de l'Etat. D'abord timide – sous Louis XVIII et Charles X, le quartier est revenu aux mains des aristocrates et militaires soutenant les Bourbons qu'on appelle volontiers les ultras - cette occupation par la Fonction publique prend de l'ampleur au début du règne de Louis-Philippe d'Orléans.

Laetitia Bonaparte part en exil après l'abdication de son fils en 1814, et donne le pouvoir de vendre son hôtel à son notaire (l'ancien hôtel de la Vrillière ou de Brienne, construit en 1724 et 1730 par l'architecte Debias-Aubry). Des pourparlers s'engagent très vite avec le gouvernement qui souhaite y installer la résidence du Ministre de la Guerre (qui habitait auparavant 84-86 rue de Lille dans l'hôtel d'Havré, rendu par Louis XVIII à son ancien propriétaire). Les bureaux sont à ce moment éparpillés dans de nombreux hôtels dans tout le faubourg, dont deux, rue de l'Université à l'est du jardin de la nouvelle habitation du ministre.

Disponible, l'ancien couvent des Filles de Saint-Joseph, situé entre les différents sites, rue Saint-Dominique est investi, ce qui permet de réunir les services administratifs. L'architecte Renié commence par y construire de nouveaux bâtiments pour former la nouvelle cour de l'horloge. Puis de 1839 à 1842, il élève un immeuble à l'ouest de la porte d'accès de cette cour, ainsi qu'une nouvelle aile gauche ; et il transforme l'ancienne orangerie de Madame Mère, avant d'ériger un nouveau dépôt d'archives entre 1845 et 1848.

Le Ministère de l'Intérieur, situé rue de Grenelle et le ministère du Commerce et des Travaux Publics installé rue de Varennes sont alors situés dans le prolongement l'un de l'autre. Leurs divers corps de bâtiments sont mis en communication entre 1837 et 1840 ; Le Ministère de l'Intérieur présente de grandes façades neuves sur la rue de Grenelle, et une cour principale ayant une issue sur la même rue ; cette cour donne entrée aux bâtiments qui servent aux administrations et communes de France, à celle des Beaux-Arts, et à celle des lignes télégraphiques : au fond de cette nouvelle cour, s'élève une tour bâtie pour les télégraphes. La contiguïté de ces deux ministères tend à ne constituer qu'un ensemble immense dont la critique contemporaine déplore le manque de caractère et compare l'architecte à un entrepreneur d'architecture et de constructions bourgeoises.

Situé au 110 rue de Grenelle, l'ancien hôtel de Rochechouart construit à partir de 1777 par Cherpitel, est loué en 1820 par la veuve du duc de Castiglione, au Ministre de l'Instruction Publique pour y installer sa résidence. Le bâtiment est vendu à l'Etat en 1829, mais les agrandissements commencent en 1839 avec la construction sur les plans de Gisors, d'une nouvelle aile accolée à l'ancien hôtel particulier à l'ouest, pour contenir une galerie, une bibliothèque et la salle du Conseil national de l'Instruction Publique. Quelques temps plus tard, les anciennes dépendances sur cour sont transformées et agrandies pour accueillir les bureaux.



Hôtel de Rochechouart réaménagé par Gisors

Après la mort en 1821 de la princesse Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre, mère du futur roi Louis-Philippe, l'ancien hôtel de Roquelaure (ou hôtel Molé) passe au domaine public, et accueille le Conseil d'Etat en 1832. L'architecte Pierre-François Fontaine est chargé d'adapter le bâtiment à sa nouvelle destination : il crée notamment un nouvel escalier au centre du corps de logis et la salle du Conseil destinée aux séances publiques. En 1839, le bâtiment est affecté au Ministère des Travaux Publics. Félix Duban est chargé des travaux. Il refait la grande salle de Fontaine pour la transformer en salle à manger et plusieurs petits salons du côté de la cour. L'hôtel construit par Robert de Cotte pour le président Duret vers 1710, voisin de l'hôtel de Roquelaure à l'Est de la rue Saint-Dominique et qui abrita notamment le chancelier Joseph Bonnier de la Mosson et ses fameuses collections de curiosités est démoli en 1860 pour laisser la place à des bureaux construits sous la direction de l'architecte Godeboeuf.

Quant à l'ancien hôtel d'Estrées, 79 rue de Grenelle, entre 1810 et 1823 résidence du Président du Corps Législatif, il devient en 1827 jusqu'en 1860 le siège du ministère de l'Intérieur, avant d'être vendu en 1864 au gouvernement de la Russie, pour devenir après 1917 l'ambassade d'URSS et dans les années 1990, l'ambassade de Russie.

Mais il n'y a pas dans le domaine de l'architecture des palais de l'administration que des réemplois. Le projet d'un nouveau bâtiment pour le Ministère des Affaires Etrangères engendre deux nouveaux ensembles. La construction du premier est lancée dès l'Empire sur le site des derniers chantiers de bois encore visibles notamment depuis le château et le jardin des Tuileries sur les berges de la Seine. A l'origine, quatre nouveaux bâtiments destinés à être occupés par des ministères doivent s'y installer ; les dessins sont commandés à Percier et Fontaine ; un pour le ministre des Relations extérieures, un second pour le ministre de la Police, et les deux autres pour les ministres d'Italie. Seul le projet du ministère des Affaires Extérieures est entrepris d'après les dessins de Jacques-Charles Bonnard (1765-1818), architecte de Talleyrand, qui occupe alors l'ancien hôtel de Gallifet, 73 rue de Grenelle, en tant que ministre et chef de cette même administration. Son architecture est dominée par le portique de colonnes engagées, d'ordre dorique puis ionique, sur la Seine, donnant au bâtiment l'allure d'un palazzo Romain. Les travaux commencent sous Napoléon 1er, sur un terrain qui nécessite de nombreuses précautions, car il est inondable. Mais en 1820, deux ans après la disparition du premier architecte remplacé par Jacques Lacornée, la Chambre retire du budget du ministère des Affaires Etrangères les crédits octroyés, pour les attribuer au ministère de l'Intérieur. Les travaux s'arrêtent et en 1838 les plans initiaux sont modifiés pour permettre l'installation de la Cour des Comptes (délogée par les travaux de la Sainte-Chapelle et du Palais de Justice) et le Conseil d'Etat (alors dans l'ancien hôtel de Roquelaure, rue Saint-Dominique). Prêt au début des années 1860, le bâtiment est incendié sous la Commune et laissé à l'état de ruine pendant plus de 25 ans avant qu'il ne soit remplacé par la gare d'Orsay.

Peu chanceux une première fois, Jacques Lacornée parvient néanmoins à mener un des chantiers officiels les plus significatifs de la Monarchie de Juillet et de la première partie du Second Empire, avec un nouveau ministère des Affaires Etrangères, implanté sur les terrains du Palais Bourbon, à proximité de l'hôtel de Lassay, dont on décide la construction en décembre 1844 (terminé en 1855). En raison de la configuration des lieux, l'architecte prévoit de construire l'hôtel du ministre à proximité du quai, dans l'alignement de la Chambre des députés. En retour, sur la rue d'Iéna (à l'emplacement des Petits Appartements du Prince de Condé), on trouve les bureaux disposés autour de cours de service, et sur la rue de l'Université, le dépôt des archives et la bibliothèque.



Façade sud de l'hôtel du ministère des affaires Etrangères, vue actuelle



Bureaux du Ministère des Affaires Etrangères, angle rue de L'université, rue E. Pelletier, vue actuelle

1.9 Le Pont du Carrousel



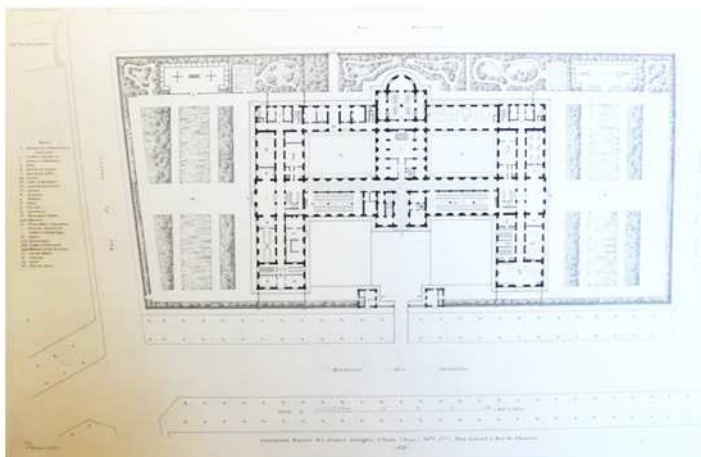
L'ancien pont du Carrousel, 1834, A.R.Polonceau

Le premier pont du Carrousel a été construit par l'ingénieur Antoine-Remy Polonceau (1778-1847) de 1831 à 1834. Cette entreprise est contemporaine de la suppression des ports du Louvre sur la rive droite et des Saints Pères sur la rive gauche. L'ouvrage est en arc, avec trois travées, dont la plus grande portée est de 47,67 mètres. Sa structure est en fonte, surmontée d'un tablier de bois. Situé un peu en aval du guichet du Louvre, et en amont de la rue des Saints-Pères, il est destiné à doubler le pont Royal, et à désenclaver le quartier du Pré-aux-

Clercs par rapport à la rive droite. Fréquenté dès son ouverture malgré le péage qui y est exercé, le pont devient un lien important entre les gares Montparnasse et Saint-Lazare dans les années 1860. Le tablier est changé en 1906 pour un ouvrage en métal mais le pont jugé peu pratique est détruit en 1936 pour être remplacé en 1939 par un nouveau franchissement, plus large, en béton armé revêtu de pierre, dessiné par les architectes Umbdenstock et Tourry avec les ingénieurs Gaspard et Morane. La statuare mise en place dans les années 1830 est alors réemployée.

1.10 L'Institut Royal des Jeunes Aveugles : un équipement public exemplaire

C'est à la fin de l'Ancien Régime que Valentin Haüy crée un internat pour instruire et éduquer les jeunes aveugles. Reconnu par l'Assemblée Constituante en 1791, l'Institution connaît une existence difficile. Elle intègre l'hospice des Quinze-Vingt avec une mission uniquement sanitaire puis elle redevient école sous la Restauration en s'installant dans un bâtiment vétuste, l'ancien Collège des Bons-Enfants, 68 rue Saint-Victor. Sous l'impulsion du directeur d'alors, le docteur Pignier, avec le soutien du ministre Montalivet et des parlementaires Vatout et Lamartine, la Chambre des députés vote une loi le 18 juillet 1838, décidant la construction de deux nouveaux bâtiments de bienfaisance (le texte prévoit un autre Institut spécialisé pour les jeunes sourds-muets). On confie la construction du bâtiment à l'architecte François Philippon d'après un programme mis au point par l'économiste Pierre-Armand Dufau, nouveau directeur de l'Institut Royal des Jeunes Aveugles (aujourd'hui INJA). Celui-ci donne priorité à un enseignement général, complété d'un enseignement industriel et musical. Le terrain est à l'extrémité ouest de l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé, dans le prolongement de la rue de Sèvres de l'autre côté du boulevard des Invalides. La pose de la première pierre a lieu le 22 juin 1839 et l'inauguration le 22 février 1844. Le bâtiment est publié par Gourlier, secrétaire du Conseil Général des Bâtiments Civils et apparaît pour son époque comme un modèle reconnu au niveau national de bâtiment d'éducation. Il illustre alors parfaitement la culture architecturale dominante à l'échelle d'un grand monument, où traitement fonctionnaliste du programme s'allie avec efficacité avec le style néoclassique. Le bâtiment principal comprend quatre niveaux. Sa composition est une composition axiale. De part et d'autre d'un corps central, se développent deux ailes latérales, réunies par des galeries autour de deux cours intérieures, pour le quartier des garçons et pour le quartier des filles. Au rez-de-chaussée, l'axe central mène aux cuisines depuis un vestibule, et à l'arrière, aux bains (lavabos, bains de pieds et baignoires). A droite, se développe le quartier des garçons avec un réfectoire du côté du boulevard, et des ateliers consacrés à l'apprentissage et l'exercice de métiers manuels, avec une imprimerie, un atelier pour les broisseurs,



Façade sud de l'hôtel du ministère des affaires Etrangères

d'autres pour les ébénistes, les tourneurs ; les tisserands et les nattiers étant installés du côté de l'actuelle rue Maurice de la Sizeranne. Une salle de récréation et des parloirs viennent compléter le dispositif. A gauche de l'axe central, on trouve le quartier des filles, avec un autre réfectoire, une autre salle de récréation et des parloirs. Les filles étant moins nombreuses dans l'institution que les garçons, on a placé ici l'économat (dénommée l'agence sur le plan) facilement accessible depuis la cour d'honneur, ainsi que des ateliers de broserie, sparterie, et rempaillage. Chaque quartier a son jardin ainsi que son terrain de gymnastique en plein air (sur lesquels l'architecte Abadie construira deux annexes en 1881). L'ensemble de la distribution sur les niveaux supérieurs suit cette partition entre quartiers des filles et des garçons, derrière des façades uniformisées selon une codification stylistique néoclassique. En coupe transparaît l'habileté de l'architecte.

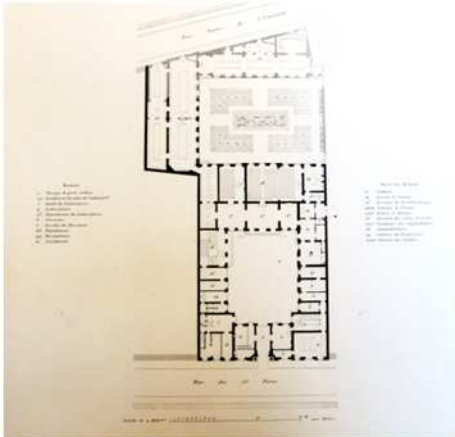
La difficulté majeure a été d'insérer dans l'ensemble deux grandes salles, pour les réunions des écoliers avec un éventuel public extérieur, et pour les concerts, ainsi qu'une chapelle. Cette chapelle réduite en dimension est moins une chapelle où s'exerce le culte catholique (les élèves de toutes les confessions religieuses sont admis à l'école), qu'une tribune d'orgue, alors au centre de la pédagogie musicale et de l'apprentissage du métier de facteur instrumental qui fait la réputation de l'établissement. On observe aussi en plan la présence de nombreuses cabines d'étude pour la musique, ainsi que deux infirmeries équipées d'une pharmacie laboratoire, d'un local pour un médecin, équipé d'une chambre pour les gardes ; le tout reflétant une attention peu commune pour la communauté des élèves. Au-dessus de la chapelle se trouve le local d'archives avec de part et d'autre une bibliothèque pour les livres en relief.

1.11 L'école d'application du corps d'Etat-Major et l'école des Pont-et-Chaussées : changements d'usage dans deux hôtels particuliers du XVIII^e siècle.

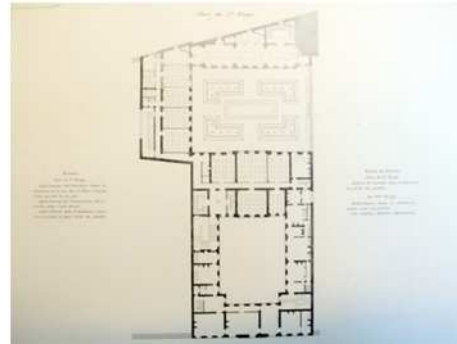
Créée par Gouvion Saint-Cyr en 1818, l'école d'application du Corps d'Etat major est destinée à former des officiers venant parfaire leur instruction pendant deux ans. Jusqu'en 1827, elle s'installe dans les dépendances de l'hôtel de Villeroi, puis elle aménage dans l'hôtel de Sens (ou de Noirmoutiers) jusqu'en 1877. A l'emplacement du jardin de la maison, on construit un manège en 1842 (partiellement reconstruit en 1872, restructuré en 1930 et encore visible). Dans l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé, on trouve alors peu d'établissements de ce genre. L'école Royale des Ponts-et-Chaussées est l'autre institution prestigieuse repérable qui investit elle aussi un ancien hôtel particulier. Construit par Jacques-Denis Antoine de 1768 à 1774, acheté par Jacques Brochet de Saint-Prest, l'hôtel doit son nom au locataire de son appartement le plus vaste à partir de 1788, le procureur général au Parlement de Paris, Armand Joly de Fleury. En 1824, l'hôtel est cédé à l'Etat. On l'affecte au ministère des Affaires ecclésiastiques, auparavant logé dans l'ancien hôtel de Maisons, rue de l'Université. Une première vague de travaux est entreprise. C'est à ce moment que les combles sur la cour sont repris et exhausés pour trouver un étage de bureaux. En 1831, la direction générale des Ponts-et-Chaussées s'y installe, puis le ministère des Travaux Publics, avant que celui-ci ne rejoigne non loin de là, rue Saint-Dominique, l'ancien Hôtel de Roquelaure. En 1843, la direction générale quitte les lieux pour laisser la place à l'Ecole Royale des Ponts-et-Chaussées, qui depuis 1839, occupe un bâtiment au n°10 rue Hillerin Bertin (66 rue de Bellechasse). C'est l'architecte Vallot qui est d'abord choisi pour mener à bien l'appropriation des nouveaux locaux de la rue des Saint-Pères.

Mais quelque temps après s'ouvre la possibilité d'accroître le terrain à l'arrière de la parcelle suite au percement de la rue Neuve-de-l'Université (actuelle rue du Pré-aux-Clercs) pour y agrandir la galerie de modèles qui occupe déjà un bâtiment en aile. Les travaux sont confiés à Maurice Garrez, ancien pensionnaire de l'académie de France à Rome et sont menés de 1845 à 1846. Le travail d'intégration de l'école dans le bâtiment ancien est à souligner et illustre la capacité de changement d'usage et d'extension en douceur des hôtels particuliers. Nous pouvons suivre le cheminement intellectuel du projet avec l'aide du plan à rez-de-chaussée avant travaux, dans l'Atlas Vasserot, jusqu'à la réalisation publiée dans le *Choix d'Edifices Publics* par Gourlier. Un grand et un petit amphithéâtre sont placés au rez-de-chaussée dans l'ancien hôtel. Pour ce faire, un des murs de refends ainsi que l'enfilade sur jardin disparaissent. Pour soutenir les salles d'études situées au premier étage, l'architecte conçoit un renforcement métallique dans les murs et le plancher. Pour servir d'accès à l'amphithéâtre, l'appartement sur cour au rez-de-chaussée est redistribué. L'aile droite sur cour est affectée au secrétariat de l'école en rez-de-chaussée et à l'appartement

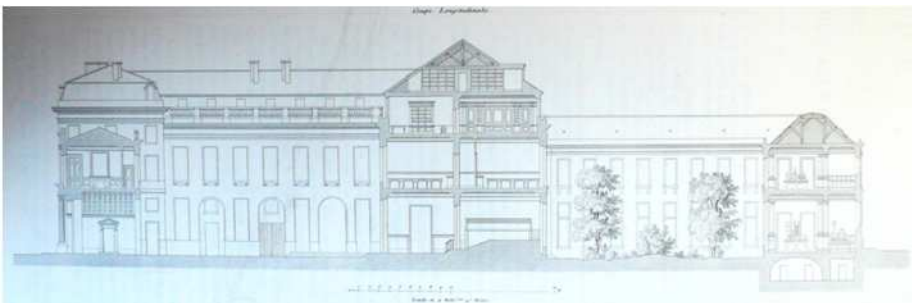
pour l'inspecteur, à l'étage. Pour y accéder, une cage d'escalier dite de l'administration est créée, tandis qu'à gauche de l'entrée un autre escalier dessert l'appartement du directeur, situé sur rue à l'étage, et en retour sur la cour. Dans une aile sur jardin, nouvellement construite au sud, est placée au rez-de-chaussée la galerie des modèles et au premier étage la bibliothèque. Sur la nouvelle rue du Pré-aux-Clercs, à l'ouest, la galerie des modèles se poursuit sur les deux niveaux et occupe le fond du jardin.



Ecole Royale des Ponts-et-Chaussées
Publiée par Charles Gourlier



Ecole royale des Ponts et Chaussées
Publiée par Charles Gourlier



Ecole Royale des Ponts et Chaussées, publiée
par Charles Gourlier

1.12 Le tombeau de Napoléon

Le 12 mai 1840, Charles de Rémusat, ministre de l'Intérieur annonce à la Chambre des Députés le rapatriement du corps de l'Empereur Napoléon 1er et précise le lieu de son futur tombeau : l'église du Dôme des Invalides. Félix Duban est d'abord choisi comme architecte ainsi que Charles Marochetti comme sculpteur. Mais Duban s'oppose à toute collaboration. Suite à un changement ministériel, le projet est suspendu ; ce qui aboutit à l'organisation en 1841 d'un concours sans qu'aucun programme concernant les dimensions, les matériaux et le genre de tombeau souhaités, ne soit annoncé, ni même que l'on sût si il s'adressait aux architectes, aux peintres ou aux sculpteurs. Quatre-vingt-un projets de toute nature sont exposés en octobre 1841 à l'école des Beaux-Arts. L'architecte Visconti, qui reçoit la commande en 1842, propose d'associer le volume intérieur de l'église d'Hardouin-Mansart et de construire en son centre une crypte contenant un sarcophage. Il complète le dispositif d'une statue équestre dans la cour, avec dans son piédestal une porte ouvrant sur un passage souterrain. L'argument principal pour un tombeau en sous-sol émis par les membres du jury est alors la difficulté d'harmoniser un nouvel édifice dans le goût du jour avec le décor et la forme de l'église de Louis XIV, mais un débat public s'engage, relayé par la presse, sur la symbolique d'une telle disposition, montrant à quel point l'architecture funéraire parvient à passionner les contemporains. Après de nombreuses vicissitudes, (notamment à l'avènement de la Seconde République), le projet est réalisé sans la statue équestre ni le grand accès souterrain. Visconti développe néanmoins un

important programme décoratif qui associe les sculpteurs James Pradier (celui-ci réalise douze figures de victoires disposées contre les piliers de la crypte), Charles Simart (auteur de dix bas-reliefs représentant des moments jugés importants dans le règne de Napoléon), et Henri de Triqueti (auteur de la figure monumentale en marbre du Christ sur l'autel principal placée sous le baldaquin). Terminé à la fin de 1853, le sarcophage de porphyre rouge de Finlande ne reçoit les cendres de Napoléon 1er qu'en 1861 (notamment devant l'hésitation de Napoléon III à créer ailleurs une nécropole impériale), et accueille dès lors de très nombreux visiteurs.



L'intérieur du dôme des invalides en 1864

1.13 L'église Sainte-Clotilde et le catholicisme triomphant

Le 16 février 1827, le Conseil Municipal de Paris se prononce pour la construction d'une église paroissiale sur les terrains libérés par le départ des Dames de Bellechasse et des Carmélites (l'année suivante, en 1828, y seront tracées la place de Bellechasse, les rues Casimir Périer, de Martignac et de Champagny). Le projet est conçu par l'architecte Nicolas Huyot ; il est imité d'un temple grec. L'église, en l'hommage au monarque, doit être placée sous le vocable de Saint-Charles, mais elle n'est pas construite après la Révolution de 1830. Le comte de Rambuteau, préfet de la Seine, soutient un nouveau projet en 1839. Les temps ont changé et c'est l'architecte François-Christian Gau qui est chargé de dessiner une nouvelle église. Celle-ci est de style gothique et reçoit l'assentiment de l'autorité ecclésiastique sous le rapport des besoins et des convenances. Mais le projet déchaîne les passions quand il est présenté en 1841 au Conseil national des Bâtiments civils, dont les membres sont des néoclassiques avérés. L'opposition est forte et ce n'est qu'en 1846 qu'une ordonnance royale déclare d'utilité publique la construction de l'édifice. Les travaux commencent en septembre de la même année et dureront onze années pour un coût total de 5 761 996 francs, somme très importante pour l'époque.



Eglise Sainte-Clotilde

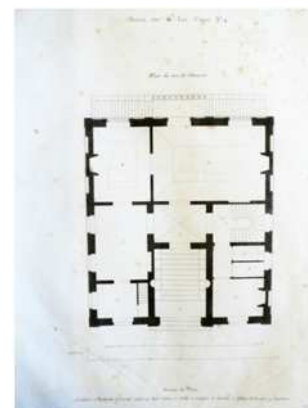
L'édifice est construit en pierre dure de Bourgogne, tirée des carrières de Châtillon-sur-Seine. Longue de 96 mètres et large de 38 mètres au transept, l'église est orientée nord-Sud. Elle couvre une superficie totale de 3800 mètres carrés. Elle est formée d'une croix latine et comprend un nef de six travées, deux bas-côtés, un transept, un chœur encadré de chaque côté de deux travées droite, avec cinq chapelles rayonnantes dans l'abside, deux chapelles dans le transept, une chapelle des fonts baptismaux à gauche en entrant et la chapelle des morts lui faisant face à droite, deux sacristies avec au dessus un logement. La grande porte d'entrée est surmontée d'une tribune contenant l'orgue d'accompagnement et au-dessus le grand orgue. Les flèches s'élèvent à 67 mètres du sol et le clocher oriental renferme le beffroi et les cloches. Le décor sculpté à l'intérieur comme à l'extérieur constitue un ensemble d'une très grande richesse et cohérence. On y voit des œuvres de Pradier, Lequesne, Guillaume, Duret, Gayraud. La statue présentée sur le retable de la Vierge est d'Henri de Triqueti. La décoration picturale des chapelles des fonts et des morts sont du comte Henri Delaborde. Les murs du transept et des chapelles absidales décorés jusque dans les années 1860 sont entièrement couverts de peintures par Laugée, Chancel, Lenepveu, Lamothe, Bouguereau, Bézard, Pils, Laemelein, Les peintures décoratives sont d'Alexandre Denuelle. L'ensemble des vitraux qui date des années 1850 est lui aussi remarquable. On y voit des œuvres sorties des ateliers Lussou et Bourdon et Maréchal de Metz. La façade principale au nord est construite d'après les dessins et sous la conduite de l'architecte Théodore Ballu qui reprend le chantier après la mort de Gau en 1853. L'inauguration et la bénédiction de l'église a lieu le 26 novembre 1857 par l'archevêque de Paris en présence de cinq ministres dont les administrations ont leur siège dans la paroisse : le ministre de Affaires Etrangères, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Guerre, le Ministre de l'Instruction Publique et le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics. On y voit le Président du Conseil d'Etat, le Président du Corps Législatif, le Premier Président de la Cour des Comptes, paroisse oblige...

1.14 L'habitation et l'architecture moderne dans le faubourg

Sans doute moins représentés dans les publications d'architecture contemporaines que les quartiers de la rive droite, le faubourg Saint-Germain et le quartier Saint-Thomas d'Aquin sont néanmoins toujours en pointe sur le terrain de la création architecturale et l'habitation dans les années 1790-1840. L'heure n'est sans doute plus aux grands hôtels particuliers entre cour et jardin, comme sous la Régence, parce que la surface foncière n'est pas extensible ; mais les solutions appartiennent au temps présent, sont soumises à la mode, et sont en concordance avec les idéaux des cultures classiques et romantiques qui coexistent.

Dessinée pour lui-même par le professeur d'architecture et de théorie de l'architecture à partir de 1818 à l'Ecole Royale des Beaux-Arts, l'architecte Pierre-Louis Baltard (1764-1846), le petit hôtel dont l'entrée se situe au 110 rue du Bac propose un modèle resté sans suite. Le projet remonte à 1812. Les façades de la maison d'habitation et de la dépendance située dans le passage d'accès, le fronton de l'atelier, rappellent les séjours italiens de l'occupant. Installée au milieu d'une parcelle, accessible par un cheminement étroit, la résidence rejette l'ostentation et vise une simplicité domestique que le quartier ignore jusqu'à présent. Autour d'une cour, des ensembles construits composés indépendamment les uns des autres, et accolés les uns aux autres, forment une sorte de hameau ; ce qui accentue le caractère pittoresque de l'ensemble. L'habitation mélange les références ; savante et vernaculaire à la fois, urbaine et rurale : elle comporte un entresol et un attique ; elle est décorée d'un ordre dorique en pilastres ; le pavillon de droite est surmonté d'un belvédère avec balcon à la manière d'un petit casino. A l'origine, un plus grand jardin à l'arrière donnait sur le parc des Missions étrangères et renforçait l'impression de séjourner dans une humble maison à la campagne, très loin en esprit des ordonnances régulières des anciens hôtels du faubourg.

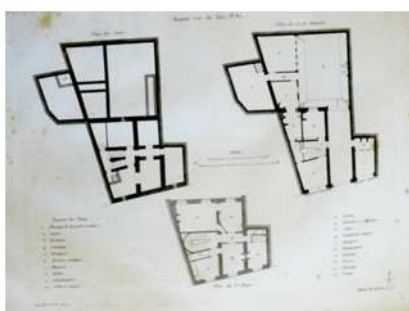
Cette architecture pittoresque ne fera pas les délices du Faubourg qui sous l'Empire est à la recherche d'un plus grand appareil. Quand viennent la fin du règne de Charles X et la reprise de la construction sous la Monarchie de Juillet, l'ambition est modeste mais elle illustre une réelle envie de représentation. Situés rue Las Cases et rue Vaneau, dans les deux lotissements du quartier ouverts à la fin des années 1820, les hôtels construits sur les plans de Pothain et de Dussillion en 1832 et 1835 s'opposent par leur style : l'un est presque caricaturalement italianisant en apparence, avec ses références à Serlio et Palladio en façade et en plan, l'autre se veut Renaissance française, avec ses références aux châteaux du Val de Loire. Nous sommes ici au cœur de la mode, où l'architecture se rapproche des préoccupations propres à la littérature et au spectacle, dans le conflit entre classiques et romantiques. Dans un registre plus pragmatique, et plus courant, on peut isoler les immeubles de rapport du 82 rue du Bac et du 9 rue de Bellechasse. Le premier construit par Charles Gourlier, est un immeuble dont le rez-de-chaussée est occupé par des commerces. On n'y voit pas d'écuries et de remises, une cour secondaire à ciel ouvert pouvant faire office de refuge à voiture momentanée, tandis que s'ouvrent sur la cour principale à l'arrière, un atelier, un magasin (un entrepôt). L'escalier pour accéder aux étages se trouve pincé entre la loge du concierge et une des deux boutiques sur rue. Chacun des quatre étages d'habitation sous la corniche accueille un appartement de cinq pièces, avec salon et salle à manger sur la cour, et sur la rue, une cuisine, une chambre un cabinet de travail (chambre), les anglaises étant intégrées dans l'ensemble et non rejetées à mi étage.



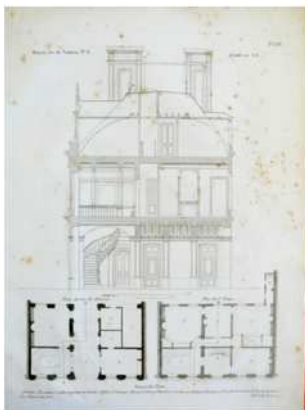
14 rue de la Cases, archi.
Prothain



14 rue Las Cases, archi.
Prothain



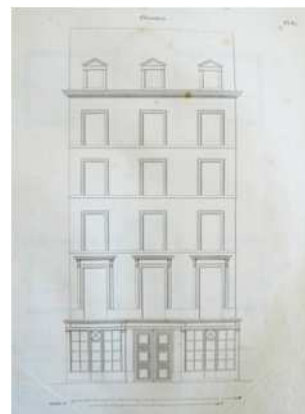
Maison 82 rue du Bac Gourlier archi.



Hôtel néo-renaissance, rue vaneau, Architecte Dusart

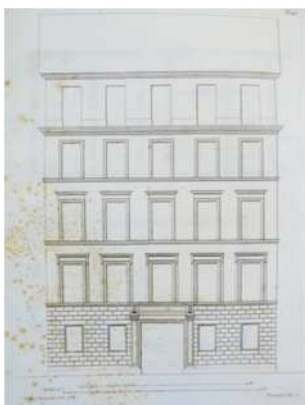


Hôtel néo-renaissance, rue Vaneau, Architecte Dusart

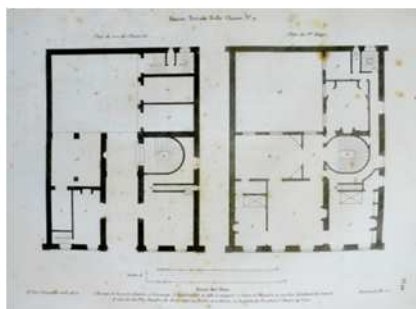


Maison 82 rue du Bac, Architecte Gourlier

Rue de Bellechasse, la formule est différente. Il s'agit clairement d'une maison de rapport, sans jardin, avec une cour réduite en taille, sans effet de composition ni ornementation, mais pourvue néanmoins de deux écuries sellerie, permettant au moins au premier étage d'habitation de fonctionner comme un appartement d'hôtel particulier, la cuisine étant localisée au rez-de-chaussée à droite du passage cocher. Les trois autres niveaux regroupant une antichambre, un salon sur rue entouré de deux chambres, une salle à manger sur cour, une autre chambre en retour d'équerre (ou un cabinet de travail), le logement du domestique étant à ce niveau à côté des anglaises et de l'escalier de service. Pour ces deux immeubles, le décor de la façade sur rue est du même ordre. Dans les niveaux considérés comme les plus importants, les baies sont surmontées de tables en saillie supportées par des consoles. Rue de Bellechasse, les niveaux sont soulignés avec de plus fort bandeaux et une corniche avant le dernier niveau sous toiture, tandis que le soubassement est traité en refends continus.



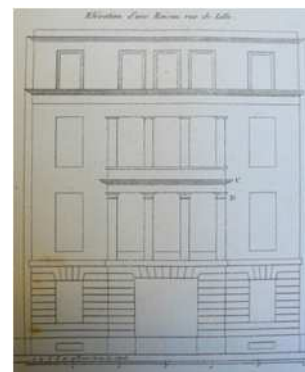
Immeuble 9 rue de Bellechasse, 1832



Immeuble 9 rue de Bellechasse, Henri Van Cleemputte, 1832

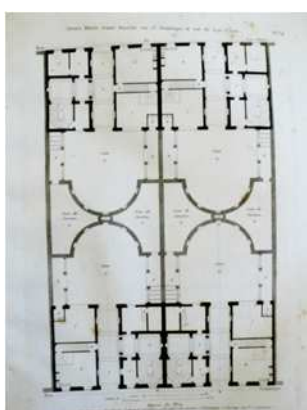
Peu développé mais présent rue de Bellechasse le programme de l'immeuble de rapport comportant les commodités de l'ancien hôtel, condensées sur un terrain et dans des surfaces d'habitation restreintes, se rencontre souvent.

L'immeuble du 101 rue de Lille, construit en 1800 par l'architecte Jacot est de ceux là. A l'arrière une cour plantée, se termine par des écuries et des remises. Sur rue, chaque niveau comporte deux appartements de trois pièces, un sur rue, l'autre sur cour. Sur rue, chaque niveau est singulier mais le tout est homogénéisé sous une façade composée à l'italienne. Dans l'axe, l'architecte a voulu évoquer une loggia avec ses trois baies cantonnées de pilastres en léger relief, supportant un entablement et une corniche, et plus haut simplement le linteau.

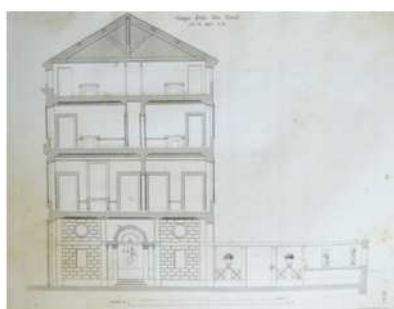


Immeuble, 101 rue le Lille

Une génération plus tard, rue Las Cases le trait est moins dépouillé et renvoie plus sûrement au palais urbain de la Renaissance romaine. Mais c'est ici le plan du rez-de-chaussée qui dénote une habilité peu commune à ménager sur une parcelle réduite la plus subtile des dispositions entre solennité d'une entrée à couvert, avec vestibule, niche dans l'axe et cage d'escalier et cour de service terminée en hémicycle, avec portique latéral, masquant les écuries et remises. La cuisine de l'appartement du premier étage est sur un des côtés du passage cocher. Sur deux parcelles traversantes et mitoyennes entre la rue Saint-Dominique et la nouvelle rue Las Cases ouverte sur les terrains de l'ancien couvent de Bellechasse, le dessin permet la réalisation de quatre immeubles semblables.



Rue St Dominique et rue Las Cases, Charles Grillon, Architecte

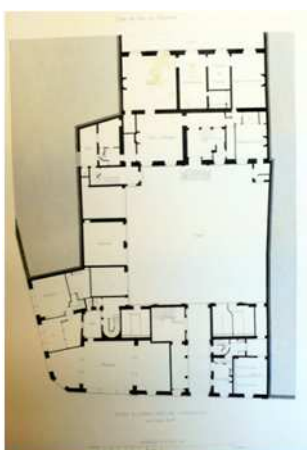


Rue St Dominique et rue Las Cases, Charles Grillon, Architecte

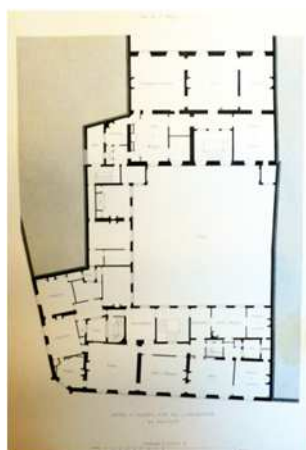


Rue St Dominique et rue Las Cases, Charles Grillon, Architecte

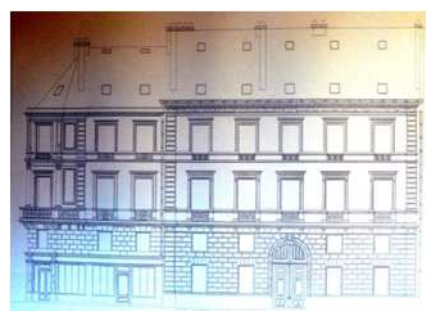
Cette capacité à interpréter et à rendre plus rationnel l'ancien mode de vie caractéristique de l'hôtel particulier sous la forme d'un immeuble à appartements est visible très concrètement au n° 11 de la rue de l'Université, à l'hôtel d'Albert (d'Albert de Luynes), construit en 1845 par l'architecte Debac (Duban ?). Cette fois la parcelle est grande. Sur rue, deux immeubles sont mitoyens mais sont traités différemment, celui de l'angle étant plus bas que celui sur la rue de l'université. Sous cette enveloppe, un seul et vaste appartement par niveau, avec en retour d'équerre une aile sur cour. En fond de parcelle un ancien hôtel du XVIIe siècle, entre cour et jardin, le petit hôtel Tambonneau, est redistribué lui aussi de manière moderne avec un appartement par niveau, sans prendre garde à sa disposition d'origine.



Angle rue de l'Université, rue du Pré-aux-clercs, hôtel d'Albert



Angle rue de l'Université et rue du Pré-aux-clercs, hôtel d'Albert

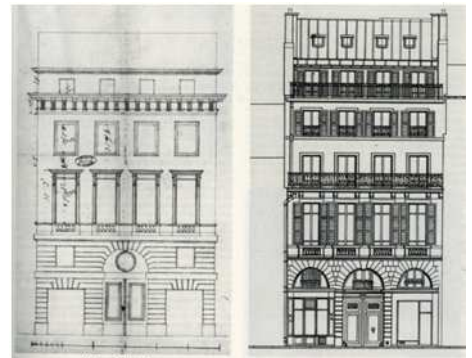


Angle rue de l'Université et rue du Pré-aux-clercs, hôtel d'Albert



Angle rue de l'Université et rue du Pré-aux-clercs, hôtel d'Albert

Pour clore ce rapide panorama, il nous faut parler d'une pratique répandue à cette époque : la surélévation et la refonte de l'ornementation de façade à partir d'un existant plus ancien, remis au goût du jour. Un exemple significatif peut être isolé au 58 rue de l'Université. L'immeuble est construit par Claude Nicolas Ledoux pour lui-même. C'est une maison de rapport érigée en 1775 avec un appartement de quatre pièces par étage (sans compter le bâtiment de fond de cour). Le bâtiment a été restauré par ses propriétaires entre 1833 et 1842. Comme on peut le voir ici, les vitrines commerciales en bois ont été plaquées contre la maçonnerie. Les baies de l'étage d'entresol au dessus des boutiques ont été modifiées, notamment l'oculus central. Le plus important changement est intervenu avec la création d'un grand balcon filant au deuxième étage, supporté par des consoles en saillies installées à l'ancien emplacement des tables décorant la partie supérieure des baies dessinées par Ledoux. Les consoles en volutes supportant ces tables ont disparu. Plus haut, la corniche voulue par Ledoux a été détruite et a été remplacée par un maigre bandeau. Enfin, l'immeuble a été surélevé par un étage en retiré, bénéficiant d'une terrasse d'environ un mètre de profondeur



Cl.N.Ledoux, maison de rapport pour lui-même, rue de l'Université, et sa transformation entre 1833 et 1842

1.15 Immeubles d'entrepreneurs, rue de Babylone et rue du Pré-aux-Clercs

Parmi les réalisations de la fin des années 1830 et des années 1840, on peut voir émerger de nouveaux immeubles de rapport, dont les dépendances sont réduites au minimum, où les jardins à l'arrière ont disparu, où les cours sont bordées d'ailes en retour très élevées sans aucun langage ornemental, où les distributions verticales intérieures sont traitées sans aucun luxe. Les plus systématiques sont construit sur le front nord de la rue de Babylone, et l'on peut voir sur l'un des plus développés, la signature de F. Fournier et la date de 1844 (à l'angle de la rue Barbet-de-Jouy). Ce sont vraisemblablement des immeubles d'entrepreneurs comme on peut en observer alors de nombreux sur la rive droite, à un moment où les architectes délaissent encore ce type de programme qu'ils jugent inintéressants pour eux-mêmes. Dans cet alignement sur la rue de Babylone, on peut voir d'immeuble en immeuble les éléments répétés ainsi que les dispositions ornementales originales en façade, les variations sur le thème de l'entrée et de l'encadrement de baie, le rôle distinctif des fontes ornées sur les portes et en garde-corps produites en série à partir de moules différents, la présence des persiennes qui supplantent définitivement ici les volets intérieurs.



Rue de Babylone, immeuble vers 1840, aile sur cour



Rue de Babylone, immeuble vers 1840, façade sur rue

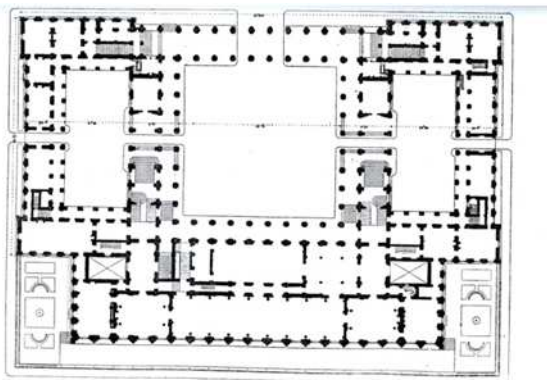
Autre ensemble urbain repérable aujourd'hui pour sa bonne conservation depuis sa formation, celui du percement de la rue Neuve de l'Université ou rue Neuve-Saint-Guillaume (actuelle rue du Pré aux Clercs), mené à partir de 1844 sur le terrain de l'ancien hôtel de Villeroy (ou grand hôtel Tambonneau, détruit pour l'occasion) est presque terminé au milieu de l'année 1845. La voie de dix mètres de largeur, pourvue à l'origine de trottoirs d'un mètre cinquante centimètres, est ouverte au public en 1847. Les immeubles qui la bordent sont du même ordre que ceux décrits précédemment, mais ont été certainement construits avec plus de moyens (ce qui correspond à la clientèle venue chercher ici la proximité avec la très chic rue de l'Université). Selon la critique contemporaine, l'élévation des façades souffre de l'absence d'un règlement d'urbanisme plus strict, d'ordre esthétique, afin de corriger le défaut d'ensemble et le manque d'harmonie des maisons entre elles. Les numéros 6 et 8, en face de la galerie des modèles de l'école royale des Ponts-et-Chaussées, élevée par Garrez, sont remarquables par César Daly le rédacteur de la Revue Générale de l'Architecture pour leur traitement peu raffiné, en rupture avec le soin apporté précédemment dans le dessin et la réalisation de la modénature néoclassique : Selon Daly, ces maisons « semblent avoir été faites en plusieurs fois et sous la direction de plusieurs architectes ou plusieurs constructeurs successifs, tant il y a d'incohérence dans leur décoration. L'un et l'autre ont des portes cochères, mais de celles-ci l'une a le chambranle faisant saillie sur le mur, tandis que le chambranle de l'autre est en retrait ; dans les deux maisons le chambranle des fenêtres de l'entresol, du premier et du deuxième est creusé dans le mur, et semble avoir été exécuté après coup, et par suite d'un repentir. Ce qui tendrait à donner de la vraisemblance à cette opinion, c'est qu'au troisième qui est bâti en plâtre, on a fait le chambranle saillant ; là avec du plâtre, il était possible d'ajouter des profils après coup, mais dans la pierre, il a fallu creuser ceux qu'on n'avait pas songé à ménager en saillie...Au premier étage des balcons à balustres en pierre annoncent une richesse qui se dément dans toutes les autres parties de la construction. Au deuxième étage, les balcons de fer fondu ont une vaine prétention au style gothique, et au troisième ils sont du style qu'on voudra...»



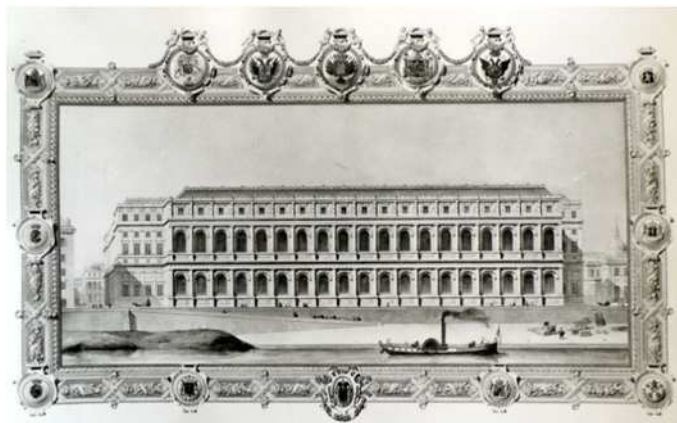
2. Les travaux sous le Second Empire

2.1 La Cour des Comptes et le Conseil d'Etat

L'histoire de l'achèvement du bâtiment du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes et de sa destinée est édifiante pour comprendre l'infortune architecturale dans laquelle est plongé le quartier au début du règne de Napoléon III. En 1835 et 1838, les plans initiaux du ministère des Affaires Etrangères, quai d'Orsay (aujourd'hui quai Anatole France, à l'emplacement de la gare d'Orsay), sont modifiés pour permettre d'abord l'installation du Conseil d'Etat (alors dans l'ancien hôtel de Roquelaure, rue Saint-Dominique), puis de la Cour des Comptes (délogée par les travaux de la Sainte-Chapelle et du Palais de Justice). L'architecte est Jacques Lacornée qui reprend un bâtiment en partie construit, dont le chantier est délaissé depuis 1820 et dont les plans originaux sont de Jacques-Charles Bonnard, actif sous le Premier Empire. Lacornée doit donc agir tel un restaurateur et concevoir l'adaptation d'une quasi-ruine à deux nouveaux programmes successifs. Il n'est donc pas étonnant de voir un bâtiment composé au final de longs déambulatoires sous arcades, de cours intérieures ressemblant au cortile des palais romains, desservant des salles de taille diverses afin de s'adapter à une commande publique pour le moins hésitante, voire calamiteuse. A la mort du deuxième architecte en 1856, l'affaire n'est pas terminée. Le Conseil d'Etat hésite encore à déménager. Les travaux de décoration commencent dans la partie réservée à la Cour des Comptes où le grand escalier est peint par Chassériau. Le reste de la décoration est en grande partie méconnue. La salle des Pas-Perdus du Conseil d'Etat est peinte par Auguste Gendron de panneaux et de dessus de portes. La salle du comité du Commerce est ornée de divers tableaux représentant les villes de France. De nombreuses autres décorations viendront dont nous avons la description à travers la visite complète du bâtiment proposée par le guide Joanne de 1870. Quelques mois après le bâtiment disparaît dans un incendie, dix ans après avoir été investi par ses affectataires. Il restera à l'état de ruines, certes foisci calcinées pendant plus de 25 ans, avant d'être rasé pour faire place à la gare d'Orsay.



Hôtel du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes, à l'emplacement de l'actuelle gare d'Orsay

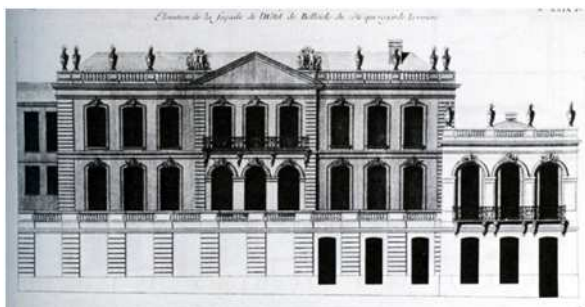


Hôtel du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes, à l'emplacement de l'actuelle gare d'Orsay

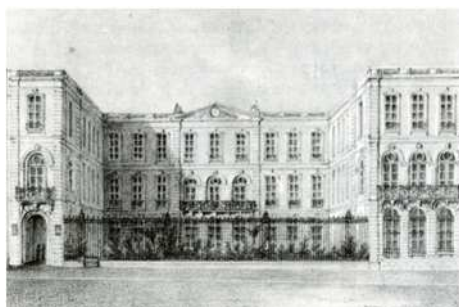
2.2 La Caisse des Dépôts et Consignations dans l'hôtel de Belle-Isle et le petit hôtel de Choiseul, 54 et 56 rue de Lille

La loi du 28 avril 1816 institue la Caisse des Dépôts et Consignations. A ce moment de Restauration de la royauté - qui n'avait pas brillé dans la transparence de ses opérations financières dans les temps anciens – la priorité est de retrouver la confiance des capitalistes. D'où la création d'une nouvelle Caisse d'Amortissement autonome, dont la fonction est de recueillir les consignations judiciaires et les fonds déposés à la garde de l'Etat, notamment pour honorer la dette que la France s'est engagée à rembourser aux nations coalisées venues à bout du régime impérial. Cette institution est doublée d'une Caisse de dépôt, capable de recevoir des dépôts volontaires et de gérer les retraites des fonctionnaires. En 1837, la loi lui donne la gestion des fonds des Caisses d'Epargne et en 1850, elle reçoit la double gestion des Sociétés de Secours mutuel et de la Caisse des retraites pour la vieillesse. Le succès de ces mesures entraîne de nécessaires recrutements, de meilleures conditions d'accueil du public, de plus grands bureaux. En 1852, la Caisse, qui était sur la rive droite, non loin du ministère des Finances et du quartier de la Bourse, s'installe au 2 de la rue de Lille, aménage bientôt le 4. Elle achète en 1857, les 54 et 56.

Les travaux d'appropriation de l'ancien Hôtel de Belle-Isle sont menés en 1858 et 1859 sous la direction d'H.Eudes, architecte du Ministère des Finances. La terrasse de plain-pied avec le 1er étage de l'hôtel devant la Seine est démolie. Un jardin la remplace permettant d'approprier le rez-de-chaussée dans toute sa profondeur et d'aménager d'agréables bureaux dans les dépendances jusque là aveugles et souterraines. La façade est avancée jusqu'à l'alignement de la façade de la Caserne Napoléon voisine, pour gagner de la surface. Une aile gauche épaisse d'une seule travée est construite en vis-à-vis de l'aile droite. Les nouvelles façades s'harmonisent avec l'ancienne : c'est un des premiers pastiches modernes de l'architecture de l'ancien Faubourg Saint-Germain. Sur la rue, après restauration du portail, les deux pavillons d'entrée conservent un étage et leur terrasse. De part et d'autre de la cour, des ailes sont construites en retour du corps de logis central. A droite, une verrière couvre l'ancienne cour des cuisines qui jouxte le petit hôtel de Choiseul au n° 54 dont les travaux d'aménagement sont de peu d'importance. Une grande attention est portée sur les installations techniques. L'éclairage au gaz est mis en place dans la totalité des bâtiments et tout autour, assurant une illumination des façades de jour comme de nuit, sur le quai et sur la rue de Lille, pour des raisons de sécurité. Les mécanismes d'aération sont particulièrement soignés dans les locaux accueillant le public. Un soin vigilant préside à toutes les restaurations des décorations intérieures et extérieures. La réception des travaux a lieu en 1860 en présence de Napoléon III.



Façade sur le quai de l'hôtel de Belle-Isle vers 1750



Façade sur le quai de l'ancien hôtel de Belle-Isle devenu Caisse des dépôts en 1858

2.3 L'église et la place Saint-François-Xavier

En 1859, la Ville de Paris lance un programme de construction de dix nouvelles églises devant être achevées en moins de huit ans. C'est l'occasion pour remplacer la chapelle des Missions étrangères qui sert alors d'église paroissiale, incommode et mal située pour accueillir les habitants d'un quartier en plein développement, passé le boulevard des Invalides à l'ouest vers l'avenue Duquesne et l'avenue de Breteuil. Les premiers dessins sont de Louis Adrien Lusson (1788-1864), ancien élève de Charles Percier, architecte des travaux publics de la Ville de Paris à partir de 1835 (ils sont conservés aujourd'hui à la médiathèque Louis-Aragon au Mans). Le parti choisi est étonnant. L'église est positionnée en oblique par rapport au boulevard des Invalides, dans le sens contraire de l'orientation traditionnelle, isolée au centre de deux squares. Pas moins de neuf entrées desservent l'intérieur de la nef, dont deux à l'abside, qui du côté de l'avenue Duquesne et de l'avenue Breteuil constitue une façade arrière presque aussi importante que la façade avant. Tout semble fait pour faciliter l'accès et Lusson prévoit même à l'origine une marquise métallique pour permettre les manœuvres des voitures et la descente à couvert. Le désaxement face au faubourg dérive du projet non réalisé d'une percée à travers le faubourg jusqu'au pont du Carrousel. Commencés en 1861, les travaux s'interrompent en 1863, l'architecte gravement malade s'éteignant en 1864. Ils sont repris par Joseph Toussaint Uchard, architecte municipal pour le VII^e arrondissement. Uchard a reçu le Grand Prix de Rome en 1838. Lui comme Lusson sont nourris de culture classique, même si comme Lusson, Uchard soumet un projet au concours de l'Opéra en 1860. Mais la mode les indiffère, et l'univers décoratif de Charles Garnier ne leur convient pas. Lusson s'est inspiré de l'architecture de la première Renaissance et Uchard se garde bien d'aller dans le sens opposé en simplifiant même le dessin de son prédécesseur. Contraint de réduire un projet jugé trop grand par la municipalité en 1863, tandis que l'église est construite jusqu'à la naissance des arcs, Uchard revoit la volumétrie du chevet, supprime les lanterneaux sur les deux tours de la façade ouest, la statuaire monumentale prévue au-dessus des tours et au sommet du fronton, fait l'économie de quelques bas-reliefs, et redessine une rose centrale pour remplacer une colonnade sous le fronton du côté du boulevard des Invalides. Ce sont des modifications relativement légères, l'esprit du projet de Lusson et de nombreux éléments de composition étant sauvegardés. Pour le décor intérieur Uchard prend la main. L'église comprend une nef à cinq travées, flanquée de chapelles, précédée d'un porche, d'un transept dont la croisée est couverte d'une coupole, et d'un chœur de trois travées. Une grande chapelle prolonge l'édifice, formée de trois travées et d'une abside en hémicycle. La peinture de la coupole par Charles Lameire représente les douze apôtres. Sur les pendentifs, Elie Delaunay a représenté les quatre prophètes. Au-dessus du chœur on trouve une peinture de Romain Cazes, *St François Xavier présentant au Christ les nations qu'il a converties*. Le bas-relief du fronton de la façade sur le boulevard des Invalides est consacré à *Saint-François-Xavier baptisant les habitants de l'Inde et du Japon* par Gabriel-Jules Thomas. L'église est livrée au culte le 15 juillet 1874, et terminée en 1875 (elle est exactement contemporaine de l'Opéra Garnier).

A l'intérieur sont présentées aujourd'hui des peintures rapportées de grande qualité, comme un Luca Giordano, *Le crucifiement de Saint-Pierre*, et *La Cène* du Tintoret (1559) provenant de l'église San Felice à Venise.



Eglise St François-Xavier

2.4 La Mairie du VII^e arrondissement

Le VII^e arrondissement de Paris apparaît sur la carte administrative suite au rattachement des communes limitrophes en 1860. La Mairie s'installe de 1861 à 1865 dans l'ancien hôtel de Brissac (ou hôtel de Villas), modernisé par Forbin-Janson dans le goût de l'Empire, et qui fut un temps résidence du ministre de l'intérieur avant d'être occupé par l'ambassade de Turquie. Le parc passe pour être alors l'un des plus beaux et des mieux plantés de Paris. Essences exotiques, érables, cèdres, sycomores s'y côtoient sur 3850 mètres carrés. La façade sur la rue construite sous la direction de l'architecte Joseph Toussaint Uchard donne accès à une grande cour, autrefois en fer à cheval, maintenant rectangulaire. Pour les besoins du service, a été percée une nouvelle porte d'entrée en plus de la première. « La restauration est telle, elle a été faite si habilement, qu'il faut avoir vu ce qui était autrefois, et se souvenir pour ne pas croire qu'on se trouve en face d'un monument à peine achevé d'hier et absolument neuf, depuis la base jusqu'au faite », écrit un contemporain dans le *Paris nouveau Illustré*, supplément de *l'Illustration*. Le premier bâtiment, celui qui regarde à la fois la cour et la rue, a été consacré à ce qu'on peut appeler les services extérieurs. On y trouve à gauche, au rez-de-chaussée, le poste de police et le commissariat ; au centre le poste de la garde nationale et le concierge ; à droite, le poste de sapeurs-pompiers et les bureaux où se traitent toutes les affaires relatives aux eaux de la ville et au gaz. Au-dessus de ces services, on a ménagé un étage de logements privés. C'est là que demeurent le commissaire de police et le secrétaire du bureau de bienfaisance. On y a mis aussi les bureaux de l'ingénieur de la troisième section. Sur les ailes, on trouve à gauche, au rez-de-chaussée, le bureau militaire et le bureau des décès ; au-dessus est le logement du secrétaire de la mairie. A droite, tout le bâtiment, le rez-de-chaussée et l'étage est destiné à loger les services divers du bureau de bienfaisance. Ces deux ailes sont entièrement neuves. Pour résumer, disons que les constructions neuves sont le bâtiment sur rue, sauf une des deux portes, les deux bâtiments en aile sur la cour, et toute la partie qui forme la droite du bâtiment principal, y compris l'escalier, le vestibule, la porte d'entrée surmontée par l'horloge. La partie gauche est l'ancien hôtel qui a été revu entièrement à l'intérieur.

A gauche, au rez-de-chaussée sur le jardin, se trouve le cabinet du Maire, celui des adjoints et la salle des commissions. A droite du vestibule on voit la salle des mariages et le bureau des naissances sur le jardin. Montons l'escalier. A droite sur trouve la Justice de Paix dont les bureaux sont sur la cour, le prétoire, le cabinet du juge et salles des conseils de famille sur le jardin. Le côté gauche appartient à la garde nationale. La bibliothèque, la salle de lecture, le dépôt des armes, des tambours et des instruments de musique de la garde nationale, les archives de la mairie celles de la justice de Paix ont été relégués au deuxième étage où se trouvent également le bureau de l'architecte de l'arrondissement et trois logements pour les garçons de bureaux. L'ancienne ornementation a été réutilisée. Les deux trophées qui accompagnaient l'ancienne porte d'entrée sur la rue ont été enlevés et transportés dans le jardin où ils ornent l'avant-corps du milieu. L'ancienne bibliothèque dans le goût de l'Empire a été restaurée dans le même style. Cette pièce sert de cabinet au maire. De l'ancien hôtel de Feuquières, où se trouvait autrefois la Mairie du VIII^e arrondissement, livrée aux démolisseurs, on a soigneusement enlevé deux belles peintures attribuées à Joseph Vernet réinstallées dans des cadres. Le plafond du grand salon est à peu près tel qu'il était autrefois. Les armes et les devises des Forbin ont disparu pour être remplacées par les armes de la Ville de Paris. Dans la salle des mariages, on a imité le plafond de l'ancienne salle à manger, et son parquet y a été transporté.



La mairie du VII^e arrondissement sur le jardin. Vue contemporaine



Hôtel Forbin-Janson (ou gd Hôtel de Villars) transformé en mairie du VII^e arrondissement par l'Architecte Joseph Toussaint Uchard à partir de 1861

2.5 Le percement du boulevard Saint-Germain depuis le pont de la Concorde

Pendant la Monarchie de Juillet, le malaise urbain dans Paris résulte d'un entassement et de regroupements de moins en moins supportés, tant de populations que de fonctions. Au quartier des Arcis (entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet), par exemple, évolue une population défavorisée entre cabarets, maisons de tolérances et hôtel garnis, tandis que sur les pentes de la colline Sainte-Geneviève, on trouve ferrailleurs et chiffonniers dans un désordre préoccupant. Mais le centre attire, parce que malgré ses inconvénients, il permet de vivre et de travailler. L'épidémie de Choléra en 1832 et les émeutes de 1834 sont l'occasion d'une première « percée sanitaire », la rue du Pont Louis-Philippe, derrière la Grève (où les journaliers viennent trouver de l'embauche) dans le quartier de l'église Saint-Gervais, pour désenclaver le marché Saint-Jean (le deuxième en importance de la capitale). Sur la rive droite, la nécessité de relier le quartier central des halles aux quartiers de l'est à travers le parcellaire très dense des quartiers Saint-Martin et Saint-Avoye, avec la percée Rambuteau, renvoie au problème des déplacements à l'échelle du centre de la capitale en cours de densification. La crise est avérée avec les troubles politiques de 1848, dans la suite de la grande dépression économique de 1847. Le régime tombe, faute de pouvoir réagir à Paris aux actions ciblées des révolutionnaires contre l'hôtel de Ville et le Palais des Tuileries, depuis les quartiers populaires de l'est de la rive droite.



Le bd St Germain, dans Alphand, L'art des jardins

Haussmann, devenu préfet en 1853 pour mener à bien la modernisation de la capitale, fixe lui-même dans ses *Mémoires* l'origine des grands travaux de voirie et d'équipements à 1849, quand l'Etat et la Ville s'entendent pour amorcer ce qu'il appelle « le Premier réseau des voies nouvelles de Paris transformé ». Il s'agit alors du dégagement complet et du nivellement de l'espace qui isole le Palais des Tuileries de celui du Louvre, ainsi que l'ouverture sur une largeur de 22 mètres de la section de la rue de Rivoli, comprise entre le passage Delorme et la rue de la Bibliothèque. Le décret du 29 septembre 1854 qui déclare d'utilité publique le prolongement de la rue de Rivoli à la place Birague, permet quant à lui la fin du percement de la grande artère est-ouest de Paris sur la rive droite.

La rive gauche reçoit quelques temps après un début d'aménagement avec une nouvelle voie depuis le pont Saint-Michel jusqu'à l'ancienne barrière d'Enfer, pour constituer la partie sud de la Grande Croisée de Paris. Mais il faudra l'annexion des communes limitrophes en 1860 et le lancement du troisième réseau, pour que les propriétaires du tout nouveau VII^e arrondissement réagissent. Jusque là, pendant le second Empire, dans le périmètre actuel du Secteur Sauvegardé, on n'observe en matière d'aménagement urbain que la réalisation du square Sainte-Clotilde mené en 1859 par le service de Plantations de la Ville de Paris après la fin des travaux de la façade de la nouvelle église. L'enjeu est pourtant d'importance pour les propriétaires, car il concerne la valeur locative des terrains. Avec les travaux d'Haussmann, sur la rive droite, les locaux commerciaux sont quatre fois plus nombreux que sur la rive gauche. Dépourvue d'industrie et de marchés importants, la rive gauche, malgré l'installation des ministères, est impuissante à susciter un centre d'affaires moderne analogue à celui qui se développe de l'autre côté de la Seine. Sur la rive droite, la cherté des logements vient du loyer des nouvelles boutiques et de l'enchère que met sur le prix des autres locaux, le commerce de luxe qui envahit les étages supérieurs des immeubles. Le stimulant des loyers commerciaux faisant défaut sur la rive gauche, les loyers d'habitation plafonnent à un niveau plus bas. Dans ce contexte, les investisseurs dans le faubourg Saint-Germain comprennent que le renouvellement de l'habitat est une solution possible ; à condition de proposer des logements de très grand confort... Les propriétaires de l'ancien X^eme arrondissement (le VII^e d'aujourd'hui), réunis en syndicat, appartiennent pour quatorze d'entre-eux à la noblesse (sur vingt-deux membres). Beaucoup sont administrateurs de sociétés, gèrent de nombreux biens en province et savent parfaitement tirer profit de leur fortune. Mais leur intérêt se porte d'abord sur les terrains vierges du quartier du Gros Caillou, de l'autre côté de l'esplanade des Invalides, et sur les nouvelles percées décrétées en 1858 : les avenues Bosquet et Rapp, et surtout Latour-Maubourg, où l'on voit se construire alors de nombreux hôtels. C'est pourquoi on ne verra que peu de constructions des années 1860 dans notre périmètre, à l'exception des quelques parcelles laissées libres depuis les années 1840. Puis l'idée vient d'une transformation de l'ancien quartier lui-même, et en conséquence on envisage des destructions choisies. Le mètre carré au sol d'un hôtel particulier entre cour et jardin rapporte alors très

peu. En cas de vente, le bien est difficile à négocier. C'est pourquoi, quand en 1866 se constitue la *Société Immobilière de Paris* qui se propose d'ouvrir le nouveau boulevard Saint-Germain depuis le Pont de la Concorde, les cessions à l'amiable ne sont pas rares. Pour les élections de 1869, quand le régime de Napoléon III se trouve en difficulté, tous les candidats font de l'achèvement de ces travaux dans le quartier leur cheval de bataille. Les pouvoirs publics, soucieux de plaire aussi, achèvent dans la précipitation entre le premier et le deuxième tour, les dernières expropriations. Mais ralenti par les événements politiques, le chantier de reconstruction ne commence qu'après l'Exposition Universelle de 1878, avec l'installation durable de la Troisième République. Les immeubles du boulevard Saint-Germain, pour la section appartenant à l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé, à l'image du Boulevard Malesherbes sur la rive droite, sont un succès. Ils deviennent au début des années 1880 les résidences de toutes les aristocraties urbaines, sans exception ; l'hôtel particulier devient plutôt le mode d'habitat de ceux qui viennent investir en pionnier les terrains de la périphérie.

Les travaux d'Hausmann au faubourg n'ont donc pas été traumatisants dans l'esprit de ses habitants, nonobstant leur attachement aux traditions. Matériellement, ils ont été l'occasion de la destruction d'une quinzaine d'hôtels particuliers, installés sur de vastes jardins. Mais le tracé du Boulevard Saint-Germain dans l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé a su aussi épargner bon nombre de maisons anciennes, notamment dans la partie nord, entre l'ancien hôtel de Roquelaure (ou Mollé) et la rue des Saint-Pères. Il est peut-être temps de regarder cet héritage avec moins de mépris, le « noble faubourg » n'ayant pas eu tant à souffrir de sa modernisation du XIXème siècle. D'autant qu'on peut y voir travailler dans les années 1880, des membres de l'élite architecturale parisienne contemporaine comme Charles Garnier (1825-1898), auteur du numéro 195, Jean-Louis Pascal (1837-1920) auteur du n°197 et Julien Guadet (1834-1908), piliers de l'école des Beaux-Arts (au numéro 240 bis), l'agence William Klein et Albert Duclos (1842-1896) (numéros 199 et 204), Henri Blondel (1821-1897), auteur du Cercle agricole au numéro 288, et de nombreux autres maîtres d'œuvre, habiles, mais moins connus.

A noter enfin, la réalisation à partir du boulevard de l'amorce de deux voies nouvelles restée sans suite au XIXe siècle : la première ayant été poursuivie dans les premières années du XXème siècle, c'est la rue Neuve d'Enfer (le Boulevard Raspail). La seconde, ayant été abandonnée et traitée sous forme de place ; c'est le prolongement de la rue de Solférino, dont le tracé devait doubler la rue de Bellechasse et la rejoindre à hauteur de la rue Vaneau.



Les n° 212, 210, 208 Bd Saint-Germain
Les façades du XVIII^e siècle sont simplement ici modernisées



Les n° 195-197 Bd Saint-Germain – Architecte Charles Garnier et Jean-Louis Pascal



Le 191 Bd Saint-Germain, Verniquet architecte, vers 1780. Un ensemble sauvegardé dans la percée.

2.6 L'ouverture de la rue Solférino

Cette percée est rendue possible par la destruction de trois hôtels particuliers construits au XVIII^e siècle donnant sur le quai d'Orsay, entre l'hôtel de Salm et l'hôtel Torcy (dont l'hôtel de Saisseval), de maisons plus modestes situées entre la rue de Bourbon (rue de Lille) et la rue de l'Université, y compris la destruction de l'hôtel du Maréchal Soult entre la rue de l'Université et la rue Saint-Dominique. Son orientation Nord-sud indique qu'elle avait été conçue pour relier la rive droite par la rue Vaneau, dessin contrarié par l'abandon du tronçon prévu initialement au travers du nouveau boulevard Saint-Germain. L'architecte de la *Société immobilière de Paris*, Henri Blondel, dessine la voie et le lotissement en 1867 sans intervenir directement sur les terrains situés dans le prolongement du nouveau pont de Solférino terminé depuis 1859 (ce premier pont a été détruit en 1960 pour être remplacé par une passerelle provisoire démolie en 1992 ; il a maintenant laissé la place au franchissement inauguré en 1999, dessiné et mis en œuvre sous la direction de l'ingénieur Marc Mimram). Le premier pont venait en remplacement d'un projet de pont en fils de fer de l'ingénieur Marc Seguin prévu sous le règne de Charles X qui n'avait pu être réalisé. Ce premier pont devant la rue de Solférino, construit sous la direction de M. Savarin, ingénieur ordinaire et de Monsieur de la Galisserie, ingénieur en chef avait 144m50 de long et 20 mètres de largeur entre têtes, et se composait de trois arches de 40 mètres d'ouverture supportées par deux piles de 3m25 et deux culées de 8 m80 d'épaisseur. Piles et culées étaient en maçonnerie fondées sur un massif de béton de 5 mètres d'épaisseur et coulées à 5 mètres sous l'eau dans un caisson de charpente. Les arches se composaient de 7 arcs en fonte, supportant par l'intermédiaire de tympanons évidés, des poutrelles transversales de même nature, espacées de 1m20. Ces arcs servaient d'appui à des voûtes en briques de 22 cm d'épaisseur formant le tablier. La chaussée large de 12 mètres était bordée de trottoirs de 4 mètres. Les parements de ce pont étaient décorés d'écussons portant les initiales impériales surmontées d'une couronne. La corniche à consoles qui portait le garde-corps était ornée de dés rectangulaires où étaient inscrites les principales victoires remportées par l'armée française dans la dernière guerre d'Italie : Melegnano, Magenta, Turbigo, Palestro, Montebello et Solférino.



Hôtel Hunebelle, angle rue de Solférino, quai Anatole France, 1869



La passerelle devant la rue de Solférino, Marc Mimram, architecte

2.7 Le prolongement de la rue des Saint-Pères entre la rue de Grenelle et la rue de Sèvres

Beaucoup plus réduite en taille que l'opération du boulevard Saint-Germain, cette percée s'inscrit dans les travaux du troisième réseau voulu par le baron Haussmann, et elle voit un début de réalisation avant la chute du Second Empire dans sa partie nord. Elle nécessite notamment la destruction de deux hôtels particuliers construits sous l'Ancien Régime et de quelques maisons plus modestes. Son objet est de mettre en relation la plus ancienne voie du secteur avec la rue de Sèvres, avec l'espoir de permettre le développement ici d'un nouveau quartier commerçant au contact du VI^e arrondissement, à proximité des rues de Rennes et du Cherche Midi. Les immeubles côté Est (hors du périmètre du Secteur Sauvegardé) forment peut-être le seul front homogène d'immeubles proprement Haussmannien du quartier. Pour la façade ouest de la rue (dans le Secteur Sauvegardé), l'immeuble de l'angle avec la rue de Grenelle construit en 1868 par l'architecte Dainville est un bon exemple de ce type.



Prolongement rue des Saint-Pères.

2.8 Le prolongement de la rue de Babylone, l'ouverture de la rue Velpeau et du square des Petits-Ménages (square Boucicault)

Par décret du 24 décembre 1867, est décidé le prolongement de la rue de Babylone depuis la rue du Bac jusqu'à la rue de la Chaise, avec l'ouverture d'une rue nouvelle (la rue Velpeau) à travers l'ancien emplacement de l'Hospice des Petits-Ménages, transféré depuis 1863 sur le territoire de la Ville d'Ivry. Cette opération effectuée entre la Ville et l'Assistance publique s'accompagne de la création du square des Ménages, opération à peine commencée à la déchéance de l'Empereur en 1870. Il faudra attendre la fin des années 1870, et la création de la rue Chomel à cette époque, pour voir la construction des immeubles le long de nouvelle partie de la rue de Babylone prolongée, devant le square en cours d'aménagement, rejoignant le carrefour laissé inachevé, avec l'amorce de la section du Boulevard Raspail se dirigeant vers le boulevard Saint-Germain.



Le prolongement de la rue de Babylone devant le square Boucicault

3. La modernisation des années 1880-1900

3.1 Destructons de 1871

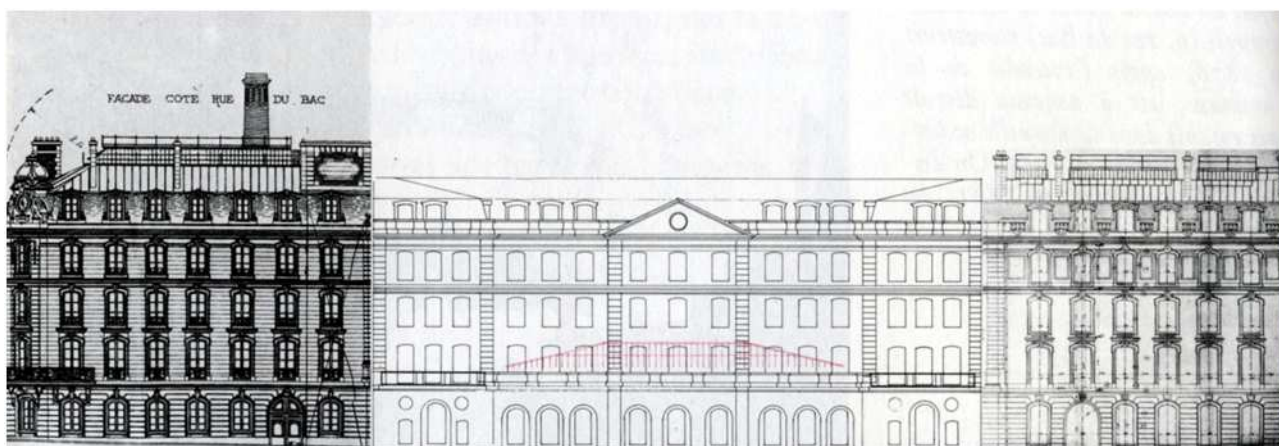
Le renouveau du quartier à la fin du XIXe siècle commence avec une série de destructions symboliques : celles de la Cour des Comptes et du Conseil d'Etat, de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Caserne Napoléon et de l'hôtel de la Légion d'Honneur, d'une partie des immeubles située entre l'actuel quai Anatole France, la rue de Lille et la rue du Bac. C'est un pan de l'histoire institutionnelle du Second Empire qui disparaît. La tranquillité du quartier est ébranlée ; et la secousse est certainement aussi forte que lors de la fin de l'Ancien Régime. Cette partie du VIIème arrondissement entre dans la modernité à coup de bombes incendiaires artisanales ; qui l'eût cru quelques années auparavant ?

3.2 La reconstruction de la Caisse des Dépôts et Consignations

Les bâtiments de la rue de Lille sont occupés fin mars 1871 par « des bataillons de l'ordre », une fois que l'armistice avec la Prusse a été signé, après le siège. Mais très vite, la troupe régulière doit se replier sous la pression des insurgés. Des délégués mandatés par la Commune de Paris s'installent à demeure dans le bastion du capitalisme d'Etat. Le 21 mai dans un mouvement inverse les troupes du gouvernement de Versailles entreprennent de reconquérir Paris. Au plus fort de la guerre civile, le 22 mai une partie du VIIe arrondissement est reprise, et les combats se déchainent rue du Bac et rue de Rennes. Le 23 mai, les Pétroleuses engagent une action désespérée et destructrice, et c'est une cantinière, Angèle Durut qui passe pour responsable de la destruction du bâtiment de la Caisse des Dépôts. L'incendie dure pendant deux jours, et seuls le nouveau bâtiment des archives, bien protégé, le pavillon de gauche sur la rue, et certains locaux de l'aile ouest sur la Seine, en réchappent. Au mois de juillet suivant, le calme revenu, la Commission de surveillance décide la reconstruction sur place. L'architecte Eudes fait deux projets : celui d'un bâtiment neuf sur un terrain



La Caisse des Dépôts et consignations incendié en 1871



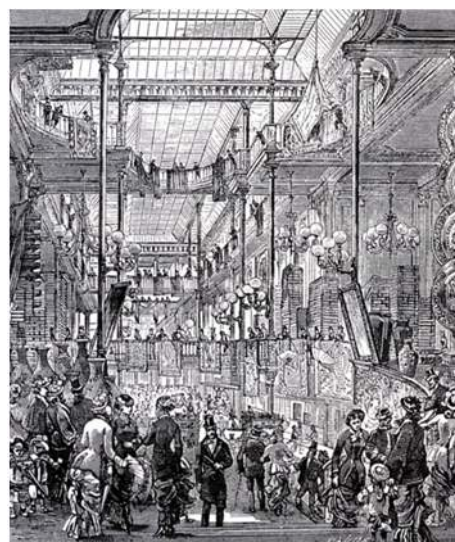
Les 1, 3 et 5 quai d'Orsay , projet de 1900 par Julien. Au centre, le bâtiment de l'ancien hôtel de Belle-Ile, revu en 1858

dégagé des ruines, qui est écarté, et une restauration-transformation, dont le principe est accepté. En réemployant les bâtiments en façade sur la rue de Lille, au n°56, l'architecte garde le bâtiment des archives. Le projet comprend la reconstruction d'un bâtiment entre cour et jardin, avec un rez-de-chaussée, trois

étages et un comble. Les bâtiments sont établis sur les fondations anciennes et conservent la maçonnerie récupérable. Le jardin est couvert d'une verrière et transformé en salle des pas perdus. Les travaux commencent au milieu de l'année 1872 et à la fin de l'année 1873 la plupart des services travaillent dans les nouveaux locaux. L'ancien hôtel situé à l'est, au numéro 54, est reconstruit plus tard sous la direction de l'architecte P. Julien, de 1881 à 1882, pour accueillir les bureaux des Caisses de Retraite et d'assurances, qui se sont repliés dans le Palais des Arts et Industrie aux Champs-Élysées. A l'ouest, une difficile négociation avec les militaires aboutit grâce au projet de la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans de déplacer son terminus de l'actuelle gare d'Austerlitz, jusqu'à la future gare d'Orsay. Pour utiliser les caves de la Caisse des Dépôts et faire passer la voie souterraine, la Compagnie cède à la Caisse une parcelle sur les terrains de l'ancienne caserne Napoléon à l'ouest, ainsi que les bâtiments construits par Robert de Cotte à l'est, à l'angle du quai et de la rue du Bac. Cette potentialité d'accroissement de surface aboutit à la construction en 1898 par Julien d'une nouvelle galerie de guichets ouverts au public, à l'emplacement de la cour d'honneur, rue de Lille. Mais les négociations continuent pour l'achat des immeubles des 4 et 6 rue du Bac, construits à l'origine eux aussi par Robert de Cotte, mais détruits sous la Commune et reconstruits dès 1876. Le chantier d'agrandissement sur tout l'îlot sous la direction de Julien prendra fin en 1906. Pour ce faire la maison dite de Robert de Cotte, est détruite.

3.3 Au Bon Marché

A l'autre extrémité de la rue du Bac, cette fois-ci au sud de l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé, un pôle de première importance se met en place dans les années 1870-1880. Aristide Boucicault et son épouse rachètent le magasin de nouveautés Au bon Marché en 1852. Ensemble - Mr Boucicault meurt en 1877 - ils vont concevoir une entreprise qui deviendra un des plus beaux fleurons du commerce parisien. Ce développement au sein du quartier va connaître un essor déterminant avec le déménagement de l'hôpital des Petits-Ménages à Ivry et la démolition de ses anciens locaux. Engagé en 1869 à l'angle de la rue de Sèvres, la construction du nouveau bâtiment dessiné à l'origine par l'architecte Auguste Laplanche, aboutit en 1887 à une surface commerciale de plus de 50 000 m², sur un îlot rectangulaire de 100 mètres de côté, revue, dessinée et mise en œuvre sous la direction d'un architecte totalement dévoué à l'innovation et à l'architecture moderne : Louis-Charles Boileau (fils de Louis-Auguste Boileau). Les premières campagnes de construction achevées en 1873 et 1876, font encore appel à des éléments structurels de maçonnerie (le métal déjà présent étant usiné par l'entreprise de serrurerie d'Armand Moisant) et fixent un modèle de façade assez sage. Mais dès 1880 s'achève



Au Bon Marché, agrandissement de 1880

la plus spectaculaire extension du magasin (rue du Bac, rue de Sèvres, rue de Babylone pour partie et rue Velpeau en totalité), où la conception de l'espace intérieur et des réseaux techniques (éclairage, chauffage, ventilation), dérivent de l'usage systématique de l'ossature métallique, depuis le deuxième sous-sol, jusqu'à la charpente, mise au point avec Gustave Eiffel et son entreprise. Aucun mur de refends, aucune façade intérieure, aucun pilier massif ne sont mis en œuvre : seulement des colonnes et des piles de faibles sections (creuses, jouant le rôle de tube), ainsi que des planchers dans lesquels circulent des conduites. C'est en trouant ces planchers, en espaçant ou rapprochant les colonnes à bonne place, en disposant les piles en repoussoirs, en ménageant des vues sur les plafonds vitrés et surtout en accumulant aux points de passage de la clientèle, les effets perspectifs et les oppositions de lumière, que l'architecte agence le plan et la coupe de son bâtiment. Ces espaces ouverts, confortables, regorgeant de produits de consommation de luxe, vitrine d'une nouvelle architecture, restera un temps du jamais vu et fera de l'aboutissement de la rue du Bac à la rue de Sèvres, non loin de la percée de la Rue de Rennes, le pôle d'attraction commerciale de la rive gauche, donnant au quartier une dynamique inédite.

3.4 Immeubles rue de Babylone prolongée, bd d'Enfer (bd Raspail) rue Chomel

La destruction de l'Hospice des Ménages, suivie de l'ouverture en 1876 et 1880 du *Bon Marché* sur une surface beaucoup plus étendue ont constitué ici pour l'*Assistance Publique* une plus value considérable. Ce qui a rendu possible l'édification d'un îlot longeant le nouveau square municipal au sud et une nouvelle rue au nord, la rue Chomel, rejoignant le bd d'Enfer (Bd Raspail) et l'amorce de son prolongement vers le boulevard Saint-Germain. Tous les immeubles sont conçus et construits entre 1878 et 1881, c'est-à-dire en même temps que ceux du boulevard Saint Germain plus au nord. Parmi les maîtres d'œuvres, on peut distinguer Jean Vramant (dont on ne peut reconstituer malheureusement aujourd'hui la carrière faute de témoignages) qui signe une série de bâtiments reconnaissables, où l'éclectique est ouvertement fantaisiste. Curieusement, Vramant y réemploie un vocabulaire classique, celui de l'immeuble de rapport des années 1840 répandu sur la rive droite, mais il écarte le plus souvent l'enduit blanc pour préférer la pierre de taille. Il mélange librement les références historiques, pour revenir au fronton des XVI^e et XVII^e siècles, aux colonnes, voire aux cariatides à la grecque. Les dimensions canoniques bougent et les ordonnancements sont différents : les rez-de-chaussée sont bas, les attiques deviennent des arcades (3 rue Chomel) ; la composition se débride, les parties hautes reçoivent les balcons filants au détriment des 1^{er} et étages ; ces mêmes balcons filants étant immédiatement surmontés d'un front grand siècle (13 rue Chomel). Au 1 rue Chomel et 42 bd Raspail, l'immeuble est cette fois-ci enduit, les hauteurs d'étages égalisées, les colonnes de pierre toujours disproportionnées.



3 rue Chomel, Architecte Jean Vramant



13 rue Chomel, Architecte Jean Vramant



Angle 42 Bd Raspail, 1 rue Chomel, Architecte Jean Vramant

3.5 Les nouvelles installations du Bureau central du Télégraphe

En 1793, le Lieutenant Claude Chappe présente l'invention du télégraphe à la Convention Nationale qui décide immédiatement de la construction des premières lignes aériennes de Paris à Lille, et Paris à Landau. L'administration du télégraphe est placée sous la responsabilité de son inventeur, qui aidé de son frère fait des merveilles en ces temps de guerre. Ils l'installent au 9 rue de l'Université dans l'ancien hôtel de Villeroy (hôtel Tambonneau, détruit pour ouvrir la rue du Pré-aux-Clercs). Mais l'importance du télégraphe devient trop évidente pour qu'on n'en étende pas l'usage. La famille Chappe recueille l'héritage de l'inventeur à son suicide en 1805 et continue de diriger l'organisation qu'il a créée. Sous les Bourbons et les



Voutains d'une des salles du Bureau central des télégraphes après transformation en 2008

Orléans, les émeutes n'étant pas rares, se pose le problème de sécuriser cet instrument d'information et de pouvoir. A la suite du refus de Chappe-Chaumont, alors directeur général du télégraphe, de transmettre les dépêches au gouvernement provisoire issu des journées révolutionnaires de Juillet, décision est prise de rattacher l'administration au ministère de l'Intérieur et de transférer les bureaux dans un endroit plus sûr, en imposant le monopole d'Etat. De 1837 à 1840 sont construites une tour et un premier ensemble de bureaux rue de Grenelle. C'est une petite forteresse où en cas d'émeutes la cour du bâtiment se remplit de soldats prêts à la défense. Mais très vite la télégraphie électrique supplante la première télégraphie aérienne (la démonstration de l'appareil de l'américain Samuel Morse a lieu à l'académie des Sciences dès 1838). Son développement est conditionné par la fin du monopole : l'usage privé du télégraphe par l'intermédiaire de l'administration et à condition que l'usager donne son identité est rendu possible par une loi de novembre 1850, entrée en vigueur en mars 1851. Rue de Grenelle, le Bureau central alors est au centre d'un premier réseau de communication unique en France. « C'est une usine à dépêches où l'on fabrique toute la nuit » d'après Maxime Du Camp, admiratif, qui en fait une des premières attractions de la capitale dans son ouvrage sur Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie jusqu'en 1870. Mais les locaux qui lui sont affectés, dans leur organisation et leur petitesse, semblent totalement insuffisants, inadapté aux tâches qui s'y déroulent. Il faudra attendre le début des années 1880 pour voir construire les salles des télégraphistes au 101 rue de Grenelle, situées à l'arrière de la premier tour du télégraphe (qui viennent d'être transformées et banalisées en espaces de bureaux selon les normes courantes d'aujourd'hui).

3.6 Immeubles d'habitation autour du Bd Saint-Germain

L'architecture sur le boulevard Saint-Germain et à proximité, dans l'actuel périmètre du Secteur Sauvegardé, est riche de plusieurs réalisations qui échappent aux règles de l'immeuble haussmannien définies dans les années 1860. Dans les années 1880, vingt ans après la première effervescence de la reconstruction sur la rive droite, on est prêt au faubourg à investir beaucoup d'argent dans des bâtiments d'exception et les modèles du Second Empire sont dépassés. L'uniformisation des alignements n'est plus de mise, sauf quand ils constituent de vrais fronts continus ordonnancés comme pour la nouvelle rue de Villersexel, dessinée dans son ensemble par un seul cabinet d'architecte, celui de Klein et Duclos. Ailleurs, les propositions nouvelles, si elles correspondent aux convenances sociales, sont les bienvenues. Les professeurs à l'école des Beaux Arts et les maîtres reconnus de l'Académie sont au premier plan, les Charles Garnier, Julien Guadet ou Jean-Louis Pascal. Au 195 boulevard Saint-Germain, Charles Garnier propose un ensemble constitué d'un massif palais urbain à l'italienne dont la façade principale donne sur le boulevard, et d'un hôtel particulier sur cour et jardin, le tout pour l'éditeur Georges Hachette. Au 240 bis,

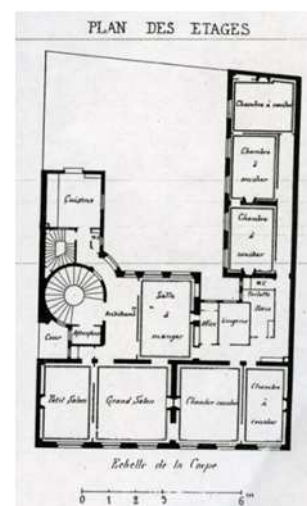


Immeuble de rapport, habitation et agence de l'architecte Julien Guadet, 240 bis bd St Germain

Julien Guadet reprend l'immeuble des années 1860, le met au goût du jour et l'adapte aux avancées du confort pour son usage personnel, la location, et il y installe son agence. Au 215, et aux 1-4 rues Saintes Simon, Constant-Edouard Vaucheret (1842-1912) ancien élève de l'Ecole centrale et de l'école des Beaux-Arts, et son associé Gaston Potier, construisent quatre hôtels particuliers comme une barre d'immeubles, précédée d'un petit jardin comme un square, placé de biais par rapport au boulevard. Le style de référence est clairement la renaissance française et les châteaux des bords de Loire. Lucarnes, clochetons, loggias, tourelle à l'articulation du bâtiment tout y est dans le souci à la fois de l'archéologie et du pittoresque. L'architecte Richard Morris Hunt s'en souviendra quand il construira quelques années plus tard les hôtels Vanderbilt sur la 5ème avenue à New York.



4 hôtels particuliers au 213, 215 et 215bis
bd St Germain et rue Saint-Simon par
Vaucheret



Plan d'un étage au 240 bis bd
St Germain, Architecte Julien
Guadet

3.7 Les nouveaux locaux du Ministère de la Guerre

C'est l'architecte Jules Bouchot qui est chargé d'édifier les nouveaux locaux du ministère de la Guerre sur le boulevard Saint-Germain et en retour dans le prolongement de la rue de l'Université. Neveu d'Alphonse de Gisors - inspecteur général au Conseil national des Bâtiment Civils – Bouchot est aussi l'architecte de la compagnie du Chemin de fer PLM, pour laquelle il réalise notamment son siège rue Saint-Lazare à Paris en 1867, la gare de Nice-ville en 1865 et les docks et entrepôts de Marseille. La gare centrale de Milan (détruite en 1930), qu'il construit entre 1857 et 1864 via Vittor Pisani à l'angle de la via Tunisia, a assis sa réputation. Auteur de l'agrandissement du ministère de l'Instruction rue de Grenelle et du projet de bâtiment à l'angle de la rue de Bellechasse, en 1879, ses dessins pour le ministère de la guerre sont datés de mai et juin 1881. Cet agrandissement accueille des bureaux, des salles de commissions, des salons de réception pour l'Etat major de l'Armée de Terre, ainsi que les installations du dépôt des cartes et des plans, des imprimeries et des ateliers de photographie. La difficulté est de réunir ces programmes sous une façade de plus de 140 mètres de long, avec une obligation d'apparat et de fonctionnalité. L'avant-corps central est en pavillon, référence au Louvre de Lefuel. Le soubassement est en bossage ; A l'angle obtus formé par l'amorce du prolongement de la rue de Solférino vers le sud qui ne sera jamais poursuivi, Bouchot installe une tour avec une double horloge, au cadran colossal, surmontée à l'arrière d'une poivrière.



Ancien Ministère de la Guerre,
bd St Germain

3.8 Le musée d'artillerie dans l'Hôtel des Invalides

Après la chute de Napoléon III, le musée d'artillerie du monastère Saint-Thomas d'Aquin est transféré dans l'hôtel des Invalides et continue d'être une sorte de conservatoire des techniques de la guerre. Les anciens réfectoires des soldats deviennent pour celui du nord (actuel réfectoire François 1er) la salle des petits modèles d'artillerie, pour celui du sud (actuel Henri IV), la galerie des armures. La fin du Second Empire entraîne la disparition du musée des Souverains, ce qui permet au musée d'artillerie de retrouver des objets qui y étaient déposés, mais également de s'enrichir des armes et des armures versées en 1797 à la Bibliothèque nationale, ainsi que de certains objets provenant du Louvre, des souvenirs napoléoniens collectés par l'empereur déchu, et sa collection d'armures et d'armes de poing auparavant présentée dans le château de Pierrefonds. A partir de 1876 est mise en place une galerie du costume de guerre qui présente une série de 75 mannequins grandeur nature reconstituant les costumes, armures et armes portés en France, depuis l'époque protohistorique jusqu'au XVIIIe siècle. En 1877, une autre série de 77 mannequins forment une galerie anthropologique, où sont présentés des types supposés originaux de guerriers exotiques, équipés tels qu'ils pouvaient l'être vers 1810, antérieurement à l'invasion européenne, non soumis aux usages occidentaux. A la suite de l'Exposition Universelle de 1889, où la Galerie rétrospective militaire remporte un estimable succès, l'idée est de créer un grand musée permanent de l'Armée française rassemblant souvenirs historiques, documents, reliques et peinture d'histoire, dans le contexte de la crise d'identité dans laquelle se trouve la Nation après le désastre de 1870, et ce pour éduquer le nouveau soldat citoyen. A partir de 1896, Paris compte ainsi deux musées militaires dans l'hôtel des Invalides, qui fusionneront en 1905 pour donner naissance à l'actuel musée de l'Armée.



Le musée d'artillerie transféré à l'hôtel des Invalides, ici dans le réfectoire nord

3.9 L'école Libre des Sciences Politiques, rue Saint-Guillaume

L'Ecole Libre des Sciences Politiques se constitue à la suite de la défaite de 1870 et du séisme intellectuel et moral qu'elle provoque dans la société française. Tandis qu'Orléanistes, légitimistes et républicains se disputent le pouvoir dans les universités, Guizot et Taine appuient l'initiative d'un journaliste, Emile Boutmy, qui souhaite créer une institution d'éducation pour une élite nouvelle, ouverte aux classes moyennes, forte d'un nouvel esprit critique. Les textes fondateurs de cette école voient le jour dès le début de l'année 1871 et au mois de novembre, le ministre de l'Instruction publique approuve ses statuts. A la rentrée d'octobre 1872, 94 élèves sont inscrits et les cours ont lieu dans l'hôtel de la Société d'Encouragement de l'Industrie nationale, au 17 de la rue de l'abbaye. En 1873, l'école emménage au 16 rue Taranne. Mais les bâtiments de la rue Taranne sont expropriés en 1877 dans le cadre de la percée du bd Saint-Germain. L'école est alors transférée au 15 de la rue des Saint-Pères, avant de gagner en 1881 l'ancien hôtel de Mortemart, 27 rue Saint-Guillaume, devenu sa propriété grâce au mécénat de la duchesse de Galliera. En décembre 1886, se libère l'hôtel mitoyen qui est aussitôt acheté et dans lequel est installé la bibliothèque et un amphithéâtre de 200 places. En 1897, l'école accueille 560 élèves.



Ecole libre des Sciences Politiques, jardin intérieur entre la rue Saint-Guillaume et la rue des Saint-Pères, vue contemporaine

3.10 L'école des Langues orientales vivantes, 6 rue des Saint-Pères

En 1873, l'ancien hôtel de Bernage, rue des Saints-Pères, construit en 1716, est affecté à l'école des Langues orientales vivantes. Dans les années suivantes, on lui adjoint le bâtiment mitoyen au n°4, ancien petit hôtel de la Briffe, achevé en 1781 d'après les plans de Jean-Baptiste Rondelet. En 1883, Lucien Faure-Dujarric présente au Conseil national des Bâtiments civils un projet d'édifice dont l'entrée principale est orientée sur une nouvelle place, dans le cadre de la prolongation alors en projet de la rue de Rennes jusqu'à la Seine. Après démolition de l'ancien hôtel de Bernage, de 1886 à 1891, sont menés d'abord les travaux de la façade latérale sur la rue de Lille, et de la façade arrière, sur la rue des Saint-Pères, dans laquelle dans l'attente, on ménage une entrée provisoire. Dans l'ancien petit hôtel de la Briffe restauré, l'architecte installe à peu de frais la bibliothèque. Les gros travaux s'arrêtent à ce moment et le bâtiment reste inachevé, la percée très destructrice pour le quartier et très controversée ayant été définitivement abandonnée dans les années 1950. A l'intérieur, sur la rue des Saint-Pères, se trouve le clou de la décoration de ce bâtiment public : un grand escalier orné de quatre bas-reliefs en pierre de Louis Marquestre, un Chinois, un Persan, un Indien et un Arabe, grandeur nature, dans un cadre néo-renaissance.



Façade non réalisée



L'Ecole des Langues Orientales Vivantes

3.11 Le musée social

Joseph Pineton, comte de Chambrun (1821-1899), député puis sénateur de centre droit, soumet le 25 juin 1894 les statuts du musée social, qu'il installe dans un hôtel particulier de la rue Las Cases construit dans les années 1830. Outre le bâtiment, il donne une somme de 200 000 francs pour constituer un lieu de discussion et de documentation sur l'économie sociale, discipline scientifique et morale dont le but est d'accompagner le libéralisme politique sur la voie du réformisme. A partir d'un fonds documentaire présenté à l'Exposition de 1889 au pavillon de l'Economie Sociale qu'il souhaite enrichir, il propose d'organiser des cours et conférences gratuits. Il demande à l'architecte Emile Vaudremer, le maître d'oeuvre de la chapelle de l'hôtel de Bourbon Condé, 12 rue Monsieur, qui appartient alors à son épouse, un projet de transformation de l'immeuble. Celui-ci conçoit pour la bibliothèque une simple pièce blanche avec des rayonnages qui courent sur les murs, soulignés par une corniche discrète, d'inspiration classique. Dans la cour à l'arrière il construit la salle de conférences avec une structure métallique sous verrière (transformée dans les années 1920 par de la Morinerie). Pendant les premières années de fonctionnement le musée social devient un lieu de discussion où circulent les idées entre spécialistes et responsables politiques. On y rencontre Jules Simon, Léon Say, Jules Siegfried, Charles Robert, Emile Cheysson, Georges Picot, Charles Sellier. C'est ici que sont mises en débat les positions et les expériences sur le logement social et l'urbanisme au début du XXe siècle en France.



Le musée social, rue Las Cases, bâtiments des années 1830, nivelé et modifié par E. Vaudremer en 1895

3.12 La bibliothèque de la Société d'Histoire du Protestantisme

C'est un ancien atelier de confection construit par Louis-Auguste Boileau (1837-1910) en 1869, dépendant du magasin de nouveautés *Au Bon Marché*. Devenu dépôt de librairie, il a été acquis en 1885 par Fernand de Schickler, fondateur de la Société de l'histoire du protestantisme français, fondée en 1852 et

transformé en bibliothèque publique en 1886 (informations à vérifier). Situé en fond de parcelle au 54 rue des Saints-Pères, ce bâtiment de qualité qui possède de fait les dispositions qui pourrait convenir à un ancien magasin de nouveautés avec vide central, coursives latérales, éclairage zénithal, (pourvu aujourd'hui à l'arrière d'une salle des coffres impressionnante), mérite d'être signalé.



Bibliothèque Soc D'hist du Protestantisme

3.13 La Chapelle des catéchismes de la paroisse Sainte-Clotilde

La chapelle de Jésus-Enfant est inaugurée le 5 février 1881 sur un terrain acheté par la Fabrique de Sainte-Clotilde en mai 1878, par une séance du catéchisme de Persévérance des demoiselles de la paroisse, présidée par Mgr Mermillod. Le plan est un rectangle presque parfait, orienté nord sud. La façade sur la rue Las Cases est conçue en pierre dans le style gothique du XIIIe siècle. Sa façade latérale à l'est, visible depuis la rue n'est pas traitée. A l'intérieur, l'ambiance vient d'Angleterre, et l'architecture et le décor sont dessinés par Hippolyte Destailleurs (1822-1893). Collectionneur, érudit, architecte de la finance et notamment du château Rothschild de Waddesdon Manor, il y interprète le revival médiéval à la manière de l'architecte George Scott, mort en 1878, qui restaura Westminster Palace. Le plan est rectangulaire, comme un hall médiéval à l'anglaise. Le plafond cintré en bois et les murs sont polychromes. Ils forment un abri à une œuvre monumentale en terre cuite vernissée, un relief des ateliers Virebent de Toulouse (présenté à l'Exposition Universelle de 1878), reprenant un tableau de Fra Angelico conservé au musée du Louvre considérablement agrandi (un morceau de 3,86m sur 7,10m), placé sur le mur du fond. Devant, des figures en céramique du Comte d'Astanières, élève de Falguière et sculpteur, dont la Sainte Vierge, complètent l'ensemble. L'autel est en cuivre doré, avec colonnettes en marbre et onyx, décoré et orné de plaques émaillées, œuvre de l'orfèvre Adolphe Chertier, auteur notamment de pièces du trésor de Notre-Dame de Paris. Deux torchères viennent enrichir le décor ainsi que quatre chandeliers et un crucifix sur l'autel réalisés par un autre atelier de grande réputation : celui de l'orfèvre Auguste Bachelet.



Chapelle des catéchismes rue Las Cases

3.14 Les nouveaux locaux du Ministère de l'Agriculture

Sous le Second Empire, l'architecte Godeboeuf avait déjà agrandi les services administratifs du ministère du Commerce et de l'Agriculture. Mais avec la construction de nouveaux bureaux à partir des années 1880 dans l'alignement de la rue de Varennes, la mise en spectacle de la fonction publique et sa prééminence dans le quartier est tangible. A la manière du Ministère des Finances rue de Rivoli ou du Ministère de la Marine, place de la Concorde le bâtiment a l'apparence d'un palais écrasant. Son architecte Emmanuel Brune (1836-1886) obtient le Grand Prix de Rome en 1863. Le parti architectural qu'il choisit pour ce ministère en 1879 lui permet d'exprimer l'étendue de sa culture historique qu'on peut situer entre la Renaissance italienne et le style Louis XVI sous un dispositif connu : un pavillon central, une galerie de part et d'autre et un pavillon à chaque extrémité. Pour la critique contemporaine, ici Pierre Planat qui s'exprime dans la revue *La Construction Moderne* en 1886, le mérite de l'architecte est d'avoir conçu « un grand morceau » d'architecture », « régal pour les yeux quand le soleil joue et fait jouer les ombres dans ces saillies placées si juste ». Il y a bien un défi pour celui qui dessine une telle façade quand il sait qu'il ne peut utiliser la statuaire et la sculpture d'ornements à profusion, ce qui serait déplacé pour un

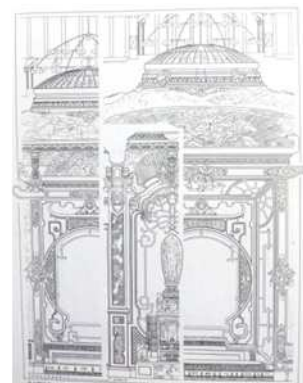


Bâtiment de bureaux pour le ministère de l'Agriculture en 1886, rue de Varenne

tel programme et impensable au point de vue financier. Tout ici est affaire de rythme et de proportions, de modénature et il faut envisager ainsi l'architecture de ce bâtiment aujourd'hui. Tout en sachant que la partie droite de la composition sur la rue, à l'est, n'a été complétée que dans les années 1930, le chantier ayant subi de nombreux aléas, dont le décès de l'architecte en 1886 et son remplacement par Chancel et Lambet, chargés de terminer l'intérieur.

3.15 Une salle des fêtes dans la tradition des Sakukeï-ki, rue de Babylone

Alexandre Marcel (1860-1928) commence à construire dans l'arrondissement un établissement de bains néo-mauresque pour Mr. Thorin, au 43 rue de Babylone achevé en 1887 (détruit) ; puis il travaille à une surélévation au 13 rue de Chanaleilles en 1894 et construit un atelier dans la cour du 47 rue de Babylone. Mais c'est la salle et le jardin japonais qu'il conçoit à partir de 1895 au 57 pour les goûters de l'épouse de Mr Morin, l'un des administrateurs du Bon Marché, qui le font connaître (il recevra pour ses dessins la médaille d'honneur du Salon en 1898). Il devient alors le champion de l'architecture d'inspiration extrême-orientale, qu'il interprète tour à tour avec un sens du spectaculaire ou de l'authentique, en recevant par la suite d'autres commandes du roi des Belges pour le parc de son palais de Laeken et du Baron Empain pour sa ville nouvelle d'Héliopolis non loin du Caire. Au 5 rue de Varenne, la salle est faite pour durer, et elle n'est pas de carton-pâte. Constituée d'éléments importés du Japon ou fabriqués en France, comme les céramiques et les tuiles vernissées fournies par les établissements Emile Müller, elle est inaugurée en octobre 1896 par un bal costumé. Les fêtes cessent en 1928. La salle devient cinéma en 1931, et rejoint l'association française des cinémas d'art et d'essai dès 1956. En 1973, on ouvre une deuxième salle en sous-sol, le jardin est refait et un salon de thé japonais est créé. Depuis la fin des années 1980, un conflit larvé oppose le nouveau propriétaire, le locataire, et les services du patrimoine (classement d'office en 1990). Le bâtiment est aujourd'hui mal entretenu, mais fait l'objet d'un projet de restauration ambitieux.



148, salle de Spectacles rue de Babylone

D. Au XX^e siècle

La décennie 1900-1910, dans le périmètre du Secteur Sauvegardé du 7^{ème} arrondissement est une période d'intense activité architecturale et urbaine.

1. 1900 - 1914

1.1 La gare d'Orsay et son hôtel des voyageurs

La Caisse des Dépôts et l'hôtel de la Légion d'Honneur sont rapidement reconstruits après l'incendie de 1871. Il n'en est pas de même pour le bâtiment de la Cour des Comptes et du Conseil d'Etat, ainsi que la Caserne Napoléon qui laissent des ruines envahies par la végétation, dans un site d'exception, sur le quai d'Orsay en face du jardin des Tuileries. Le gouvernement est dans l'embarras après avoir examiné plusieurs projets laissés sans suite, et quand la compagnie du Paris-Orléans propose de prolonger sa ligne entre la gare d'Austerlitz et le futur site de l'Exposition Universelle de 1900, le directeur des Chemins de fer au Ministère des Travaux publics saisit l'occasion en mai 1896.



L'hôtel d'Orsay, aujourd'hui musée d'Orsay.

Très vite les ingénieurs sont invités à fournir un avant-projet, l'érection d'un hôtel de voyageurs de luxe ajouté à l'ensemble devant amortir la dépense. 3650 mètres de ligne nouvelle en souterrain suivant les quais de la Seine rive gauche sont nécessaires pour amener les voyageurs dans cette partie du VII^e arrondissement. Une fois l'affaire acquise à la fin de l'année 1897, la Chambre demande la constitution d'une commission d'architectes devant examiner les projets sélectionnés pour la construction des bâtiments : les propositions de Lucien Magne, Emile Bénard et Victor Laloux sont mises ainsi en compétition. Le rapporteur Henri Nénot donne le verdict du jury le 24 décembre 1897 qui choisit Victor Laloux, en le priant d'apporter « plus d'élégance et de simplicité possibles à ses pavillons et à son architecture en général ». Une génération après Charles Garnier gagnant le concours de l'Opéra, la culture Beaux-Arts triomphe encore dans un projet monumental de très grande envergure à Paris. La grande idée de Laloux est de procurer à la gare un espace inédit en profitant du fait qu'il s'agit de la première gare française équipée exclusivement de lignes électrifiées ; la fumée disparaissant, carte blanche lui est donnée pour concevoir un abri comme nul autre pareil. L'ossature métallique souligne le remplissage de carreaux de staff sculptés et peints en tons clairs. La salle de distribution des billets et le grand hall prennent l'aspect d'une basilique romaine, revue et corrigée au présent : dans une mise en scène grandiose, les quinze voies du sous-sol sont desservies par des passerelles doublées d'ascenseurs, monte-charges et plans inclinés pour faciliter les déplacements des voyageurs. L'hôtel d'Orsay développe sur 5 étages ses 370 chambres mais surtout ses salons et son restaurant dans une ornementation que le monde entier salue comme étant le reflet du bon goût parisien contemporain.

1.2 La maison des dames des PTT, 41 rue de Lille

A l'emplacement d'un autre immeuble incendié pendant la Commune, rue de Lille, l'architecte Eugène Bliault, et Victor Loup ingénieur, construisent la maison des dames des PTT, achevée en 1906. L'édifice a été élevé aux frais du Trésor Public mais pour une société constituée à cet effet, et qui a émis des parts, placée sous le régime coopératif des Habitations à Bon Marché, bénéficiant des lois de 1894 et 1906. Cette société a été fondée à l'instigation de Jules Siegfried, député, et a pour secrétaire un autre parlementaire, Gaston Meunier. Les dames des PTT qui veulent y loger sont tenues de souscrire une action. Le bâtiment est un hôtel

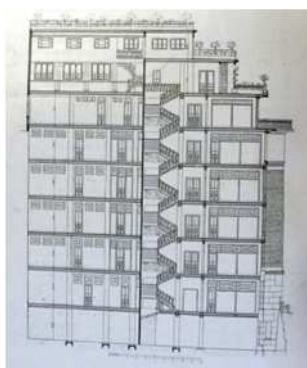


Maison des Dames des PTT, rue de Lille

pour les fonctionnaires de l'administration postale qui viennent à Paris apprendre leur métier et qui reçoivent ensuite l'affectation de leur choix, souvent en province. C'est aussi un cercle de dames employées, qui comprend un restaurant, un salon de thé, un salon de lecture avec hall et jardin. « Avec son cachet de jeunesse et son modernisme aimable » d'après le critique Eugène un hôtel pour les fonctionnaires de l'administration postale qui viennent à Paris apprendre leur métier et qui reçoivent ensuite l'affectation de leur choix, souvent en province. C'est aussi un cercle de dames employées, qui comprend un restaurant, un salon de thé, un salon de lecture avec hall et jardin. « Avec son cachet de jeunesse et son modernisme aimable » d'après le critique Eugène Rivolaen, l'immeuble est distingué au concours international d'hygiène de Londres en 1908 et de Dresde en 1911. Son ossature est en béton fretté selon le système breveté par l'ingénieur Victor Considère. L'hôtel comprend 117 chambres de 18m² en moyenne, qui sont louées de 18 à 35 Francs si elles donnent sur la cour ou sur la rue. A chaque étage, sont installés trois bains-douches. On trouve au sous-sol des lavabos et une blanchisserie. Partout règne le chauffage central à vapeur. Le mobilier de chaque chambre composé par l'architecte est en pitchpin ciré sans moulure et comprend un lit, une armoire à glace, une table bureau une table de toilette avec marbre, une table de nuit et deux chaises. L'architecte Emile Bliault, qui est lié au Musée social, tout comme les commanditaires de cet établissement, revient des Etats-Unis, où il a été notamment l'inspecteur des travaux de la section française de l'Exposition Universelle de Saint-Louis en 1904.

1.3 Le service des Mandats, 5 Cité Martignac

Autre réalisation de l'administration des Postes, alors en pointe dans le domaine social, le bâtiment du service des Mandats cité Martignac, est une des premières réalisations de l'architecte François Lecoœur (1874-1934) qui s'illustrera quelque temps avec



F. Le Coeur, 5 cité Martignac



F. Le Coeur, 5 cité Martignac



F. Le Coeur, 5 cité Martignac

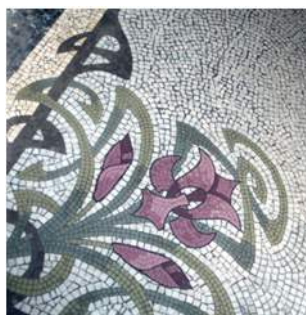
le Central téléphonique de la Rue Bergère (IXe arrondissement). Le chantier ouvre en juin 1907, et s'achèvera quatorze mois plus tard. L'adjudicataire des travaux est Degaine, auparavant le plus proche collaborateur de l'ingénieur Cottancin, spécialiste des voiles minces en ciment armé, ami d'Anatole de Baudot. A l'exception du soubassement qui est en pierre d'Euville, les niveaux supérieurs sont en ossature apparente de ciment armé pour les dalles et de briques armées pour les supports. Les niveaux 4, 6 et 7 au-dessus du rez-de-chaussée sont néanmoins revêtus d'un enduit de ciment blanc, incrusté de lignes de céramiques. Les balustres des balcons des avant-corps latéraux sont en grès-cérame. Les trois derniers niveaux sont traités en gradins. Ces retraits décroissants sont aménagés pour la détente du personnel jusqu'au toit terrasse supérieur. On y trouve sur deux niveaux une salle à manger, des salles de repos et une garderie d'enfants (300 femmes travaillent dans ce bâtiment). Les intérieurs du restaurant et des espaces de détente étaient décorés à l'origine de pochoirs art nouveau. Les menuiseries de bois sombres, les lambris, placards, cadres maintenant les verres apportant la lumière au dessus des cloisonnements sont réalisés avec un soin particulier. Ce bâtiment franchement annonciateur de l'architecture moderne à venir, par son programme, son dessin et sa mise en œuvre, qui aujourd'hui semble en déshérence et menacé, est certainement un des bâtiments de bureaux les plus intéressants de son époque qui nous soit parvenu en relatif bon état de conservation, du moins à l'extérieur.

1.4 Immeubles d'habitation primés au concours de façades de la Ville de Paris

Près de 35 ans après le percement du boulevard de Sébastopol, l'ouverture de la rue Réaumur parachève la restructuration du centre de Paris rive droite. Le Conseil Municipal décide le 6 juillet 1896 d'instituer un concours de façades pour les immeubles à construire sur cette rue. Les architectes recevront 1000 francs de prime tandis que les propriétaires seront exonérés de droits de voirie, soit l'équivalent d'à peu près 2000 francs. Il s'agit d'embellir la ville, avec la volonté de réagir « contre les monotonies du style par trop primitif de ces anciennes maisons aux façades unies, d'enlever à la rue cet aspect d'uniformité désespérante ». L'année suivante le prix est étendu à toutes les rues de Paris.



Angle rue Monsieur, rue Oudinot, immeuble peint en 1900, Architecte, Gustave Goy



Hall de l'immeuble angle rue Monsieur, rue Oudinot

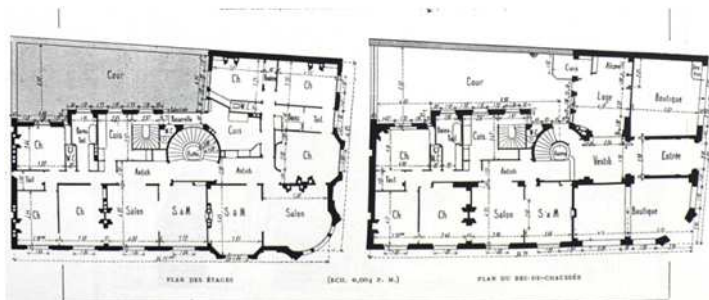


Angle rue Monsieur, rue Oudinot

Pour obtenir plus « de pittoresque », plus de « fantaisie artistique », les constructeurs sont autorisés par le président du jury, Louis Bonnier, à considérer le décret de 1882 comme d'ores et déjà modifié. Le premier concours jugé en 1899 concerne les maisons construites en 1898. Mais pour les 400 immeubles construits cette année là, 58 architectes seulement soumettent un dossier, ce qui laisse présager que *l'Art dans la rue*, selon une expression contemporaine, n'est pas la préoccupation première des spéculateurs parisiens. Pourtant dans notre secteur plusieurs immeubles d'habitations répondent pleinement aux critères de cette ville 1900 souhaitée par l'édilité. Parmi ceux-ci l'immeuble construit 21 rue Monsieur à l'angle de la rue Oudinot par Gustave Goy est primé en 1901 ; et celui du 90 rue de Grenelle, à l'angle de la rue Saint-Simon, construit sous la direction d'Henri Deglane, est primé en 1906.



Angle rue Monsieur, rue Oudinot, détail



Angle rue Saint-Simon, rue de Grenelle, Architecte Henri Deglane

L'immeuble de la rue Monsieur présente aux passants le luxe, l'invention et l'art nouveau, tels que la bourgeoisie progressiste du quartier les comprend. Appareillé avec un très grand soin, son décor sculpté est à thème, et n'a plus rien à voir avec une froide et conventionnelle grammaire ornementale (malgré quelques médaillons agrafés encore empreints de banalité). A l'angle tout en haut, au fronton jaillit une source. Le bâtiment présente en façade un paradis terrestre où la nature prend toutes ses aises. De grands cygnes s'ébattent sous les balcons dans les joncs. Plus haut, s'enroulent les feuilles de vigne. Les garde-corps en métal évoquent les plumes du paon. La mosaïque de grès cérame du hall d'entrée est semée d'iris violets.



Angle rue Saint

Pour l'immeuble à l'angle de la rue Saint-Simon et de Grenelle, Deglane, Grand-Prix de Rome, chef d'un atelier d'architecture à l'Ecole des Beaux-Arts depuis 1894, co-auteur du Grand Palais, a l'ambition de donner le meilleur de lui-même pour un bâtiment comprenant deux types d'appartements de trois chambres avec une variante de surface de 125 ou 135 mètres carrés (c'est le nombre de mètres carrés mais aussi le nombre de chambres qui fixent alors le prix de la location). Ce sont pour le quartier des appartements de moyen ordre, « néanmoins pourvus d'un confort relativement complet comme il est maintenant d'usage ». Changement notable ici, l'ampleur de l'entrée par rapport aux immeubles comparables du boulevard Saint-Germain construits dans les années 1880 est réduite, car seul le confort de l'ascenseur répond maintenant à la demande des locataires. Autre détail qui compte : les salles de bains font



Angle rue St Simon, Rue de Grenelle, détail

l'objet d'une attention particulière ; des meubles toilettes dessinés par l'architecte y sont installés, et l'on trouve dans les appartements des armoires intégrés dans les parois et des débarras. Les WC sont parfaitement aérés sur la cour intérieure. Le chauffage est à basse pression par conduits de chaleur ou radiateurs. Un monte-charge venant du sous-sol dessert toutes les cuisines. Les espaces de circulation des gens de services sont parfaitement autonomes bien que fort peu encombrants.

Autre détail piquant, les baies sont d'une largeur inusitée ; ici 1,84 entre tableaux, et elles sont garnies de parties fixes et de parties ouvrantes. La sculpture en façade est localisée en quelques points forts. L'ambiance est à la douce bonhomie avec la répétition de masques naturalistes, légèrement grotesques, posés sur la paroi. Sous les appuis des baies du premier étage, la maîtrise de la sculpture intégrée à la structure est plus évidente grâce à l'intervention du sculpteur Récipon. La nature et ses bienfaits sont également présents dans le morceau de bravoure de la décoration : la ferronnerie de la porte d'entrée, signée de Louis Robert ; un gigantesque bouquet de pavots en métal.



Angle rue Se Simon, rue de Grenelle, détail

1.5 Immeubles distingués, avec moins de moyens, rue Rousselet et rue Pierre Leroux

Les réalisations à Paris de l'architecte Emmanuel Brun (né en 1864 ; décédé après 1945), élève de Julien Guadet à l'école des Beaux-Arts sont peu connues et semblent en temps normal d'un éclectisme de bon aloi (après 1905, il s'installe à Nice et réalise de nombreuses maisons et immeubles cossus dans le style méditerranéen). Mais on trouve à l'angle de la Rousselet et de la rue Oudinot un immeuble qu'il a signé, dans une veine en apparence Art nouveau, que n'aurait pas nié un ardent rationaliste. Sa restauration récente et sa mise en couleur très efficace nous restituent la force d'un langage d'une grande simplicité, jouant sur la polychromie des matériaux, pierres, briques rouge et jaunes pâles, panneaux de faïence et menuiseries des bow-windows. Le calepinage du revêtement est très soigné. Les légers effets de masse modelée au rez-de-chaussée, très réussis. La toiture débordante et ses coyaux, aussi. Le dessin des boutiques en rez-de-chaussée, la liaison de la pierre avec le poitrail de métal apparent témoignent d'une connaissance et d'un intérêt certain pour le meilleur de l'architecture simple des années 1900 (on peut déplorer ici le velum du commerce située à l'angle et sur la rue Oudinot). Dans cette partie du périmètre du secteur sauvegardé, traditionnellement moins riche, mais ici au contact avec l'architecture ultra bourgeoise, cet immeuble d'angle très visible agit dans le tissu urbain comme une réponse alternative plutôt bienvenue aux surenchères décoratives.



Angle rue Rousselet, rue Oudinot

Situé à l'autre borne de ce même quartier habité par la petite bourgeoisie, le 21 et 21 bis rue Pierre Leroux à courte distance de la rue de Sèvres, est construit par l'architecte Paul Lahire, dont nous ne sommes pas capables aujourd'hui de retracer le parcours professionnel. Terminé en 1907, le bâtiment est pourtant bien connu des résidents et des passants grâce à son revêtement de grès cérame, réalisé par l'entreprise d'Alexandre Bigot, un des industriels de la céramique familiers des architectes de l'Art et de l'avant-garde au tournant du XXe siècle. Construit à une date avancée pour ce type de mise en œuvre, ce bâtiment est redevable du travail réalisé par Bigot et les frères Perret, quatre ans auparavant, rue Benjamin Franklin dans le XVIe arrondissement. La technique employée est celle du pastillage des éléments céramiques en relief directement dans le ciment en ce qui concerne les consoles du balcon filant dans les parties hautes, où l'on peut voir des motifs d'ornements formellement très proches, sinon semblables à ceux utilisés par les Perret (comme les feuilles de marronniers). Mais la comparaison s'arrête là. Représentatif de l'évolution de l'industrie céramique appliquée à l'architecture après 1905, l'essentiel du revêtement de façade est réalisé en carreaux plats, de grès ou de faïence, le décor modelé en grès à grande échelle, pour des raisons économiques, étant déjà en voie d'extinction. Ca et là, sur la clé de la porte d'entrée, sur les consoles de balcon, un gros scarabée (très hiératique, trop hiératique) ou une coquille Saint-Jacques en grès donnent le change.



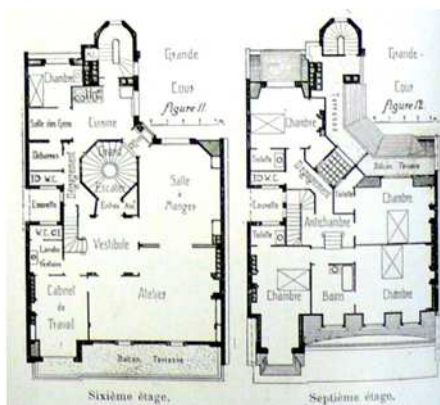
21 et 21 bis rue Pierre Leroux, détail.



21 et 21 bis rue Pierre Leroux

1.6 Immeubles d'habitation de très grand luxe, quai d'Orsay (quai Anatole France)

Construits à l'emplacement de l'ancien hôtel d'Humières, les deux immeubles 27 et 27 bis quai d'Orsay constituent peut-être le sommet inégalé de l'architecture de l'habitation dans le quartier à cette époque (ils sont terminés en 1907 et largement publiés dans les revues d'architecture contemporaines). Commençons par le plus petit, aujourd'hui le 27 bis et 29, quai Anatole France. La démarche du maître d'ouvrage est représentative d'une prise de conscience nouvelle de la valeur des biens immobiliers.



Quai Anatole France (27 bis)

Le maître d'ouvrage laisse carte blanche à l'architecte pour concevoir une résidence innovante, à condition que le prix de location au mètre carré puisse rentabiliser correctement l'investissement. Le maître d'oeuvre est Richard Bouwens de Boijen (1863-1939), fils d'un architecte d'origine néerlandaise, William Bouwens Van der Boijen, très introduit auprès des financiers, auteur notamment du siège du Crédit Lyonnais à Paris, et de nombreux hôtels particuliers dans les années 1870. Lui-même entre à l'école des Beaux-Arts en 1883 et la fréquente jusqu'en 1892 avant d'établir notamment le projet de décor du salon des Vanderbilt dans leur

maison de Newport près de New York en 1894 et de reprendre la clientèle de son père après 1897. La façade sur le quai est de 12m20, tandis que la parcelle fait 35 mètres de profondeur. Le panorama est exceptionnel. En face, le jardin des Tuileries, à droite le Pont Royal, le Louvre, et au fond la silhouette de la Sainte-Chapelle ; à gauche et tout près, le pont de la Concorde, puis les Champs-



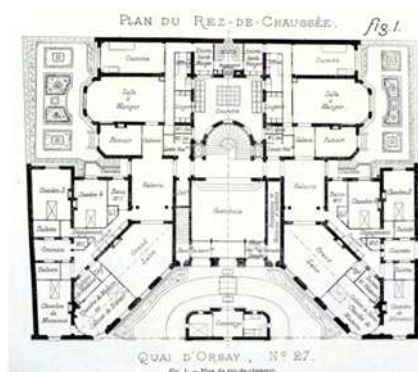
27 bis quai Anatole France (ancien 27 bis Quai d'Orsay)

Elysées. Pour gagner en surface résidentielle, le parti est de construire en retour de l'immeuble sur le quai, un immeuble entier de chambres de services (trois pour chaque appartement), et d'utiliser une structure en ciment armé (selon le système Lang et fils) pour la totalité des constructions. La taille de presque tous les appartements est fixée à plus de 300 mètres carrés (325 exactement). L'appartement du rez-de-chaussée, pour laisser la place au passage vers le fond de la parcelle n'a qu'une seule chambre sur l'arrière, mais il bénéficie d'un jardin de plain-pied. Les autres appartements sont en duplex, le premier et le second vont ensemble. Le troisième étage est réservé par un médecin célibataire, tandis que le quatrième et cinquième, le sixième et septième sont regroupés. L'utilisation du ciment armé exige selon l'architecte des précautions particulières au point de vue acoustique, et le vide du plancher entre deux poutrelles est garni en tourbe. La terrasse est recouverte par une couche d'étanchéité et par un lit de gravillons sur lequel on pose des jardinières et des plantes cultivées en bac. La façade sur cour est revêtue de briques blanches (briques amiantines). La façade du côté du quai est construite en briques ordinaires revêtues d'un revêtement en grès, faits de disques plats seulement gravés de quelques traits en creux, fourni par la maison Gentil et Bourdet. Les colonnes des loggias sont formées de noyaux en ciment armé revêtus de briques de grès émaillé vert. Les rampants circulaires des combles ont été partout garnis de tuiles appliquées qui viennent de la tuilerie des Mureaux d'un jaune rosé. Alors que le premier permis de conduire a été octroyé à Paris en 1899, l'architecte choisit de construire en sous-sol (nous sommes en 1907) une remise à automobiles desservie par une rampe depuis la rue, ventilée par un lanternon et éclairée par des trémies installées dans le jardin de l'appartement du rez-de-chaussée.



27 quai Anatole France, ancien 27 quai d'Orsay

Au numéro 27 quai d'Orsay, la longueur de façade à l'alignement est de 42 mètres. L'architecte l'a agrandi de 9 mètres environ par deux pans coupés tracés à 45 degrés aboutissant à une partie centrale parallèle au quai, mais en retrait de 8 mètres. Si bien que les vues, qui autrement eussent été toutes situées en plein nord, embrassent un demi-cercle d'horizons plus variés. La cour extérieure permet à l'origine aux voitures de trouver une entrée et une sortie en faisant le tour du pavillon du concierge avant de rejoindre la remise aux automobiles par laquelle on accède au numéro 29. Les appartements font ici 445 mètres carrés chacun. Un des deux appartements du cinquième possède un escalier spécial ouvert sur un angle du grand salon qui conduit directement aux terrasses du septième étage. Là on trouve une atelier-salon-belvédère, au centre d'un jardin aérien. La tourelle de l'escalier et son auvent sont exécutés en ciment armé revêtu dans sa partie abritée par des enduits en stuc façon pierre et constituent un repère urbain non négligeable encore aujourd'hui.



27 Quai Anatole France

1.7 Des bureaux et une salle de conférences et de musique pour la Ligue de l'Enseignement (Théâtre Récamier), 3 rue Récamier

La Ligue française de l'Enseignement est créée en 1866 sous le Second Empire, par le républicain Jean Macé, à l'instar de la Ligue belge de l'Enseignement. Son action dans le public en faveur de l'enseignement primaire, gratuit, laïque et obligatoire permet à Jules Ferry de faire passer les lois sur l'enseignement au début des années 1880. Le Cercle parisien de la Ligue crée en 1893 un important service de projections qui permet d'illustrer des causeries populaires, sur place et en province, notamment sur des sujets scientifiques. En 1908, à l'aide d'un legs fait par un ami de l'éducation laïque, Faustin Moignon, la Ligue achète un terrain sur l'ancien emplacement de l'Abbaye-aux-Bois et fait construire un immeuble par l'architecte Charles Blondel (1872-1912), collaborateur et successeur de son père Paul Blondel, pour abriter ses bureaux nationaux, le Cercle parisien et une grande salle de conférences et de concerts (l'orchestre est aménagé en grande partie sous la scène et peut contenir 40 musiciens, et la scène de 52 m² peut permettre la tenue de représentations d'importance). L'immeuble est inauguré le 30 octobre 1909 par le Président de la République Armand Fallières, Président d'honneur de la Ligue. Entre les deux guerres, la salle reçoit une

programmation de cinéma très irrégulière avant de devenir salle d'essai pour le TNP sous la direction de Jean Vilar en 1960. En 1961, la Ligue de l'Enseignement reprend la direction de la salle du Théâtre Récamier jusqu'en 1965 en s'inspirant de l'exemple de l'Alliance Française qui invite diverses compagnies théâtrales. Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud prennent la succession jusqu'en 1975, date où le théâtre passe à Antoine Bourseiller qui le fait vivre jusqu'en 1978. Le bâtiment sert ensuite de remise à décor pour la Comédie française. Il est toujours aujourd'hui le siège de la fédération d'Ile de France de la Ligue de l'Enseignement. Dans les années 1900, l'architecte Charles Blondel, élève de l'école des Beaux Arts, débute sa carrière dans la région des vins de Champagne en construisant deux hôtels particuliers à Reims et à Epernay, puis les communs du domaine de Chambly dans l'Oise pour le Prince Murat, dans une veine régionaliste. Architecte de l'administration des Télécommunications, il construit l'immeuble du 61 rue des Archives dans le IIIe arrondissement entre 1907 et 1912. Il est l'auteur de l'aménagement du monument à Jean Macé en 1900 place Armand Carrel devant la mairie du XIXe arrondissement (fondu sous le gouvernement de Vichy). Selon le Bulletin de la Ligue Française de l'Enseignement publié lors de l'inauguration du bâtiment parisien en 1910, la façade du 3 rue Récamier « sans froideur, mais dépourvue des banales fioritures à vraiment grande allure : c'est la noblesse sans raideur, belle, accueillante, dans une simplicité relative et voulue, grâce à la stricte observation du rapport des vides et des pleins, à l'heureuse audace des balcons sans supports ». Notons qu'à l'origine, la salle est éclairée le jour par de grands châssis vitrés qui peuvent être aveuglés complètement par des rideaux de tôle ondulée ; au-dessus du plafond a été aménagé en terrasse un jardin de 150 mètres carrés.



3 Rue Récamier
Bureau et salle de conférences
pour la Ligue de l'Enseignement

1.8 La sous-station électrique « Sèvres »

Située en face de la Salle de Ligue de l'Enseignement, le bâtiment occupé aujourd'hui par la fondation Electra a été construit par l'architecte et ingénieur Paul Friesé (1851-1917) et inaugurée en 1910. Il fait partie d'un vaste programme d'équipements lancé par la CPDE (Compagnie Parisienne de Distribution Electrique) en 1908 à travers les quartiers parisiens. L'originalité de ces sous-stations électriques, édifices industriels à part entière comprenant une salle des machines et une salle des accumulateurs, est de se fondre dans le bâti parisien résidentiel. Elles sont conçues selon un schéma constructif unique avec l'emploi d'une structure métallique à pan de fer translucide en façade. Ce dispositif permet de libérer une surface maximale au sol et surtout de bénéficier d'un éclairage naturel et d'une ventilation optimale (le matériel dégageant de la chaleur). Il s'agit aussi d'éviter les trépidations pouvant être communiquées par la maçonnerie aux constructions mitoyennes. En 1990, la société EDF y a installé sa fondation pour y faire un espace d'art, de communication et de création, avec salles d'exposition, ateliers d'artistes en terrasse, studios de projection vidéo en sous-sol.

1.9 Les nouvelles rues Montalembert et Sébastien Bottin : les dernières percées

« Le pic des démolisseurs qui travailla avec tant d'ardeur ces derniers temps qui menace plus que jamais les vieilles pierre parisiennes, a frappé sans pitié le faubourg Saint-Germain, en plein cœur pour y faire passer le boulevard Raspail. Que d'hôtels discrets, sur le seuil desquels apparaissaient, il y a quelques années encore, des suisses solennels, sont aujourd'hui remplacés par d'insolents gratte-ciels dont le confort moderne semble synonyme de laideur. »
« Les vieux parisiens conserveront avec plaisir le souvenir des vénérables bâtisses qui s'harmonisaient si bien avec celles où s'abritent encore, de l'autre



n°7 rue Récamier
Sous-station électrique

côté de la petite place Saint-Thomas d'Aquin, le comité d'Artillerie ». Ainsi s'exprime le chroniqueur de la revue « Les amis de Paris » au printemps 1914, date où la discussion au sujet de la destruction et la conservation du patrimoine dans le quartier se fait jour dans le cercle des adhérents du Touring Club de France, de la Société de Protection des Paysages et de la société populaire des Beaux-Arts. L'heure est encore à l'aimable protestation teintée de nostalgie. L'événement déclencheur a été la démolition et le remplacement des immeubles construits par les Jacobins autour de leur maison mère à la fin du XVIII^e siècle, disparus pour élargir la rue du Bac. Le projet est d'amorcer le prolongement du boulevard Raspail au travers du quartier du Pré-aux-Clercs, ce pour rejoindre à l'est une nouvelle percée dans le prolongement de la rue de Rennes. Car l'actualité dans le Paris des années 1910 est à l'achèvement du grand dessein haussmannien interrompu, avec le vote par le Conseil municipal d'un emprunt de 440 millions pour son exécution. La déclaration de guerre vient à point nommé pour les partisans d'un répit et la suspension des opérations. Cela fait tout de même trente cinq ans que les premiers travaux du boulevard Saint-Germain ont généré les chantiers un peu partout dans l'arrondissement.

2. Les années 20 et 30

2.1 Le luxe après guerre d'après Henri Sauvage

Des bâtiments conçus et réalisés entre 1923 et 1927 par le même architecte témoignent de la mutation rapide des mentalités dans le VII^e arrondissement après la coupure de la première guerre mondiale. A l'approche de l'Exposition Internationale des Arts décoratifs et industriels modernes de 1925, sur le boulevard Raspail et l'avenue Duquesne où des parcelles le permettent, l'architecte Henri Sauvage - plus connu pour ses expérimentations et notamment ses immeubles à gradins revêtus en façade de grès cérame - est amené à revoir le programme de l'immeuble d'appartements telles que les conventions bourgeoises l'ont auparavant défini. Architecte du pavillon Primavera pour les magasins du Printemps à l'Exposition, il construit dans notre périmètre quatre immeubles, tous différents en plan et en élévation, révélant la possible adaptation d'un type déjà ancien.

Le premier de ses bâtiments est situé 14-16 boulevard Raspail : construit à partir de janvier 1924, c'est une réinterprétation de l'immeuble des années 1880 pour les plans et les façades, enrichis de ceux du 27 quai d'Orsay érigé avant la première guerre par Bouwens. Au rez-de-chaussée, un grand espace commercial est disponible, éventuellement divisible. A partir du premier étage, deux appartements de surface différentes, se succèdent identiques jusqu'au 5^{ème} étage. Sur le boulevard, on trouve la salle à manger derrière le bow-window situé à chaque extrémité, puis le petit salon et le salon qui communiquent ; sur cour, on trouve les chambres et les bains. Un petit immeuble est entièrement consacré aux chambres de services donnant sur une des trois cours intérieures. Au sixième étage les deux appartements sont identiques à ceux du dessous, mais ils partagent un très long balcon filant sur le boulevard prolongé par de vastes balcons arrondis. A l'étage supérieur, profitant d'une hauteur sous plafond plus importante, deux appartements pensés à la manière des ateliers d'artistes sont scandés de balcons en façade, surmontés par des avancées en dais, et leurs terrasses au-dessus des windows s'ouvrent largement vers le ciel. Outre la superficie de chaque pièce qui est ici amplifiée par rapport au standard des années 1900, la disparition de l'ornement agrafé ou sculpté dans la masse dans cet immeuble est remarquable. Le dessin des baies, des menuiseries métalliques, et des gardes corps paraît suffire. Les détails de serrurerie viennent souligner ce dépouillement dans le luxe pour laisser apparaître la vaste proportion des ouvertures, le soin avec lequel on a appareillé,



14-16 Bd Raspail, Architecte Henri Sauvage



14-16 Bd Raspail, Architecte Henri Sauvage

et le long développé de la façade lisse sur le boulevard. Les parties hautes avec balcons, terrasses, dais pare-soleil, vastes ouvertures, reflètent ce nouveau luxe parisien qui reste discret par rapport au piéton, mais qui ne se cache plus aux regards. La pudeur du riche faubourg a disparu.

Quelques mois plus tard, Sauvage construit un ensemble d'appartements, terminé en 1925, 50 avenue Duquesne et 12 rue Eblé, sur une même parcelle, avec deux façades sur rue différentes et une entrée commune (sur l'avenue Duquesne) et une cour arrière partagée. Un premier projet non réalisé installait sur la rue Eblé, un bâtiment fait d'ateliers d'artistes superposés, dont les verrières orientées au nord donnaient sur la cour intérieure. Les ouvertures des pièces de résidence à l'arrière de la pièce principale établie sur une double hauteur donnaient à la façade de la rue une rythmique décalée, ordonnée, très différente de celle d'un immeuble d'habitations conventionnel et notamment de celui de la rue Duquesne. Cette double conception de l'immeuble moderne, mélangeant deux manières d'habiter et de travailler, très démonstrative, n'eut pas les suffrages du maître d'ouvrage. Sur la rue Eblé, le bâtiment réalisé, pourvu d'une distribution plus classique, se fond dans le tissu urbain. Avenue Duquesne, la façade se distingue par la mise en œuvre soignée de l'appareillage et sa polychromie délicate, rehaussée violemment par le bleu marine des linteaux revêtus de carreaux de faïence et adoucie par le bow-window peu saillant ondulant comme une vague.



Rue Eblé, Arrière de l'immeuble 50 rue Duquesne, Architecte Henri Sauvage



172 avenue Duquesne,
Architecte Henri Sauvage

Le dernier immeuble d'habitation de la série construit un peu plus tardivement par Henri Sauvage, de 1926 à 1927, nous ramène sur le boulevard Raspail au numéro 19. Le bâtiment bénéficie d'un plan étonnant, cette fois-ci grâce à la forme de la parcelle. La façade qui ouvre sur le boulevard éclaire à chaque étage uniquement l'espace de réception d'un grand appartement à savoir la salle à manger, le grand salon et le petit salon. Le développement en aile de papillon de la distribution sur l'arrière permet de positionner l'accès, le service, et les chambres sur une cour intérieure. En façade, l'ornement est absent, et l'immeuble affirme ainsi sa singularité par rapport aux constructions voisines des années 1910, pansues, joufflues et généreusement décorées. Les avant-corps formés par les bow-windows encadrant verticalement la façade ont laissé la place ici à des parties hautes projetées en avant selon un schéma en croix. Les gardes corps métalliques losangés des balcons restent discrets. Le luxe ne se montre plus comme avant sur le boulevard. La situation urbaine fait la valeur de l'appartement et il n'est apparemment plus besoin de marquer autrement sa distinction.



19 Bd Raspail, Architecte Henri Sauvage



28-30 Bd Raspail, Architecte Pol Abraham

2.2 Moderne et chic boulevard Raspail

L'immeuble de Pol Abraham aux 28 et 30 boulevard Raspail terminé en 1933 constitue une des dernières interprétations de l'habitation de grand luxe redevables pour leur implantation de l'immeuble du 27 quai d'Orsay de Bouwens ; mais sa distribution intérieure est différente. Les espaces communs de circulation à l'intérieur sont traités de manière peu banale. Ils sont importants mais non plus rien à voir avec ceux de l'hôtel particulier : le couloir d'accès est un long boyau situé sur le côté droit depuis le boulevard. Celui-ci bifurque à 90 degrés pour revenir ensuite au milieu du bâtiment où la cage d'escalier sur plan circulaire possède un noyau central occupé par un ascenseur dont la cage de verre est parfaitement cylindrique. La lumière naturelle est filtrée depuis les cours intérieures par des verres opaques ou du vitrail enchâssé dans des cadres métalliques dont la mise en forme évoque un tableau de Mondrian ; la lumière artificielle en plafonnier est traitée comme un élément décoratif à part entière. Aux côtés des appartements, imbriqués dans ceux-ci, le silo en béton d'un garage à automobiles monte à l'arrière de la parcelle jusqu'au sixième niveau ; au rez-de-chaussée, la communication entre l'habitation et sa dépendance, se fait par une simple porte de communication. A chaque étage, se trouvent deux appartements de plusieurs centaines de mètres carrés chacun, identiques, et composés en miroir. Trois zones étanches sont parfaitement lisibles dans l'habitation : d'abord celle de la réception avec le hall, la galerie, le petit salon prolongé d'un fumoir, le grand salon et la salle à manger, placée au fond de la cour ouverte ; puis celle du service avec la cuisine, l'office, la lingerie et deux chambres de services, WC et circulation verticale indépendante (cet ensemble étant relié sur la cour intérieure arrière par une coursive hors œuvre indépendante de l'appartement) ; enfin celle des trois chambres avec leur deux salles de bains desservies par un long couloir cheminant vers la rue, à l'avant du bâtiment. En façade, les balcons ont une fonctionnalité réduite (ouverts sur le boulevard, ils donnent directement sur les chambres à coucher et l'on peut douter de leur usage ...). Le balcon est donc devenu un ornement : il donne avant tout à l'immeuble une plasticité. L'ossature béton remplie de briques est ici masquée par de la pierre de revêtement. Ce qui donne à l'immeuble une singulière apparence contemporaine (quoique nous connaissions peu de constructions de promotion de grand luxe en France ces dernières années aussi soigneusement mises en œuvre).

2.3 Immeubles à cour ouverte



Immeuble à l'angle de la rue du Bac et 32 rue de Varennes, Architectes Raguenet et

Il est frappant de voir reproduire dans le périmètre du secteur sauvegardé le modèle résidentiel « à cour ouverte », dont les immeubles de Bouvens en 1907 et d'Abraham en 1933 constituent les exemples les plus développés. Le faubourg Saint-Germain y voit là un modèle d'habitation possible pour le XXe siècle. Après le logis entre cour et jardin, puis celui sur rue et cour à l'arrière, l'îlot ouvert, sous certaines conditions, permet la mise en scène de la vie bourgeoise. Le résident jouissant d'un emplacement de choix dans la ville moderne la regarde ; et

c'est nouveau au faubourg. Rue Chomel, à proximité immédiate du Bon Marché, l'architecte Emile Boursier donne à son tour une version de l'immeuble du quai d'Orsay en 1934. Plus loin, rue de Varennes l'inversion des valeurs est saisissante, et même le grand appartement familial est remis en question. Tandis que vers l'ouest, l'alignement des porches protégeant les immenses hôtels repliés sur eux-mêmes s'affirme, à proximité de la rue du Bac, confortant dans le quartier depuis les années 1870 son rôle de grande rue du commerce, l'ensemble du numéro 32 (Raguenet et Maillard, 1935) développe ses façades sinueuses pour des appartements spacieux, mais pourvus d'une à deux chambres maximum. L'arrondi à l'angle, ouvert de baies horizontales panoramiques permet à la manière de certains immeubles des années 1880 sur le boulevard Saint-Germain d'installer des pièces de réception, et ses parties hautes dégagent une vaste terrasse, un peu comme sur le quai d'Orsay. Rue de Varennes, l'immeuble se plie et rentre dans la parcelle pour en épouser les formes en creux. Aux angles rentrants apparaissent des ondulations comme des tours en hors œuvre (version appauvrie des hôtels particuliers jumelés conçus par Vaucheret et Potier sur le boulevard Saint-Germain ?). Autour de la cour, traitée en jardin et protégée de la rue par une grille, court une galerie au rez-de-chaussée. Des corniches saillantes accusent les volumes. Les fenêtres sont à guillotine. Les gardes corps sont devenus rares. Il n'y a plus d'escalier de service, les maîtres prenant l'ascenseur et les domestiques l'escalier (« selon une disposition en faveur en Amérique », comme le souligne *La Construction Moderne*). L'ornementation de surface en céramique est toujours là, traitée ici délicatement en coquille d'œuf. Mêmes dispositifs pour d'autres immeubles, rue Pierre Leroux ou rue Rousselet. Ca et là dans le tissu urbain, lorsqu'une possibilité est donnée de le transformer, le nouvel immeuble d'habitation fait son apparition.



Rue Chomel, Architecte Emile Boursier



Immeuble 14-16 rue Pierre Leroux



Immeuble à l'angle de la rue du Bac et 32 rue de Varennes

2.4 De nouveaux bureaux pour la Caisse des dépôts

L'immeuble de bureaux opère lui aussi une mutation, mais plus douce, qui atteint principalement son vêtement stylistique et son confort intérieur. Dans ses principes, tout est ici déjà inventé, notamment depuis 1907 avec l'immeuble construit par l'administration des Postes, Cité Martignac. Un des plus beaux exemples, dans sa qualité de mise en œuvre, son dessin et sa fonctionnalité est l'immeuble conçu pour la Caisse des Dépôts et consignations, aux 49-51-53 rue de Lille, achevé en 1935 par Lucien Faure-Dujarric. La structure est en béton armé, revêtue sur la rue de pierre de Villers-Adam Sur la cour, le revêtement est blanc, en grès émaillé. Le sous-sol de l'immeuble, isolé par un cuvelage de béton, contient une centrale

électrique destinée à alimenter en cas de panne de secteur tous les bureaux de la Caisse, notamment ceux du 56 rue de Lille. Les menuiseries de fenêtres sont métalliques et à guillotine. On les manipule avec une manivelle. Les couloirs sont revêtus au sol et sur les murs d'une mosaïque de parquets posée à bains de latex. Les portes sont en contreplaqué de chêne verni recouvertes dans les parties pouvant recevoir des chocs d'une lame de Duranic, de même que les plinthes des couloirs. Le chauffage est assuré par des plafonds chauffants. Toutes les tuyauteries aussi bien de chauffage d'eau que les câbles électriques sont dissimulées dans des gaines verticales ou horizontales, parfaitement accessibles sur tout le parcours. Les couloirs sont éclairés par des caissons produisant de la lumière diffuse. L'alimentation des chaudières est assurée par un système de grilles à propulsion pour l'utilisation de charbon économique. Les parties hautes sont disposées en terrasses en retraités successifs. Celles-ci sont accessibles et pourvues de garde-corps métalliques au dessin particulièrement soigné.



Bureaux pour la Caisse des Dépôts, 49, 51-53 rue de Lille



Bureaux de la Caisse des Dépôts et Consignations. 49, 51, 53 rue de Lille

2.5 Le nouvel hôtel particulier : la maison de Verre de Pierre Chareau, 1932

Les premiers clients à Paris de l'ensemblier décorateur Pierre Chareau sont un jeune couple, le docteur Dalsace et son épouse, Annie, née Bernheim, pour qui il aménage un appartement boulevard Saint-Germain. En 1927, quand ils achètent un ancien corps de logis du XVIIIe siècle modifié au cours du XIXe siècle entre cour et jardin au 31 rue Saint-Guillaume, ils se tournent naturellement vers Chareau, alors que la commande est d'une plus grande ampleur, et relativement complexe au point de vue constructif. Le locataire de l'étage d'attique ayant refusé de partir, décision a été prise de reconstruire la partie basse de la maison sans toucher aux parties hautes, un projet un peu fou, qui nécessite le recrutement d'un architecte, René Bijvoet : ancien associé de



Maison Dalsace, 31 rue Saint-Guillaume, en fond de cour

l'architecte fonctionnaliste néerlandais, Johannes Duiker. La première demande d'autorisation de travaux est demandée à la fin de l'année et refusée pour dossier incomplet. Une deuxième demande est déposée au mois d'août 1928 et l'hôtel particulier d'un nouveau genre est terminé en 1931. « La maison de verre » réalisée ne ressemble à rien de déjà vu, encore moins au faubourg, peu ouvert jusqu'à présent sur l'innovation ; et même pour l'élite intellectuelle du temps, et pour les architectes aussi, elle dérange. Le docteur Dalsace est obstétricien et a commandé une résidence en même temps qu'un cabinet de consultation. Sa passion pour la science, en même temps que son engagement social et son goût de collectionneur d'art moderne, le motivent dans son choix d'un lieu de travail et d'un logement confortable, efficace à l'image d'un instrument de précision, et différent des grandes maisons bourgeoises du faubourg. Le chantier commence symboliquement par la démolition partielle d'une de celles-ci, puis par le remplacement méthodique des éléments jugés obsolètes. C'est une restitution à l'envers, l'idéal recherché n'étant pas un retour à l'état originel supposé mais à un état présent n'ayant jamais existé, dont la forme nouvelle est assumée. A la manière de l'aménagement des magasins situés en rez-de-chaussée des immeubles construits auparavant avec des moyens traditionnels, la maçonnerie de la partie basse de l'ancien corps de logis est dégagée et soutenue à l'aide d'une structure métallique. On conforte ou l'on refait

les points d'appuis, ainsi que les planchers hauts. Et dans cette armature, on repense librement les partitions horizontales et verticales.

Pendant le chantier, le ferronnier, principal intervenant, s'est installé sur place avec son atelier ; les corrections du projet sont toujours possibles et les maquettes en grandeur peuvent se succéder avant de donner lieu à la réalisation définitive. Les mesures, les proportions, les dispositions, les détails sont expérimentés avant d'être définitivement mis en place. Cette maison de verre devient ainsi pour le XXe siècle un laboratoire pour l'habitat et pour les éléments de son confort comme la ventilation, le chauffage, l'éclairage. C'est aussi un laboratoire des matériaux et des mises en œuvre, et c'est à tous ces titres qu'elle est considérée aujourd'hui comme un témoignage de première importance. Complétée par du mobilier de Chareau et par des œuvres des artistes du cercle des Dalsace, dont beaucoup sont encore en place, elle fait partie de ces œuvres d'art total tant recherchées par l'avant-garde.

L'évocation de cette maison clôt la présentation de la collection d'édifices réunie dans cette première étude du bâti ancien encore visible dans le périmètre du Secteur Sauvegardé tel qu'il a été défini précédemment. Certes l'histoire a continué. Il y a maintenant presque quatre vingt dix ans, soit au moins trois générations, que la Maison de verre a été terminée. Vendue récemment à un résident occasionnel, comme pied à terre, cette maison privée était encore il y trois ans visitable ; sur rendez-vous, en groupe, mais elle était entr'ouverte pour ceux qui souhaitaient mieux la comprendre. Qu'en sera-t-il à présent ? Va-t-elle se refermer ? Considéré dans le monde entier comme un chef d'œuvre absolu de l'histoire de l'art et de l'architecture au XXe siècle, quoique classée au titre des Monuments Historiques, elle n'apparaissait pas auparavant dans le Secteur Sauvegardé comme un élément majeur. N'était-ce pas une erreur ? N'aurait on pas pu créer les conditions pour la rendre publique, en reconnaissant que le PSMV du VIIe arrondissement n'était pas seulement un quartier d'hôtels particuliers d'Ancien Régime ? N'était-elle pas dans son état de conservation, beaucoup plus authentique qu'un hôtel du XVIIIe siècle de la rue de Varennes, maintes fois repris depuis trois cent ans, souvent bouleversé au cours du XIXe siècle ?

Ne serait-ce pas la création architecturale à toutes les époques l'enjeu du secteur sauvegardé d'aujourd'hui ?

II. LES ENSEMBLES URBAINS

Introduction

Dans le cadre de la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7^e arrondissement de Paris, des ensembles urbains ont été délimités pour mieux comprendre les formes urbaines qui constituent le Secteur Sauvegardé. Ces ensembles viennent en complément de l'étude historique proprement dite présentée dans le chapitre précédent « Histoire de la formation du tissu patrimonial » et de l'analyse des différents types architecturaux développée dans le chapitre ci-après « Typologie du patrimoine architectural et des jardins ». Présentés sous la forme de fiches synthétiques, ces ensembles regroupent plusieurs parcelles sur lesquelles sont construits des bâtiments cohérents les uns par rapport aux autres.

On distingue plusieurs types d'ensembles urbains : les lotissements, les ensembles d'hôtels particuliers, les cour-atelier-villa et les grandes institutions à l'intérieur de leurs enclos. Les périmètres de ces ensembles ont été délimités selon deux approches complémentaires. D'abord, par des campagnes de terrain qui ont permis de s'appuyer sur les cohérences architecturales et urbaines qui caractérisent aujourd'hui le Secteur Sauvegardé. Ensuite, ces limites ont été affinées par une approche historique fondée sur des comparaisons cartographiques, des dépouillements bibliographiques et l'exploitation de documents d'archives. Un ou deux exemples des différents types d'ensembles urbains ont davantage été développés pour avoir un aperçu plus précis sur la formation et l'évolution de chacun de ces regroupements parcellaires.

Les opérations de lotissements, principalement les lotissements de grandes propriétés foncières, représentent une part importante dans le processus de l'urbanisation à l'intérieur du périmètre du Secteur Sauvegardé, à l'inverse de certains quartiers de Paris dont la formation résulte davantage de micro-lotissements (construction sur deux ou trois parcelles) ou d'opérations uniques étalées sur plusieurs siècles.

Ces lotissements se répartissent en quatre types :

- . *Les petits lotissements* renvoient à un découpage parcellaire systématique, sans création de voie, d'initiative privée ou public, composé de bâtiments développant une distribution et une architecture similaire.

- . *Les cités* regroupent des opérations de lotissements de la deuxième moitié du XIX^e siècle, de moyennes envergures, qui se caractérisent par leur mode d'implantation dans le tissu urbain. Ils se développent sur des parcelles profondes et étroites, obligeant souvent le spéculateur à créer des parcelles ouvertes sur un passage ou une impasse, privés à l'origine.

- . *Les grands lotissements* renvoient à des initiatives privées de transformations importantes du tissu urbain dans le cadre du lotissement de grandes propriétés foncières, avec généralement la création de voies. Dans ce contexte, il existe parfois des échanges ou des transactions avec la municipalité.

- . *Les opérations d'aménagements* renvoient à des initiatives publiques, correspondant à des ouvertures, des prolongements ou des alignements de voies. La ville de Paris n'est généralement pas le maître d'oeuvre pour la construction des édifices qui bordent ces aménagements.

- . *Les ensembles d'hôtels particuliers* regroupent plusieurs parcelles sur lesquelles sont construits des hôtels dont l'implantation est cohérente les uns par rapport aux autres. Ces ensembles permettent de valoriser la présence de grands jardins en coeur d'îlot. Les lotissements d'hôtels particuliers sont également pris en compte dans ce type d'ensemble urbain.

- . *Les ensembles urbains* «cour-atelier-villa» correspondent à des parcelles étroites et profondes constituées de bâtiments destinés à l'origine à de l'habitation ouvrière et à des activités artisanales ou de petites industries. Construits progressivement à mesure des besoins des propriétaires ou des locataires, ces édifices ont subi de nombreuses transformations et d'ajouts d'éléments adventices. Ce type d'ensemble urbain correspond à un processus de formation urbaine qui reste rare dans le Secteur Sauvegardé, constitué par une architecture ordinaire fortement sédimentée. Depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, ces bâtiments ont souvent été réhabilités en logements ou occupés par des associations ou des activités de services et conseils.

- . Enfin, des ensembles ont été déterminés en raison de leur fort impact dans le tissu urbain, tant physique que symbolique. Ce sont les *grandes institutions*, bâtiments administratifs et les autres grandes emprises publiques et privées qui structurent encore aujourd'hui l'évolution urbaine du Secteur Sauvegardé. Ce sont des établissements d'enseignement, des ministères et des administrations.

Pour l'étude de certains lotissements, les Archives de Paris ont pu être consultées pour les nombreux documents et plans d'immeubles des permis de construire (série VO11- VO12). Les dossiers de cahiers des charges, des textes stipulant des obligations architecturales particulières, des plans de lotissements y sont rares. La seconde source documentaire importante pour l'étude de ces ensembles a été les plans de décrets, les plans de quartier, les plans d'expropriations, les plans minute et les fiches parcellaires conservés au Service Technique de la Documentation Foncière de la Ville de Paris (STDF). Ces lotissements étant souvent établis sur d'anciennes grandes propriétés, les photos et commentaires des dossiers du Casier archéologique conservés au Département d'histoire de l'architecture et d'archéologie de Paris ont été exploités ainsi que la documentation du Musée d'Orsay et les ouvrages et plans conservés à la Bibliothèque historique de Paris.

La plupart des hôtels particuliers des XVII^e et XVIII^e siècles construits dans le périmètre du Secteur Sauvegardé ont déjà fait l'objet d'études, qui ont permis de synthétiser la connaissance pour l'étude des ensembles urbains qui leur sont consacrés.

La connaissance historique concernant les «*cour-atelier-villa*» reste relativement laborieuse à rassembler en raison de l'anonymat des maîtres d'oeuvre des constructions et du nombre important des différentes activités qui ont pu s'y installer. Néanmoins, le dépouillement des permis de construire, des calepins du cadastre et des fiches parcellaires ont permis d'établir des fourchettes, voire des dates de construction.

Quant à l'étude des grandes institutions, la plupart de ces édifices sont connus, nombre d'entre eux sont classés ou inscrits «Monument historique» et plusieurs ouvrages leur sont consacrés. Aussi, il nous a semblé plus approprié de proposer en quelques lignes les éléments de connaissance essentiels pour la bonne compréhension de chacun de ces sites.

Une présentation systématique des fiches d'ensembles urbains a été créée afin que la connaissance historique soit rapidement disponible. La comparaison cartographique et l'analyse de terrain, complétées par les documents d'archives et les ouvrages énoncés précédemment, sont les éléments essentiels de la méthode de travail, qui offre rapidement une vision synthétique des ensembles urbains étudiés.

Cette comparaison, avec le plan actuel de Paris, s'appuie sur deux plans du XIX^e siècle, relativement fiables dans leur représentation, et qui correspondent à des étapes importantes dans l'histoire de l'évolution urbaine du Secteur Sauvegardé. D'une part, les Atlas cadastraux de Paris par îlots (1810-1836) conservés aux Archives nationales sont des plans manuscrits qui font figurer un plan du rez-de-chaussée de toutes les maisons de Paris. Les jardins, les puits, les bâtiments voûtés sont également dessinés. Chaque parcelle correspond à une couleur afin de distinguer les différentes propriétés. D'autre part, le plan parcellaire levé entre 1891 et 1893, conservé au Service technique de la documentation foncière, dont le tracé est à l'origine du plan parcellaire moderne. Les édifices y sont représentés en rouge rosé, avec une intensité plus ou moins forte en fonction du nombre d'étages. Le dessin des jardins apparaît lorsqu'il s'agit de grandes propriétés ou de jardins municipaux. Les petits jardins privés sont colorés en vert et les cours minérales en jaune. Les escaliers, les puits et bassins, le mobilier urbain, les arbres d'alignements, etc. apparaissent également. En hachures rouges sont indiqués les édifices qui ont été construits après la levé du plan. Ces ajouts correspondent à des bâtiments construits entre 1891 et 1905 environs. Sur ces trois plans, présentés systématiquement à la même échelle, est reporté le périmètre défini pour l'ensemble urbain étudié. S'il y a lieu, des indications de dates de constructions sont également ajoutées sur le plan actuel.

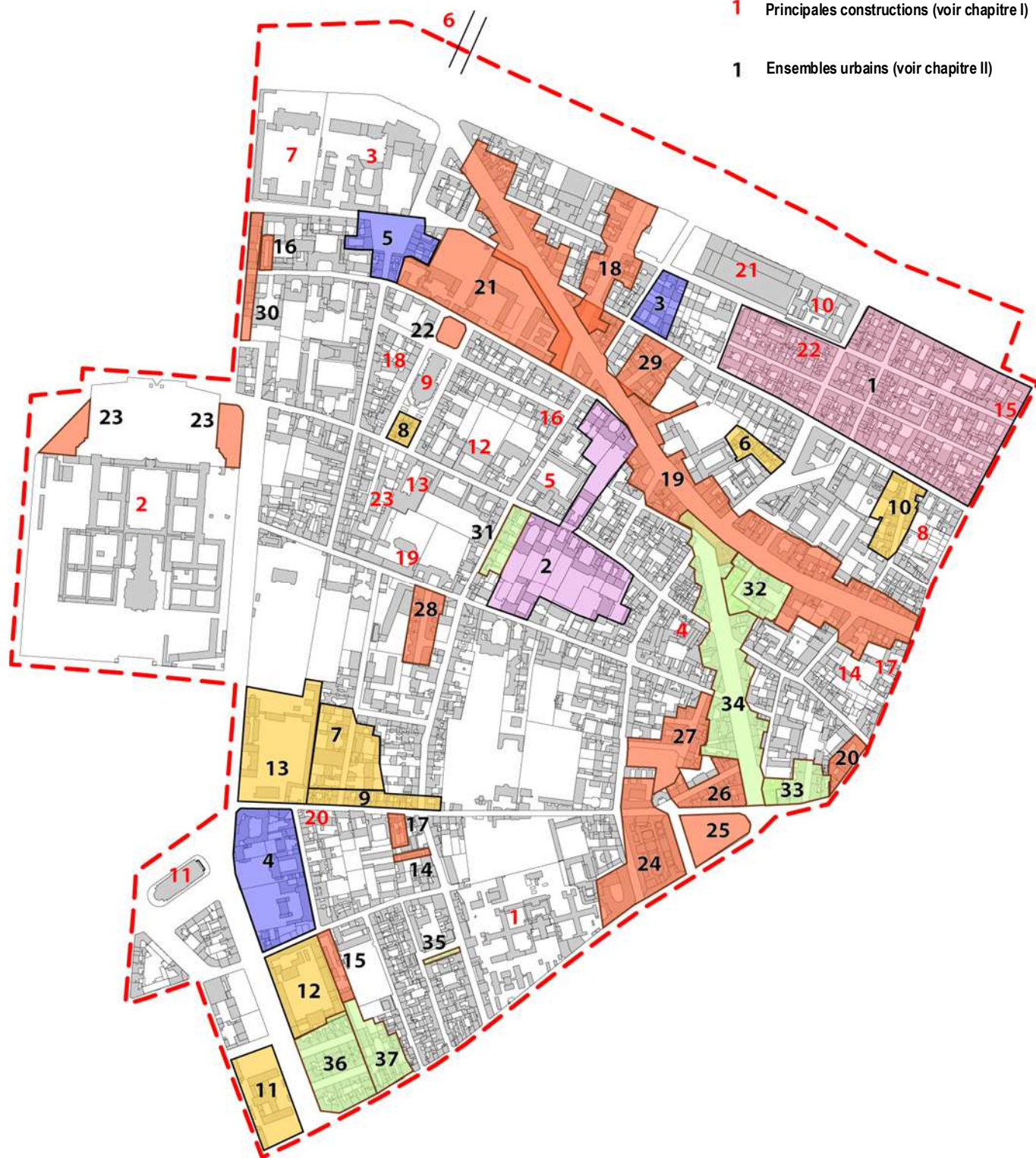
Ces morceaux de ville sont présentés dans l'ordre chronologique de leur constitution. Ce découpage permet de corriger la perception couramment admise d'un 7^e arrondissement majoritairement des XVII^e et XVIII^e siècles, parvenu quasiment intact jusqu'à nous au fil du temps. La lecture du sommaire est édifiante sur ce point. Seulement cinq parmi les trente-sept ensembles urbains repérés répondent à ces critères.

Constitué à l'origine de vastes propriétés ecclésiastiques, le quartier a beaucoup évolué suite aux confiscations révolutionnaires, aux ventes des Biens Nationaux et aux lotissements qui s'ensuivent. Retrouvant une nouvelle dynamique avec l'installation de l'administration de l'Etat dans nombre de bâtiments vacants au début du XIX^e siècle et dans de nouveaux immeubles construits pour l'occasion, cette partie de l'actuel VII^e arrondissement s'est largement transformée à la fin du règne de Charles X et sous Louis-Philippe. Puis elle a été percée de deux grands boulevards, St-Germain et Raspail, dont le tracé a été simplement ébauché pour le second sous Napoléon III. C'est ainsi que la construction dans le périmètre du PSMV témoigne pour une part importante de l'activité spéculative intense qui régna à Paris au début de la Troisième République entre 1878 et 1883 ainsi que dans les années 1900-1910. De très grands et très beaux immeubles d'habitation (selon les critères admis lors de leur construction), occupés par une population grande bourgeoise ont été érigés tout près des anciens hôtels particuliers, tandis que de

nouvelles habitations aristocratiques ont colonisé les vides existants. Et l'espace urbain à l'intérieur du périmètre du PSMV s'est figé peu ou prou à la veille de la Première Guerre mondiale, admettant pratiquement aucune transformation d'envergure jusqu'au déclenchement de l'étude présente, une fois décidé et acté le projet de démolition et de reconstruction partielles de l'emprise bâtie de l'ancien hôpital Laennec.

1 Principales constructions (voir chapitre I)

1 Ensembles urbains (voir chapitre II)



CARTE DE LOCALISATION DES ENSEMBLES URBAINS ET DES PRINCIPALES CONSTRUCTIONS

N°	ENSEMBLES URBAINS	Page
1	Lotissements du Pré-aux-Clercs et de l'Université, et maisons rue de Beaune	93
2	Hôtels particuliers entre cour et jardin, Bd Saint Germain, rue Saint-Dominique, rue de Grenelle, rue de Varenne	97
3	Lotissement d'hôtels particuliers entre cour et jardin, en vis-à-vis, rue de l'Université et rue de Lille (ancienne rue de Bourbon)	101
4	Lotissement Brongniart rue Monsieur	103
5	Place du Palais Bourbon et rue de Bourgogne au nord	105
6	Impasse Valmy	109
7	Rue Barbet de Jouy	113
8	Immeubles d'habitation de l'îlot Grenelle, Martignac, Champagny	119
9	Immeubles d'habitation, rue de Babylone	121
10	Immeubles d'habitation, rue du Pré-aux-Clercs et angle rue de l'Université (ancien n°45)	123
11	L'Institut Royal des Jeunes Aveugles, Bd des Invalides	127
12	Le Ministère de l'Outre-Mer, boulevard des Invalides	129
13	L'ancien pensionnat de la Congrégation du Sacré Cœur (aujourd'hui lycée Victor Duruy), boulevard des Invalides	133
14	Cour atelier, 50 rue Vaneau	139
15	Cour résidentielle - villa, 21bis-23 rue Oudinot	143
16	Ancienne cour de remises et écuries, 34 rue Saint-Dominique	147
17	Cour atelier, 45-47 rue de Babylone	149
18	La rue de Solférino	153
19	Le boulevard Saint-Germain depuis le pont de la Concorde à la rue des Saint-Pères	155
20	Le prolongement de la rue des Saint-Pères	161
21	L'ancien Ministère de la Guerre	165
22	Square Samuel Rousseau	167
23	Square Santiago du Chili - Square d' Ajaccio	169
24	Au Bon Marché	171
25	Square Boucicault	175
26	Rue de Babylone probngée, rue Chomel, Boulevard	177
27	Rue de Commailles, rue des Planches, rue de Narbonne	181
28	Cité Vaneau	185
29	Rue de Villersexel	187
30	Rue de Constantine	189
31	41-51 rue de Bellechasse	193
32	Rue et Square de Luynes, angles Bd Saint-Germain et Bd Raspail	197
33	Rue Récamier, rue de Sèvres, angle bd Raspail	203
34	Boulevard Raspail	209
35	Rue d'Olivet, front sud	211
36	Avenues Coquelin et Lesueur	213
37	Cours artisanales et résidentielles	215

N°	PRINCIPALES CONSTRUCTIONS	Page
1	Hôpital des Incurables (aujourd'hui hôpital Laënnec) 1634 – 1640	14
2	Hôtel des soldats et église royale des invalides 1631 – 1689	14
3	Palais Bourbon 1722 – 1728, 1764, 1829 – 1848	22 31
4	Fontaine de Grenelle 1739	27
5	Abbaye de Pentemont 1747 – 1766	30
6	Pont de la Concorde	36
7	Ministère des affaires étrangères 1844 – 1855	45
8	Ecole des Ponts et Chaussées 1845 – 1846	47
9	Eglise Sainte Clothilde 1846 – 1857	49
10	Caisse des Dépôts et Consignations 1858 – 1860 1871	56 63
11	Eglise et place Saint François Xavier (1861 – 1875	57
12	Mairie du VI ^e Arrondissement	58
13	Bureau central du télégraphe 1837 – 186.	66
14	Ecole libre des Sciences Politiques	68
15	Ecole des langues orientales 1886 – 1891	69
16	Le Musée Social 1860 – 1894	69
17	Bibliothèque de la Société d'histoire du protestantisme 1869	69
18	Chapelle de Cathéchisme de la paroisse Sainte Clothilde 1878 – 1881	70
19	Ministère de l'agriculture 1879 ...	70
20	La Pagode 1895	71
21	Gare d'Orsay 1897 ...	72
22	Maison des dames de P.T.T. 1906	72
23	Service des Mandats 1907 – 1908	73

A. Le XVII^e siècle

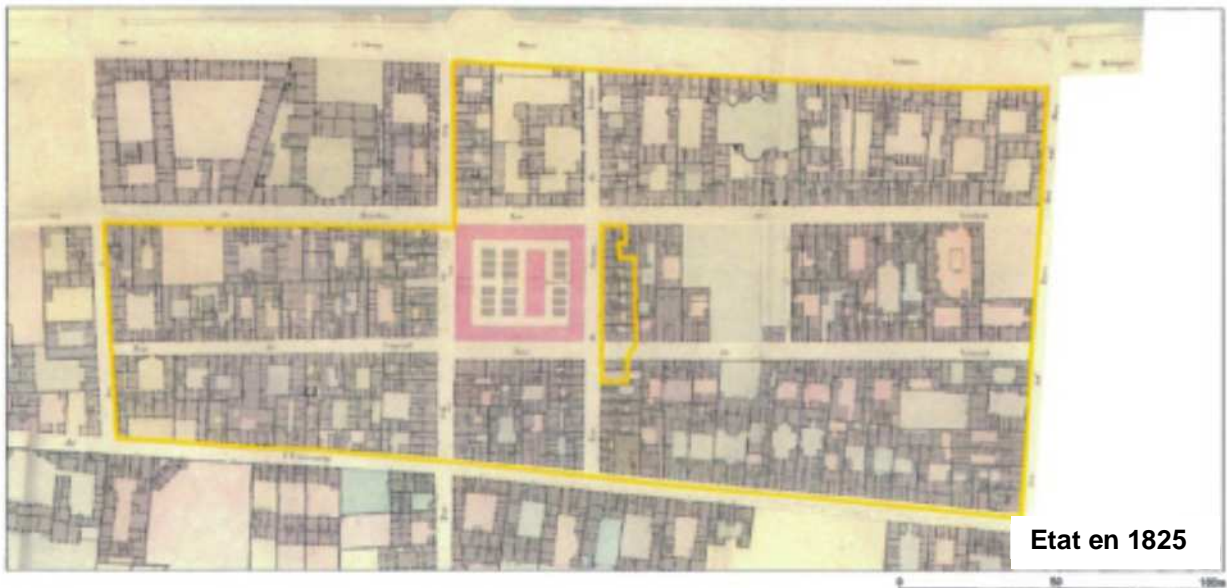
Ensemble urbain n°1 : Lotissement du Pré-aux-Clercs et maisons rue de Beaune. La première des formes urbaines dans le périmètre du PSMV et le seul ensemble urbain de maisons ordinaires du XVII^e siècle subsistant



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°1 : Lotissement du Pré-aux-Clercs et maisons rue de Beaune

Adresse : Quai Voltaire, rue de Lille, rue de Verneuil, front nord de la rue de l'Université, rue d'Allent, rue de Beaune, rue du Bac.

Situation

Cet ensemble urbain se situe au nord-est du Secteur Sauvegardé et se compose d'une grande variété de types architecturaux, allant de l'hôtel particulier du XVII^e siècle aux constructions des années 1930 et 1960, en passant par les immeubles à loyers de la fin du XIX^e siècle et les maisons à loyer de la fin du XVIII^e siècle. La trame viaire, certains découpages parcellaires et de nombreux édifices révèlent l'origine de la formation de cet ensemble, issu du lotissement de la propriété de la Reine Margot, pendant la première moitié du XVII^e siècle. Cette opération est la première campagne d'urbanisation volontaire à l'intérieur de notre périmètre, qui a influencé l'extension du faubourg Saint-Germain le long de la Seine.

Historique

L'extension urbaine d'une partie des 6^e et 7^e arrondissements s'est développée sur les emprises foncières de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près à partir du XII^e siècle. Divisé en deux par la construction de l'enceinte de Philippe Auguste vers 1210 (au niveau de la rue Mazarine), le bourg Saint-Germain se développe en faubourg vers l'ouest et le sud de Paris. C'est à partir des années 1620 / 1630 que l'urbanisation connaît ici un nouvel essor avec la réalisation du lotissement du Pré aux Clercs par cinq spéculateurs, dont Louis Le Barbier sur les anciens terrains de la Reine Marguerite de Valois. Les rues ouvertes pour cette opération (rues de Lille, de Verneuil, de Poitiers et de Beaune) s'appuient sur les anciennes allées du jardin de la Reine. On reprend les tracés des autres voies (des Saints-Pères, du Bac, et de l'Université) ainsi que celui de la rive de la Seine (quai Voltaire). La volonté de créer un pôle d'urbanisation est concrétisée par la création d'un pont en 1634 reliant le quartier au palais du Louvres. L. Le Barbier fait également construire, à partir de 1637, une halle aux blés entre les rue de Lille, de Beaune, de Verneuil et du Bac. Malgré toute cette infrastructure, le lotissement peine à se développer. Le pont, dit le pont rouge, plusieurs fois reconstruit est définitivement abandonné en 1656 et la halle est transformée en Caserne en 1671. Des maisons à boutiques sont édifiées dans les rues adjacentes en même temps que l'on construit les premiers hôtels aristocratiques qui s'implantent le long du fleuve et de la rue des Saints-Pères. La construction du Pont Royal en maçonnerie, inauguré en 1685, permet enfin l'essor du quartier à la veille du 18^e siècle.

Caractère

Parmi les bâtiments du XVII^e siècle qui existent encore sous une forme peu modifiée depuis leur édification, les maisons situées rue de Beaune entre la rue de Lille au nord, et la rue de Verneuil au sud (avec un léger débordement vers la rue de l'Université plus au sud) constituent un front continu homogène. En excluant les surélévations postérieures des XVIII^e et XIX^e siècles visibles sur certains d'entre elles, ces constructions sont dans leur configuration originale d'une proportion inhabituelle pour pouvoir être datées des années 1640, époque du premier développement du lotissement de la Reine Margot. Avec leurs cinq niveaux au-dessus de boutiques, elles datent vraisemblablement des années 1660-1680, période économiquement favorable du début du règne de Louis XIV ; peut-être plus précisément du début des années 1670, car érigées en face des anciennes halles Barbier transformées en 1671 en un quartier de cavalerie, premier casernement en milieu urbain en France organisé et ordonnancé, facteur de développement du quartier à cet emplacement.



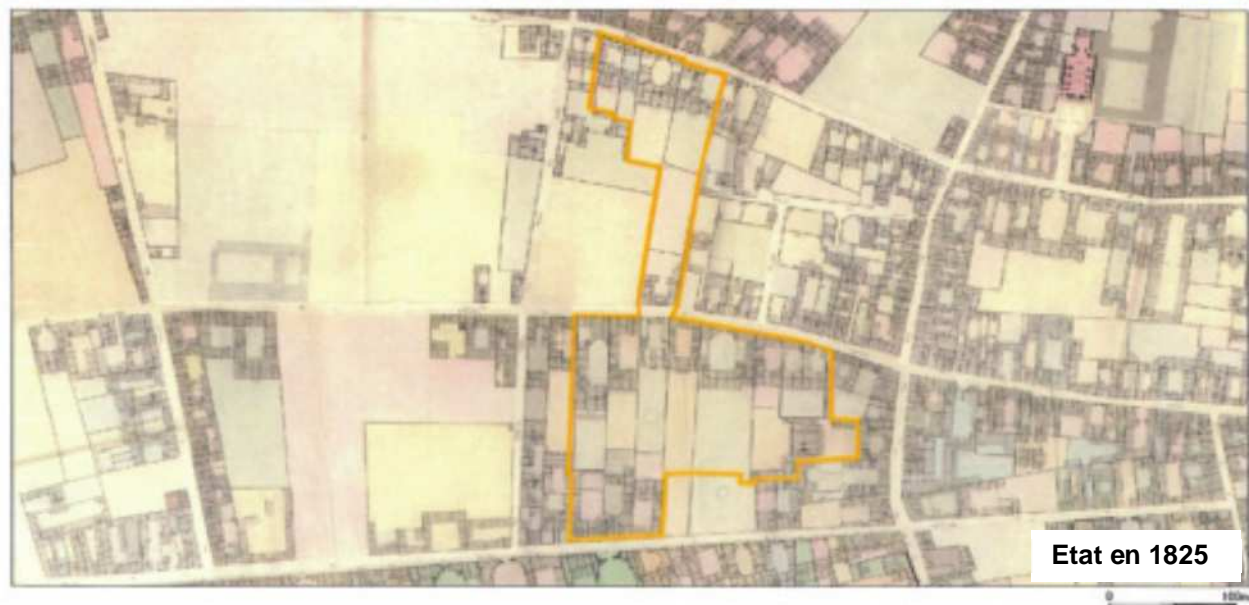
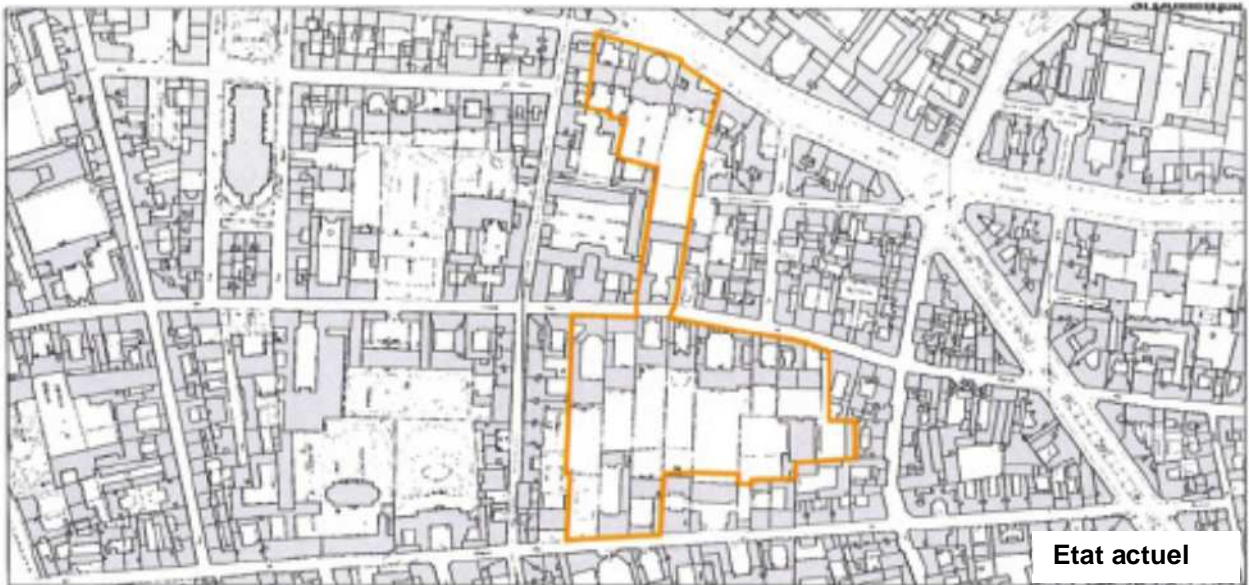
Angle rue de Lille, rue de Beaune



Deux maisons du 17^e siècle rue de Beaune

B. 1700-1739

Ensemble urbain n°2 : Seize hôtels particuliers entre cour et jardin, rue Saint-Dominique, rue de Grenelle et rue de Varenne. Un ensemble d'habitations aristocratiques conçues pendant l'Ancien Régime.



Ensemble urbain n°2 : Seize hôtels particuliers entre cour et jardin

Adresse : 217, bd Saint-Germain, 1,3, et 5 rue Saint-Dominique, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, 87 rue de Grenelle, 102 rue de Grenelle, 58-60-62 rue de Varenne (l'accès de l'hôtel de Gallifet, 73 rue de Grenelle, est doublé d'un autre accès, 30 rue de Varenne)

Situation

Cet ensemble d'hôtels particuliers est situé au sud de la rue de l'Université, première voie est/ouest dans le périmètre du PSMV qui a vu se développer des résidences du même type, mais en moins grand nombre. Les bâtiments sont reliés les uns aux autres par leurs jardins, et se sont regroupés ici pendant l'Ancien Régime sur les terrains laissés libres par les grandes propriétés religieuses qui parsèment le quartier.

Historique

Ces maisons ont été construites entre 1660 pour la plus ancienne (l'hôtel de Bétoulat de la Petite rue 102 rue de Grenelle, devenu par la suite hôtel de Maillebois transformé par Jacques-Denis Antoine dans les années 1770) et 1791 pour la plus récente (fin des travaux de l'hôtel de Gallifet, 73 rue de Grenelle, menés par l'architecte Antoine-François Legrand).

C'est donc tout l'Ancien Régime qui est ici convoqué, avec des noms de praticiens prestigieux et moins connus, mais tout aussi actifs : Jean Paul Marot pour l'hôtel de Monceaux-Bonneval, 85 rue de Grenelle, construit en 1672, Pierre Delisle-Mansart pour l'hôtel de Fürstemberg, 75 rue de Grenelle, construit entre 1683 et 1694, Delespine pour les maisons des Dames de Bellechasse, plus connues sous les noms d'hôtel de Périgord et d'hôtel de Tavannes, 3 et 5 rue Saint Dominique, construites à partir de 1687, Pierre Lemaistre, pour l'hôtel de la Mothe-Houdancourt, 77 rue de Grenelle, construit à partir de 1690 (rénové par l'architecte Munster entre 1773 et 1775), Jacques Gabriel pour l'hôtel de Varengeville, 217 bd Saint-Germain (immeuble transformé en partie au XIXe siècle, actuelle maison de l'Amérique Latine), construit en 1704, Germain Boffrand pour l'hôtel Amelot de Gournay, construit en 1712-1713, 1 rue Saint-Dominique (dont une aile abrite l'ambassade du Paraguay), Robert de Cotte avec le grand hôtel d'Estrées, 79 rue de Grenelle (aujourd'hui résidence de l'ambassadeur de Russie), construit entre 1711 et 1713, Beaudouin, entrepreneur de bâtiment, pour l'hôtel de Gouffier de Thoix, 56 rue de Varenne, construit en 1719 et 1727, Jean-Baptiste Leroux, pour l'hôtel d'Avaray (ou de Bésiade d'Avaray), 85 rue de Grenelle construit entre 1720 et 1723 (aujourd'hui résidence de l'ambassadeur des Pays-Bas), et l'hôtel du Prat, 60 rue de Varenne, construit entre 1720 et 1722, Pierre Boscry, pour l'hôtel d'Orrouer (ou de Bauffremont), 87 rue de Grenelle, construit entre 1732 et 1736 et pour l'hôtel de Feuquières ou de Montalivet (aujourd'hui dépendance de l'hôtel Matignon et des services du Premier Ministre), 58 rue de Varenne, construit entre 1736 et 1738.

Caractère

Occupées par des propriétaires privés, des ambassades ou des administrations, ces maisons reliées les unes aux autres par leurs parcelles contigües, forment un condensé de dispositions architecturales propre à l'architecture savante sous l'Ancien Régime, depuis le début du règne de Louis XIV jusqu'à la fin du règne de Louis XVI. Ce caractère ne se rencontrait guère auparavant que sur le front sud de la rue de Varenne, maintenant très morcelé après plusieurs ouvertures de voies et opérations spéculatives depuis le XIXe siècle jusqu'aux années 1970. Il s'agit donc ici d'un morceau cohérent encore vivant de ce fameux quartier composé de grandes maisons aristocratiques qui a fait en grande partie le charme du faubourg Saint Germain, une image certes un brin nostalgique mais réelle, confortée dans les esprits depuis les années 1920. C'est aussi une leçon d'histoire de l'architecture en seize immeubles et jardins, protégés de manière partielle au titre des Monuments Historiques, dont on pourrait penser une conservation et une mise en valeur concertées dans le cadre du PSMV (si les immeubles de la rue St-Dominique sont protégés au titre des Monuments Historiques, rue de Grenelle par exemple, seul le n° 87 est inscrit à l'Inventaire supplémentaire pour ses façades sur rue, sur cour et sur jardin, ainsi que pour la décoration des salons du rez-de-chaussée et du premier étage). Les jardins du n°1 rue St-Dominique, et surtout celui de son mitoyen l'ancien hôtel de Varengeville sont étonnants. Le fond de parcelle entre la rue de Grenelle et la rue de Varenne est aussi particulièrement riche dans sa végétation et dans les formes qu'elle a prises au fil du temps.



Jardin de l'hôtel Amelot de Gournay,
1, rue Saint-Dominique



Cour de l'hôtel Amelot de Gournay,
1, rue Saint-Dominique



Jardin de l'hôtel Gouffier de Thoix,
56, rue de Varenne



Grand escalier de l'hôtel de Montalivet,
58, rue de Varenne



Portail, Hôtel de Périgord,
3, rue Saint-Dominique



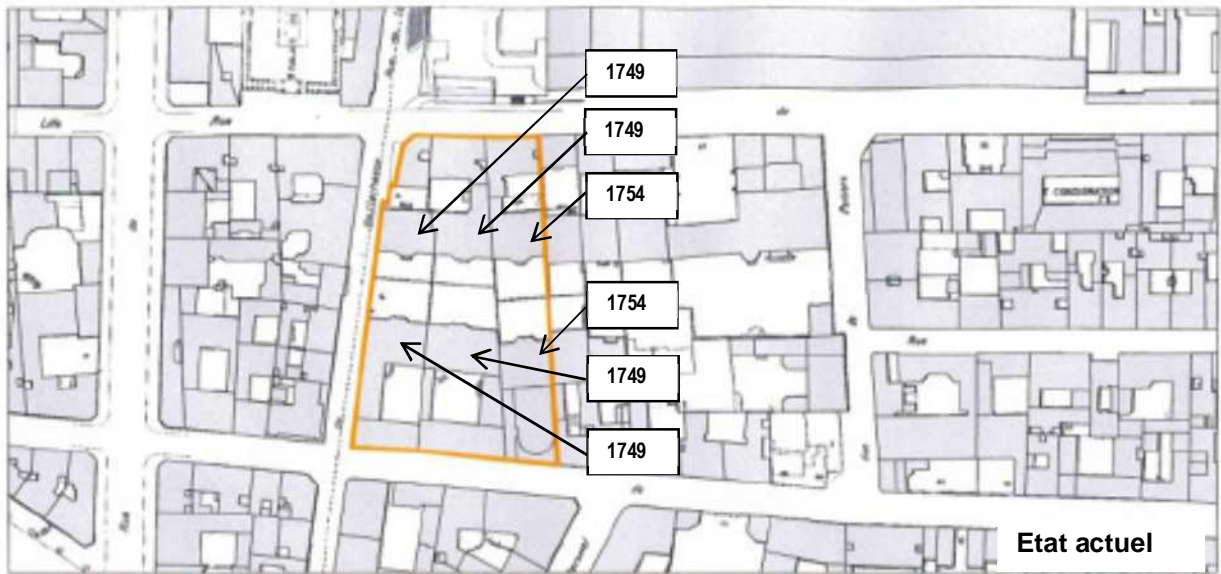
Jardin de l'hôtel de Varengeville (maison de l'Amérique Latine),
217, boulevard Saint-Germain

C. 1739-1800

Ensemble urbain n°3 : Lotissement d'hôtels particuliers entre cour et jardin, en vis-à-vis, rue de l'Université et rue de Lille (ancienne rue de Bourbon). Une figure urbaine représentative du mouvement spéculatif des années 1740.

Ensemble urbain n°4 : Lotissement Brongniart rue Monsieur. Un ensemble d'hôtels particuliers construits dans les années 1780.

Ensemble urbain n°5 : Place du Palais Bourbon et rue de Bourgogne au nord. Une forme urbaine des années 1770-1790, avec un front d'immeubles cohérent mais non homogène, présentant une série de modifications au fil du temps sans altération majeure.



Ensemble urbain n°3 : Lotissement d'hôtels particuliers entre cour et jardin, en vis-à-vis

Adresse : 75-79 rue de Lille ; 5-9bis rue de Bellechasse ; 76-82, rue de l'Université

Situation

Situé au nord du périmètre du Secteur Sauvegardé, cet ensemble urbain intègre six parcelles comprises entre les rues de Lille, de Bellechasse et de l'Université. Les hôtels particuliers entre cours et jardins qui les composent à l'origine, datent du milieu du XVIII^e siècle. Ils ont été construits selon une implantation ordonnancée d'une parcelle à l'autre. Sur la rue de Lille, les immeubles d'habitation de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, situés face au musée d'Orsay, témoignent d'une seconde période de densification.

Protections au titre des monuments historiques

75, rue de Lille. Hôtel entre cour et jardin : façade sur jardin et toiture ; décoration intérieure du grand salon Louis XV, de la chambre à alcôve Louis XVI et de la salle à manger en stuc de l'appartement à rez-de-chaussée (Ins. MH : 25 octobre 1954 et 16 décembre 1958) / **77, rue de Lille.** Hôtel de Stahrenberg : les façades et les toitures sur cour et sur jardin, la cage d'escalier en totalité, le salon d'axe et le salon rouge au rez-de-chaussée, le salon central au premier étage (Ins. MH : 7 juillet 2008) / **78, rue de l'Université.** Hôtel : façade sur jardin (Ins. MH : 14 décembre 1955).

Caractère

L'îlot qui nous intéresse est apparu à la fin du XVII^e siècle, époque où la rue de Bellechasse est ouverte entre les rues de Lille et de l'Université. Ces deux dernières étaient d'anciens chemins reliant le faubourg Saint-Germain au quartier du Gros Caillou. Face au domaine de la ferme de la Grenouillère en bordure du fleuve, la partie est, du côté de la rue de Poitiers, s'est urbanisée à la fin du XVII^e siècle, et au XVIII^e siècle. Comme le montre le plan Turgot de 1739, la partie ouest de l'îlot est encore occupée par des chantiers de bois flotté. Les hôtels particuliers de cet ensemble urbain se singularisent par leur implantation en vis-à-vis, chacun profitant de l'espace végétal de l'autre. Cette composition est toujours préservée aujourd'hui. Il semblerait que ces terrains aient appartenu à Jules Hardouin Mansart et qu'ils aient été lotis par les spéculateurs Pierre Salle, Pierre-Louis Brunet et Le Franc de Jettonville. En 1749, deux hôtels sont construits à l'ouest par Armand-Claude et Lefranc de Jettonville, aux 80-82, rue de l'Université et 77-79, rue de Lille. A l'est deux autres hôtels sont achevés en 1754, le 75, rue de Lille est réalisé par Jean Danum et le 78, rue de l'Université est bâti par Louis Charles-Jacques Hocquart.

La distribution des rez-de-chaussée de ces hôtels, relevée en 1825 sur l'Atlas Vasserot par îlot, semble révéler une évolution dans les schémas de circulation que l'on pratiquait jusqu'alors. L'escalier, dans certains cas, reste isolé dans la distribution intérieure, et implanté perpendiculairement dans une aile latérale. Dans d'autres cas, apparaît une circulation verticale à l'intérieur du corps de logis. Sur la cour, un vestibule est situé en enfilade avec un salon qui se prolonge en saillie sur le jardin (un escalier de ce type existe par exemple à l'Hôtel de Lannion au 75 rue de Lille comme à l'Hôtel de Laubespain ou Hocquart au 78 rue de l'Université). Ces deux maisons conservent l'esprit de symétrie du début du XVIII^e siècle dans leur composition. Un avant-corps de la travée centrale, permet d'animer la façade sur cour.



78, rue de l'Université, Hotel Hocquart, architecte Jean Danum, 1754
Façade sur cour.



75, rue de Lille, Hotel de Lannion, architecte Jean Danum, 1754, façade sur jardin



Ensemble urbain n°4 : Lotissement rue Monsieur

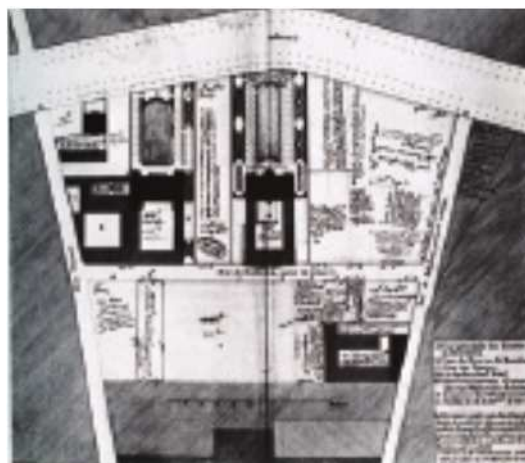
Adresse : rue Monsieur, côté pair, n°s 16, 18, 20,22, rue Oudinot, 20-22, bd des Invalides, 59 et 57

Situation

Ce lotissement est situé tout contre l'ancien boulevard, alors à la limite ouest de Paris. Une servitude empêchant à l'époque d'ouvrir sur ce boulevard autre chose que des portes bâtarde, il faut obtenir une dérogation pour ouvrir des croisées donnant directement sur celui-ci ainsi que des grilles. Ce qui explique l'ouverture de la rue Monsieur qui permet l'implantation de nouveaux bâtiments, derrière une cour de services, et d'installer au centre de la parcelle les corps de logis. La maison d'angle construite par Brongniart rue Oudinot et bd des Invalides possède donc les dispositions curieuses, que souligne sa surélévation dans les années 1880.

Historique

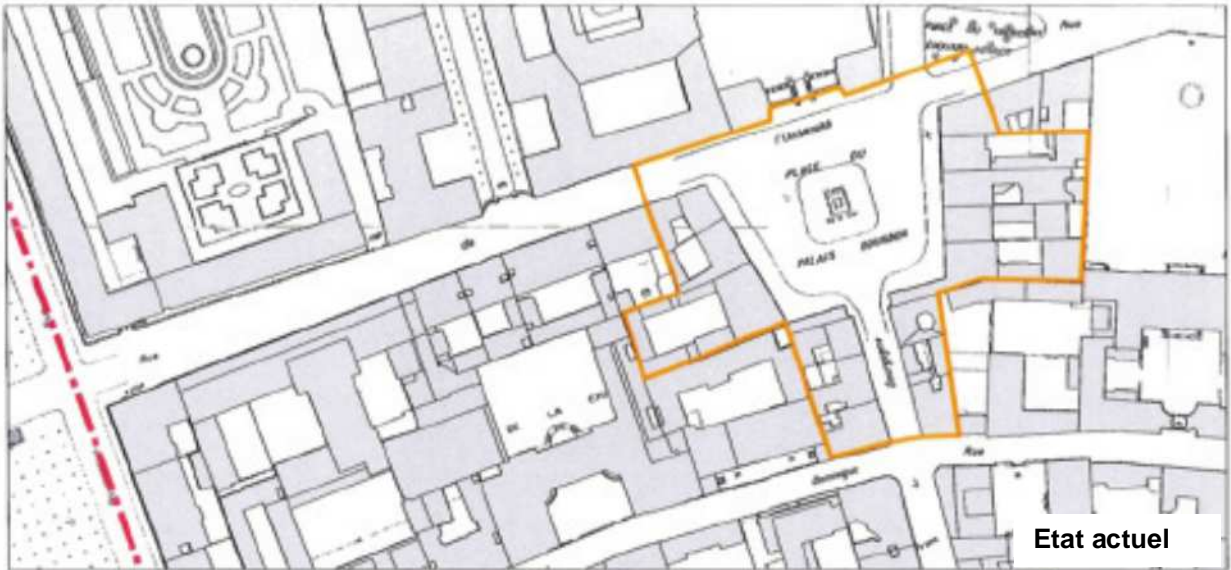
Le 13 janvier 1777, l'architecte Alexandre-Théodore Brongniart (1739-1813) achète au chancelier Maupéou un grand terrain compris entre le bd des Invalides à l'ouest, la rue de Babylone au Nord, et la rue Plumet au sud (aujourd'hui rue Oudinot). Brongniart est un habile spéculateur qui est l'architecte de Madame de Montesson, épouse morganatique de Duc d'Orléans, père de Philippe Egalité, pour lesquels il a construit auparavant un hôtel et un pavillon dans le quartier à la mode de la Chaussée d'Antin. C'est un proche du peintre Hubert Robert et du sculpteur Houdon. Il sera nommé en 1782, architecte de l'hôtel des Invalides, où il succédera à Boullée, puis architecte de l'Ecole Militaire, où il succédera à Gabriel. Soutenu dans cette affaire par le Comte de Montesquiou, premier écuyer et ami de Monsieur (le futur roi Louis XVIII), il parvient à ouvrir une nouvelle rue sur son terrain. Un plan de 1780 montre ainsi l'emplacement de l'hôtel de Montesquiou prolongé par les écuries de Monsieur à l'angle de la rue Oudinot (aujourd'hui détruites), l'emplacement de l'hôtel mitoyen qui servit de dépôt d'archives aux frères lazaristes, (détruit aussi aujourd'hui) et à côté l'hôtel de Bourbon-Condé, bâtiments tous conçus et réalisés sous la direction de Brongniart. A l'ouest avec son jardin sur le boulevard et son entrée rue Oudinot, est désigné l'emplacement d'une maison plus modeste (aujourd'hui intégré dans un autre immeuble au 47 bis bd des Invalides), et une parcelle vide qui sera comblée à partir de 1781 par une maison dont l'architecte gardera pour lui la propriété. En 1783, plus à l'Est, Brongniart cède une parcelle à Léonard Chapelle qui fait construire un autre hôtel par l'architecte Antoine-François Legrand. Celui-ci est loué à Marie-Charles Rosalie de Rohan-Chabot, Comte de Jarnac. Legrand est l'architecte de l'hôtel Gallifet (73 rue de Grenelle et 30 rue de Varenne), et il propose ici une autre version de l'hôtel à plan massé, en vogue sous le règne de Louis XVI. Rue Monsieur, une des curiosités de l'hôtel de Jarnac est l'escalier principal à double noyau.



Etat du lotissement en 1780

Caractère

Alexandre-Théodore Brongniart est indéniablement un architecte hors du commun dans les années 1770-1780. Il se permet des dispositions et des arrangements que peu de ses contemporains pourraient alors mettre en œuvre. Le lotissement de la rue Monsieur n'est plus très présent dans le tissu urbain pour le promeneur quoiqu'il soit très reconnaissable encore en plan, et il faut reconnaître que les bâtiments de l'Ancien Régime ont souffert de transformations postérieures. L'avenir de ces immeubles est aujourd'hui suspendu et il conviendrait d'être vigilant. L'ancien hôtel de Montesquiou, enchâssé dans un ensemble de bureaux administratifs au début des années 1950, est maintenant en travaux et en attente d'un nouvel affectataire (architecte Jean-Michel Wilmotte). L'hôtel de Condé, classé Monument Historique après avoir changé de propriétaire, va bientôt être restauré (architecte : Benjamin Mouton). Il reste l'ancienne maison de Brongniart à l'angle de la rue Oudinot qui a changé de main récemment et qui fait l'objet de travaux conséquents. Il est intéressant de rappeler la transformation radicale de la maison dont l'entrée se faisait rue Oudinot au numéro 20, aujourd'hui 47 bis rue des Invalides, vraisemblablement de Brongniart, surélevée de cinq niveaux en 1909 et devenu immeuble de rapport, dont le bow-window central a été redessiné bêtement dans les années 1980. Sans oublier l'angle rue Monsieur, rue Oudinot, anciennes écuries du comte d'Artois, devenues établissement religieux, détruit dans les années 1990 pour faire place à un pastiche plutôt raté.



Ensemble urbain n°5 : La place du Palais Bourbon

Adresse : de 1 à 11, et de 2 à 8 place du Palais Bourbon ; de 2 à 8 rue de Bourgogne, angle 22 rue Saint-Dominique ; de 1 à 7 rue de Bourgogne, angle 20 rue St Dominique

Situation

La place du Palais-Bourbon est née de l'intention du Prince Louis-Joseph de Bourbon-Condé de lotir les terrains dans la perspective de l'entrée principale de son hôtel et le prolongement de la rue de Bourgogne. Il s'agissait de constituer d'abord une arrivée digne de l'entrée d'un palais et un dégagement permettant de saisir l'ampleur et la magnificence de la construction, plutôt que de constituer une place traversée d'axes de circulation.



Place du Palais Bourbon, au premier plan la statue de la Loi

Historique

Depuis 1731, la Ville avait déjà aménagé le dégagement de forme triangulaire situé au nord est, au débouché de la rue de l'Université, et amorcé la percée de la rue de Bourgogne, sans aller plus loin. Un premier lotissement de huit maisons est érigé entre 1736 et 1738 par un spéculateur. Son héritier s'empressant de céder l'ensemble de ses terrains, le projet princier prend forme en juin 1776 (l'architecte est Bellisard) en faisant table rase de toute construction antérieure. Le plan d'ensemble est suivi en ce qui concerne les deux premiers bâtiments érigés à l'angle de la rue Saint-Dominique, de part et d'autre de la rue de Bourgogne, par les entrepreneurs Goupy et Lemonnier. Pour les autres, leur ordonnancement se réfère à un projet postérieur, lorsqu'on décide d'augmenter de deux fois environ la surface du dégagement devant le Palais Bourbon (en 1778), et quand le marquis Claude-Louis de Saisseval prend en main la construction en 1787. Il confie alors le dessin et la construction des immeubles à son architecte Charles Aubert. Ce dernier propose le plan définitif de la place en trapèze en 1788. Les élévations sont modifiées. Celles-ci sont mises au goût du jour : elles gagnent un étage d'attique, et sont couvertes d'une terrasse ; le premier niveau perd de l'importance pour devenir un simple rez-de-chaussée, et le balcon ceinturant l'étage noble disparaît au profit d'une balustrade devant chaque fenêtre. Les événements révolutionnaires ne découragent pas les acquéreurs, mais le chantier de tous les immeubles ne se termine qu'en 1804, date à partir de laquelle l'endroit devient une des résidences favorites des dignitaires du Premier Empire. Dès 1792, sur la place, alors que 7 hôtels sont construits sur les 9, le numéro 2 qui forme l'angle nord ouest est couvert d'un quatrième étage en retrait ; élevé plus tard, le n°8 suit cette forme nouvelle, avant que le numéro 9/11 ne soit surélevé vers 1807. Les surélévations et modifications (dont l'adjonction de persiennes) vont continuer



Place du Palais Bourbon, numéros impairs

jusqu'en 1935, à l'issue du chantier du n° 5 (le premier immeuble construit par Saisseval), complètement désossé à l'intérieur et pourvu en fond de cour d'un nouvel immeuble d'habitation de huit étages, quand l'Etat décide de ne plus laisser faire et inscrit l'ensemble des façades et toitures sur la place à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. Au centre de la composition, la statue de la Constitution (que l'on appellera en définitive la Loi), commandée en 1849 à l'artiste Jean-Jacques Feuchère, pour saluer les événements révolutionnaires de l'année précédente et leur conséquence, ne sera mise en place qu'à la fin 1854, avec sur son socle une inscription célébrant le Second Empire. La grille de fer forgé qui l'entoure est posée en 1855.

Caractère

La place du Palais Bourbon, par sa simplicité raffinée héritée de la pratique architecturale en vogue dans les années 1770, donne un caractère particulier au quartier, une urbanité et une discrétion, dont le pittoresque est renforcé par la présence de grandes persiennes animant les façades et l'ordonnancement urbain sans trop de prétention à la monumentalité.



Elévation selon le dessin de Bellisard
8, rue de Bourgogne



Elévations d'après le dessin de Charles Aubert avec surélévations postérieures
11 et 8, place du palais Bourbon

D. 1800-1848

Ensemble urbain n°6 : Impasse Valmy. Un ensemble de plusieurs immeubles d'habitation et deux hôtels particuliers érigés entre 1827 et 1845, de part et d'autre d'une voie privée.

Ensemble urbain n°7 : Lotissement d'hôtels particuliers rue Barbet de Jouy. Un lotissement d'hôtels particuliers dessiné à la fin des années 1830, complété dans les années 1840, 1850 et 1860.

Ensemble urbain n°8 : Immeubles d'habitation à l'emplacement du couvent des Carmélites, Premier îlot de nouveaux immeubles d'habitation bourgeois dans l'ancien faubourg aristocratique.

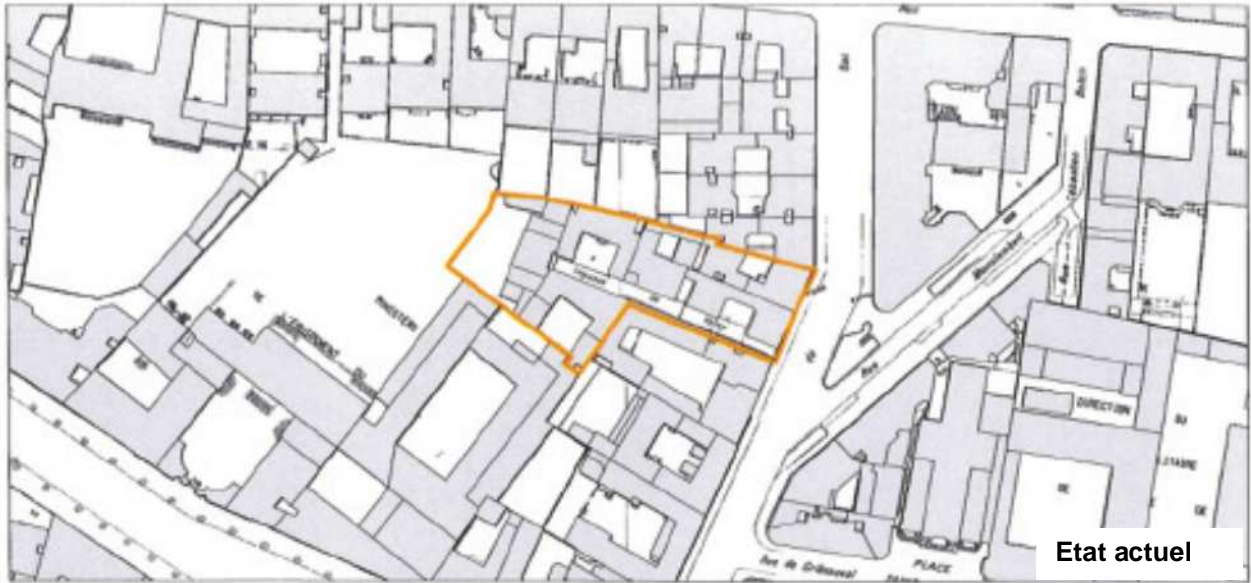
Ensemble urbain n°9 : Immeubles d'habitation, rue de Babylone. Un front de rue constitué d'immeubles d'entrepreneurs construits dans les années 1840 pratiquement intact dans son apparence extérieure.

Ensemble urbain n°10 : Immeubles d'habitation, rue du Pré-aux-Clercs. Deux fronts de rue constitués d'immeubles d'entrepreneurs, construits dans les années 1840, à proximité de la rue de l'Université.

Ensemble urbain n°11 : Institut National des Jeunes Aveugles (INJA), 50 boulevard des Invalides. Un grand établissement d'enseignement bâti d'un seul jet sous le règne de Louis-Philippe.

Ensemble urbain n°12 : Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales, 27 rue Oudinot. Un premier hôtel particulier de la fin du XVIII^e siècle, devenu maison mère des frères des écoles Chrétiennes au XIX^e siècle, transformée en administration au XX^e siècle.

Ensemble urbain n°13 : Ancien pensionnat des Dames du Sacré-Cœur, aujourd'hui lycée Victor Duruy, bd des Invalides. Etablissement religieux d'éducation pour jeunes filles construit dans les années 1840 dans le parc d'un hôtel particulier du XVIII^e siècle, confisqué en 1905, complété au fil du XX^e siècle.



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°6 : Impasse Valmy

Adresse : 40 rue du Bac

Situation

Cet ensemble urbain se situe au nord du Secteur Sauvegardé, sur la rue du Bac au niveau du carrefour avec la rue Montalembert. Dissimulée par une porte cochère, au n°40, rue du Bac, l'impasse Valmy conduit à six parcelles composées d'immeubles d'habitation et d'hôtels particuliers construits de 1828 à 1845.

L'hôtel Le Play, 4, impasse Valmy, est aujourd'hui le secrétariat d'État chargé du transport, et communique avec la parcelle des Ministères de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme - ancien hôtel de Molé ou de Roquelaure et emplacement de l'hôtel du Lude ou Bonnier de Lamosson (244, 246 et 248, boulevard Saint-Germain).

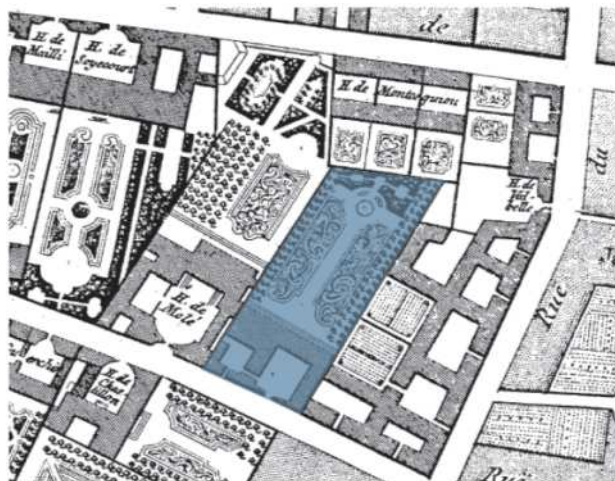
Caractère

Dès le XVII^e siècle, un petit passage nommé «ruelle aux vaches», débouchant sur la rue du Bac non loin de l'actuelle église de Saint-Thomas d'Aquin, semble exister sur la limite de séparation entre les censives de l'abbaye de Saint-Germain et celles de l'Université. La ruelle établit une connexion entre le fond de la parcelle de l'ancien hôtel (emplacement du 244, boulevard saint-Germain) et la rue du Bac.

Cet hôtel, construit en 1630, est transformé par l'architecte Robert de Cotte (1656-1735) entre 1708 et 1710 pour Marguerite-Louise de Béthune, duchesse du Lude.

En 1804, François-Christophe Kellermann duc de Valmy (l'un des vainqueurs de la bataille de 1807) acquiert l'hôtel de Bonnier de Lamosson et agrandit le domaine au nord-est par l'acquisition de nouveaux terrains. Après sa mort, son fils, François-Etienne Kellermann duc de Valmy, poursuit l'extension en achetant en 1822 la parcelle de l'actuel n°40 rue du Bac, comprenant un immeuble et ses dépendances. Ainsi augmenté, le duc de Valmy procède au lotissement de cette partie de la propriété afin de créer une véritable liaison entre la rue du Bac et le jardin de son hôtel. Il constitue sept lots, en vend six vers 1827, et se réserve le septième qui est constitué des écuries et dépendances de l'hôtel. Le duc impose des règles précises d'utilisation de l'impasse nouvellement créée, nécessaire pour desservir certains des lots, mais aussi et surtout, pour réaliser son projet. François-Etienne Kellermann meurt en 1835 et son fils, François-Christophe-Edmond Kellermann duc de Valmy, vend l'hôtel de Bonnier de Lamosson en 1843 au Comte et à la Contesse de Marcillac. Il conserve néanmoins, la parcelle située au bout de l'impasse de Valmy.

Depuis 1839, l'hôtel de Molé ou de Roquelaure est affecté au ministère des Travaux publics. En 1860 l'accroissement du personnel de cette administration conduit l'État à acquérir, par la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'hôtel du Lude. La propriété est alors rattachée à l'hôtel voisin. La maison ancienne est démolie et les bureaux du ministère sont construits à cet emplacement. Dans les années 1940, faute d'espace disponible pour accueillir son personnel administratif toujours grandissant, l'État signe un bail avec les héritiers de Jean-Albert Le Play en 1944. Mais les surfaces restent toujours insuffisantes et deux ans plus tard l'État engage une nouvelle procédure d'expropriation pour acquérir les hôtels des n°3, 4 et 5 impasse Valmy. Les propriétaires des n°3 et 5 s'opposent à cette expropriation et ont gain de cause par la rétrocession de leurs biens en 1962 et 1964.



Plan Jaillot, 1775 l'hôtel de Lude est coloré en bleu



40, rue du Bac



Entrée de l'impasse Valmy, 40, rue du Bac



Immeuble au-dessus du passage



Passage vers l'impasse Valmy,
40, rue du Bac



Hôtel Montalembert au fond de
l'impasse, mitoyen de l'hôtel Jean-
Albert Le Play



Hôtel Montalembert sur cour



Coupe longitudinale et partie centrale de la façade côté impasse de Valmy de l'hôtel Le Play construit dans les années 1860.



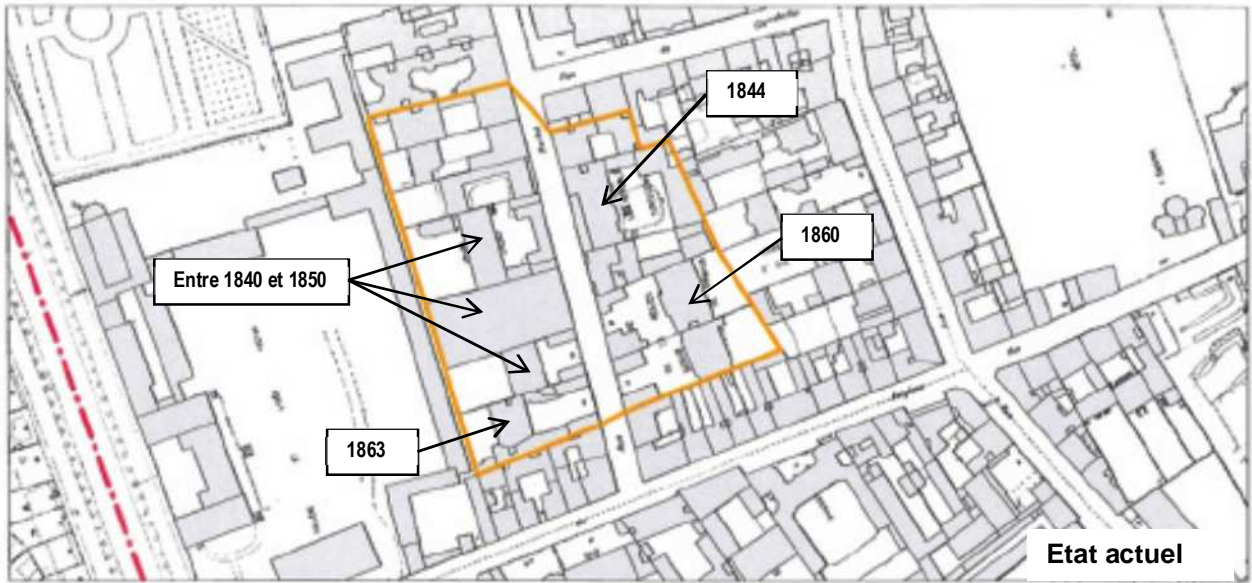
Hôtel Jean-Albert Le Play, façade sur le jardin de l'hôtel de Roquelaure – relevé de Benjamin Mouton



Hall d'entrée de l'hôtel Jean-Albert Le Play



Façade de l'hôtel Le Play sur les jardins de l'hôtel de Roquelaure



Ensemble urbain n°7 : Lotissement d'hôtels particuliers rue Barbet-de-Jouy

Adresse : 32-40 et 25-31 rue Barbet de Jouy

Situation

La rue Barbet-de-Jouy a été ouverte au milieu du XIX^e siècle sur la parcelle de l'ancien hôtel d'Orsay, à l'initiative d'un industriel qui souhaitait réaliser une véritable rue résidentielle d'hôtels particuliers. Cet ensemble urbain se situe au sud-ouest du Secteur Sauvegardé, proche du lycée Victor Duruy, entre la rue de Babylone et de Varenne. Son périmètre n'englobe pas la rue Barbet-de-Jouy dans son entier en raison des nombreuses reconstructions qui ont été réalisées depuis le XX^e siècle, et surtout depuis les années 1960. Ces nouveaux édifices créent volontairement une rupture urbaine dans le continuum du paysage de la rue. Seul un petit nombre d'hôtels construits dans les années 1860 est encore représentatif des types d'habitations que l'on pouvait trouver à l'époque.

Historique & architecture

C'est en 1821 que Jacques-Juste Barbet (1787-1849), fils d'un directeur de manufacture d'Indiennes près de Rouen, rachète la fabrique de toile de Jouy, à Jouy-en-Josas, fondée par C.-P. Oberkampf en 1760. La concurrence et la conjoncture économique défaillante conduisent la fabrique à la fermeture en 1843. Anticipant l'inévitable, Jacques-Juste Barbet de Jouy semble chercher une source de revenus rapide et achète en 1835 l'Hôtel d'Orsay, au 69, rue de Varenne dont le jardin s'étend jusqu'à la rue de Babylone. À l'image de l'ouverture de la rue Vaneau par l'architecte Rougevin quelques années auparavant, l'industriel établit un plan de lotissement très précis de sa nouvelle propriété, avec l'ouverture d'une voie le long de laquelle il découpe de grandes parcelles destinées à la construction d'hôtels particuliers. Un ensemble de parcelles beaucoup plus étroites est projeté le long de la rue de Babylone (voir l'ensemble urbain : Babylone Nord). Barbet-de-Jouy semble miser sur le prix élevé des terrains et non sur le nombre de lots, ce qui lui permet d'avoir une rentrée d'argent importante en un minimum de vente.

Une ordonnance royale de mai 1838 établit l'ouverture de la rue Barbet-de-Jouy. Viabilisée aux frais du propriétaire (pavage en chaussée bombée, réalisation des trottoirs, établissement d'éclairage par le gaz et installation de deux bornes-fontaines), la voie est ensuite cédée à la municipalité. L'ordonnance stipule également que les constructions ne doivent pas dépasser 16,50 m de hauteur. La même année, Jacques-Juste Barbet de Jouy vend au comte de Tanneguy-Duchâtel l'ancien hôtel d'Orsay, qu'il a entre temps énormément transformé.

La comparaison entre le plan du projet de Barbet de Jouy et le plan parcellaire levé en 1891 révèle que le lotissement a dû être en partie réalisé, au moins au début de la rue Barbet-de-Jouy du côté des numéros impairs et jusqu'à l'angle de la rue de Chanaleilles. Il ne subsiste de ces constructions que l'hôtel, très remanié, situé au 1, rue Barbet de Jouy / 67, rue de Varenne. En 1844, l'architecte Louis Visconti (1791-1853) réalise l'hôtel de la Tour du Pin, au n°25. Le reste du terrain de l'ancien hôtel d'Orsay semble avoir pris beaucoup plus de temps pour être



Rue Barbet-de-Jouy, au niveau du n°16, vers la rue de Varenne, GoogleMap



Rue Barbet-de-Jouy, au niveau du n°35, vers la rue de Varenne, GoogleMap



25, rue Barbet-de-Jouy, Hôtel de la Tour du Pin, construit par Louis Visconti en 1844. Il abrite actuellement l'Ambassade de Tunisie.

enfin loti, bien après la mort de Barbet-de-Jouy. C'est au cours des années 1860 que les dernières parcelles vides ont été construites.

Contrairement à d'autres opérations de lotissement, celle-ci s'est étalée sur plusieurs décennies. Aussi, il est possible de constater de petites évolutions dans les modes architecturaux, entre la première et la seconde moitié du XIX^e siècle. Implantés entre cour et jardin, ces hôtels ont une circulation axiale, avec un hall central mettant en valeur l'escalier d'honneur. Les différences apparaissent surtout sur la rue. Alors que les hôtels des années 1840-1850 sont cachés derrière un porche ou des portes cochères aménagés entre les murs des communs, les hôtels des années 1860 se dévoilent à travers des grilles de fer forgé monumentales formant un espace en retrait entre les communs. Le vocabulaire architectural change également, passant des hôtels néo-classiques avec des façades simples aux ouvertures hiérarchisées, aux hôtels dont la modénature s'oriente vers l'éclectisme et le néo-XVIII^e siècle.

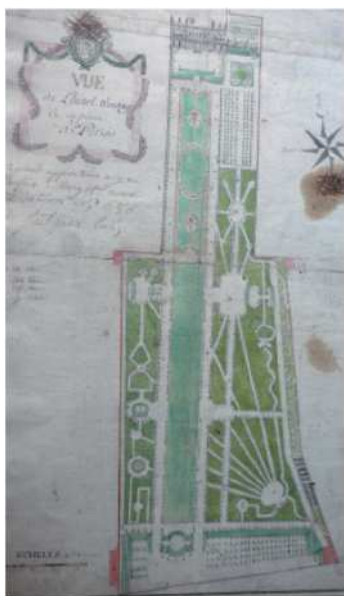
Hôtel d'Orsay

Hôtel construit par l'architecte Jean-Baptiste Le Blond entre 1708 et 1714 pour Jeanne-Thérèse-Pélagie d'Albert de Luynes, veuve du marquis de Seissac. L'hôtel est transformé en 1759 par l'architecte Axel Guillaumot pour le Duc de Chaulne, nouveau propriétaire. En 1768, Grimod d'Orsay acquiert l'hôtel, dans lequel il fait faire de nouveaux aménagements par Pierre Convers, Jean Augustin Renard et Joaquim Bernard. Pendant la période révolutionnaire, Grimaud d'Orsay fuit la France et ses biens lui sont confisqués en 1791. L'hôtel est alors investi par de nombreuses activités commerciales et culturelles et les appartements sont mis en location. En 1803, Jean-François Seguin le rachète et le loue à l'administration de la guerre. En 1836, Jacques-Juste Barbet achète l'hôtel aux héritiers Seguin et le transforme à nouveau en lotissant une grande partie du jardin. Il vend l'hôtel en 1838 au comte de Tanneguy-Duchâtel qui fait appeler à l'architecte Visconti pour réaliser de lourds réaménagements afin de le mettre au goût du jour. En 1905, les héritiers le vendent à Eugène Aubry-Vitet auprès duquel l'Etat l'acquiert en 1944. Il abrite aujourd'hui le Ministère des relations avec le parlement. Un grand nombre de pièces et de décors de l'hôtel d'Orsay ont été inscrits et classés au titre des monuments historiques depuis 1926 et jusqu'en 1980.

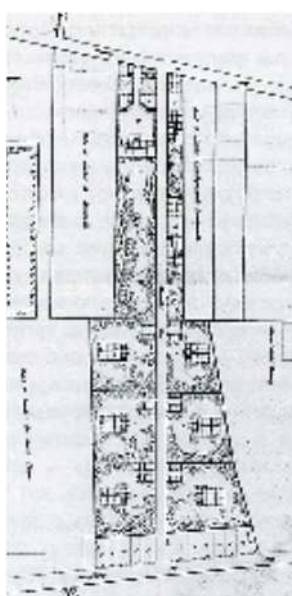


69, rue de Varenne, hôtel d'Orsay, clichés du début du XX^e siècle. En haut : façade sur cour, en bas : façade sur jardin. Dhaap, Casier archéologique, 7e ardt., dossier 165

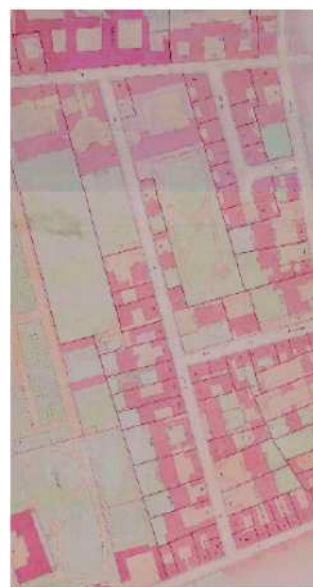
Le lotissement de l'Hôtel d'Orsay



Vue de l'hôtel d'Orsay et du jardin à Paris. Jean-François Margot neveux, s. l. n. d., BHVP, Gr. B20



Projet de lotissement de l'hôtel d'Orsay, vers 1838



Plan parcellaire levé en 1891, Ville de Paris, STDF



34-36, rue Barbet-de-Jouy, construit par Hyppolite Destailleurs

29-31, rue Barbet-de-Jouy, hôtel de la Grange puis de Luppé, Louis Antoine Janvier, architecte, 1860. Réuni avec l'hôtel de Montebello au n°33, ces bâtiments abritent aujourd'hui la Préfecture de la région Ile-de-France.

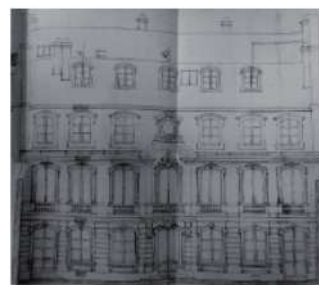
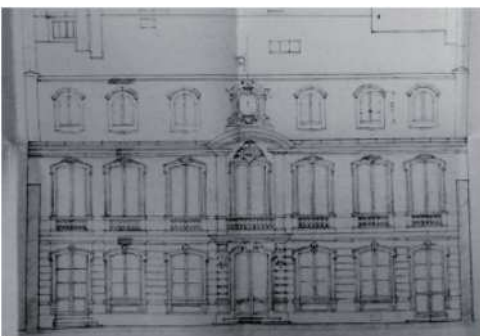


38, rue Barbet-de-Jouy

Sur la rue, le porche s'inscrit dans le mur des communs et masque totalement la demeure principale, à l'image de l'hôtel Rambuteau au n°32 et de celui des n°34-36. Sur la cour la composition de façade s'articule en trame de lignes horizontales et verticales, axée sur la travée centrale. La modénature hiérarchise les niveaux avec des joints refend au rez-de-chaussée, une ballustrade en pierre au premier niveau couronné d'une imposante corniche. L'encadrement des baies, le fronton cintré surmonté d'un édicule, et les décors sculptés de style rocaille participent à ce dessin. En 1926, la propriétaire fait surélever l'hôtel par les architectes associés R. Sergent L. Fagnen et R. Bérouné pour aménager des chambres de domestiques supplémentaires dans les combles.



38, rue Barbet-de-Jouy, hôtel Rambuteau



38, rue Barbet-de-Jouy, hôtel Rambuteau, façade sur cour avant et après surélévation, Archives de Paris, VO12/43

40, rue Barbet-de-Jouy, hôtel de Montigny, 1863

L'hôtel est visible depuis la rue par une grande grille en fer forgé très ouvragée comprise entre les murs des communs et remises à droite et la loge, à gauche. Ces deux petits édifices occupent l'espace de la cour de manière symétrique et participent à la mise en scène de l'hôtel qui s'élève en fond de parcelle. Signalée par un balcon à balustrade soutenu par un lion et un griffon sculptés s'appuyant sur des consoles spectaculaires, l'entrée principale est située à l'angle gauche de l'hôtel. Le décor sculpté est abondant, avec un répertoire éclectique néo-baroque très présent. Le portrait sculpté de la Déesse aux yeux pers (Athéna) apposé dans le médaillon de l'entrée principale complète la richesse ornementale de cet hôtel particulier. La Demeure subit des dégâts lors du bombardement de mai 1918, un obus allemand démolit une grande partie du bâtiment des communs et remises. Un plan en couleur, réalisé par l'Architecte Jean de la Morinerie détaille la restauration à effectuer. Ce fut l'occasion pour le Baron de Montigny de modifier les ouvertures du rez-de-chaussée. En 1926, Le propriétaire souhaite prolonger son hôtel par la construction d'un atelier d'artiste et de garages en lieu et place d'un bâtiment de remise situé dans le prolongement de l'édifice bombardé en 1918. Il se ravise, et en 1929 il fait finalement construire par son architecte, sur la terrasse à balustrades, la chambre et la salle d'eau du gardien. La cuisine et les garages automobiles sont installés au rez-de-chaussée.



40, rue Barbet-de-Jouy,
Propriété de Monsieur le Baron de Montigny, reconstruction des
communs, bombardement du 29 mai 1918, plan daté du 15 octobre
1918. (Bleu : Conservé ; jaune : remanié ; rose : à reconstruire) ;
archive de Paris, VO12/243.
Propriété de monsieur le Baron de Montigny, transformation de la
terrasse de droite, 1929 ;
Plan du rez-de-chaussée et du premier étage ; Archives de Paris,
VO12/43



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°8 : Immeubles d'habitation à l'emplacement du couvent des Carmélites

Adresse : 126, 128, 130 rue de Grenelle ; 1 à 7 rue Casimir Périer ; 1 à 7 rue de Champagny ; 1 à 7 rue de Martignac

Situation

Cet ensemble est situé à l'emplacement des bâtiments de l'ancien couvent des Carmélites rue de Grenelle.

Historique

Existaient pendant l'Ancien Régime à l'ouest de la rue de Grenelle et Saint-Dominique de vastes terrains appartenant à des ordres religieux et formant une sorte d'enclave occupée par les constructions et jardins de l'abbaye de Penthémont, du couvent des Dames de Bellechasse, du couvent des Filles de Saint-Joseph ou de la Providence et du couvent des Carmélites. Suite aux confiscations révolutionnaires et aux ventes des Biens Nationaux, les bâtiments de l'ancienne abbaye de Penthémont et du couvent des Filles de Saint-Joseph furent réutilisées par l'administration militaire. Le reste permit l'ouverture de la rue Las Cases à la fin des années 1820, tandis qu'on projetait plus à l'ouest l'édification d'un nouvel équipement, en l'occurrence une église paroissiale pour un faubourg en plein développement. Le projet de cette église qui allait devenir Sainte-Clothilde demanda une mise au point délicate et l'on hésita longtemps quant à son style, sa taille et son emplacement. Après un premier projet repoussé à la suite de la crise politique de 1830, un nouveau monument fut dessiné par l'architecte Gau en 1839, sous l'impulsion du préfet Rambuteau décidé à en finir. Mais ce n'est qu'en 1846 qu'une ordonnance royale en déclara la construction d'utilité publique. Entre temps commença la construction d'un nouvel îlot à l'emplacement des bâtiments de l'ancien couvent des Carmélites donnant sur la rue de Grenelle et limité par de nouvelles rues dont le tracé remonte à 1828. Cet îlot d'immeubles d'habitation compact représentatif de l'habitation parisienne d'un standing moyen au début des années 1840, situé aujourd'hui à l'arrière du monument, à proximité immédiate de l'ancien ministère de l'Intérieur installé alors 103 rue de Grenelle, nous est parvenu en apparence intact. Derrière la fausse uniformité des façades, on lit les hésitations programmatiques et stylistiques de ses promoteurs et entrepreneurs. Et on devine leurs efforts pour s'adapter à la demande sociale contemporaine, écartelée entre une vision d'Ancien Régime avec l'immeuble-hôtel particulier inclus dans l'îlot au 4 rue Casimir Périer et une modernité rationnelle (repérable sur les façades de la rue Martignac) adaptée aux nouveaux habitants du quartier, fonctionnaires dans les administrations civiles et militaires, soucieux de leur rang social mais repoussant le luxe ostentatoire encore visible dans la culture architecturale de la fin du règne de Charles X, non loin de là, rue Las Cases.

Caractère

Cet ensemble témoigne de la mutation sociale du quartier après l'Ancien Régime et du changement des conventions dans l'habitat bourgeois parisien sous le règne de Louis-Philippe. On voit naître ici un nouveau modèle que l'on peut comparer à l'intérieur du périmètre du PSMV à ceux mis en place auparavant à la fin des années 1820 impasse de Valmy, et vers 1845, rue de Babylone et rue du Pré-aux-Clercs.



Angle rue de Grenelle et rue Casimir Périer



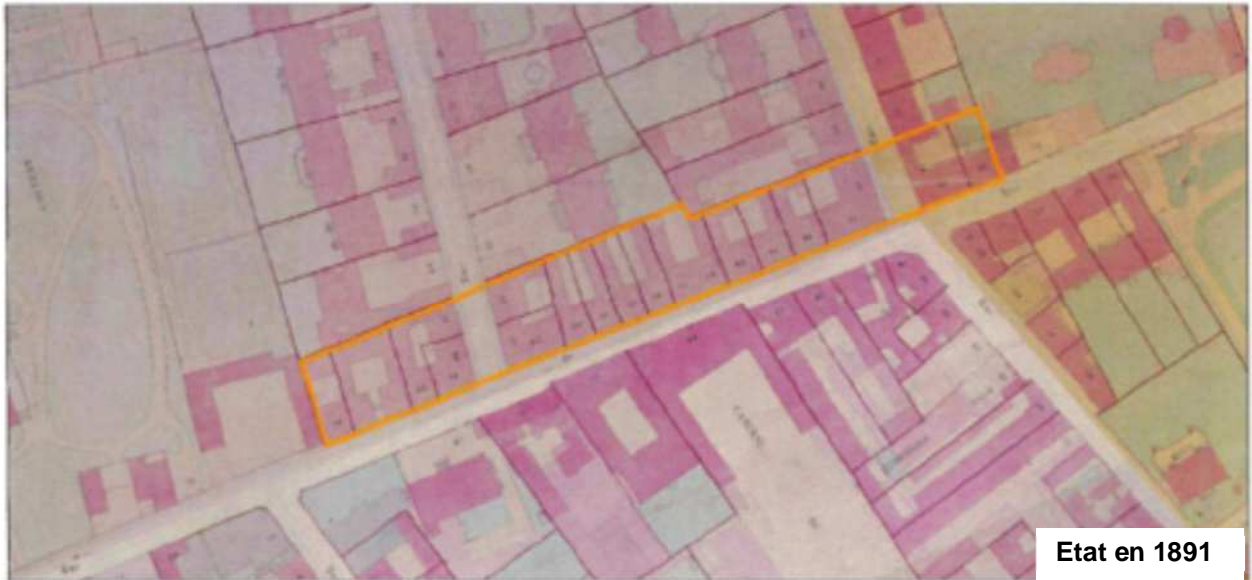
4, rue Casimir Périer



Rue de Champagny



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°9 : Immeubles d'habitations, rue de Babylone

Adresse : 38-70 rue de Babylone

Situation

Cet ensemble urbain se situe à l'ouest du Secteur Sauvegardé, entre la parcelle du Lycée Victor Duruy et celle de l'Hôtel Matignon, sur le côté pair de la rue de Babylone. Il s'agit d'un petit lotissement d'initiative privée, dont l'ordonnancement des façades sur rue et les similitudes des plans de distribution sont caractéristiques de ce type d'opération immobilière.

Historique & architecture

Cette portion de la rue de Babylone a fait l'objet d'un lotissement quelque temps après l'ouverture des rues Barbet de Jouy et Vanneau, au début des années 1840 (voir ensemble urbain : rue Barbet-de-Jouy). L'Atlas Vasserot par îlot levé en 1825 montre l'état du parcellaire de l'époque où les propriétés de l'Hôtel d'Orsay et de Chanaleilles (ou de Chimay) se développent sur de grandes parcelles traversantes, de la rue de Varenne à la rue de Babylone, avant d'être loties.

Ces édifices constituent un ensemble et sont représentatifs de l'architecture d'entrepreneurs sous Louis-Philippe. Ce sont des immeubles ordinaires, avec des rez-de-chaussée composés d'une boutique et d'une entrée piétonne. Les étages sont généralement enduits avec la présence systématique de bandeaux filants à tous les niveaux. Les immeubles sont souvent couronnés d'un étage de comble en retrait, souligné par un balcon filant. Le décor architectural est principalement situé dans les moulurations des larmiers au-dessus des baies, les motifs des garde-corps en fonte moulurée et dans les encadrements des portes d'entrée, selon un style néo-renaissance.

L'immeuble du n°64, rue de Babylone est signé Fournier, et daté de 1844. Cette inscription apporte des informations d'ordre chronologique pour la formation de cet ensemble urbain. Néanmoins, on ne peut affirmer que le lotissement dans sa totalité soit l'oeuvre de cet architecte, qui a signé un bel immeuble construit en pierre, implanté à l'angle de la rue de Babylone et de Barbet-de-Jouy.



Le côté pair de la rue de Babylone, depuis le n°70



62, rue de Babylone /
37 rue Barbet de Jouy



44, 48, 56, 58, rue de Babylone. Variations des décors des portes d'entrées pour personnaliser les immeubles



64, rue de Babylone /
44, rue Barbet de Jouy



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°10 : Immeubles d'habitation rue du Pré-aux-Clercs

Adresse : 7-11 rue de l'Université, 1-11 et 2-18, rue du Pré-aux-Clercs

Situation

La rue du Pré-aux-Clercs se situe à l'est du périmètre du Secteur Sauvegardé, entre la rue Perronet et la rue Saint-Guillaume. La façade arrière de l'École nationale des ponts et chaussées, correspondant à la galerie des modèles construite dans les années 1840, longe une partie du côté impair de la rue. Cet ensemble urbain intègre dix-sept parcelles constituées d'immeubles d'habitation dont certains avec des rez-de-chaussée commerciaux, construits dans les années 1840, à l'occasion du lotissement de la propriété d'un ancien hôtel particulier. Edifiés à la même époque avec des plans masses relativement similaires. Ces immeubles admettent un grand nombre de variantes dans les modèles de distribution et les décors employés. La présence de persiennes et de bandeaux filants à tous les étages ainsi qu'une ligne de ciel uniforme participe à l'homogénéisation du paysage de la rue.

Historique

La rue du Pré-aux-Clercs s'appelait, à l'origine, la rue neuve de l'Université. Créée en 1844, elle occupe l'emplacement de l'ancien hôtel de Pons ou Grand hôtel Tambonneau ou hôtel de Villeroi. Cette voie ouverte au public en 1848, n'a été classée dans la voirie parisienne qu'en 1877. L'ancien hôtel construit par Le Vau pour le Président Tambonneau, accueille jusqu'en 1827 l'École d'application du Corps d'État major créée par Gouvion Saint-Cyr avant son déménagement dans l'hôtel du Châtelet.



Atlas général des quarante-huit quartiers de la Ville de Paris, 1827-1836. Limite de la parcelle du Grand Hôtel Tambonneau surlignée en bleu (1), Louis Le Vau, 1642 ; Petit hôtel de Tambonneau (2), Louis Le Vau, 1644.

La parcelle de l'ancien n° 9, rue de Grenelle n'est pas représentée sur l'Atlas par îlots levé en 1825. Néanmoins, l'Atlas général des quarante-huit quartiers datant de la même période permet d'avoir un aperçu de l'étendue de la parcelle et de l'implantation du bâtiment. L'hôtel était construit entre une cour et un profond jardin allant jusqu'au carrefour des rues Perronet et Saint-Guillaume. Le périmètre défini pour cet ensemble urbain, qui s'appuie sur les fonds des parcelles loties, reconstitue en partie les limites de l'ancien domaine.

Dans le cadre de cette opération de lotissement, les édifices ont été construits par des entrepreneurs et non des architectes. Bien qu'ils n'aient pas eu un franc succès dans le monde des professionnels de l'époque, ces édifices offrent un échantillonnage des types de distributions et de décors des immeubles d'habitation caractéristiques des années 1840.

Plusieurs standings de logements apparaissent, cumulant divers signes extérieurs de richesse. Certains de ces bâtiments, les plus opulents, ont un plan en L avec des puits de jours. Les bâtiments des communs implantés en fond de parcelle existent au n° 10 et certaines cours peuvent être en vis-à-vis comme celles des n° 6 et 8. Les passages cochers sont généralement aveugles et ornés de panneaux moulurés. D'autres édifices de la rue du Pré aux Clercs, moins riches, possèdent leurs entrées carrossables, des entresols, des larmiers cintrés ou à frontons sculptés et des décors sculptés néo-classiques plus ou moins abondants.



Hôtel de Pons ou Grand hôtel de Tambonneau, Louis Le Vau, architecte, 1642, publié dans Jacques-François Blondel, L'architecture française

Les immeubles les plus modestes ont été édifiés sur les parcelles peu profondes du lotissement et bénéficient de ce fait que d'une simple courette pour donner jour aux revers de façade (de nombreux exemples existent sur le côté impair de la rue).

Les immeubles des n° 11, 9 et 7 ainsi que les n° 12 et 14 sont représentatifs de l'architecture ordinaire de cette période, avec une entrée à deux battants simples, une façade animée par les bandeaux filants de chaque étage, des encadrements de baie moulurés et une corniche à modillons pour les bâtiments sur le côté impair et des balcons filants sur le côté pair.

Les vitrines des rez-de-chaussée de l'ensemble de ces immeubles sont presque toutes remarquables et illustrent bien les types d'ouvrages réalisés à l'époque pour les ouvertures commerciales.

Le rez-de-chaussée de l'immeuble d'angle des n° 1, rue du Pré aux Clercs / 9, rue de l'Université est d'une composition de style Art déco très soignée.



10, rue du Pré aux Clercs, Le passage cocher mène à la cour et aux bâtiments des communs

10, rue du Pré aux Clercs, cour avec bâtiment des communs et vue sur les parcelles mitoyennes



7, rue de l'Université, composition à motif central, Décor néo-classique et guirlande de fleur taillée en méplat



2, rue du Pré aux Clercs / 11, rue de l'Université, hôtel d'Albert construit par l'architecte Joseph-Frédéric Debacq (1800-1892) vers 1850. Le pan coupé est traité avec un décor de panneaux moulurés en relief d'inspiration néo-classique. L'hôtel du Petit Tambonneau est situé en fond de parcelle.



6-8, rue du Pré aux Clercs, deux immeubles construits par Garrez, entrepreneur, décrits dans la Revue Générale de l'Architecture par César Daly.

6, rue du Pré aux Clercs, escalier en vis construit dans une tourelle hors-oeuvre sur la cour





16, rue du Pré aux Clercs, décor de façade avec un étagement des formes de larmiers. La composition de façade tient compte des vitrines du rez-de-chaussée qui s'élèvent jusqu'à l'entresol.



1, rue du Pré aux Clercs / 9, rue de l'Université, immeuble d'angle d'une modénature relativement modeste.



5, rue du Pré aux Clercs, immeuble d'habitation bourgeois implanté sur une parcelle peu profonde, qui empêche la construction de bâtiments annexes dans la cour. Néanmoins, cet immeuble est imposant dans ses proportions, avec un porche d'entrée englobant le rez-de-chaussée et l'entresol. Le décor de façade reste assez simple en reprenant les bandeaux moulurés et filants sur chaque étage. Le bel étage est orné de larmiers cintrés et la corniche moulurée à modillons soutient le balcon filant du dernier niveau..



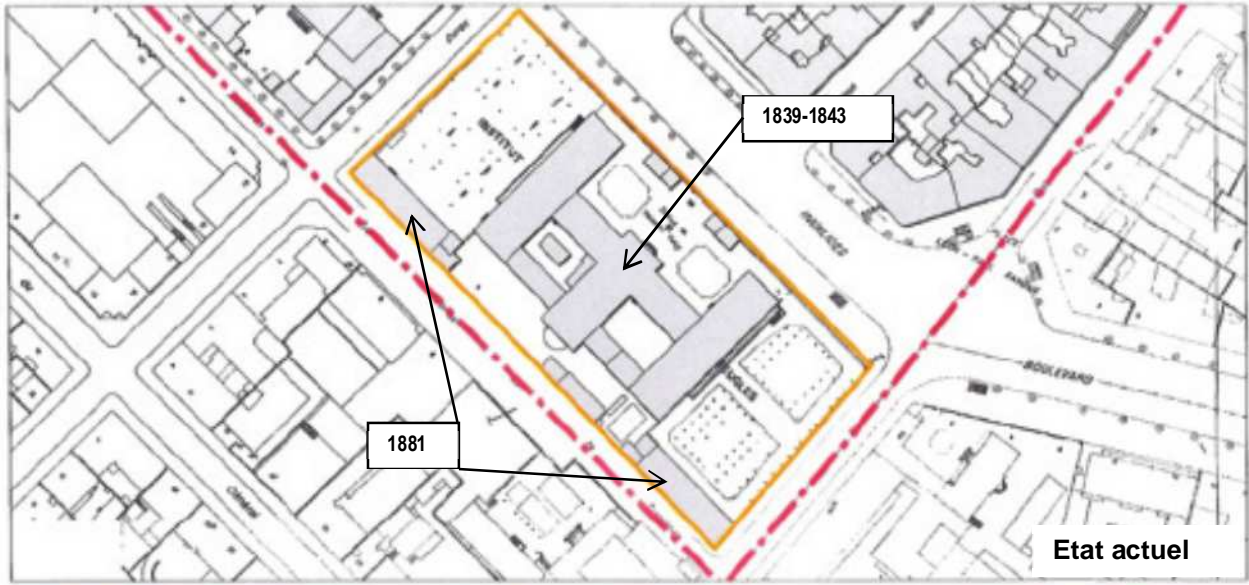
7, rue du Pré aux Clercs, immeuble ordinaire, avec un petit effet de composition par la présence de deux larmiers saillants sur la travée centrale et par la mouluration de l'encadrement de la porte d'entrée.



14, rue du Pré aux Clercs, Immeuble ordinaire de bonne facture.



12, rue du Pré aux Clercs, Porte d'entrée à cartouche sculpté et larmier saillant à petites consoles. Hall d'entrée donnant accès à la loge puis à l'escalier et à la cour.



Ensemble urbain n°11 : Institut National des Jeunes Aveugles (INJA)

Adresse : 50 bd des Invalides, 5 rue Maurice de la Sizeranne

Situation

Situé à l'extrémité sud ouest du périmètre, cet ensemble urbain est constitué d'un bâtiment public accompagné de ses dépendances, avec deux jardins, le tout clos de murs formant îlot, délimité par le boulevard des Invalides, la rue de Sèvres, la rue Duroc (ancienne rue des Acacias) et la rue Maurice de la Sizeranne (ancienne rue de Masseran).



Vue sur la façade, Phillipon architecte, 1839-1843

Protection des monuments historiques

Institut national des jeunes aveugles : façades et toitures, ainsi que le décor intérieur de la chapelle, classées MH par arrêté du 21 décembre 1984.

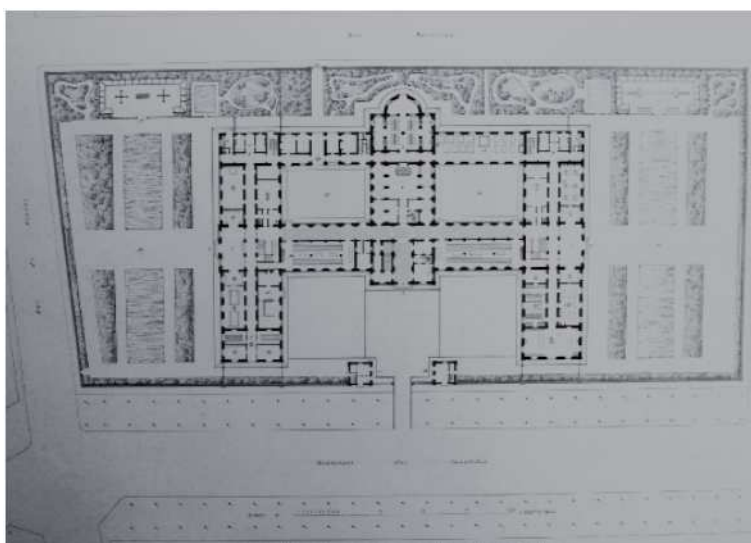
Historique & architecture

Valentin Haüy est à l'origine de la formation à Paris d'un institut destiné à l'instruction et à l'éducation des jeunes aveugles. Il installe un premier internat dans la capitale en 1784. Après avoir occupé plusieurs emplacements, l'Institut royal des jeunes aveugles s'installe dans ses nouveaux locaux en 1843, sous la direction de l'économiste Pierre-Armand Dufau. En parallèle de l'enseignement général, le nouveau directeur met en place une formation industrielle et musicale, qui est rapidement reconnue pour sa qualité.

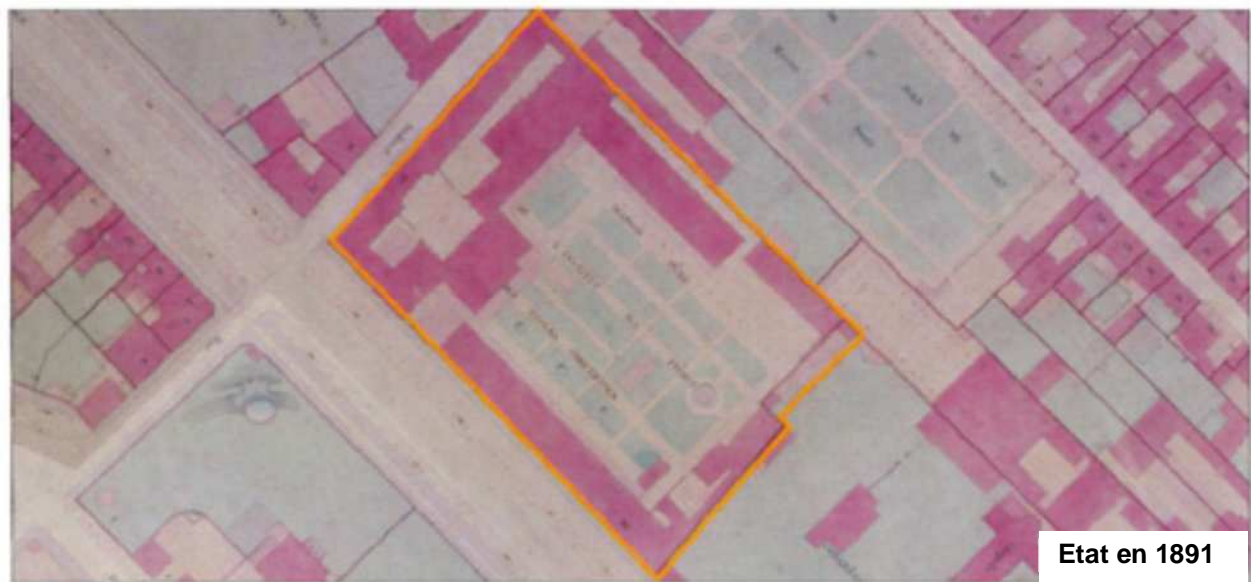
François Phillipon a conçu le bâtiment principal, le plan masse et les deux jardins ; Paul Abadie (1812-1884) a réalisé les deux bâtiments annexes situés à l'arrière sur la rue Maurice de la Sizeranne. Cet ensemble constitué de trois bâtiments, de deux jardins, et d'une cour d'honneur cantonnée de deux pavillons (pour le concierge et le garde), ceint de murs, répond à un programme original. Conçu pour l'exercice d'une pédagogie expérimentale, c'est néanmoins un bâtiment public, érigé avec des moyens financiers conséquents. La chapelle a été décorée en 1843 par le peintre Henri Lehmann à la manière de Jean-Dominique Ingres, son maître. Un orgue Cavallé-Coll (refait en 1932 et ré-harmonisé en 1956) est installé dans le quartier des garçons (Salle Serres aujourd'hui), un autre dans le quartier des filles (salle Duroc). Le fronton du bâtiment principal terminé en 1843 a été sculpté par Jouffroy et représente La Charité inspirant Valentin Haüy. Dans la cour d'honneur a été érigé en 1861 un monument du au ciseau de Badiou de la Tronchère : Valentin Haüy avec son premier élève François Lesueur.

Caractère

Cet établissement d'enseignement au programme exceptionnel a été publié à la fin du règne de Louis-Philippe dans un recueil de modèles de monuments publics, ce qui confirme son intérêt : implanté au centre d'un jardin, peu modifié depuis sa création, c'est un très bon exemple d'architecture publique des années 1840. Il a conservé une grande partie de son décor intérieur et si sa chapelle et salle d'audition est protégée au titre des monuments historiques, d'autres parties méritent d'être distinguées comme le grand escalier avec ses torchères ainsi que l'ancienne bibliothèque transformée en lingerie.



Charles GOURLIER, Recueil de Monuments Publics, tome 2, 1849 - plan du rez-de-chaussée



Ensemble urbain n°12 : Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales

Adresse : 27 rue Oudinot

Situation

Cet ensemble urbain, constitué d'une seule emprise parcellaire, se situe dans la partie sud du Secteur Sauvegardé, le long du boulevard des Invalides. Trois types d'occupations principales se sont succédés sur cette parcelle. Dans un premier temps, une grande demeure a été rénovée à la fin du XVIII^e siècle, pour devenir l'hôtel de Montmorin. A partir de 1846, l'installation de la maison-mère des Frères des écoles catholiques a entraîné de multiples transformations et agrandissements de la propriété sur une cinquantaine d'années. Enfin, au début du XX^e siècle, le ministère des Colonies s'y installe, aujourd'hui Ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales. Les bâtiments de l'ancien hôtel de Montmorin et les édifices construits par la congrégation sont réhabilités en cité administrative et certains d'entre eux sont détruits. Au début des années 1950, de nouveaux bâtiments de bureaux, projetés dès le milieu des années 30, sont construits dans le fond de la parcelle, par l'architecte des bâtiments civils et des palais nationaux, Maurice Boutterin.



Ministère de l'intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales, entrée rue Oudinot

Protection des monuments historiques

Façade sur la cour : inscription par arrêté du 8 juin 1926

Historique & architecture

En 1784, Armand-Marc Comte de Montmorin acquiert une grande propriété (demeure et jardin) située rue Plumet (actuelle rue Oudinot). Il réalise de grands travaux de transformation pour y installer sa famille à partir de 1787, époque de sa nomination en tant que ministre des affaires étrangères. Après la mort du Comte, qui fut arrêté et tué en 1792, l'hôtel est déclaré bien national. De nombreux propriétaires se succèdent entre la fin du XVIII^e siècle et 1846, date à laquelle la Ville de Paris cède le terrain aux Frères des écoles chrétiennes pour y installer leur maison-mère après avoir été expropriés de leur ancienne adresse parisienne, rue du Faubourg Saint-Martin. Fondé en 1680 par Jean-Baptiste de La Salle, l'Institut des Frères des écoles chrétiennes est une congrégation séculière, reconnue en 1725 par lettres patentes. En 1789, l'institut comptait 121 maisons en France et à l'étranger. Après 58 années d'exercices, la congrégation est dissoute à la suite du décret du 18 août 1792 qui ordonnait la suppression de toutes les congrégations religieuses enseignantes. L'Institut des Frères des écoles chrétiennes est reconstitué sous le Consulat. A la suite de la loi du 7 juillet 1904 interdisant aux congrégations religieuses d'enseigner et les obligeant à fermer progressivement leurs établissements, la maison-mère ferme ses portes au début du XX^e siècle.

Entre 1825 et 1905, l'hôtel de Montmorin a subi de nombreuses transformations, suite à l'installation des Frères des écoles chrétiennes. L'ensemble des



Ministère de l'intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales, angle de la rue Oudinot et du boulevard des Invalides



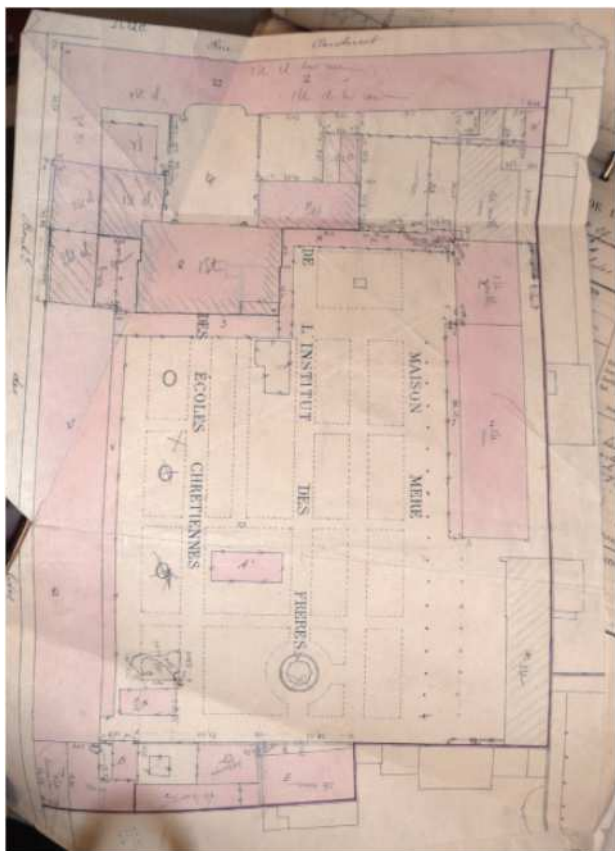
Elévation sur la rue Oudinot, levé en 1905

bâtiments anciens longeant la rue Oudinot et le boulevard des Invalides ont été reconstruits. Une chapelle, aujourd'hui disparue, avait été édifée perpendiculairement à la limite parcellaire orientale du domaine. Deux constructions majeures ont été ajoutées, constituant chacune deux ailes en retour sur le jardin. Ces dernières subsistent toujours.

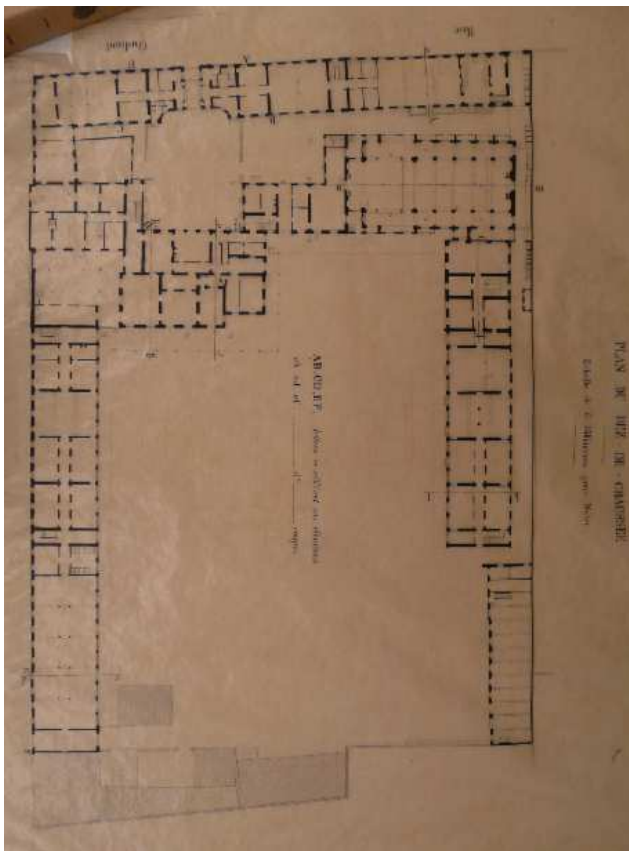
En 1910, la propriété de la rue Oudinot est cédée par la Ville de Paris à l'Etat. Le Ministère des colonies y est installé. En 1935, la création de nouveaux bureaux destinés aux personnels du ministère était devenue nécessaire. Le programme, confié à l'architecte des bâtiments civils et des palais nationaux, Maurice Boutterin, fut réalisé en plusieurs tranches. D'une part, le prolongement du bâtiment situé sur la limite orientale de la parcelle et d'autre part, la construction de bâtiments de bureaux en fond de parcelle. Enfin, il semble y avoir eu des travaux d'alignement sur une petite partie des bâtiments situés le long du boulevard des Invalides.

L'architecte Maurice Boutterin est né à Besançon en 1882 et meurt en 1970 à Tours. Il est formé à l'école des beaux-arts à Paris, dans l'atelier Raulin-Héraud et il est distingué par la Société centrale des architectes en recevant la médaille de la fondation Bouwens de Boijen. Second Prix de Rome en 1909 et Premier Grand-Prix l'année suivante, il devient architecte des bâtiments civils et palais nationaux de Paris. Maurice Boutterin, qui réalise de nombreux hôtels particuliers et immeubles privés, est également sollicité par les administrations pour la construction de leurs locaux.

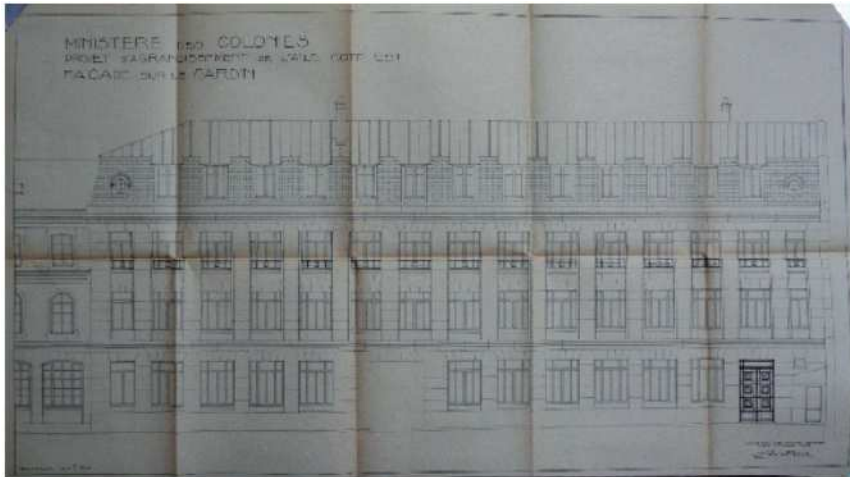
En 1933, il réalise le plan d'extension et d'embellissement de Besançon ; en 1935, il construit les bâtiments nouveaux du Ministère des colonies ; en 1937, il est responsable de l'aménagement du Palais de la Découverte pour l'exposition Internationale de Paris ; il participe à la reconstruction de la Normandie après la Seconde Guerre Mondiale, et conçoit les monuments aux morts de Besançon, Pontarlier et Vesoul ; il est également lauréat au concours pour la construction de l'hôpital psychiatrique de Novillars. Il reçoit en 1937 le grand prix de l'urbanisme et de l'architecture.



Plan du site en 1900, avec ajout des transformations réalisées en 1910, Stdf, fiche parcellaire annulée



Plan du site en 1905, Stdf



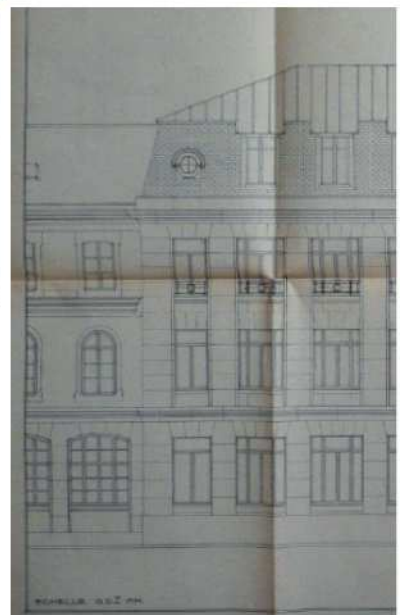
Archives de Paris, VO12/2861, Ministère des colonies, projet d'agrandissement de l'aile côté est, Façade sur le jardin. Projet Maurice Boutterin, 1935



Ministère de l'intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales, perspective depuis la rue Oudinot, 2008.



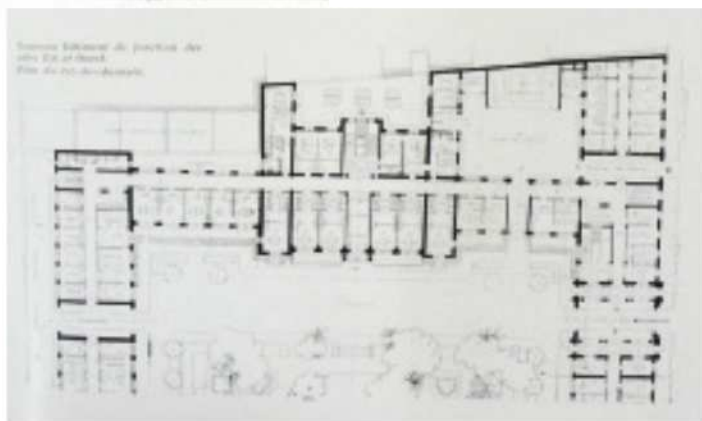
Archives de Paris, VO12/2861, Ministère des colonies, plan du premier et deuxième étage. Projet



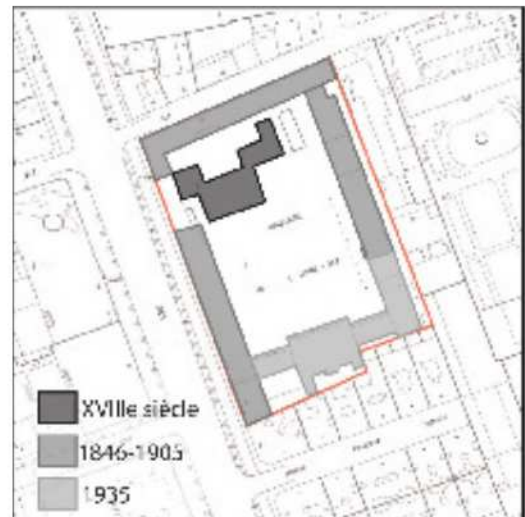
Archives de Paris, VO12/2861, Ministère des colonies, projet d'agrandissement de l'aile côté est, Façade sur le jardin. Détail de la jonction du bâtiment neuf et l'ancien (construit à l'époque de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes). Maurice Boutterin, 1935



Le Ministère des colonies en 1935



Plan des bureaux de Maurice Boutterin, terminés en 1953



■ XVIIe siècle
 ■ 1846-1905
 ■ 1935



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°13 : Ancien pensionnat des Dames du Sacré Cœur, aujourd'hui lycée Victor Duruy

Adresse : 31-33 boulevard des Invalides

Situation

Implanté au sud-ouest du périmètre, l'ensemble urbain du lycée Victor Duruy est situé à l'angle de la rue de Babylone et du boulevard des Invalides. L'établissement est constitué de nombreux bâtiments appartenant à des campagnes de constructions différentes, des années 1820 aux années 1990.

A l'origine, cette parcelle faisait partie de celle de l'hôtel Peyrenc de Moras, actuel musée Rodin. Le domaine a été partagé au moment de la liquidation, à partir de 1904, de la maison d'éducation des Dames du Sacré-Cœur qui s'y étaient installées en 1820. L'implantation du bâti s'organise autour du parc central et de son allée de marronniers plantée au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

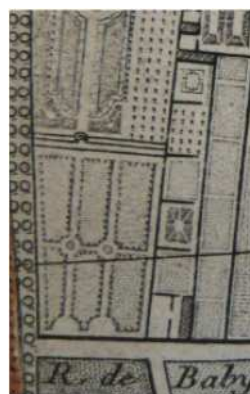
Le bâtiment le plus ancien, présent sur le plan de Jaillot de 1775, se situe au sud de la parcelle, perpendiculairement à la rue de Babylone. Les Dames du Sacré-Cœur ont fait construire contre ce dernier, après 1825, deux corps de bâtiments formant une cour ouverte sur la rue de Babylone. Le bâtiment principal du lycée, 31 et 33, boulevard des Invalides, est celui de l'ancien couvent que les Dames du Sacré-Cœur avaient fait construire par l'architecte Hippolyte Destailleur entre 1855 et 1860. Les bâtiments des sciences construits en fond de parcelle ont été construits par l'architecte Paul Decaux en 1960. Une grande campagne de rénovation a été engagée à la fin du XX^e siècle, avec de nombreuses reconstructions.

Historique & architecture

L'histoire du Lycée Victor Duruy est profondément rattachée à celle du Musée Rodin, tant dans la formation de sa parcelle et de son parc, que dans la destination des bâtiments qui le compose. A l'origine, cette parcelle d'angle est constituée d'un terrain vague traversé de chemins sinueux. Ces terrains, bordant la rue de Babylone, appartiennent dès 1732 au financier Peyrenc de Moras qui vient de faire construire un hôtel et aménager des jardins plus au nord rue de Varenne un an plus tôt. C'est à partir de 1760, lorsque le Duc de Biron, propriétaire de l'Hôtel depuis 1753, décide de réaménager et d'agrandir sa propriété que ce terrain permet à l'entrepreneur Gabriel-Joseph Ronsin et surtout au jardinier du Duc, Dominique-Madelaine de Moisy d'agrandir le parterre à la française préexistant et d'installer un grand potager. Dans les années 1780, d'Orbay construit un jardin Anglo-chinois avec treillage, bosquet et pavillon chinois sur une parcelle rachetée par le Duc de Biron à Brongniart, afin de régulariser la rue de Babylone. Entre 1788 et jusqu'au début du XIX^e siècle, le domaine change deux fois de propriétaire, sans que ces derniers n'interviennent fortement sur le jardin.

En 1820, la duchesse de Béthune-de-Charost vend le domaine aux Dames du Sacré-Cœur (Mmes de Barat, de Grammont d'Astier et de Grosier), tournant dans l'histoire de l'hôtel et de ses jardins. Religieuses enseignantes, les Dames du Sacré-Cœur installent une maison d'éducation pour jeunes filles, dirigée par Sophie Barat (1779-1865). Cinquante-huit religieuses et soixante pensionnaires s'installent au 77, rue de Varenne. Les religieuses démontent les décors intérieurs de l'hôtel qu'elles réservent au pensionnat, alors que la communauté s'installe dans les communs.

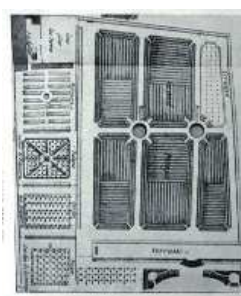
Il semble que ce soit également à cette époque que le potager, partie du jardin correspondant au terrain actuel du lycée, a été transformé en jardin à l'anglaise, avec allées sinueuses, pelouses et grottes artifi



Archives Nationales, Plan de Charles Picquet, 1815



Archives Nationales, Atlas par îlots, 1825



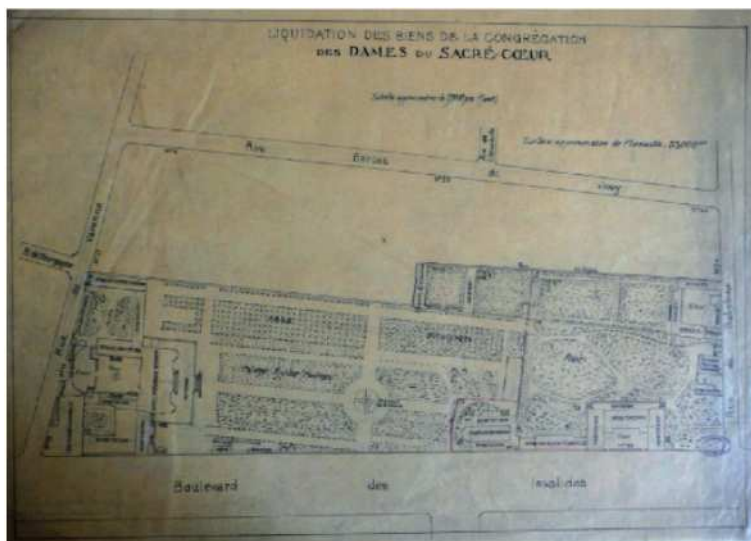
Jardin anglo-chinois de l'Hôtel de Biron, vers 1781 d'après Lerouge.



cielles. A l'extrémité ouest de la parcelle, ouvrant sur la rue de Babylone, un bâtiment en longueur et perpendiculaire au bâtiment existant, ainsi que deux pavillons d'entrée sont construits entre 1815 et 1825.

A partir de 1835, date du transfert du noviciat rue Monsieur dans l'Hôtel Nicolaÿ, ne demeure sur le terrain de l'ancien hôtel Biron que la maison-mère et le pensionnat. Cette cohabitation, qui s'avère être de plus en plus difficile, amène les religieuses à s'engager dans la construction de bâtiments neufs dans la partie appelée «la prairie» allant du droit de l'avenue de Tourville à la rue de Babylone. Les nouveaux bâtiments que l'architecte Hippolyte Destailleur a la charge de réaliser longent le boulevard des Invalides. Au n°33, le bâtiment principal destiné au couvent, aujourd'hui corps principal du lycée Victor Duruy, s'ouvre sur le boulevard selon un plan en U. Le pensionnat, construit dans le prolongement de la communauté au n°31, se termine par la chapelle des Saint-Anges de style romano-byzantin.

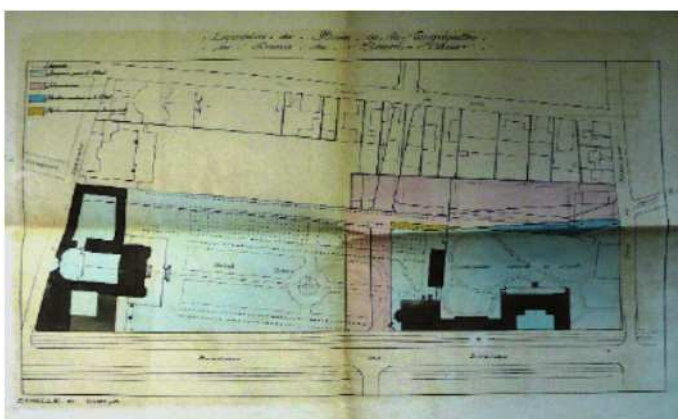
L'état de la parcelle en 1900 montre un certain nombre de bâtiments annexes répartis sur le domaine. Contre le potager longeant les fonds de parcelles donnant sur la rue de Barbet-de-Jouy, une chapelle et une buanderie avaient été construites durant la deuxième moitié du XX^e, ainsi que le réfectoire qui communiquait avec le bâtiment du 31, boulevard des Invalides. Donnant sur la rue de Babylone, à côté des bâtiments de la ferme, les Dames du Sacré-Cœur avaient ouvert les classes d'une école gratuite, destinée aux enfants nécessiteux. Quant au jardin à l'anglaise, il fut nécessairement réduit en taille du fait de la construction du couvent, mais les religieuses en gardèrent l'esprit, et ajoutèrent une allée de marronniers que l'on peut encore parcourir. L'établissement se répartissait donc entre le grand pensionnat, aujourd'hui Musée Rodin, installé au 77 rue de Varenne, doté d'une chapelle construite par Just Lisich en 1875 ; le pensionnat des externes au 31, boulevard des Invalides ; une école gratuite au 76, rue de Babylone et la Maison-mère au 33, boulevard des Invalides.



AN liquidation des biens de la congrégation des Dames du Sacré-Cœur, vers 1900.



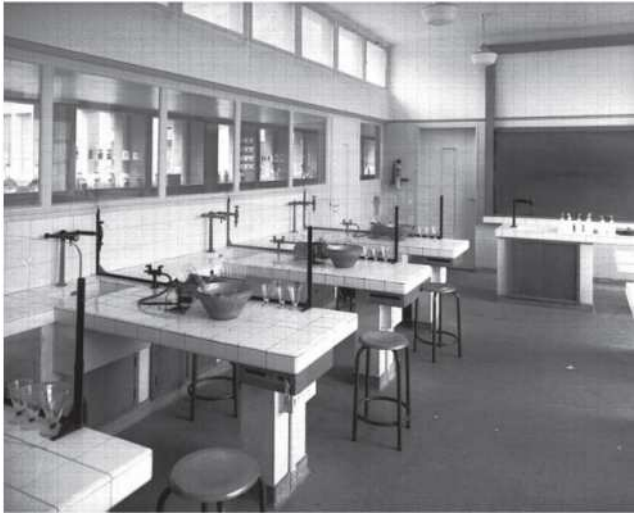
Casier archéologique. Façades sur jardins et vue sur l'allée des marronniers, vers 1900.



Casier archéologique, liquidation des biens de la congrégation des Dames-du-Sacré-Cœur, Projet de lotissement d'une partie de la parcelle du 77, rue de Varenne. Gris : acquis par l'Etat ; rose : domaines ; bleu : partie rendue à l'Etat ; jaune : partie rendue aux domaines.



La loi du 7 juillet 1904, interdisant aux congrégations religieuses de dispenser un enseignement, conduit rapidement à la fermeture de la maison d'éducation du Sacré-Cœur, qui est totalement évacuée en 1907. En 1909, l'hôtel fait l'objet d'un projet de lotissement, par le liquidateur M. Menage, comportant 45 lots de terrains à bâtir, entraînant la destruction des constructions de l'hôtel et la suppression des espaces plantés. Face à cette menace, une forte protestation se développe (députés de Paris, conseillers municipaux, presse, commission du vieux Paris, sociétés d'histoire et d'archéologie, pétitionnaires privés...) et un vœu du Conseil Municipal de classer l'Hôtel Biron en Monument historique est alors voté. Le gouvernement obtient, auprès des liquidateurs, un délai supplémentaire, permettant à la Ville de réaliser une étude détaillée afin de sauver « l'essentiel ».



L'étude envisageait la division du terrain en deux parties, dont la première correspondait à l'hôtel proprement dit avec l'ensemble de ses jardins (à la Française et les quinconces qui lui font suite). La seconde de disposition plus récente, s'étendant du côté de la rue de Babylone, dont les jardins étaient destinés à l'installation d'un square et la vente de quelques lots en bordure. Sur cet immense domaine de l'ancien hôtel Biron, la municipalité avait également envisagé le prolongement des rues Monsieur et de Tourville et déjà l'installation d'un nouveau lycée.



A la suite de nombreuses négociations et projets en tous genres, une loi est votée en 1911 par la chambre des députés autorisant l'Etat à acquérir le terrain, pour y installer, sur la rue de Varenne, les services des bâtiments civils du ministère de l'instruction publique, et sur le boulevard des invalides, un lycée de jeunes filles.

L'ancien bâtiment de la maison-mère des Dames du Sacré-Cœur est investi par l'éducation nationale dès 1912 ; y est installé un lycée de filles composé d'un internat, et jusqu'en 1954, des classes élémentaires, primaires et secondaires, un jardin d'enfants et des classes enfantines mixtes dans les locaux de « la ferme », des classes secondaires dans le bâtiment principal. Durant la Première Guerre mondiale, les bâtiments furent le quartier général de Gallieni.

En 1960, les classes enfantines mixtes sont supprimées. De nouveaux bâtiments sont construits, notamment des salles de sciences réalisées par l'architecte Ducaux. L'ensemble, constitué de bâtiments en rez-de-chaussée en panneaux de béton lavé, ceinture le parc.

Ministère de la Culture, Vues extérieures et intérieures des salles de sciences, clichés Guillot.

E. 1848-1900

Ensemble urbain n°14 : Cour d'ateliers, 50 rue Vaneau. Une cour d'ateliers d'artisans constituée dans les années 1860.

Ensemble urbain n°15 : Cour résidentielle-villa, 21bis-23 rue Oudinot. Une parcelle allongée, ancien ensemble d'écuries du XVIII^e siècle, devenue cour artisanale dans les années 1860, aujourd'hui ensemble résidentiel.

Ensemble urbain n°16 : Ancienne cour de remises, 34 rue Saint-Dominique. Une cour de remises du XVIII^e siècle, transformée en cour de services partagée entre quatre hôtels particuliers à la fin des années 1880.

Ensemble urbain n°17 : Cour artisanale, 45-47 rue de Babylone. Une cour d'ateliers artisanaux, établie dans les années 1860, structurée dans les années 1890.

Ensemble urbain n°18 : Rue de Solférino. Une entreprise spéculative menée par la Société Immobilière de Paris à la fin des années 1860.

Ensemble urbain n°19 : Boulevard Saint-Germain depuis le pont de la Concorde à la rue des Saint-Pères. Une percée haussmannienne qui intègre partiellement le bâti ancien, dans un tracé établi en 1866, principalement construit au début des années 1880.

Ensemble urbain n°20 : Prolongement de la rue des Saint-Pères. Une voie de liaison avec la rue de Rennes établie à la fin du Second Empire, terminée au début des années 1880.

Ensemble urbain n°21 : Ministère de la Défense. La plus grande propriété de l'Etat dans le Périmètre du PSMV, exemplaire de l'architecture de l'administration française au XIX^e siècle.

Ensemble urbain n°22 : Square Samuel Rousseau. Un square aménagé sous l'administration d'Haussmann, devant l'église Sainte Clotilde.

Ensemble urbain n°23 : Square Santiago du Chili et Square d'Ajaccio. Deux jardins publics aménagés sous Haussmann, à proximité de l'hôtel des Invalides.

Ensemble urbain n°24 : Grand magasin Au Bon Marché. Un grand magasin dont la construction s'étale de 1869 à 1887 ; avec deux annexes : l'actuel Conran Shop et l'actuelle Grande Epicerie.

Ensemble urbain n°25 : Square Boucicault. Un jardin public, accompagnant l'édification du grand magasin Au Bon Marché et des rues nouvelles adjacentes.

Ensemble urbain n°26 : Rue de Babylone prolongée, rue Chomel, boulevard d'Enfer. Un tracé de la fin du Second Empire et un ensemble d'immeubles construits au début des années 1880 sur les terrains de l'Assistance Publique, accompagnant l'édification du grand magasin Au Bon Marché.

Ensemble urbain n°27 : Rue de Commailles, rue des Planches, rue de Narbonne. Un lotissement d'immeubles de même apparence, desservi par une voie privée maintenant dans le domaine public, accompagnant l'édification du grand magasin Au Bon Marché.

Ensemble urbain n°28 : Cité Vaneau. 12 immeubles d'habitation post-haussmanniens de grand luxe, entre mitoyens, et un grand immeuble d'angle.

Ensemble urbain n°29 : Rue de Villersexel. Deux fronts de rue ordonnancés en 1881 par la répétition de trois variantes de luxueux immeubles d'habitation.

Ensemble urbain n°30 : Rue de Constantine. Un mur d'hôtels particuliers construits entre 1883 et 1891 au débouché de la rue Saint-Dominique sur l'esplanade des Invalides.



Ensemble urbain n°14 : Cour artisanale

Adresse : 50 rue Vaneau

Situation

Située au sud du secteur du PSMV, la parcelle du 50, rue Vaneau est proche du carrefour avec la rue de Babylone, dans une partie de la rue de Vaneau, entre la rue de Babylone et la rue Plumet. Étroite et en longueur, elle est principalement constituée de bâtiments destinés à l'origine à des activités de commerces, artisanales ou de petites industries.

Cet ensemble est caractéristique d'un processus de densification parcellaire, où l'espace libre devient un simple passage permettant de distribuer les bâtiments implantés sur les limites séparatives de la parcelle.

Historique & architecture

Le tracé de la rue Vaneau tel qu'il est aujourd'hui, s'est fabriqué en plusieurs étapes. Le premier tronçon, présent dès le XVII^e siècle, compris entre la rue de Sèvres et la rue Oudinot porta le nom de Brodeval puis du Leude avant d'être nommé rue des Brodeurs vers 1644, très certainement en raison des maisons de brodeurs qui la bordaient.

Au début du XVIII^e siècle, la section comprise entre la rue Oudinot et la rue de Babylone est ouverte et porte le nom de Petite Mademoiselle puis des Brodeurs. La portion comprise entre la rue de Babylone et la rue de Varenne est ouverte à la fin des années 1820.

C'est en 1873 que l'harmonisation des appellations des différents tronçons est réalisée, avec le nom de Vaneau, en mémoire d'un élève de l'École Polytechnique tué lors de la prise de la caserne Babylone (n°49) en 1830.

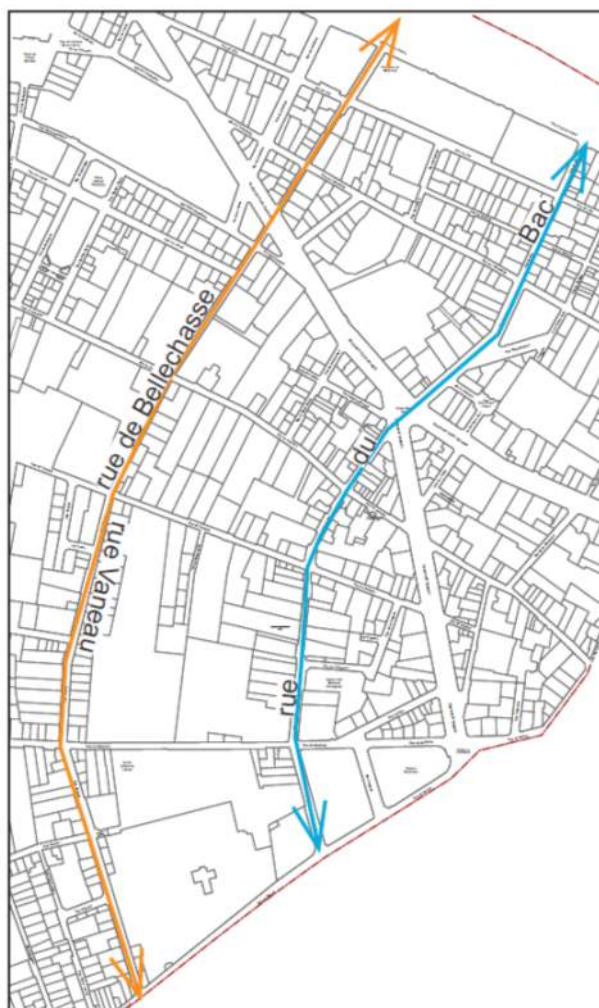
Parallèle à la rue du Bac, la rue Vaneau, prolongée dans son tracé par la rue de Bellechasse, est une voie importante pour la traversée du quartier dans le sens nord/sud/nord, de la Seine à la rue de Sèvres et inversement.

Le découpage de la parcelle du n°50, rue Vaneau et les bâtiments qui la compose sont postérieurs à 1825. La cour-atelier est prise sur l'emplacement de remises d'un pavillon de plaisance construit à l'angle de la rue de Babylone.

Le plan parcellaire levé en 1891 montre la parcelle du n°50 avec les principaux bâtiments qui la composent aujourd'hui. Implantés de part et d'autre des limites séparatives et construits vraisemblablement entre 1840 et 1850, le rez-de-chaussée de ces ateliers étant destiné aux activités économiques et les étages à l'habitation. Ces édifices cumulent aujourd'hui une variété de matériaux de construction et de couverture : des structures porteuses bois et métal avec un



Vue prise depuis le porche sur la rue



remplissage de briques enduites et moellons enduits, des châssis de fenêtres en métal et en bois, des couvertures en tuile, en zinc et en fibre synthétique ondulée. Cette mixité témoigne des différents aménagements réalisés au cours du XIX^e et du XX^e siècle, généralement en fonction des besoins et des mutations des entreprises implantées sur cette parcelle.

C'est à partir de 1907, que des modifications majeures ont été effectuées par Mme Grand et Mr. Pinel, les nouveaux propriétaires. Souhaitant reconstruire le bâtiment sur la rue Vaneau, ils doivent appliquer la mise à l'alignement en vigueur, pour une largeur de voie de 15 mètres. En raison de ce recul de façade, ces ateliers sur rue ont été remaniés pour réaliser les travaux : le bâtiment a été épaissi, deux étages ont été construits (ou reconstruits). Ce remaniement se retrouve dans l'agencement dissymétrique des ouvertures donnant sur la cour.

Durant le XX^e siècle, certains petits bâtiments adventices sont détruits, d'autres reconstruits. Aujourd'hui, la parcelle est entièrement bâtie autour d'un passage central. Les bâtiments qui composent cet ensemble urbain sont des réalisations très modestes, en comparaison avec les autres ensembles urbains du même type. Une rénovation récente a tenté d'harmoniser l'ensemble par l'effet de perspective du calepinage de la cour et l'usage d'enduits et de peintures clairs. La parcelle est principalement occupée par la Fédération Française de Hatha-Yoga (F.F.H.Y) et une agence d'architectes d'intérieur (Jg Design Concept Et Réalisation). Cet ensemble urbain est un exemple d'architecture ordinaire de la deuxième moitié du XIX^e siècle que l'on peut retrouver en grand nombre dans les arrondissements des anciens faubourgs de Paris.



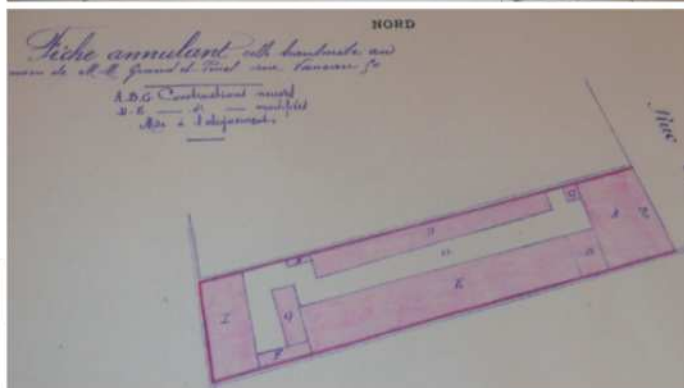
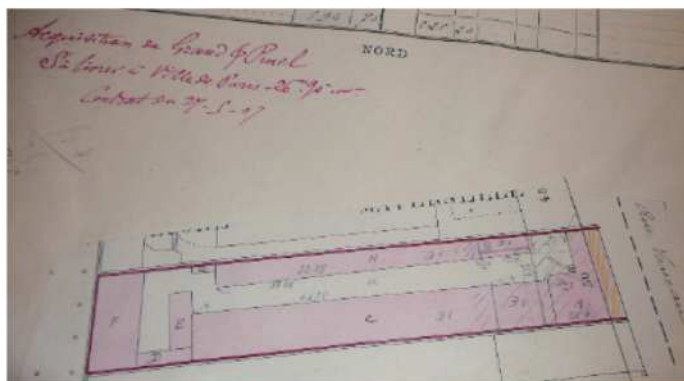
Maison à Loyer sur rue, rhabillage de la façade en 1907, par l'architecte Claveau



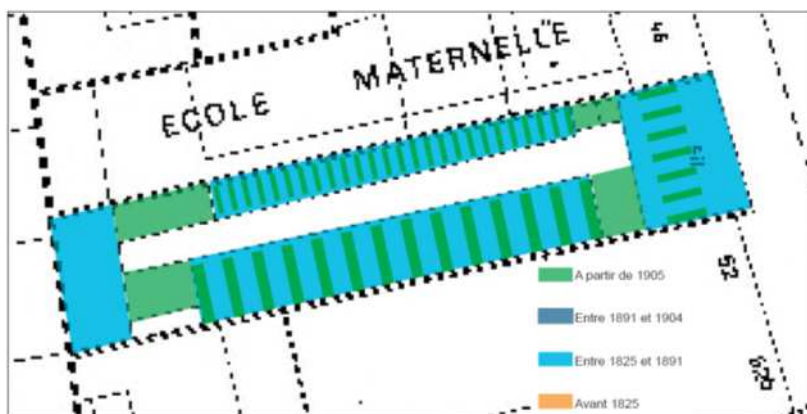
Maison à loyer sur rue, façade arrière donnant sur la cour.

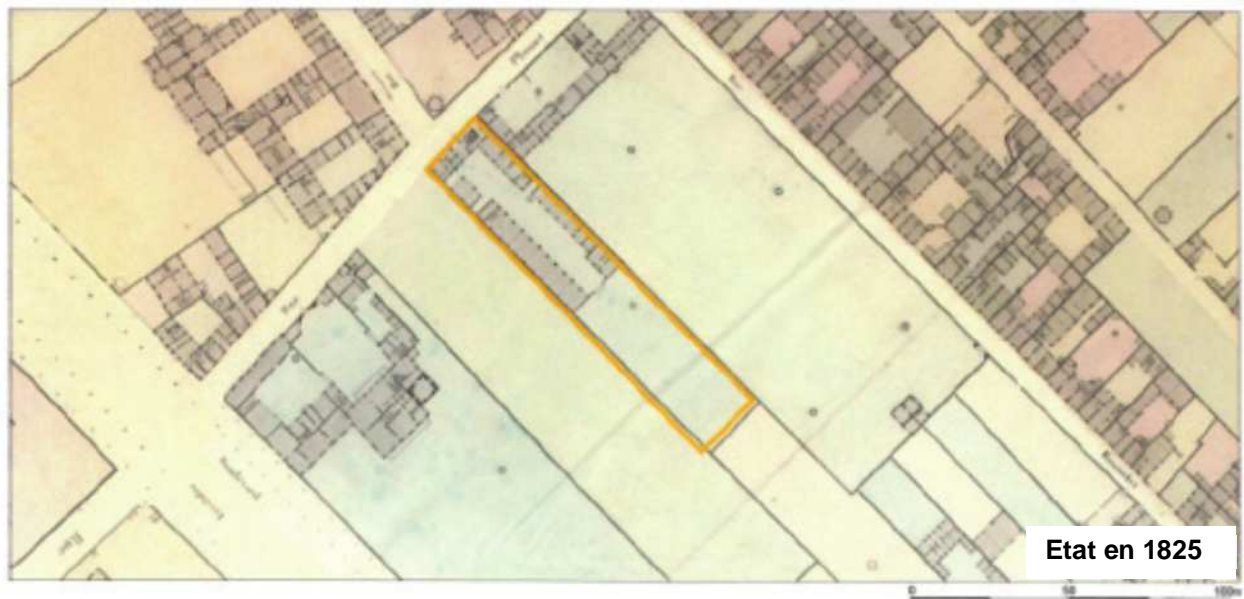
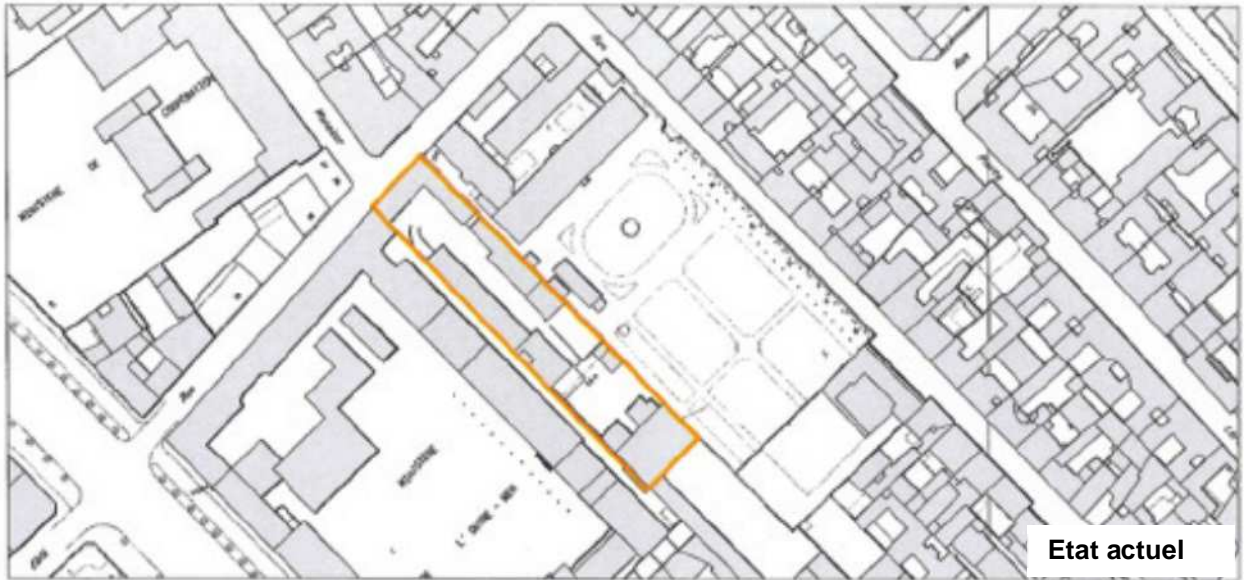


La parcelle est constituée de bâtiments adventices et de remaniements variés, au fur et à mesure des besoins d'espace.



En haut : fiche cadastrale annulée de 1900 avec annotations des modifications à reporter (retrait d'alignement, reconstructions, etc.)
En bas : fiche cadastrale annulée de 1907, avec intégration des corrections.





Ensemble urbain n°15 : Cour résidentielle-villa

Adresse : 21bis-23 rue Oudinot

Situation

La parcelle du 21bis-23, rue Oudinot se situe au sud du Secteur Sauvegardé, face au lotissement réalisé par l'architecte Brongniart à la fin du XVIII^e siècle, autour de la rue Monsieur. C'est une «Cour-atelier-villa» dont le type d'organisation urbaine reste relativement rare dans le secteur Sauvegardé. Aujourd'hui, les ateliers sont reconvertis en habitation avec une ornementation végétale implantée en avant des entrées. Cette organisation permet de simuler la présence de jardins privés donnant sur un petit passage, tels que l'on peut en trouver dans certains quartiers parisiens, qui portent généralement le nom de Villa.

Historique & architecture

Le tracé de la rue Oudinot semble apparaître au cours du XVII^e siècle. Elle était nommée Chemin de Blomet puis rue Plumet avant de prendre le nom de Oudinot en 1851, en référence au Maréchal Oudinot, Duc de Reggio.

Présente sur l'atlas par îlots de 1825, la parcelle du 23, rue Oudinot (composée aujourd'hui de deux parcelles avec celle du 23A) s'est progressivement constituée de bâtiments aux types architecturaux variés construits entre le XIX^e et le XX^e siècles.

Les premiers bâtiments sont construits sur la rue au tout début du XIX^e siècle. Leur implantation, leur structure et leur distribution laissent à penser qu'il s'agissait de maisons à loyers sur la rue et en retour à l'est, avec la présence d'édifices en structures légères (poteau-poutre en bois) pouvant accueillir des activités. En raison de la régularité de la distribution du rez-de-chaussée de ces petits espaces et l'absence de cheminée, il est probable que ces bâtiments soient constitués d'écuries au rez-de-chaussée.

L'implantation de ce type de bâtiment dans ce secteur peut se justifier par la présence aux alentours de grandes propriétés qui étaient susceptibles d'avoir besoin de ce genre «d'annexes». La parcelle jouxte en effet celle de la maison de santé de Saint-Jean-Dieu et elle est également située en face des écuries de Monsieur. Cette configuration a perduré au moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle ; en témoignent les calepins du cadastre qui indiquent la présence successive de nombreux entrepreneurs de voitures, loueurs de charrette,



Maison sur rue et revers sur la cour



Maisons implantées à l'est de la cour



Anciennes écuries réhabilitées en logements



Maison et jardin privatif

etc. L'Atlas par îlots révèle également la présence d'une maison d'habitation, implantée en bordure de l'espace libre laissé en coeur d'îlot, et qui aujourd'hui jouxte un jardin privatif.

A la fin du XIX^e siècle, des travaux ont été entrepris sur la parcelle, avec notamment la construction d'un bâtiment sur la partie laissée libre en coeur d'îlot. Il s'agit d'un édifice construit semble-t-il vers 1890, en pans de fer et remplissage de brique, probablement destiné à une activité de fabrication ou de transformation pour la petite industrie.

Au cours du XX^e siècle, les anciennes écuries et le bâtiment en pans de fer et briques ont subi de nombreuses modifications pour servir de logements. En 1963, Le centre d'éducation féminine fait construire un bâtiment en fond de parcelle. Fondé au début du siècle par les Dames de la Retraite, ce centre nommé à l'origine «patronage Sainte-Agnès» était destiné à l'éducation religieuse des petites filles du quartier. En 1972, il devient l'Association Sainte-Agnès, maison de jeunes et maison de quartier de la paroisse Saint François Xavier des Missions Etrangères. Ce bâtiment est élevé sur cave avec un rez-de-chaussée et un étage carré, couvert en toit terrasse et construit en béton. L'accès se fait par un petit portail, marquant la limite parcellaire créée dans les années 1970, donnant sur une cour plantée de cinq arbres.



Bâtiment en pans de fer et brique

L'ensemble des bâtiments du 21bis-23, rue Oudinot a été récemment restauré. Les différentes époques de constructions apparaissent au travers les compositions et les modénatures architecturales. Les édifices sur rue et en retour d'équerre sur la cour à l'est, sont animés par un simple bandeau d'appuis et des lucarnes cintrées ouvrant les combles. Le rez-de-chaussée est souligné d'une corniche intermédiaire marquant l'entrée sous-porche.

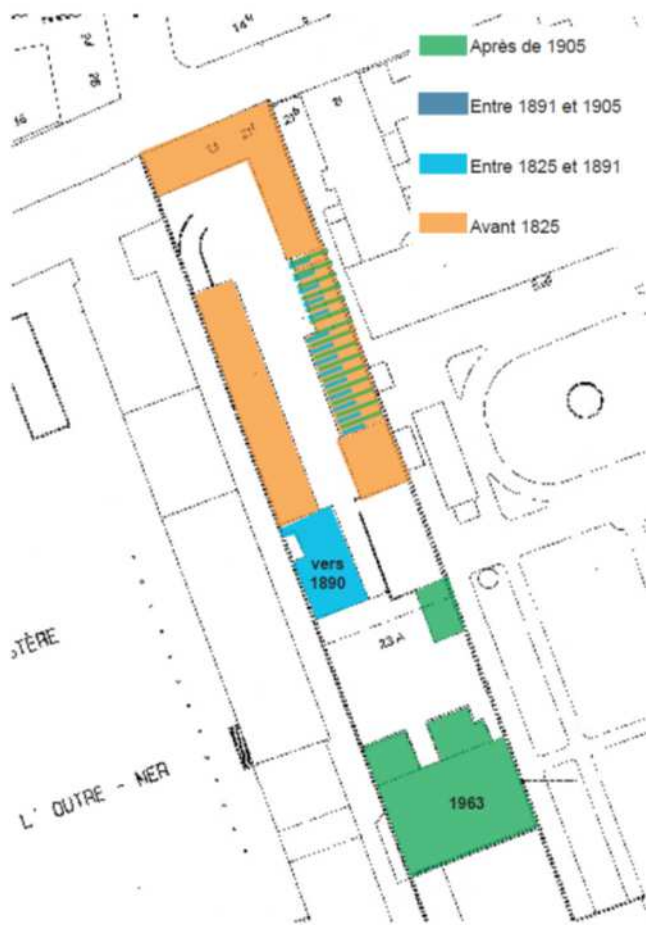
Les anciennes écuries, dont tous les niveaux sont transformés en habitations, présentent en façade leurs structures en pans de bois.

Les portes d'entrées encadrées de trumeaux en briques ont été réalisées lors de la dernière restauration. Dans les années 1960 et 1970, des planchers, des ouvertures et des balcons ont été ajoutés au bâtiment en pans de fer et brique. L'ensemble a également été restauré récemment. Ce bâtiment présente toujours une architecture soignée avec la présence sur les poutres métalliques de rosaces d'écrou en fonte et de lambrequins en bois au niveau de la toiture.

L'espace végétalisé est aujourd'hui assez important et parfaitement entretenu, ce qui constitue une valeur ajoutée à cette parcelle.



Anciennes écuries réhabilitée en logement implantée à l'est de la parcelle.

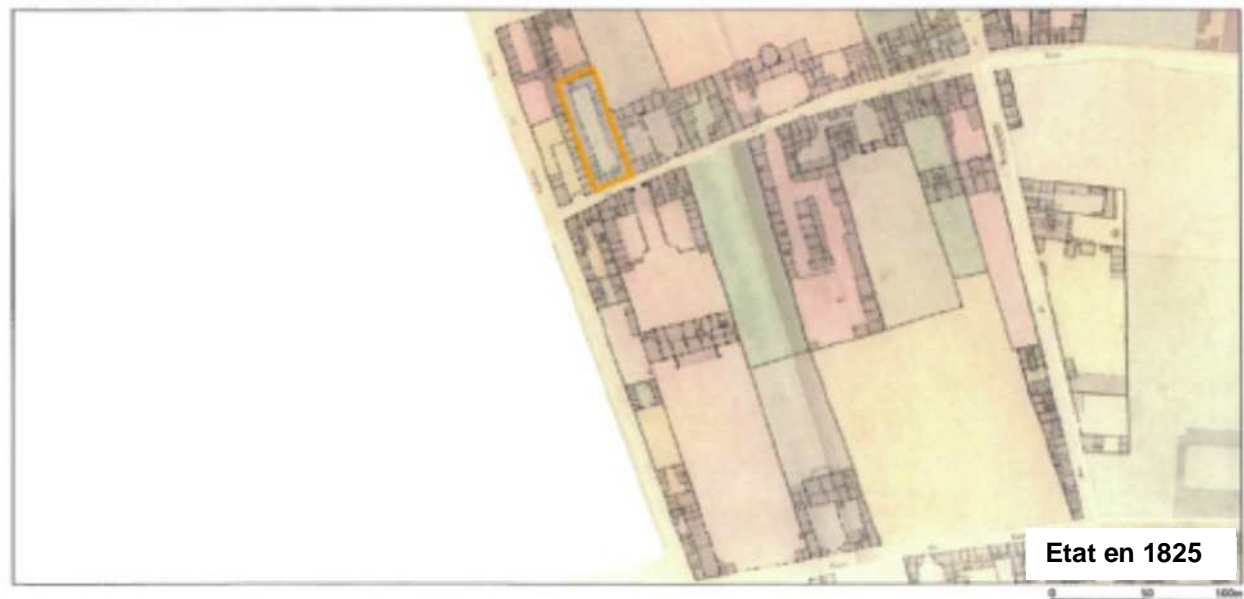


Entrée du centre Sainte-Agnès



Espace végétalisé important avec présence d'arbres





Ensemble urbain n°16 : Ancienne cour de remises

Adresse : 34 rue Saint-Dominique (ancien numéro 106)

Situation

Tout près de l'esplanade des Invalides, sur la rue Saint Dominique, à l'arrière des immeubles de la rue de Constantine.

Historique

L'atlas Vasserot par îlot nous montre une cour de remises à cet endroit en 1825 (ainsi qu'une cour d'écuries non loin de là au 101), ce qui correspond aux besoins des grandes maisons du quartier qui parfois se trouvent dépourvues de la place nécessaire pour y loger leurs services. L'actuel n°34 a été transformé à la fin des années 1880 par le vicomte Emmanuel d'Harcourt, qui ayant fait un beau mariage fait construire au revers de la cour, donnant sur l'esplanade des Invalides, une série de quatre hôtels pour lui-même, et pour ses trois frères et leurs familles, les d'Harcourt, les Puymaigre et les d'Haussonville. Le 34 rue Saint-Dominique devient alors le fief des cochers et des gens d'écurie qui y logent. De part et d'autre de la cour centrale prennent place les remises aux voitures et les stalles des chevaux. La disposition des chambres traduit ici cette vie communautaire. Au premier étage à droite de la cour, au-dessus des stalles un long corridor dessert des petits appartements pour les cochers qui ont charge de familles. Au second étage, un long couloir distribue une enfilade de chambres toute identiques pour les cochers et palefreniers célibataires. Du côté opposé de la cour, d'autres chambres sont réservées à la domesticité qui ne peut loger dans les hôtels de la rue de Constantine.



34, rue Saint Dominique, en haut le côté des remises, en bas l'immeuble des écuries et le logement des cochers et des palefreniers

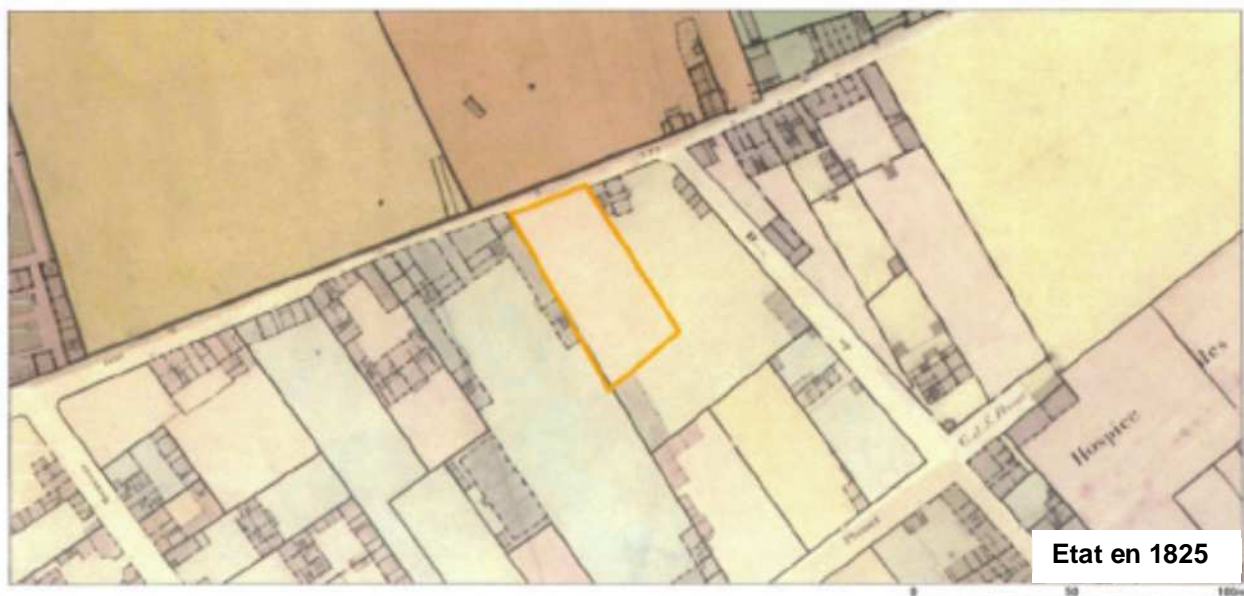
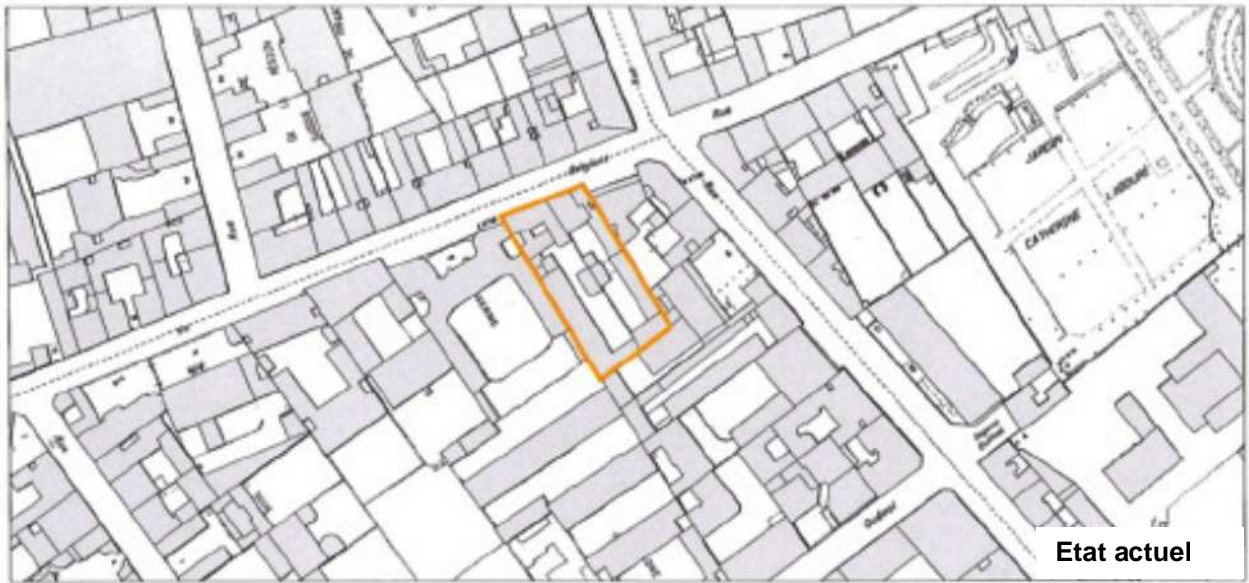
Sur la rue Saint Dominique, la maison est ancienne et remonte aux premières années du XVIII^e siècle. La porte à deux vantaux qui donne accès à la cour est apparemment le réemploi d'une porte plus ancienne encore qui semble dater des années 1680-1690.

Caractère

Reflète de la vie aristocratique portée au comble de sa magnificence à la fin du XIX^e siècle, la cour de l'actuel 34 rue Saint-Dominique a été restaurée dans les années 1920 puis dans les années 1980 avec beaucoup de soin pour les parties ouvrant sur la cour, qui abritent non plus des chevaux et des voitures, mais des ateliers, des lieux de vie et de travail d'une nouvelle bourgeoisie aisée. La maison sur la rue est visiblement plus ancienne, son escalier nous la fait dater des années 1720 et l'on voit sur la photo ci-contre le peu de soin avec lequel l'architecte a articulé la surélévation des écuries dans les années 1890. La porte à deux vantaux sur la rue est certainement un réemploi car sa menuiserie est caractéristique de la fin du XVII^e siècle.



Bâtiment sur rue du début du 18^e siècle.



Ensemble urbain n°17 : Cour artisanale

Adresse : 45-47 rue de Babylone

Situation

Cet ensemble se situe dans la partie sud du Secteur Sauvegardé, non loin du carrefour entre la rue de Babylone et la rue Vaneau et jouxte la parcelle de la Caserne Babylone des Gardes Françaises, au n°49, reconstruite en 1935. Les parcelles des 45 et 47, rue de Babylone constituent un ensemble urbain du type «cour-atelier-villa» en raison de leur morphologie, étroite et en longueur, et de la présence de nombreux ateliers industriels implantés sur leurs limites séparatives, formant deux cours mitoyennes séparées par un mur.

Historique & architecture

Le tracé de la rue de Babylone emprunte une voie ancienne qui conduisait, depuis le quartier de la Croix-Rouge à l'est jusqu'à la plaine de Grenelle à l'ouest. La rue de la Fresnaye (ou Fresnaie) puis Chemin de la Maladerie sont les premières appellations de la rue. Le nom de Babylone apparaît à la fin du XVII^e siècle. En 1720, la rue fut officiellement ouverte entre le boulevard des Invalides et la rue Vaneau.

Sur l'Atlas Vasserot par îlots relevé en 1825, il n'existe qu'une seule propriété (correspondant aux deux parcelles actuelles), mais les constructions qui la composent n'ont pas été dessinées. Il est donc nécessaire d'utiliser le plan Vasserot et Bellanger, l'Atlas général des quarante-huit quartiers de la Ville de Paris levé entre 1827 et 1838, pour compenser cette lacune. Ce dernier est moins précis que l'atlas par îlots, puisqu'il ne propose que l'implantation des bâtiments, des murs ou murets ainsi que des puits. Néanmoins, il permet de comprendre l'évolution des bâtiments de cet ensemble urbain.

L'implantation des bâtiments s'est faite progressivement depuis la rue vers le coeur d'îlot, à l'image des autres parcelles appartenant au même type d'ensemble urbain : sur la rue et en retour dans la cour des maisons à loyer avec boutiques, à la suite dans la cour des ateliers d'activités artisanales ou de petites industries, puis en fond de parcelle, un espace laissé libre pour le stockage ou les manoeuvres nécessaires à la production. Néanmoins, il existait déjà un bâtiment en longueur implanté le long de la limite séparative entre le n°47 et le n°49 rue de Babylone. L'Atlas par quartiers montre un bâtiment étroit qui peut s'apparenter à un atelier en structure légère (poteaux-poutre de bois et remplissage brique ou plâtre), reconstruit depuis.

Le bâtiment sur rue et l'aile en retour à l'est du n°45 semblent être les plus anciens édifices des deux parcelles. Construites au début du XIX^e siècle, ces maisons à loyer n'ont pas subi de grandes transformations à l'exception de probables aménagements

45, rue de Babylone, Ateliers construits par A. Marcel à partir de 1897



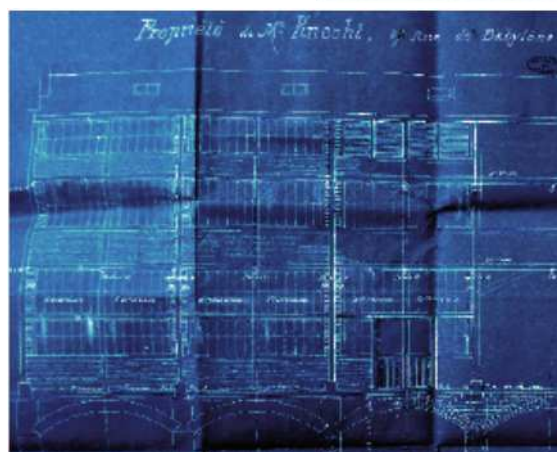
Extrait de l'Atlas général des quarante-huit quartiers de la Ville de Paris



45, rue de Babylone, maison à loyer sur cour



45, rue de Babylone, élévation de l'atelier, A. Marcel, 1897, détail.

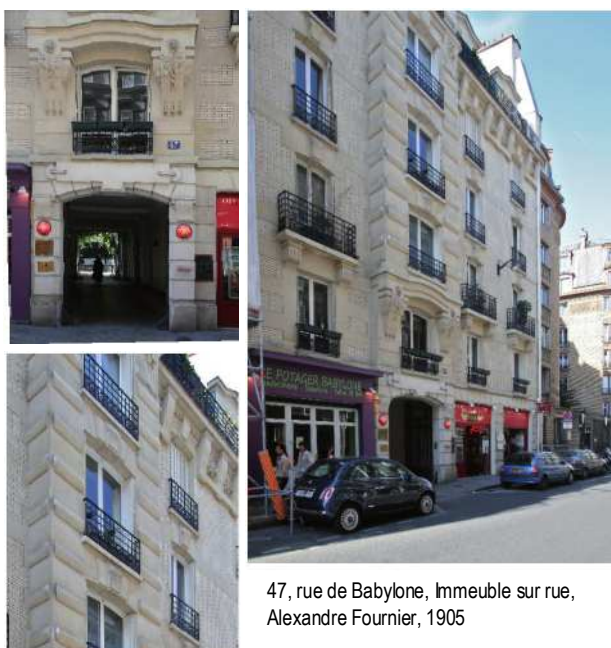




45, rue de Babylone, vue sur les deux parcelles depuis la cour



47, rue de Babylone, Ateliers construits à partir de 1881 par E. Toutain



47, rue de Babylone, Immeuble sur rue, Alexandre Fournier, 1905

dans les combles au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

À partir des années 1860, les boutiques et ateliers du n°45 ont été occupés par un marchand de charbon de bois au détail, un brocanteur, un lithographe, un marchand de faïence en détail, un imprimeur lithographe avec presse mécanique, peintre en bâtiment, etc. ; au n°47 des débits de boissons, un tripiier, un boucher, et autres locations industrielles, et le facteur de piano Elcke (1877). Des transformations importantes ont été réalisées sur ces parcelles pour répondre aux différents besoins provenant de ces activités commerciales, artisanales et de petite industrie qui animaient cet ensemble. Comme le montre le plan parcellaire levé en 1891, de nombreux bâtiments ont été construits de part et d'autre des limites séparatives des deux parcelles, réduisant les espaces libres en simple cour de passage.

Emile Frédéric Knecht était propriétaire de la parcelle du n°45 au moins depuis 1862 et jusqu'au début du XX^e siècle. Sculpteur d'ornements, il avait travaillé entre 1838 et 1855 avec Michel Liénard que l'on retrouve sur les chantiers de l'hôtel du Ministre des affaires étrangères et de l'église Sainte-Clotilde avant de participer au décor des pavillons du Musée du Louvre. Il demeurait dans le bâtiment sur rue au premier étage et avait installé son atelier dans l'un des bâtiments sur cour. En 1897, Frédéric Knecht fait appel à l'architecte Alexandre Marcel, alors en début de carrière, pour la réalisation d'un nouvel atelier de trois niveaux en remplacement de ceux qui avaient été construits à l'est de la parcelle. Alexandre Marcel

(1860-1928) s'est fait connaître en 1895 pour avoir construit le bâtiment de style Chinois au 57bis, rue de Babylone pour l'un des directeurs du Bon Marché, transformé en cinémas «La Pagode» dans les années 1930.

Sur la parcelle du n°47, plusieurs propriétaires se sont succédés au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Avant 1862 et jusqu'en 1883, la parcelle était la propriété d'Amédée Rimbaut, puis de sa veuve. Ils sont à l'origine des constructions d'ateliers implantés de part et d'autre de la cour, tel que le montre le plan parcellaire de 1891. Plusieurs permis de construire ont été déposés entre 1881 et 1883, par l'architecte Thoutain et les entrepreneurs Duval et Lescophy pour l'édification d'ateliers pour facteur de Piano Elcké, implantés à l'ouest de la parcelle en remplacement des ateliers existants. De 1884 jusqu'aux premières années de 1900, M. Gouttière reprend l'affaire des pianos Elcké. Il fait construire en 1894, toujours par

l'architecte Thoutain, un atelier annexe au fond de la parcelle. Enfin, en 1905, le nouveau propriétaire, M. Piat, fait construire un immeuble de rapport sur la rue par l'architecte Alexandre Fournier (date et architecte

inscrit sur la façade). Son immeuble est récompensé au Concours des façades de la ville de Paris.

Dans le cadre de l'application du Psmv, certains «curetages» semblent avoir été réalisés sur les deux parcelles : un petit bâtiment qui formait passage sur la parcelle du n°45, entre l'atelier d'Alexandre Marcel et l'annexe du gardien et au n°47, un grand atelier qui était implanté le long de la limite avec le n°45. Ces destructions ont permis d'ouvrir les espaces libres mitoyens et d'obtenir une vision intéressante sur les bâtiments d'une parcelle à l'autre.

Les maisons à louer sur rue et en retour sur la cour du n°45 développent une modénature simple qui correspond à une architecture ordinaire de la toute fin du XVIII^e siècle, avec des bandeaux saillants marquant chaque étage et un enduit lisse. Les ateliers de la fin du XIX^e siècle, construits en une dizaine d'années d'intervalle sur les deux parcelles, sont des édifices remarquables en raison de la rareté de ce type d'architecture dans le Secteur Sauvegardé du 7^e arrondissement. Ces ateliers sont élevés sur terre-plein d'un rez-de-chaussée et de deux étages carrés, en structure de pans de fer et bois, avec remplissage de brique. Les ouvertures sont en bandeaux continus avec petits bois. L'atelier du n°47 présente des structures porteuses secondaires dans les allèges et une variation des hauteurs d'ouverture d'un étage à l'autre qui permettent d'animer davantage les façades. A noter, une horloge installée au troisième niveau de l'atelier situé en fond de parcelle de cette même adresse.

Enfin, l'immeuble de rapport construit par Alexandre Fournier en 1905 au n°47, est représentatif d'une architecture visant la rentabilité de la parcelle, mais aussi à utiliser les possibilités de variations décoratives en façade que permettait le nouveau règlement urbain de Paris publié le 13 août 1902, afin de rompre avec l'ordonnancement haussmannien jugé trop austère.

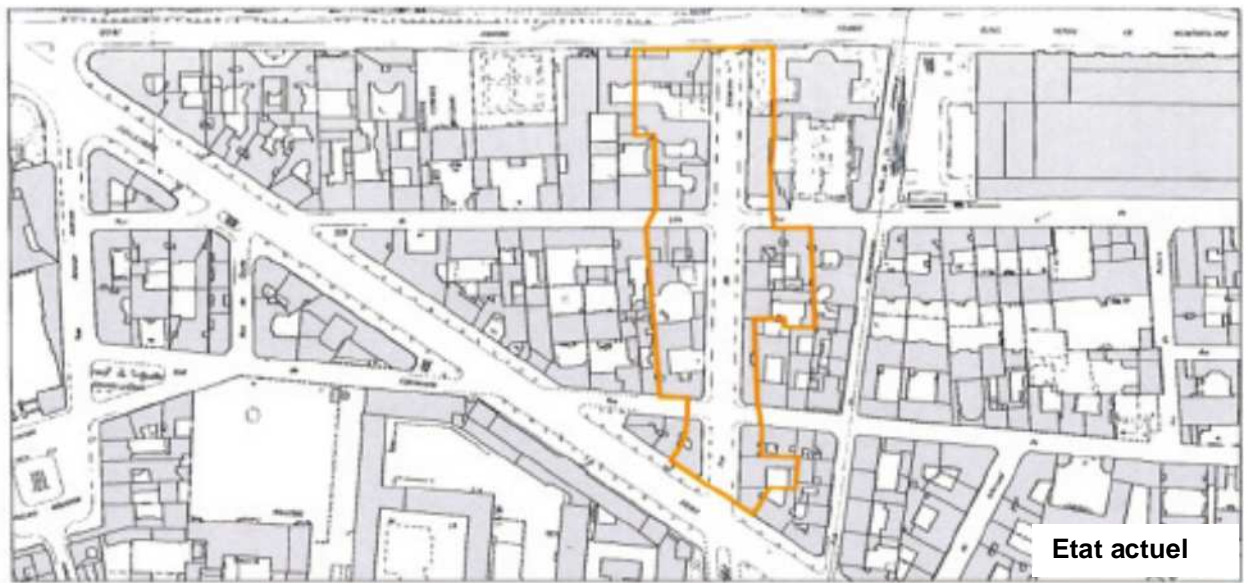
L'immeuble s'ouvre sur quatre travées de baies, celle du porche est marquée par un bow-window massif allant du deuxième au dernier niveau, provoquant ainsi un axe de composition décentré et un fort effet verticalisant. L'architecte accentue cet effet par un jeu de parements et de consoles massifs.

L'horizontalité de la façade est révélée par des jeux de parements, avec au rez-de-chaussée des refends encadrant les vitrines des boutiques, le premier étage est orné d'une alternance de bandeaux de pierre lisse et d'un remplissage de brique. Les deuxième et troisième étages bénéficient également de ce principe d'appareillage, mais les effets de ce dernier s'estompent peu à peu, en raison de l'imposante corniche ornée de modillons et de fleurs sculptées très volumineux. Celle-ci est soulignée par un balcon filant qui participe également à l'horizontalité de la façade. Les décors sculptés employés par Alexandre Fournier restent sobres et rares, en revanche, les garde-corps sont très ornés et leur couleur sombre tranche avec la pierre de l'immeuble.



La présence d'arbres et d'arbustes, la qualité du pavage et des bordures participent à la qualité paysagère de cet ensemble urbain.





Ensemble urbain n°18 : Rue de Solférino

Situation

La nouvelle rue, ouverte au moment de l'édification du premier immeuble d'angle du nouveau boulevard Saint Germain devant l'Assemblée nationale, se situe à l'emplacement de deux grands hôtels particuliers, rue de Bourbon (actuelle rue de Lille) et rue de l'Université, détruits pour la circonstance, et de l'ancienne maison Desjardins. Elle s'étend dans le prolongement d'un quatrième pont sur la Seine construit en 1858-1859 qui donne accès à la rive droite en traversant le jardin du Palais des Tuileries. Elle se prolonge de l'autre côté du boulevard Saint-Germain par l'actuelle place Jacques Bainville, dans un tronçon jamais terminé, destiné à cet endroit à desservir directement le Ministère de la Guerre et à doubler l'ancienne rue de Bellechasse.

Historique

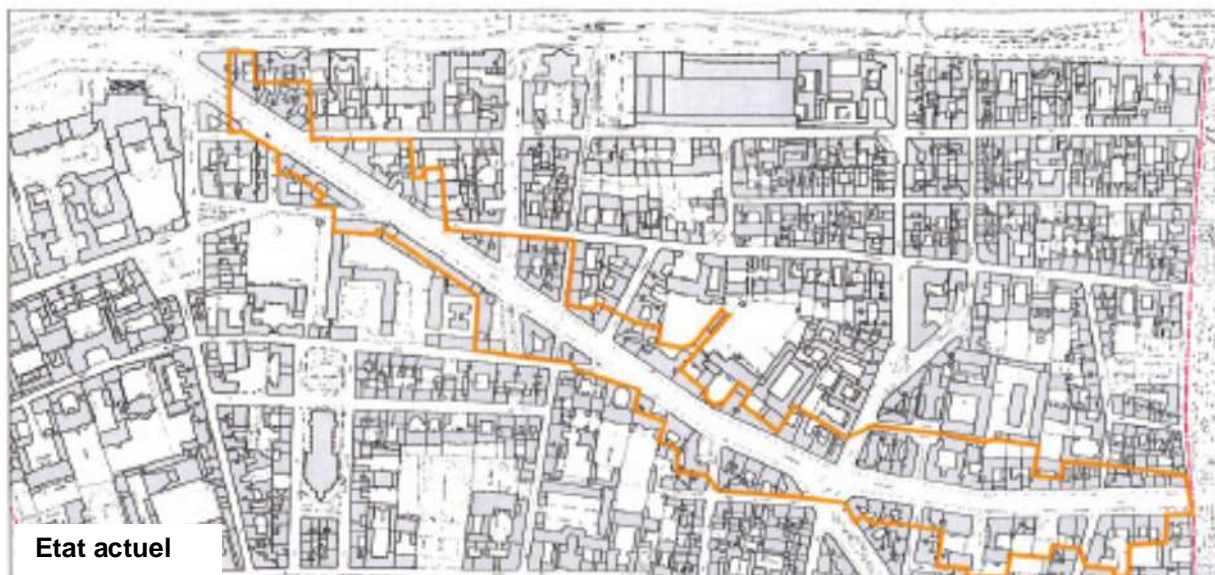
C'est la proximité de la nouvelle percée du boulevard Saint-Germain et la construction d'un pont sur la Seine, qui incitent trois propriétaires à vendre leurs terrains à la Société Immobilière de Paris pour donner naissance à la rue de Solférino. Et ce seront les combats de la Commune, l'incendie de l'ancien hôtel de Salm, de la Cour des Comptes et les dégâts causés alentours en 1871 qui accéléreront les travaux de constructions des immeubles situés de part et d'autre de la nouvelle voie. Au nord, au bord de la Seine, à proximité immédiate de l'hôtel de Salm, devenu hôtel de la Chancellerie de la Légion d'Honneur, s'étendait l'hôtel de Saisseval, construit à partir de 1784 par l'architecte Aubert, bâtiment vendu après le décès de sa propriétaire la marquise de Lillers. Plus au sud, on trouvait l'immeuble Desjardins au 87 rue de Bourbon, vendu par la Comtesse Fabre de l'Aude, et plus au sud encore, situé en partie sur le passage du nouveau boulevard Saint-Germain s'étendait l'ancien hôtel du Maréchal Soult (auparavant hôtel de Talleyrand-Périgord), au numéro 69 rue de l'Université, construit de 1785 à 1787 par l'architecte Le Boursier, exproprié pour cause d'utilité publique en 1866. L'acheteur du terrain est la Société Immobilière de Paris, chargée en lieu et place de la Ville de Paris à l'exécution de la partie du nouveau boulevard jusqu'à la rue Saint-Dominique. Elle répond en 1868 en créant la rue de Solférino aux souhaits des habitants du quartier qui demandent l'ouverture d'une voie perpendiculaire pour désengorger la rue de Bellechasse. Pour ce faire est inclus une partie du terrain à l'emplacement de l'ancien dépôt de la guerre au contact du boulevard St-Germain. L'architecte responsable du plan d'ensemble est Charles Blondel.

Caractère

Le front ouest de la nouvelle voie de 20 mètres de large est marquée par la présence de deux grands hôtels particuliers : à l'angle sur la Seine, l'hôtel de l'ingénieur Hunebelle, enrichi notamment par les décors du peintre Charles Lameire, et entre la rue de Bourbon et la rue de l'Université par l'hôtel de Broglie (devenu hôtel d'Orléans-Bourbon puis Maison des fonctionnaires avant d'être occupé aujourd'hui par le siège du parti socialiste), dont une partie intègre le corps de logis principal de l'ancien 90 rue de l'Université, ce qui donne à l'ensemble son orientation perpendiculaire à la voie nouvelle. Le front Est, quant à lui, est occupé par de nouveaux bureaux construit par la Chancellerie de la Légion d'Honneur, par un petit hôtel particulier aujourd'hui devenu Fondation Charles de Gaulle, et par plusieurs immeubles d'habitation luxueux construit à la fin des années 1860 au rang desquels il faut noter le numéro 7, érigé en 1868-1869 par Charles Richardière.



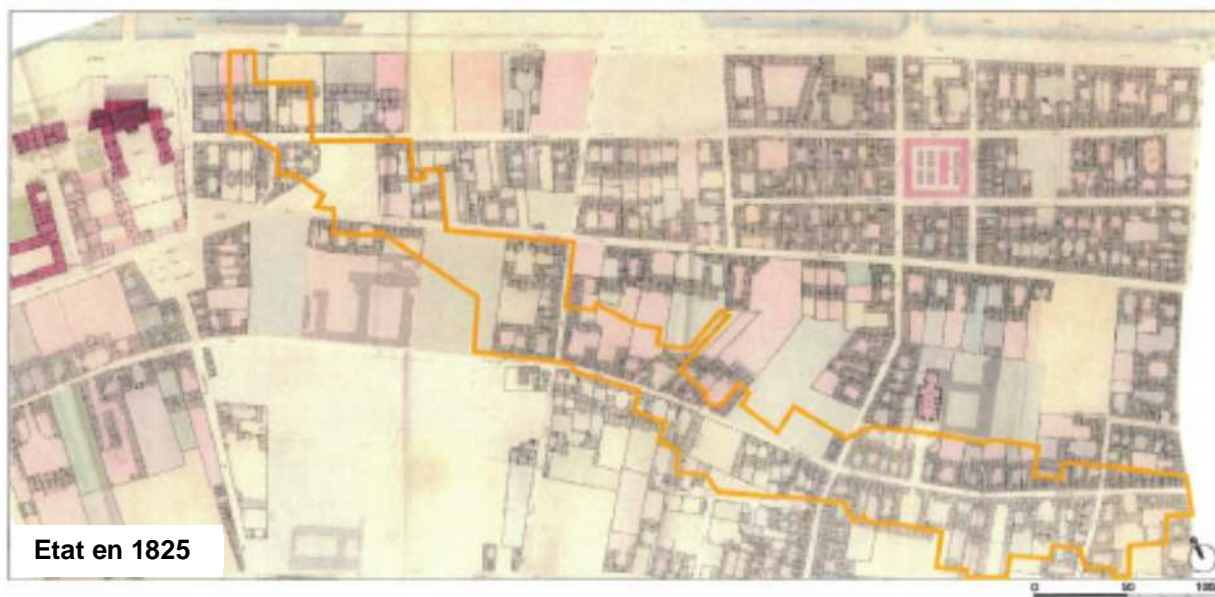
Dans une couleur foncée sur le plan, le tracé de la nouvelle rue de Solférino et son intersection avec le boulevard Saint-Germain. (Plan au STDF de la ville de Paris)



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°19 : Boulevard Saint-Germain

Adresse : 177 à 288 bd Saint-Germain

Situation

Le boulevard Saint-Germain a été conçu comme une artère de dégagement de la rive gauche, parallèle à la Seine. Il traverse le périmètre du Secteur Sauvegardé d'ouest en est, depuis la rue des Saint-Pères jusqu'au pont de la Concorde. L'histoire de sa constitution est complexe et s'étend sur presque toute la seconde moitié du XIX^e siècle, notamment en raison des événements politiques qui ont ralenti les investissements. Le boulevard Saint-Germain n'est pas une percée haussmannienne telle que l'on peut se l'imaginer, régulière dans son alignement et ordonnancée dans son architecture. Peu de percées parisiennes répondent d'ailleurs à cette composition « idéale » et l'illusion de cette perfection est essentiellement créée par une largeur importante de la voie et des plantations relativement régulières sur l'ensemble de son parcours. Ce sont essentiellement des hôtels particuliers et des immeubles d'habitation avec ou sans rez-de-chaussée commerciaux qui ont été construits sur la portion du boulevard comprise dans le périmètre du Secteur Sauvegardé.

Historique & architecture

À partir des années 1850, Napoléon III, le Préfet de la Seine Haussmann et ses collaborateurs souhaitent désenclaver le centre de Paris en réalisant de grandes artères traversant l'ensemble de la capitale. Leur volonté est également d'assainir les quartiers anciens d'une manière radicale grâce au système de la percée urbaine, plus efficace que l'application d'un plan d'alignement. Le projet d'une grande traversée d'est en ouest sur la rive gauche apparaît d'abord sur le plan de la Commission du comte Siméon, en 1853. Cette traversée prend alors naissance au niveau de l'actuelle place Maubert, pour aboutir rue de Bourgogne. Le tracé s'appuie sur de nombreuses rues existantes, notamment, pour la partie du boulevard qui nous intéresse, sur la rue Saint-Dominique. Quoique non réalisé selon ce dessin, l'actuel boulevard Saint-Germain en reprendra les principes.

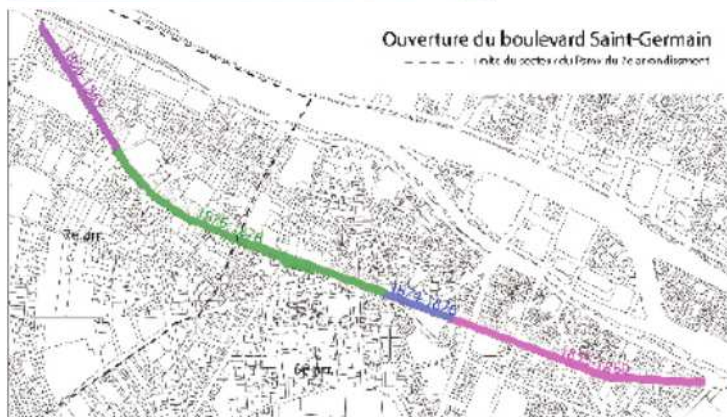


Plan des propositions de la Commission du comte Siméon, Plan de Paris en 1853, indiquant en bleu les grandes artères à ouvrir. Surcharge à l'aquarelle du plan itinéraire de Paris, publié par Andriveau-Goujon en 1853. En rouge, limite actuelle du périmètre du Secteur Sauvegardé



Plan des voies dont l'ouverture a été décidée entre 1848 et 1870 ; Pierre Pinon, Atlas du Paris haussmannien, La ville en héritage du Second Empire à nos jours, Paris, Parigramme, 2002.

Les opérations de percement du boulevard Saint-Germain, long de 3 kilomètres, se sont étalées sur une vingtaine d'années. Cette entreprise s'est réalisée par tronçons selon différents modes opératoires, ce qui explique la variété architecturale que l'on peut trouver le long de la voie. L'ouverture de la partie du boulevard comprise dans les limites du Secteur Sauvegardé s'étale sur une période de douze ans, entre 1866 et 1878. Les bâtiments situés en bordure du boulevard sont, pour l'essentiel, construits après 1880.





218, bd St-Germain (17^e-18^e s.)

L'ouverture du boulevard Saint-Germain est prévue dès 1853 (Commission comte Siméon), mais il faut plusieurs campagnes de chantiers, s'étalant entre 1855 et 1878 pour définitivement achever son tracé. Pendant cette longue période de travaux, les différentes méthodes d'ouverture et de financement (perçement, alignement, élargissement) ont eu un impact important sur les constructions qui le bordent. Dans la partie qui nous intéresse, le choix de suivre le tracé de la rue Saint-Dominique, en effectuant un simple élargissement pour permettre l'achèvement du boulevard, a joué un rôle important dans sa constitution. Il est marqué par une variété architecturale, caractérisée par la présence massive de constructions édifiées entre 1880 et 1913 et dans une moindre mesure par la présence d'un ensemble d'immeubles construits entre le 17^e et les années 1860 qui bordaient le côté nord de l'ancienne rue Saint-Dominique.

Deux campagnes de percement sont comprises dans le périmètre du Secteur Sauvegardé.

Entre 1866 et 1869, un second tronçon (le premier étant achevé en 1860 entre le Quai de la Tournelle et la rue Hautefeuille) est réalisé entre le Quai Anatole France et la rue Saint-Dominique, par l'architecte Blondel qui s'est constitué en compagnie immobilière. Blondel perce non seulement la voie, mais aussi la rue de Solférino. Excepté l'immeuble d'angle n°288, construit en 1868, des bâtiments longeant ce tronçon du boulevard datent des années 1880 à 1913.

Entre 1876 et 1878, le dernier tronçon du boulevard est réalisé entre la rue de Bellechasse et de l'ancienne Comédie (6^e arrondissement). Le tracé de cette partie fluctue énormément, en raison d'un souci économique, puisque le raccordement par percements entre les deux extrémités du boulevard représente des sommes importantes pour les opérations d'expropriation. Cette liaison traverse un tissu de bâtiments anciens constituant un patrimoine architectural qui a été préservé jusqu'alors. La solution choisie est de suivre le tracé de l'ancienne rue Saint-Dominique et d'élargir celle-ci dans sa partie sud. La construction des immeubles sur le côté nord du boulevard Saint-Germain est relativement rapide et homogène. Pour son côté sud, le boulevard est marqué par la présence des bâtiments 17^e et 18^e siècles construits sur l'ancienne rue de Saint-Dominique. Ces bâtiments préexistants offrent un intérêt particulier puisque certains d'entre eux ont subi des ajouts et des modifications importants pour se raccorder au nouvel alignement du boulevard, ou pour répondre aux exigences des propriétaires.

Durant la vingtaine d'années nécessaires au percement du boulevard Saint-Germain et la période qui a suivie pour l'achèvement des constructions en bordure de la voie, plusieurs règlements urbains se sont succédé, imposant des gabarits et des alignements différents aux constructions. L'élargissement de la rue Saint-Dominique et la traversée de très grandes parcelles par le boulevard a obligé les propriétaires qui souhaitaient conserver leur propriété, à réaliser des adaptations architecturales qui rendent atypiques certains bâtiments. Le vocabulaire architectural est également en évolution constante selon les époques.



206, bd St-Germain (1780)



204, bd St-Germain (1820)



11, rue Solférino (1860)



260, bd St-Germain (1881)



282, bd St-Germain (1913)



195 et 197, boulevard Saint-Germain, deux immeubles mitoyens construits par deux grands architectes de tendance Beaux-Arts : Charles Garnier et Jean-Louis Pascal



Immeuble au 199, boulevard Saint Germain



Ci-contre, des façades des 17e et 18e siècles à peine modifiées au 208 et 206, boulevard Saint-Germain

Plan du décret du 28 juillet 1866 - Sdf n°9151 - s.d. - montage photographique

. Le trait bleu (surligné en bleu clair) indique l'alignement approuvé pour l'ouverture du Boulevard Saint-Germain. Certains de ces alignements ont été exécutés différemment par la Ville de Paris, notamment le carrefour entre le boulevard Saint-Germain, le boulevard Raspail, la rue du Bac et la rue Saint-Simon. La Ville avait prévu l'ouverture d'une voie transversale au boulevard Saint-Germain partant de la rue Saint-Simon (suppression de la rue Paul-Louis Courier) et qui devait déboucher sur le quai Anatole France. La rue Montalembert, ouverte en 1913, représente un stigmate de ce projet avorté.

. La couleur jaune indique les expropriations de terrain envisagées pour l'élargissement de la rue Saint-Dominique.

. Les parcelles cernées de rouge correspondent aux propriétés touchées par le percement et donnent, avec les parcelles tracées en plus clair, un aperçu de la trame viaire, du parcellaire ainsi que des constructions antérieures à l'ouverture du boulevard.



Plan minute du boulevard Saint-Germain, 1878.
Sdf n°9151- extrait

. La couleur jaune indique les terrains expropriés pour l'aménagement du carrefour entre le boulevard Saint-Germain, le boulevard Raspail, la rue du Bac, la rue Paul-Louis Courier et la rue Saint-Simon tel qu'il a été réalisé, en modification du décret du 28 juillet 1866. L'ancien alignement apparaît à la mine de plomb (surligné en gris).

. Le rouge hachuré représente les immeubles reconstruits (date de permis indiqués). Le plan a été mis à jour au fur et à mesure des permissions accordées.

. Le lavis rouge (aplat et trait) représente les constructions et les limites parcellaires anciennes, levées en 1878.



Vestiges bâti après l'ouverture du boulevard Saint-Germain, compris dans le périmètre de l'ensemble urbain



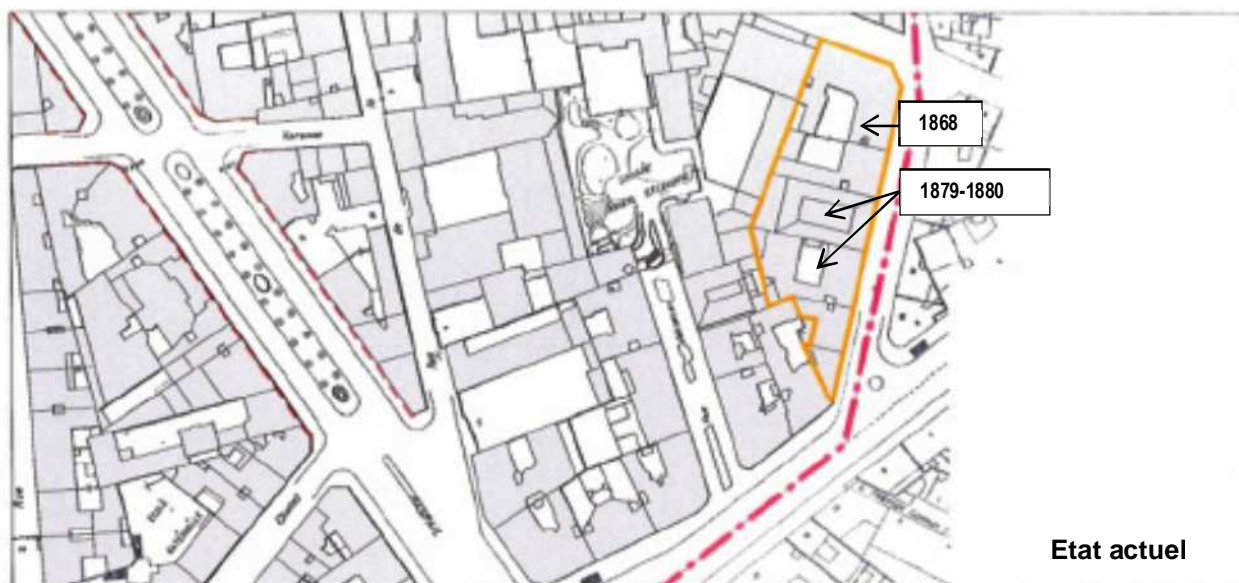
Bâti préservé



Bâti en parti reconstruit



Limite de l'ensemble urbain du boulevard Saint-Germain



Ensemble urbain n°20 : Prolongement de la rue des Saints-Pères

Adresse : 72-80, rue des Saints-Pères

Situation

Cet ensemble urbain est situé sur la limite est du Secteur Sauvegardé et se compose principalement d'immeubles d'habitation haussmanniens. Construites à partir de 1869, ces six parcelles sont à l'origine d'un lotissement réalisé lors du percement du dernier tronçon de la rue des Saints-Pères, décrété en 1866. L'édifice commercial du n°76 est construit entre 1878 et 1880 et représente un bâtiment important pour l'histoire des techniques et de l'architecture puisqu'il est en partie construit en béton aggloméré.

Historique & architecture

Le prolongement de la rue des Saints-Pères s'inscrit dans la politique de redéfinition des réseaux de voirie mis en place par le préfet Haussmann au tout début de la deuxième moitié du XIX^e siècle, à l'occasion de l'annexion des communes limitrophes à Paris.

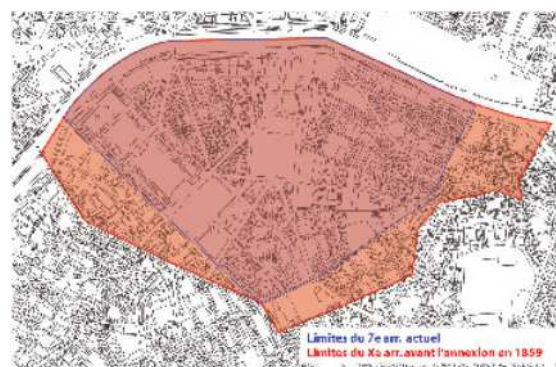
L'arrêté du préfet de la Seine sur les circonscriptions des arrondissements et quartiers de Paris du 3 novembre 1859, définit la délimitation des nouveaux arrondissements. La limite entre le 6^e et 7^e arrondissement doit suivre «une ligne partant de la rue de Sèvres, en face du boulevard du Montparnasse, suivant l'axe de la rue de Sèvres jusqu'aux n°10 et 8 de ladite rue ; de ce point jusqu'à la rue de Grenelle ; la limite de l'arrondissement sera formée plus tard par l'axe du prolongement projeté de la rue des Saints-Pères».

Le tracé de ce nouveau tronçon passe principalement sur les terrains de l'ancien hôtel de Créqui. Construit en 1771, l'hôtel est occupé par l'administration de la mairie de l'ancien 10^e arrondissement à partir de 1836. Ainsi, le prolongement de la rue des Saints-Pères est réalisé à moindres frais par la Ville de Paris, et permet une connexion directe entre le quartier du Pré aux Clercs et le nouveau carrefour Raspail/Sèvres/Babylone, déjà très animé par le nouveau grand magasin du Bon Marché et l'ouverture du Square Boucicaut (voir ensembles urbains Magasins du Bon Marché, la rue Chomel).

À l'exception des n°76, les immeubles d'habitation élevés sur le côté pair de ce nouveau tronçon (côté inclus dans le périmètre du Secteur Sauvegardé), illustrent bien les prescriptions architecturales des règlements urbains mis en place par l'administration d'Haussmann. De standings variés, mais restant relativement cossus, ces immeubles présentent une façade où la hiérarchisation des étages est souvent marquée par des balcons ensaillie et des décors sculptés et de ferronnerie complexes. À mesure que l'on s'élève dans les étages, les volumes s'aplatissent et les décors se simplifient.



Plan de Jaillot, 1775, l'emplacement du lotissement nécessaire au prolongement de la rue des Saints-Pères est cerné en bleu



Croisement de la rue des Saints-Pères avec la rue de Grenelle. GoogleMap.

Le côté impair de la rue des Saints-Pères (hors Secteur Sauvegardé) est également constitué d'immeubles haussmanniens intéressants. Le paysage urbain de ce tronçon marque bien la rupture du continuum des façades et de la largeur de la voie avec la partie plus ancienne de la rue des Saints-Pères.



76 et 76bis, rue des Saints-Pères



L'immeuble de rapport du n°76bis et la librairie du n°76 sont édifés par l'architecte Eugène Dupuis entre 1878 et 1880 pour la Société générale de librairie catholique, dirigée par Victor Palmé (ancienne librairie Palmé). Pour répondre au programme spécifique de son commanditaire, Eugène Dupuis propose, pour l'édification de la librairie, l'utilisation d'une nouvelle technique constructive permettant de supporter le poids que représentent les milliers de livres qui doivent être stockés dans ces locaux.

E. Dupuis utilise du béton aggloméré, matériau inventé par François Coignet, comme hourdi dans les planchers du bâtiment ; une technique qui se rapproche de celle du béton armé. La librairie est un des premiers bâtiments connus en France ayant utilisé cette technique. L'architecte réalise également l'immeuble du n°76bis. Il adapte son architecture à la commande en proposant un immeuble d'habitation très orné, s'harmonisant avec l'immeuble voisin.



L'architecte conçoit un bâtiment lumineux, de plan rectangulaire éclairé par une verrière zénithale, toujours en place aujourd'hui, et par de larges et hautes ouvertures donnant sur la rue des Saints-Pères. La façade symétrique est axée sur les trois travées centrales. Elle se compose en trame régulière et équilibrée entre la verticalité des plates bandes à joints refend et les piles

centrales lisses et l'horizontalité des niveaux de planchers marqués par de larges bandeaux plats et moulurés. E. Dupuis harmonise l'architecture de son bâtiment avec les immeubles voisins en reprenant le vocabulaire des porches monumentaux englobant plusieurs niveaux d'étage. D'une expression rationaliste, la façade est pratiquement dépourvue de décors sculptés. Les frontons triangulaires des deux travées latérales, celui du porche d'entrée ainsi que ceux des lucarnes rappellent l'immeuble d'habitation du n°76bis construit en même temps que la librairie. Actuellement, le bâtiment est occupé par L'Aee, l'Afarec, l'Urogec (Associations pour le développement des enseignements privés catholiques) et la Direction diocésaine de Paris.



74, rue des Saints-Pères



D'un standing plus ordinaire que ses voisins, la façade de cet immeuble n'en est pas moins soignée dans sa composition, avec une forte hiérarchisation des étages. Le rez-de-chaussée ouvert sur des boutiques, qui ne semblent pas d'origine, est orné par un bossage continu montant jusqu'au premier étage. Actuellement, les persiennes de cet étage constituent un élément fort dans la composition. La hiérarchisation se poursuit dans les étages nobles, avec des motifs sculptés, saillants dans les linteaux des baies du second étage, qui tendent à se réduire au troisième étage. Le dernier étage en retrait est camouflé par la corniche et le balcon filant.

72, rue des Saints-Pères - 9, rue de Grenelle

L'architecte Danville construit cet immeuble d'angle en 1863. D'une rue à l'autre, il hiérarchise l'architecture de cet ensemble d'habitation de grand standing. La façade sur la rue de Grenelle étant la plus noble, il la compose de manière symétrique, axée sur le porche d'entrée englobant le premier étage. Deux balcons marquent les deux étages nobles. Sur le pan coupé, constitué de trois travées, Danville reproduit la composition, alors que sur la rue des Saints-Pères, il ouvre les entrées de service (aujourd'hui remplacées par les boutiques) sur une façade plate. Sur la rue de Grenelle, la sculpture ornementale foisonne de motifs zoomorphes et floraux complexes.



78, rue des Saints-Pères

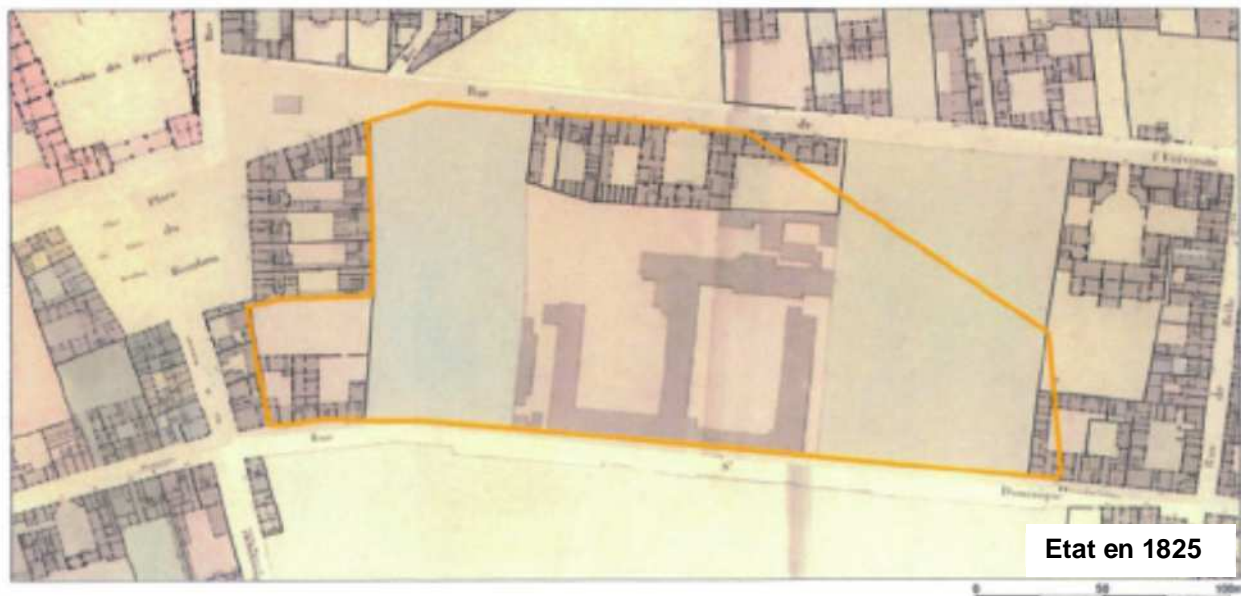
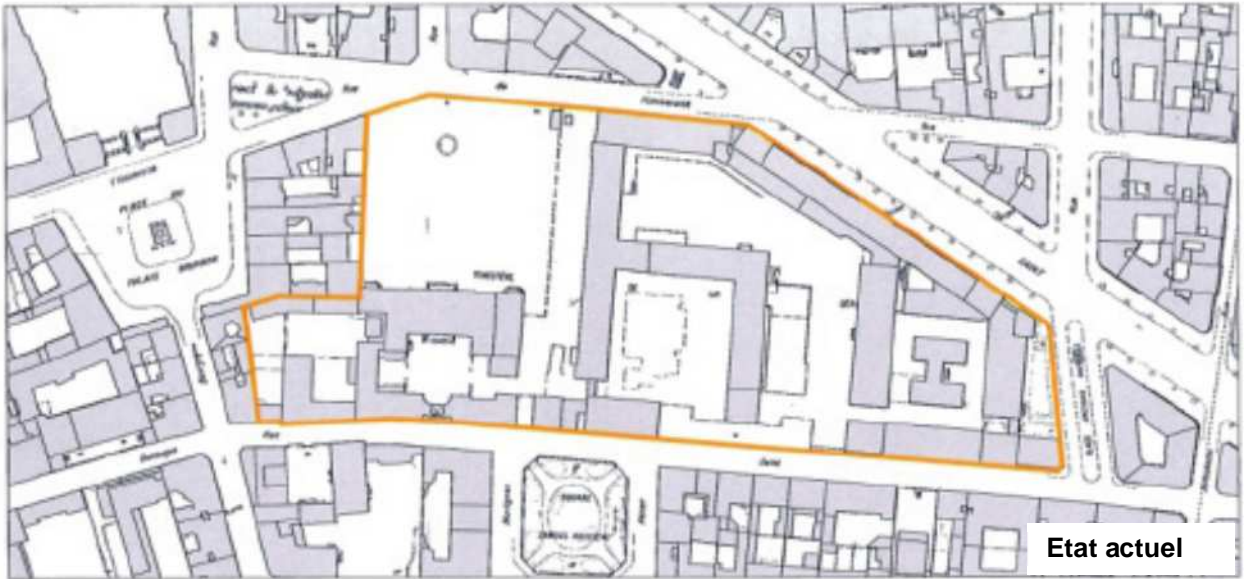
La façade de cet immeuble est symétrique et axée sur les trois travées centrales qui sont encadrées de plates-bandes, à joints refend, courant sur les trois premiers étages. L'architecte utilise une grande variété de décors architecturaux pour animer la façade de l'immeuble sur la rue et hiérarchiser les étages ordinaires des étages nobles. Les motifs de guirlandes, de noeuds de passementerie, de feuille de laurier et de palmette se retrouvent dans les ferronneries et les décors sculptés.



80, rue des Saints-Pères

Construit sur une petite parcelle triangulaire, cet immeuble présente une façade aux saillies importantes, où chaque ouverture est ornée de ferronnerie (balcons simples et filants et des gardes-corps). Les étages sont également hiérarchisés par le décor architectural, avec un rez-de-chaussée entièrement ouvert sur des commerces. Le premier étage est marqué par un bossage continu. Les deux étages nobles sont mis en valeur par des pilastres cannelés continus sur les 2^e et 3^e étages. Les motifs décoratifs de cette façade rappellent ceux de l'immeuble voisin, avec notamment l'utilisation des mêmes ferronneries.





Ensemble urbain n°21 : Ministère de la Défense

Adresse : Rue Saint-Dominique, bd St Germain, rue de l'Université

Situation

Aux abords du siège de l'Assemblée nationale, relié par le pont de Solférino construit en 1858/1859 au Palais des Tuileries, siège du pouvoir exécutif.

Historique

L'abbé Charles-Maurice de Broglie fait reconstruire une maison à l'emplacement de l'actuel 16 rue St-Dominique par l'architecte François Debias-Aubry, terminée en 1729. En 1735, l'abbé vend ce bien à la princesse de Conti, qui l'annexe à sa propriété voisine. En 1779, le prince de Conti le revend à des entrepreneurs pour permettre la réalisation de l'ordonnancement projeté sur la rue de Bourgogne et sur la nouvelle place devant le Palais Bourbon. C'est la comtesse Lordat qui rachète la propriété pour effectuer ces travaux en commençant par l'angle de la rue St Dominique (pavillon Lordat), mais en définitive le petit hôtel subsiste. Celui-ci est revendu en 1834 par l'arrière petite-fille de la comtesse au Ministère de la Guerre qui l'intègre dans l'ancien grand hôtel de Conti (hôtel de Brienne). Grâce au Président Duret, la

marquise de Prie, maîtresse du duc de Bourbon, fait construire une maison à partir de 1734 par l'architecte Debias-Aubry (actuel 14 rue St Dominique). En cours de chantier, les bâtiments sont vendus à Françoise de Mailly, veuve du marquis de la Vrillière. En 1733, elle cède son hôtel à une princesse de Conti, fille de Louis III de Bourbon, princesse du sang. En 1776, la propriété passe au comte de Brienne qui y fait des modifications importantes. Lucien Bonaparte l'achète en 1802, mais il se retire en Italie en 1805. L'hôtel est acheté par la mère de l'Empereur, Letizia. Celle-ci agrandit à deux reprises le terrain aux dépens de l'ancien couvent mitoyen des Filles de Saint-Joseph ou de la Providence. Ce premier ensemble est affecté par Louis XVIII au ministère de la Guerre qui s'y installe en 1817. Les bureaux de l'administration sont aménagés dans l'ancien couvent (plus tard détruit) et dans l'ancienne orangerie de Madame Mère (détruite), ainsi que dans deux hôtels contigus, au nord et à l'est (ancien hôtel d'Agenois, exproprié en 1867 pour tracer le bd St Germain, ancien hôtel de Richelieu, connu sous le nom de dépôt de la Guerre, exproprié lui-aussi en 1867). Le projet d'installer en rez-de-chaussée la bibliothèque générale du Ministère de la guerre et au premier étage les archives dans un grand bâtiment sur la rue St-Dominique avec deux ailes en retour sur une cour créée dans le jardin de l'ancien hôtel de Richelieu prend corps au début des années 1840 et s'achève en 1846 sous la direction de l'architecte Renié. Ces bâtiments existent encore en partie et certains ont été surélevés lors de la campagne de travaux postérieure qui intervient à la fin des années 1870, quand on érige sur le nouveau boulevard Saint Germain un bâtiment de bureaux et de salles de réunions, avec l'aide financière de la Ville de Paris. Cet immeuble de prestige est construit sous la direction de l'architecte Jules Bouchot et s'achève en 1883.

Caractère

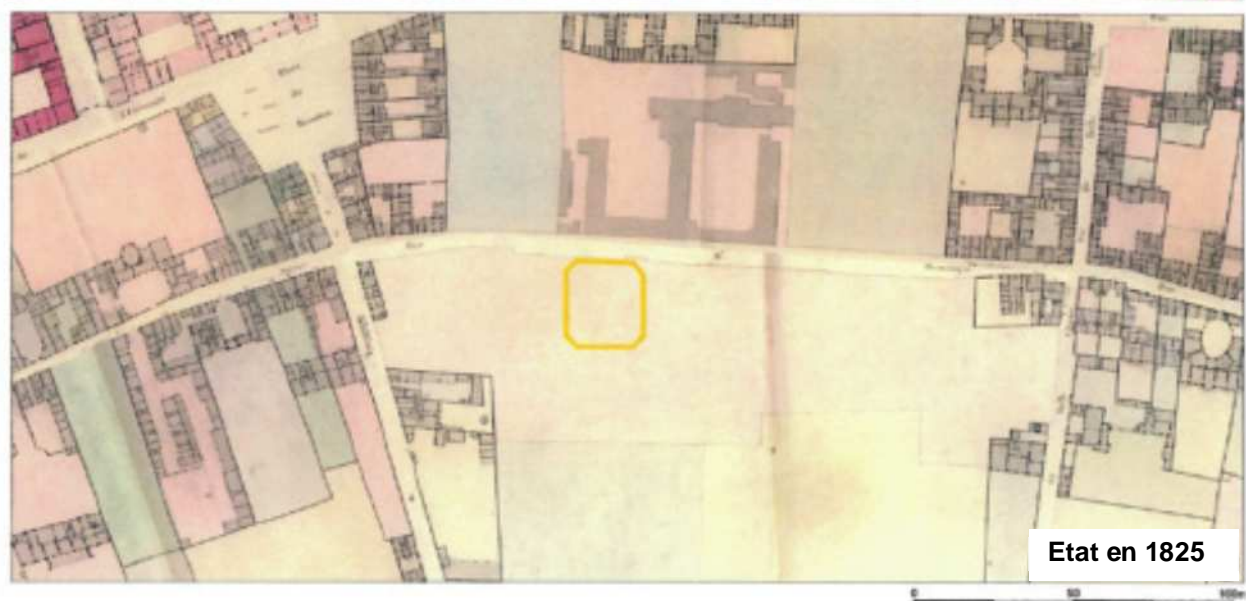
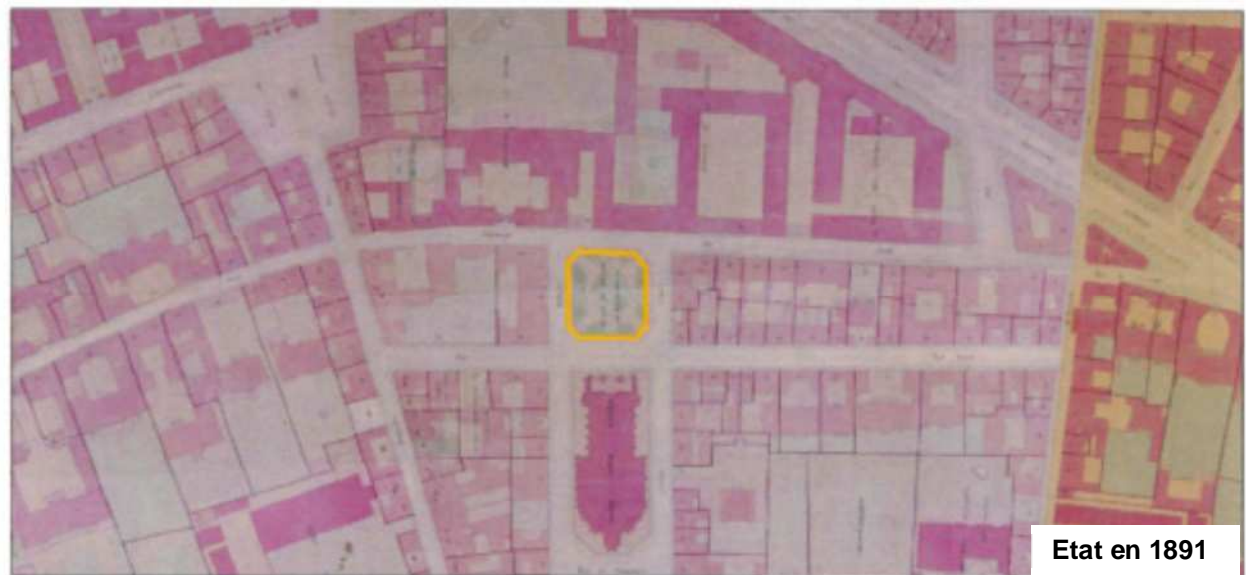
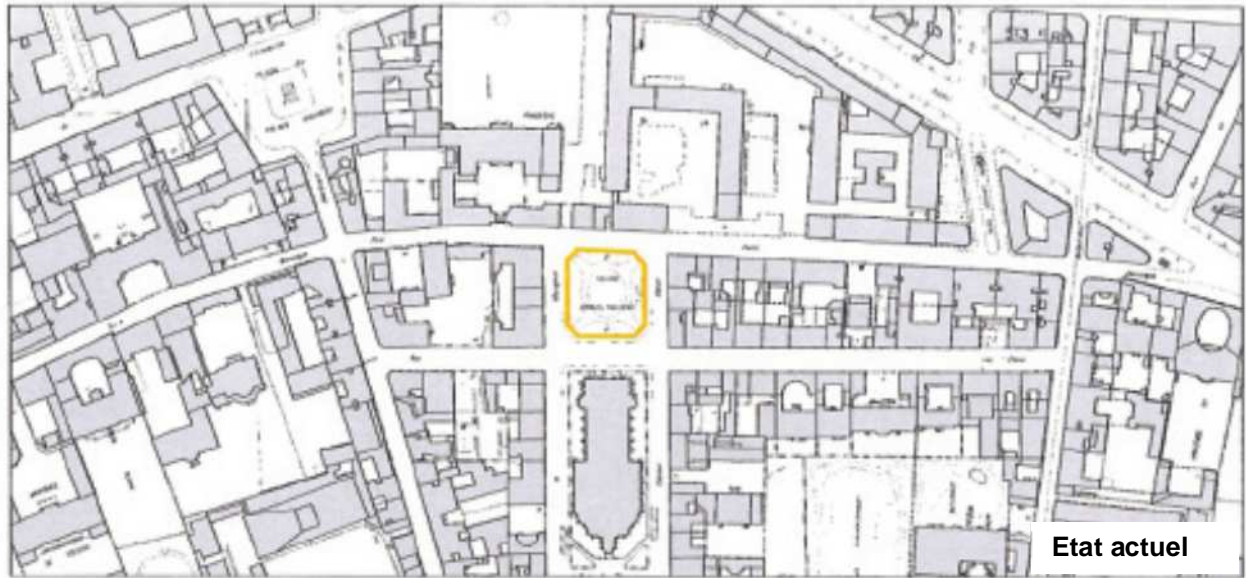
L'actuel siège du Ministère de la Défense possède au point de vue architectural un caractère disparate. Hormis l'hôtel de Brienne pour sa partie réception et son jardin et quelques parties du petit hôtel de Conti, remontant au XVIII^e siècle, on isolera le bâtiment sur la rue St Dominique, ancien dépôt des fortifications caractéristique de l'architecture administrative des années 1840, et le bâtiment des années 1880 sur le boulevard qui donne aux bureaux une façade prestigieuse. L'intérieur d'îlot, rempli d'immeubles sans ordonnancement, construits sur un vaste et profond sous-sol semble sans intérêt esthétique et constructif (sa visite n'a pas été possible).



Vue aérienne du site du ministère de Défense



La cour de l'ancien dépôt des fortifications



Ensemble urbain n°22 : Square Samuel Rousseau

Situation

Le square Samuel Rousseau (auparavant square Sainte Clotilde) est situé devant le parvis de l'église, dans l'alignement de la rue Saint-Dominique.

Historique

L'ingénieur Alphand, son créateur, décrit ce petit jardin public formé en 1859 dans son ouvrage sur les « Promenades de Paris ». Il y insiste sur son caractère d'équipement fonctionnel, inscrit dans le nouveau quartier conçu sur les terrains des Dames de Bellechasse, propriété de la Ville de Paris, lotis à partir de la fin des années 1820 et embellis par la construction de l'église Saint-Clotilde. « Le peu d'étendue de cette promenade rendait nécessaire l'adoption de dispositions fort simples, ne pouvant nuire en rien à l'aspect du monument situé à l'arrière. La surface intérieure du square est de 1810 m² dont 1406 m² en pelouses et massifs et 404 m² en allées sablées.



Vue du Square depuis la rue Saint-Dominique

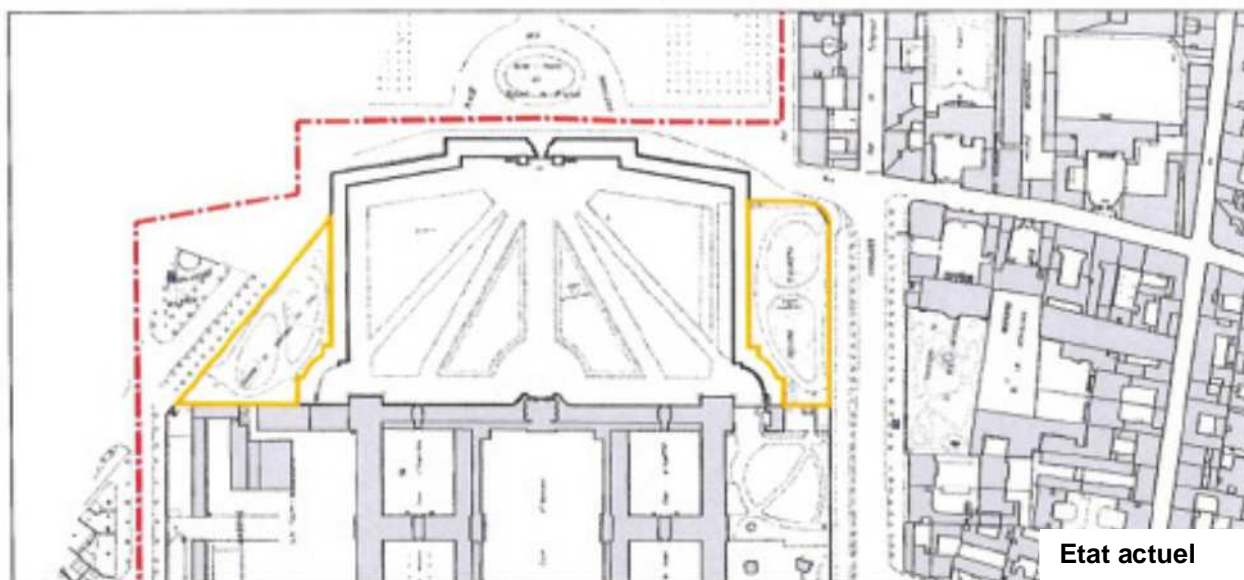
La dépense d'établissement s'est élevée à la somme de 32 220 francs, dont 10 145 francs et 60 centimes pour les grilles, et 7 367 francs pour les bahuts ». Jean-Charles-Adolphe Alphand, né à Grenoble en 1817 et mort à Paris en 1891, est un ancien élève de l'école polytechnique devenu ingénieur ordinaire à Bordeaux, où il fit la connaissance d'Hausmann futur préfet de la Seine. Celui-ci le fit venir dans la capitale en 1854, quelques mois après sa nomination, pour le seconder en lui donnant le titre d'ingénieur en chef des embellissements. Il créa notamment les parterres des Champs-Élysées et du parc Monceau, le bois de Boulogne, le bois de Vincennes et le parc des Buttes-Chaumont. Son ouvrage sur les Promenades de Paris paraît en 1867 et 1872. En 1870, il est nommé directeur des travaux de l'enceinte de Paris lorsqu'on songe à mettre les fortifications de Paris en état de défense. Aidé de Viollet-le-Duc, lui-même Lieutenant colonel de la Garde nationale, il est salué pour sa capacité à rassembler autour de lui l'énergie de centaines de professionnels du bâtiment dans acte de résistance devant l'ennemi. Après les événements de 1870 et 1871, il continue de s'illustrer dans la réalisation d'aménagements d'espace publics à Paris, notamment lors des Expositions Universelles de 1878 et 1889. Il est l'auteur avec le baron Ernouf, d'un traité intitulé « L'Art des Jardins », paru en 1868.

Caractère

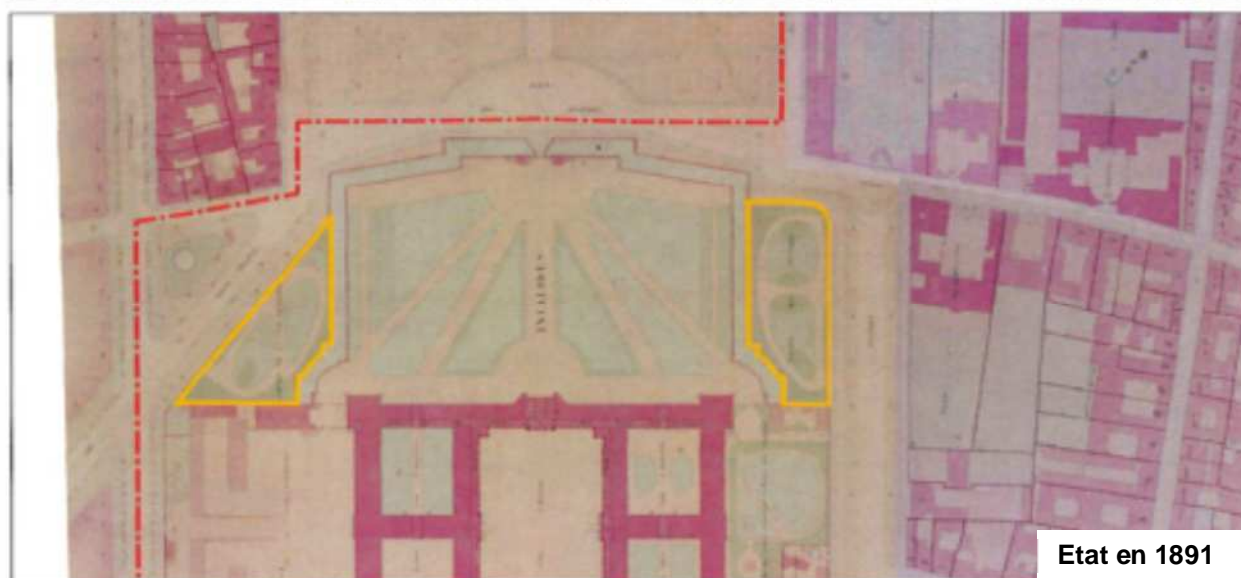
Une large voie fait le tour du jardin tandis que sa périphérie y accueille les plantations. La priorité est donnée à la vue sur la façade de l'église dessinée par l'architecte Théodore Ballu dans le style gothique du XIII^e siècle. Les écrans sont réduits au minimum pour accroître la sensation de salubrité et pour rendre possible la surveillance des enfants du quartier venus jouer ici avec leur gouvernante. Le caractère éducatif de la statuette disposée au tournant des XIX^e et XX^e siècles procure une ambiance protectrice, moralisatrice et studieuse avec L'Éducation Maternelle groupe du au statuaire Eugène Delaplanche, conçu en 1875 et mis en place ici par la suite, et le Monument à César Franck d'Alfred Lenoir conçu en 1891 (le musicien avait été l'organiste de Sainte-Clotilde).



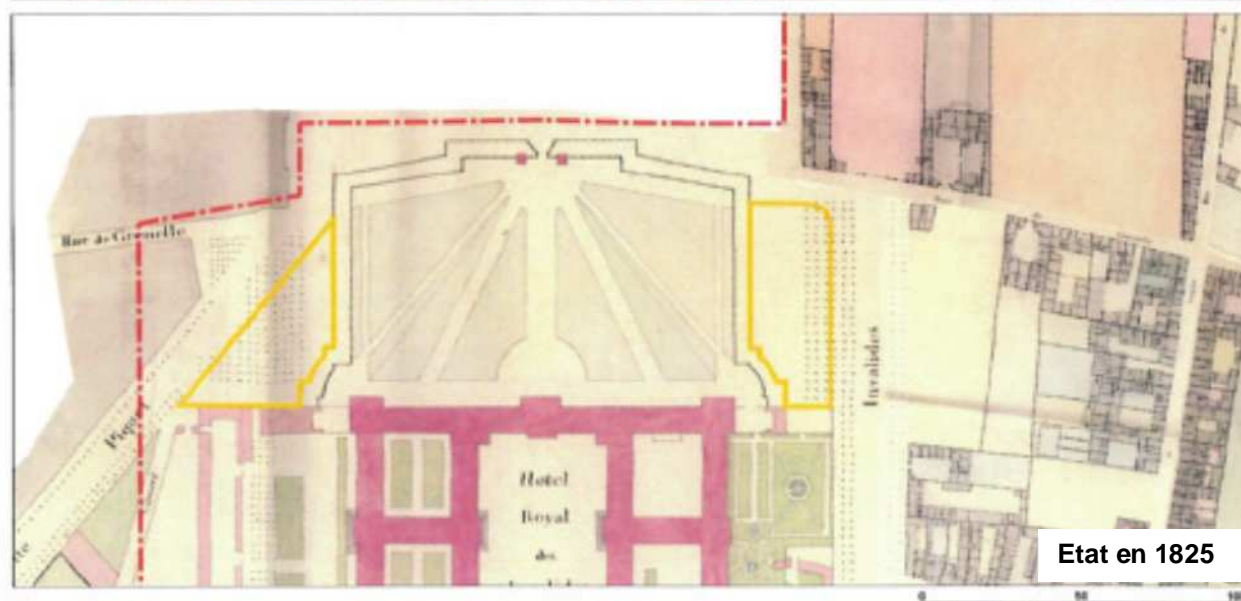
Eugène Delaplanche, l'Éducation maternelle



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°23 : Square Santiago du Chili et square d' Ajaccio

Situation

Le square Santiago-du-Chili, d'une surface de 3 826 m², est situé au nord ouest de l'hôtel des Invalides, à l'intersection du boulevard de la Tour-Maubourg et la rue de Grenelle. Le square d' Ajaccio, d'une superficie de 4 472 m², est situé au nord est de l'hôtel des Invalides, en pendant du square Santiago-du-Chili, en face de l'intersection de la rue de Grenelle et du boulevard des Invalides.

Historique

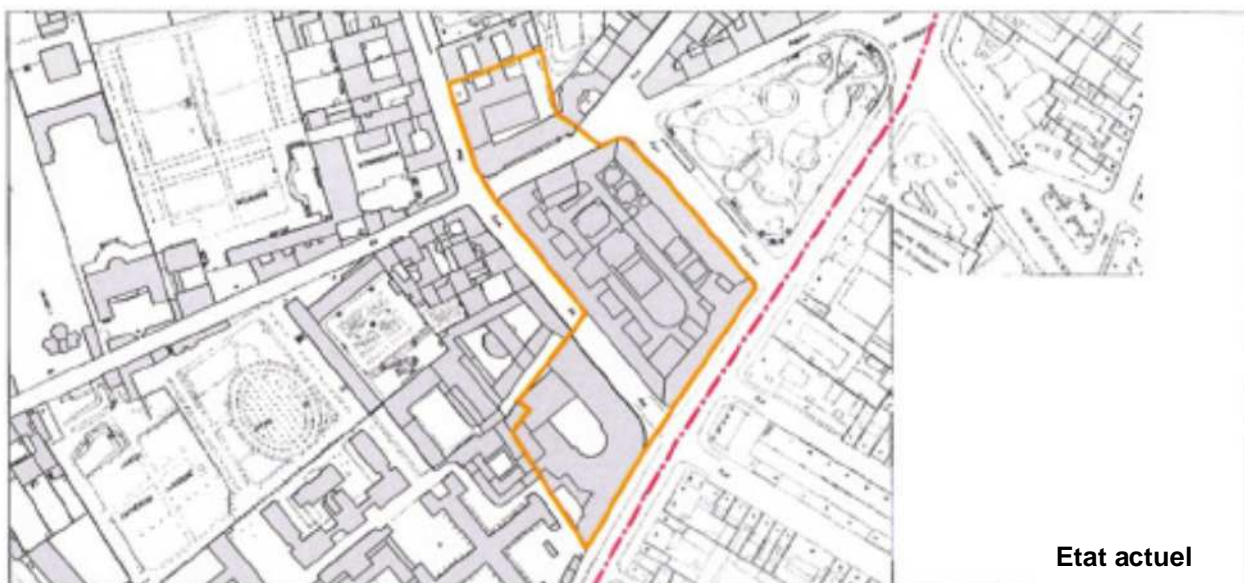
Ces deux jardins publics ont été créés sous la direction de Jean-Charles Alphand en 1865 et figurent dans son livre sur Les promenades de Paris, sous la dénomination de « Squares des Invalides ». Alphand y note qu'il existait là « entre les fossés qui terminent les jardins de l'Hôtel des Invalides et les avenues qui les bordent deux espaces assez vastes de forme irrégulière, qui se trouvaient en dehors de la circulation et qui devenaient dès lors des dépôts de matières insalubres ». Sous son impulsion, l'Administration de la Ville de Paris y a donc aménagé « des parterres et des massifs entourés de grilles qui constituent ces deux petits squares pour les enfants du quartier ». La dépense s'est élevée pour les deux à 109 000 francs.

Le tracé, la plantation, les grilles de ces squares datent du Second Empire. A partir de la Troisième République et des années 1900, ces jardins ont été agrémentés de statuaire, œuvres d'art achetées dans les Salons. Au voisinage de l'hôtel des Invalides, la part belle est faite aux valeurs militaires et l'on peut voir dans le square d' Ajaccio, au centre d'une pelouse une composition moralement très représentative de cette commande publique : « La Défense du Foyer » par Boisseau. D'une manière grandiloquente un Gaulois se dresse pour protéger sa femme et de son enfant. Cette figure patriotique rappelle la défaite française contre l'Allemagne en 1870 et l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Non loin de là, un cadre de verdure recueille la figure du Général Gouraud, ancien gouverneur militaire de Paris jusqu'en 1937. Dans le square Santiago du Chili, dans la partie intégrée au périmètre du PSMV, a été installé le buste en bronze d'Antoine de Saint-Exupéry, conçue par l'artiste Madeleine de Tezenas (de l'autre côté de la rue de la Motte-Picquet, dans une partie du square dessinée sous le Second Empire mais aujourd'hui en dehors du périmètre du PSMV, on trouve la statue de Vauban ainsi qu'une fontaine en marbre dessinée par Alphand en 1864, qui ornait à l'origine la place de la Madeleine).

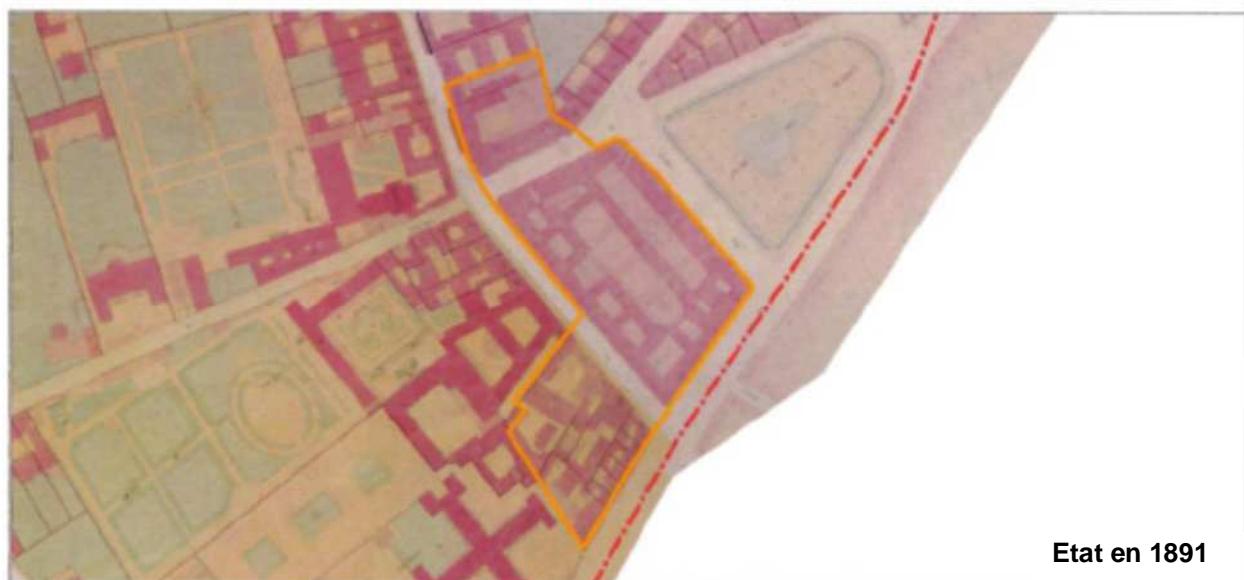
Caractère

Ces deux petits jardins publics parisiens font partie des jardins dits « réguliers » voulus par Alphand sous le Second Empire. Celui-ci développe son point de vue dans son ouvrage sur Les Promenades de Paris où il souligne que ces jardins doivent respecter un certain nombre de principes. Différents des jardins privés, ces squares doivent contenir plus d'allées et la largeur de celles-ci doit permettre qu'un grand nombre de personnes puissent s'y rencontrer et s'y croiser. Leurs accès se faisant par plusieurs issues, le tracé de ces allées est plus divergent que dans les jardins privés. Les espaces entre les plantations doivent être plus étendus pour que la vue ne soit pas masquée, car il faut compter parmi les agréments de ce type de parc l'animation que produisent les groupes de promeneurs. « Il est nécessaire, en outre, que la surveillance puisse s'y faire aisément, afin d'éviter les dégâts causés par les enfants ou des personnes peu scrupuleuses. On doit y ménager beaucoup de stations, garnies de sièges, pour qu'il soit possible de se reposer à l'ombre, et de jouir de l'aspect des points de vue ». Ce sont des équipements où l'air doit circuler librement, condition absolument nécessaire à la salubrité de la grande ville.

Ces idées sont aujourd'hui plus ou moins respectées. Dans le square d' Ajaccio, la profusion des bosquets au nord et à l'ouest, en limite de l'esplanade et de l'hôtel des Invalides, très denses et luxuriants au printemps, n'est pas dans cet esprit. Ils forment écrans, empêchant le regard de se porter au-delà de la limite du square, en déterminant des espaces d'intimité qu'Alphand n'aurait certainement pas admis. Dans le square de Santiago du Chili, à l'origine à la fois jardin public fermé et promenade ouverte sur la ville, l'esprit du créateur semble avoir été mieux respecté. Mais la plantation récente d'un arbre à singes et d'un bouleau, et d'autres sujets totalement étrangers au milieu naturel parisien, vient abusivement meubler la pelouse du nord est.



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°24 : Grands Magasins Au bon Marché

Adresse : 142-150 rue du Bac, 24-38 rue de Sèvres, 16 rue de Babylone, 113-117 avenue du Bac, angle rue de Sèvres, rue du Bac numéros pairs

Situation

Cet ensemble urbain se situe au sud-est du Secteur Sauvegardé et regroupe les bâtiments construits pour le grand magasin «au Bon Marché», réalisé en 1869 par Aristide et Marguerite Boucicaut. Unique dans le Secteur Sauvegardé, ce type d'édifice commercial témoigne d'une évolution importante tant dans l'histoire de l'architecture que dans celle de la vie économique et sociale française de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Ces bâtiments sont construits successivement par les architectes Alexandre Laplanche, Charles-Louis Boileau (1837-1914) et Hyppolyte-Louis (1878-1948) Boileau et avec la participation de l'ingénieur Gustave Eiffel. Les magasins du Bon Marché structurent le paysage urbain du quartier par leur monumentalité. A priori moins spectaculaires que « Le Printemps » ou « Les Galeries Lafayette », ces édifices résultent pourtant de l'application d'expériences techniques et plastiques inédites à l'époque, qui ont révolutionné l'architecture des bâtiments commerciaux, en associant des matériaux de construction industriels avec les matériaux nobles des édifices de prestige. Édifié sur plus d'un demi-siècle, cet ensemble urbain développe plusieurs langages architecturaux.



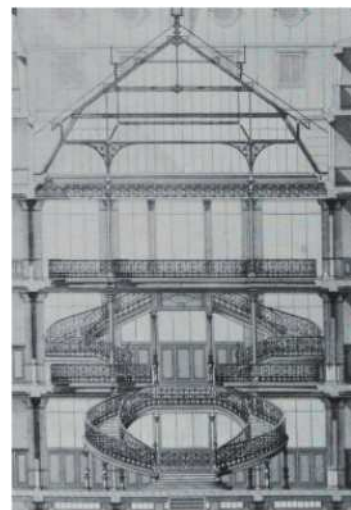
Vue aérienne, GoogleMap

Historique & architecture

Le plus imposant des trois édifices du Bon Marché constitue l'îlot formé par les rues de Babylone, du Bac, de Sèvres et Velpeau. Le Bon Marché est un repère visuel très fort, mis en scène depuis le boulevard Raspail par les points de fuite des rues de Sèvres et de Babylone et par le contraste entre la transparence de l'espace libre du square et la masse imposante et opaque du magasin-îlot. Celui-ci s'inscrit dans l'histoire de l'aménagement du quartier qui débute avec la vente des terrains de l'hospice des ménages au début des années 1860 (voir ensemble urbain «rue Chomet»). En 1863, Aristide Boucicaut acquiert en totalité le petit magasin « Au bon Marché » fondé par les frères Videau en 1833, deux frères avec qui il travaillait depuis la fermeture du Petit-Saint-Thomas (33, rue du Bac) où il était chef de rayon. Forts d'un succès commercial grandissant, les Boucicaut (Aristide et Marguerite sa femme) étendent leur surface de vente en achetant les immeubles de la rue du Bac qui jouxtent le magasin. Aristide Boucicaut développe des techniques de vente révolutionnaires pour l'époque, en proposant une entrée libre pour les clients, des prix fixes et assure la livraison des achats à domicile à partir de 1860. En 1867, il propose la vente par correspondance qu'il assure avec l'envoi de catalogues et l'acheminement des marchandises par le chemin de fer, alors en plein essor.

En 1869, Marguerite Boucicaut et son mari acquièrent auprès de l'Assistance publique un terrain longeant la rue Velpeau, l'une des voies ouvertes sur le terrain de l'ancien hospice des ménages, face au nouveau square.

La même année, débute la construction du grand magasin du Bon Marché, sous la direction de l'architecte Alexandre Laplanche. Le bâtiment est



Coupe sur le grand escalier, montrant la verrière à double enveloppe (Encyclopédie d'architecture, 1876, pl. 319, dans Bertrand Lemoine, L'architecture du fer, France XIX^e siècle, p.196



Galleries et grand escalier, vers 1872, Parienne de photographie – Roger Violet

achevé en 1872 et les Boucicaut poursuivent l'extension de leur entreprise par la réalisation de la façade sur la rue Velveau conçue par l'architecte Louis-Charles Boileau à partir de 1874. L'ouverture de la rue de Babylone sur la rue du Bac étant retardée par des conflits d'intérêts entre la ville de Paris et l'Assistance publique, le projet d'extension de la famille Boucicaut se trouve au point mort. Une lettre de réclamation signée conjointement par les commerçants (dont A. Boucicaut) et habitants du quartier est envoyée à la municipalité et participe au règlement du litige à la fin des années 1870 ; le chantier du Bon Marché reprend sur la rue de Babylone dès 1879.



Rotonde à l'angle des rues du Bac et de Sèvres

Charles-Louis Boileau poursuit son oeuvre jusqu'en 1887, date à laquelle l'îlot est totalement construit ; le premier magasin est détruit. L'intégration de réfectoires dans les bâtiments (hommes et femmes sont séparés), la création d'une caisse de prévoyance et d'une caisse de retraite, et la formation d'une union sportive sont l'illustration des nombreuses idées paternalistes mises en place par la direction pour favoriser la bonne santé physique et morale de ses employés. Depuis le décès de son mari en 1877, Marguerite Boucicaut prend en charge l'entreprise avec son fils Antony (mort en 1879). Elle meurt en 1887 en léguant sa fortune à l'Assistance Publique à qui elle impose la construction d'un hôpital moderne (ancien hôpital Boucicaut, 15^e arr.).



Rotonde à l'angle des rues de Babylone et du Bac et détail de la marquise



Rotonde à l'angle des rues de Sèvres et Velveau

La société par actions «Le Bon Marché», créée dès 1879, est alors régie par les associés Fillot, Ricois et Lucet (puis Fillot, Lucet et Caslot). En 1899, la société entreprend de nouvelles extensions des magasins par la construction de l'annexe du 113-117, rue du bac et du magasin d'angle au 26, rue de Sèvres. Celui-ci, dévasté par un incendie en janvier 1915, est reconstruit par l'architecte Hippolyte Boileau.



En 1930, l'architecte réactualise la façade de la rue de Sèvres (magasin d'Alexandre Laplanche) en démontant l'ensemble des décors et en restructurant l'entrée principale afin d'harmoniser le bâtiment avec ses dernières constructions. La société Au Bon Marché, qui prend le statut de société anonyme en 1920, est rachetée en 1969 par les Frères Willot puis en 1984 par Bernard Arnault P.D.G. du groupe LVMH.

Le bâtiment-îlot du Bon Marché fait partie des premiers édifices français dont le programme architectural est spécifiquement destiné au commerce de masse. L'architecte Alexandre Laplanche achève en 1872 un vaste bâtiment d'une monumentalité importante créant, déjà à l'époque, un repère visuel majeur sur la rue de Sèvres avec son entrée principale dont le décor sculpté foisonne. L'architecte structure l'intérieur du magasin par une grande verrière centrale et une nef vitrée dans le prolongement.



Détail de la façade sur la rue Velveau



Détail de la façade sur la rue de Babylone



Détail de la façade sur la rue de Sèvres



Détail de la façade sur la rue du Bac

Initié aux nouvelles techniques de construction par son père Louis-Auguste Boileau, fervent défenseur de l'architecture métallique, l'architecte Louis-Charles Boileau,

succède à A. Laplanche et poursuit la construction du magasin sur la rue Velpeau en s'appuyant sur la trame existante. Il fait appel à l'ingénieur Gustave Eiffel pour la réalisation de l'ossature métallique du bâtiment. Utilisant des principes constructifs de l'architecture industrielle, il associe des piles et des colonnettes de fonte (matériau résistant à la pression) avec des poutres et des voûtes en fer de grandes portées (matériau résistant à la torsion). Cette technique permet d'obtenir de vastes espaces libres internes grâce à la disparition des murs de refend, sur des hauteurs importantes. Le remplissage de l'ossature se fait principalement par de grandes surfaces vitrées et de la brique pour des cloisons et les voûtains. Le bâtiment sur la rue Velpeau reprend en maçonnerie classique la structure interne du précédent magasin. Mais l'architecte laisse apparaître certaines structures porteuses métalliques qui, à l'époque, étaient systématiquement dissimulées derrière un parement de pierre. Il ajoute à cette première innovation «esthétique», la construction d'une verrière à double paroi qui lui permet d'appliquer un décor de vitraux colorés sans que la structure soit visible. Cette seconde innovation, qui semble être l'une des premières du genre, crée un vide thermique entre l'extérieur et l'intérieur régulant ainsi les variations de température. Éclairé par la verrière, le grand escalier à double révolution est également construit en métal et donne une dimension monumentale à l'espace interne.

Louis-Charles Boileau réalise un second bâtiment dans le prolongement du premier, sur la rue du Bac, entre 1879 et 1887. Plus encore que dans le précédent, il cherche à rendre le plus transparent possible le magasin afin de proposer aux clients un panorama sur l'ensemble des marchandises. Le magasin du Bon Marché est pour lui l'occasion, d'une part, d'appliquer et de perfectionner les principes constructifs de ces nouveaux matériaux que sont le fer, la fonte et le verre et d'autre part, de matérialiser les conceptions esthétiques nouvelles basées sur la rationalité et une tendance au dépouillement ornemental. La nouveauté du programme permet aussi d'expérimenter les théories de technique de vente pensées par A. Boucicaut. L'idée principale est de «baigner» la clientèle dans un univers somptueux et moderne où les marchandises s'étalent à profusion. L'architecture élaborée par C.-L. Boileau permet de théâtraliser les espaces, organisés autour d'un hall central ouvert sur toute la hauteur des étages et cernés par des mezzanines que distribuent le grand escalier et des coursives intermédiaires. Les espaces de vente deviennent ainsi modulables et, selon le besoin, il est possible de les cloisonner pour imposer un cheminement particulier aux clients, ou bien de les laisser ouverts à la flânerie et à la déambulation. Élevées en plusieurs campagnes de construction, les façades de ce bâtiment-îlot révèlent, en vision rapprochée, des différences dans le traitement des ouvertures des derniers niveaux, ainsi que dans les détails de sculpture ornementale. Néanmoins, Charles-Louis Boileau réussit à harmoniser l'ensemble par l'implantation de quatre rotondes d'angles, le respect des niveaux de corniche et une marquise de verre continue au-dessus des vitrines. Charles-Louis Boileau construit également en 1899 le bâtiment des annexes 113 -117, rue du Bac et un autre grand magasin d'angle, au n°26, rue de Sèvres et achève ainsi la dernière extension de la société du Bon Marché. Incendié en 1915, ce bâtiment est reconstruit par Louis-Hippolyte Boileau, fils de Charles-Louis après la Première mondiale. L'architecte reprend les principes architecturaux du programme commercial, dont les exemples se sont multipliés sur Paris depuis la fin du XIX^e siècle. Il opte pour une structure porteuse métallique enrobée de brique et habillée de marbre. Aujourd'hui, seules les façades de ce bâtiment restent intéressantes, l'intérieur ayant été profondément remanié.



Revers de façade depuis la rue de Sèvres, le bâtiment jouxte l'ancien hôpital Laënnec



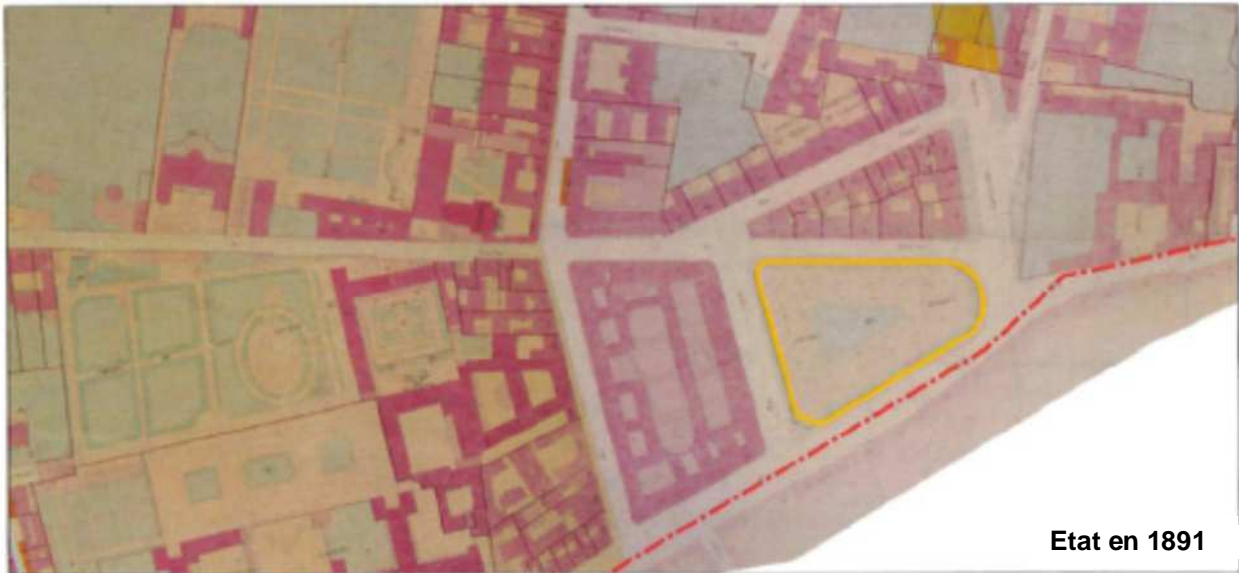
Angle des rues de Sèvres et du Bac, détail des volumes et décors Art déco



Intérieur du magasin, parisienne de photographie, s. d., Roger-viollet.



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°25 : Square Boucicault

Situation

D'une superficie de 7202 m², ce jardin public a été ouvert en 1873, à l'emplacement de l'ancien Hospice des Ménages, ensemble de bâtiments démolis au cours d'une vaste opération spéculative visant à restructurer la partie sud du VII^e arrondissement aux environs de la plus importante rue commerçante : la rue du Bac. Avec la construction du nouveau grand magasin « Au bon Marché » et la percée du boulevard Raspail, ce jardin public occupe à partir des années 1910, un emplacement de choix à l'articulation entre la rue de Sèvres élargie, le nouveau boulevard, non loin de la nouvelle rue de Rennes.



Vue générale en direction de la rue de Sèvres

Historique

Ce jardin n'est pas à proprement parlé un jardin Haussmannien. Alphand ne l'a pas documenté dans son livre sur Les Promenades de Paris puisqu'il n'a été formé qu'à partir de 1873. Mais il avait été prévu à cet endroit depuis plusieurs années, quand l'Assistance Publique, propriétaire des terrains de l'ancien Hospice des Ménages échangea cette partie avec la Ville de Paris dans ce but. Pendant quelque temps isolé, il fut bordé par le front d'immeubles construit dans le prolongement de la rue Babylone au tout début des années 1880, et par la façade du « Bon marché », rue Velpeau, construite en 1876.

Caractère

Le sous-sol du jardin est en partie aujourd'hui occupé par un parking. Ce qui donne des conditions particulières à l'aménagement des plantations. Le tracé général a été revu à l'occasion et son dessin en plan reflète l'esprit des années 1970 sans pour autant perturber la perception générale en élévation du jardin des années 1880. Néanmoins, des aménagements récents ne respectent absolument pas l'esprit du XIX^e siècle comme l'installation d'une mare dont l'objectif est de présenter la biodiversité dans les milieux humides, sans compter sur de nouveaux massifs ornant les parterres agrémentés de palmiers et autres espèces dérivées...



Monument à madame Boucicaut et Clara de Hirsch

Un très intéressant et rare monument orne le square à l'est au contact de la place Le Corbusier. Il s'agit d'un monument à la philanthropie d'inspiration religieuse. Sur un même plan sont mises en relation deux figures de la générosité issues des milieux financiers du XIX^e siècle : Madame Boucicaut, épouse et héritière du créateur du « Bon Marché », ardente catholique, et la baronne Clara de Hirsch, qui elle se consacra aux bonnes œuvres dans la communauté israélite. Mises en scène par le curieux artiste Paul Moreau-Vauthier (1871-1936), les deux dames reçoivent en haut d'un perron un enfant venu leur faire l'aumône. Madame Boucicaut, née Marguerite Guérin, décédée en 1887 dix ans après son époux, organisa la transmission de l'entreprise de son mari à ses employés, et instaura légataire universelle de son immense fortune l'Assistance Publique, après avoir fait un don déterminant pour créer l'Institut Pasteur. Clara de Hirsch, après la mort de son mari, banquier, se consacra aux œuvres, et distribua son argent dans plusieurs fondations, à Paris, en Galicie, à Montréal et New York.



Ensemble urbain n°26 : Rue de Babylone prolongée, rue Chomel, boulevard d'Enfer

Situation

Cet ensemble urbain ne résulte pas d'une simple opération d'ouverture de rue. Situé à l'est du Secteur Sauvegardé, à l'emplacement de l'ancien Hospice des ménages, il s'inscrit dans un aménagement d'envergure destiné à raccorder le boulevard Raspail aux rues de Babylone, de Sèvres, de La Chaise et Chomel. Les bâtiments qui composent cet ensemble sont essentiellement des immeubles à loyers mixtes datant de la fin des années 1870.

Historique & architecture

Le percement du boulevard Raspail s'est étalé sur une quarantaine d'année entre 1866 (date du décret d'utilité publique) et l'année 1907 (date d'achèvement présumée). Dans la perspective de cette opération, la Ville de Paris devait anticiper l'acquisition d'un grand nombre de parcelles, principalement par le système de l'expropriation pour utilité publique. Ce mode de fabrication de la ville imposait des financements très importants que la municipalité ne pouvait pas toujours assurer. Néanmoins, elle pouvait trouver d'autres moyens d'acquisition, notamment bénéficiant de donations ou d'échanges de terrains. Ce fut le cas en 1869, lorsque l'Assistance publique procéda à la destruction de l'Hospice des ménages dont le personnel avait été transféré à Issy-les-Moulineaux dès 1863.

L'aménagement projeté sur ce terrain était constitué par l'ouverture de trois rues (Chomel, Velpeau et le prolongement de la rue de Babylone) et la création d'un square (square des ménages ou square Boucicaut). Les dépenses se répartissaient entre l'Assistance publique et la Ville de Paris. Les deux institutions se partageaient par moitié la réalisation de la rue Velpeau et la partie de la rue de Babylone qui bordait le square. La ville avait en totalité la charge du tronçon correspondant au boulevard Raspail (appelé alors boulevard d'Enfer). L'Assistance publique devait réaliser la partie de la rue de Babylone qui ne longeait pas le square jusqu'à la rue du Bac ainsi que la rue Chomel dont elle était entièrement propriétaire.

L'assistance publique avait réservé un terrain pour la construction d'une école de filles et de garçons sur le côté pair de la rue Chomel (en remplacement de l'école communale démolie pour l'ouverture de la rue de Babylone sur la rue du Bac) lui permettant de réaliser la vente de grands terrains, très bien situés, autour du square. Aristide Boucicaut, qui possédait le petit magasin au Bon Marché, situé à l'angle de la



Restitution d'après le plan préparatoire au plan du procès verbal de délimitation pour la création des rues Chomel, sans date (avant la démolition de l'hospice). Velpeau et Babylone. Stdf. (plan 3134/1)



Plan annexé au procès verbal de délimitation du 1er janvier 1869 pour la création des rues Chomel, Velpeau et Babylone, Stdf. (plan 3134/2).

Teinte rose : terrains concernés par l'administration de l'Assistance publique
Teinte bleue et teinte jaune : terrain acquis de l'Assistance publique par la Ville de Paris
Teinte blanche : terrains cédés gratuitement à la Ville par l'administration de l'Assistance publique par la création des rues A. B. C.



Fondé en 1557, l'hospice des petits-ménages ou des petites-maisons est un établissement construit en 1564 à l'emplacement de la maladerie de Saint-Germain, démolie en 1548. Les bâtiments étaient composés de «petites loges» permettant d'isoler les malades de la syphilis, les épileptiques, les indigents, etc. d'où le nom de «petites maisons». C'est par une ordonnance préfectorale de 1801, que l'établissement prend le nom de «petits-ménages» en raison de son accueil exclusif des veufs et veuves de soixante ans et aux époux qui réunissent cent trente ans respectant les contraintes en matière de droits à construire du d'âge, dont quinze passés en commun.



11, rue Chomel, Vramant architecte, 1877-1880, Façade ornée de deux cariatides en gaine avec bras, médiathèque de l'architecture et du patrimoine.



3, rue Chomel, Vramant architecte, 1879



La rue Chomel depuis le boulevard Raspail, 2, rue Chomel / 40, boulevard Raspail et 1, rue Chomel / 42, boulevard Raspail (détail du pan coupé), Vramant architecte, 1879.

rue de Sèvres et du Bac, racheta à l'Assistance publique le terrain longeant la rue Velpeau pour y faire construire, dès 1869 le premier grand magasin du Bon Marché. A l'emplacement du jardin de l'ancien hospice, un square est aménagé à partir de 1869.

Les immeubles construits dans le périmètre de cet ensemble urbain ont été réalisés pour leur majeure partie entre 1877 et 1881, à l'exception des n°10 et 12 qui dateraient respectivement de 1872 et de 1874. Ces immeubles ont été construits sur des parcelles peu profondes, obligeant la création de cours communes pour densifier un maximum la construction tout en respectant les contraintes en matière de droits à construire du règlement de 1872.

Le décor architectural éclectique de ces édifices s'appuie sur des compositions de façade en trame, avec des lignes horizontales formées par des jeux de bossages à refends, des balcons ponctuels et filants. La verticalité de ces compositions est surtout mise en évidence par un travail de décor continu entre les baies (pilastres ou colonnes d'ordre colossal) marquant ainsi les travées.

La richesse des décors sculptés est assez forte, mais certains immeubles se démarquent plus que d'autres, notamment ceux construits par l'architecte Vramant.

C'est le cas du n°11, rue Chomel, construit au début des années 1880. Il présente en façade sur rue une composition axiale formée par les trois travées centrales, réunies par des balcons, des pilastres cannelés et un fronton triangulaire placé au dernier étage. De part et d'autre de cet axe, une travée ouverte par des baies géminées, s'élève du rez-de-chaussée au dernier niveau. Les portes d'entrée en arc plein cintre sont au nombre de trois, encadrées par de grandes baies en anse de panier.

Le n°3 développe également une architecture éclectique subtile avec un rez-de-chaussée animé de trois grandes ouvertures en anse de panier, l'accès principal au centre et deux boutiques de part et d'autre.

Les immeubles construits par l'architecte Vramant se retrouvent également à l'angle du boulevard Raspail et de la rue Chomel. Leur architecture est raffinée et complexe dans la 3, rue Chomel, Vramant architecte, 1879 modénature des façades qui s'équilibre entre les balcons filants et l'alternance des formes de baies, les pilastres colossaux et les bossages à refend, sans oublier un décor sculpté soigné. Ces édifices à pans coupés constitués de deux travées se



répondant créent un effet monumental au débouché de la rue sur le boulevard.

Les n°10 et 12, semblent davantage s'apparenter au type de la maison bourgeoise que de l'immeuble d'habitation. Edifiés entre 1872 et 1874 sur deux étages carrés et un étage sous les combles, ces édifices n'utilisent pas la hauteur maximum autorisée par le règlement de 1872. La rentabilité financière des parcelles n'était donc pas la motivation première pour leur construction. Au n°10, il existe deux entrées, hiérarchisées par leur décor. L'entrée principale, ornée d'un cartouche et de consoles sculptées donne directement accès au bâtiment. La seconde, correspond au passage cocher qui mène à la cour où sont construits les communs. Depuis, le n°12 a été surélevé de trois étages et d'un étage sous les combles.



12 et 10, rue Chomel, maison construites entre 1872 et 1874. Celle du n°12 a été surélevé au maximum des autorisations.



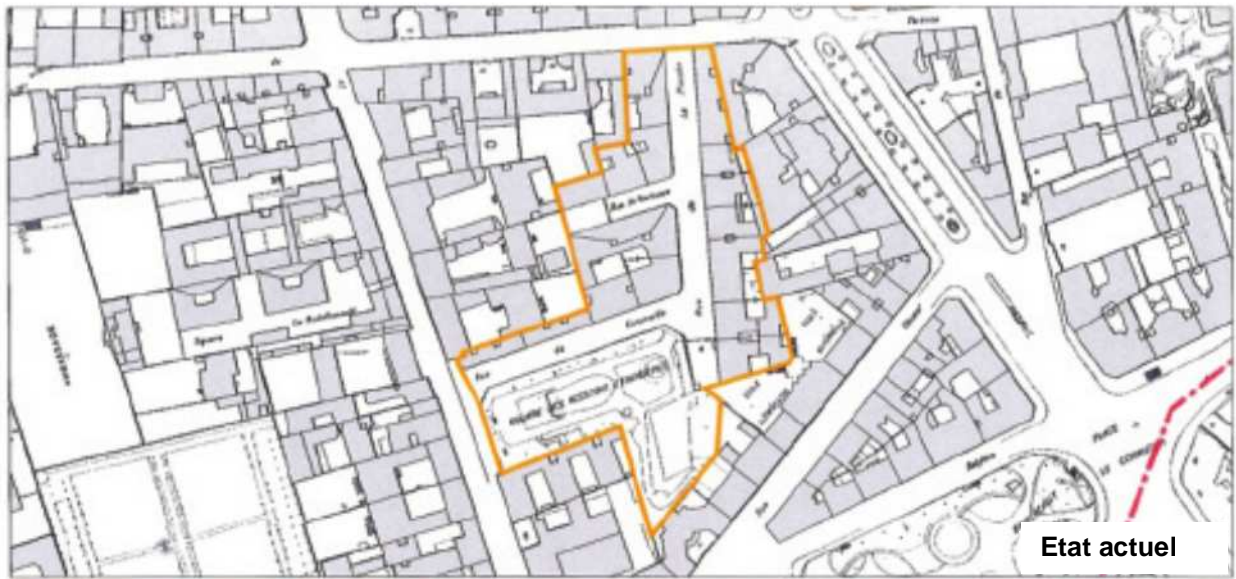
8, rue Chomel



11, rue Chomel, détail



Angle rue Chomel et ancien boulevard d'Enfer, aujourd'hui Boulevard Raspail



Ensemble urbain n°27 : Rue de Commaille, rue des Planches, rue de Narbonne

Situation

Cet ensemble urbain est constitué de deux entités. La première résulte du lotissement de l'hôtel de Commaille et de celui du Comte de Neverlie. Elle se situe entre la rue du Bac et la rue de Varenne, proche du boulevard Raspail. Le lotissement est constitué d'un ensemble d'immeubles d'habitation de type haussmannien, construit entre 1881 et 1883 par l'architecte Henry Marchand. Cette opération immobilière a donné naissance à trois rues nouvelles, les rues de Commaille, de Narbonne et de La Planche (nom que porta jusqu'en 1850, le tronçon de la rue de Varenne compris entre la rue du Bac et la rue de la Chaise, en référence à Raphaël de La Planche qui y avait installé sa manufacture de tapisserie en 1633). Ces voies ont eu un statut privé jusqu'en 1959, avant leur intégration dans le domaine public de la ville de Paris, à l'exception de la zone desservant le n°15, adresse d'Henry Marchand.

La deuxième entité de cet ensemble urbain est un square inauguré en 1939, établi à l'emplacement de l'hôtel particulier de Mme de Carafa. Ces deux entités, créées avec plus d'une cinquantaine d'années d'écart, sont aujourd'hui imbriquées. L'espace construit et l'espace libre fonctionnent en complémentarité : les immeubles d'H. Marchand forment un front bâti face à l'espace végétal, et inversement, le square permet aux habitations de s'ouvrir sur la lumière tout en tempérant la sévérité des alignements.

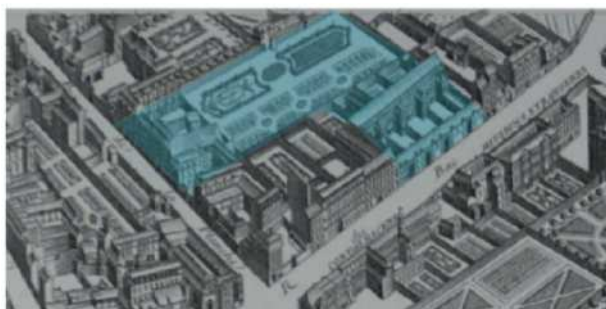
Historique & architecture

Lotissement Commaille

Au début des années 1880, M. et Mme Myrthil et Ernest Bernard ainsi que M. Léon Rueff, constitués en « Société anonyme des terrains et constructions de la Rue de Varenne » acquièrent la propriété du 15, rue de Varenne appartenant au Comte Louis Charles Philippe de Neverlie. La parcelle était composée d'un hôtel particulier ouvert sur un grand et profond jardin. Il semblerait que l'architecte Henry Marchand ait eu une part importante dans la constitution de cette société. En février 1881, Henry Marchand réalise un plan de lotissement sur la parcelle nouvellement acquise. Le terrain est divisé en trois lots desservis par trois

nouvelles voies que sont les rues de La Planche, de Commaille, de Narbonne. La construction d'une quinzaine d'immeubles d'habitation y était prévue.

Sur le plan de lotissement de 1881, le prolongement des rues de Commaille et de Narbonne, qui ne sont encore que des impasses, est déjà tracé sur l'emplacement des parcelles des 103 et 99, rue du Bac. Les deux rues débouchant sur la rue du Bac dessinent un îlot composé d'immeubles ouverts sur des courettes



Plan de Turgot, 1784. En bleu est surligné le terrain sur lequel le lotissement Commaille a été réalisé. Sur la rue du Bac, on peut voir l'ensemble des hôtels particuliers construits par l'hospice des Incurables à la fin du XVIIe siècle et dont faisait parti l'hôtel de Commaille. De ces hôtels ne subsiste que le n°101 rue du Bac, aujourd'hui hôtel de la Feuillade. En 1813, l'hôtel de Commaille fut acheté par la duchesse de Saint-Aignan lors de la mise en vente des biens immobiliers des hospices civils. Elle met en location le bâtiment sur rue et les deuxièmes et troisièmes étages du corps de logis principal. A la mort de la duchesse, en 1829, l'hôtel est acheté par le marquis de Giac, en 1856 par le baron de Commaille puis par la duchesse de Clermont-Tonnerre.



Superposition de l'atlas par îlot levé en 1825 et les parcellaire actuel, en rouge.

centrales. Dès 1881, la vente par la Duchesse de Clermont-Tonnerre de l'hôtel de Commaille, situé au 103, rue du Bac, à la Société anonyme permet de finaliser la rue dont le nom rappelle l'hôtel disparu. L'hôtel de Commaille faisait partie d'un ensemble d'hôtels particuliers construits entre 1686 et 1687 par l'administration de l'hospice des Incurables qui était installé rue de Sèvre depuis 1634. L'acquisition de la parcelle de l'hôtel de Commaille semble avoir été prévue dès le début du projet par la Société anonyme des terrains et constructions de la rue de Varenne, en revanche, le projet d'extension de la rue de Narbonne n'a pas abouti, réduisant de ce fait le nombre d'immeubles à construire. Le prolongement de la rue de Narbonne devait traverser le terrain de la propriété du n°99 rue du Bac, quant aux immeubles formant l'îlot, ils devaient être construits sur la propriété du 101 de la même rue.

Ces deux parcelles n'ont jamais été acquises par la Société anonyme, obligeant l'architecte Henry Marchand à exploiter tant bien que mal la maigre portion de terrain restant de l'ancienne parcelle du 103, rue du Bac, située au nord la rue de Commaille prolongée. La rue de Narbonne reste une impasse arborée, donnant sur le jardin de l'hôtel du 99, rue du Bac. Ce nom lui a été attribué en référence à l'hôtel de M. de Narbonne, hôtel de Narbonne-Pelet situé au 21, rue de Varenne, à qui la Société immobilière vendit la parcelle du 6, rue de Narbonne.



Société anonyme des terrains et constructions de la rue de Varennes, Mr. Henry Marchand, architecte, 16, rue Chomel, 14 février 1881. Stf, plan n°3136



rue de la Planche



Les édifices construits par Henry Marchand sont représentatifs des immeubles haussmanniens de première et seconde classe. Généralement élevés sur cinq étages carrés et un sixième en retrait, les compositions de façades se basent sur un équilibre subtil entre les lignes verticales marquées par des pierres à refend, des encadrements continus des baies et les lignes horizontales principalement soulignées par les bandeaux saillants des soubassements, les balcons simples ou filants et les corniches à modillons. Ce lotissement est particulièrement marquant par l'ordonnement absolu des façades qui résulte d'une composition d'ensemble réalisée par Henry Marchand, l'unique architecte de ce lotissement. Sa première agence était située la rue Chomel (rue dans laquelle il construit le n°4 en 1879) dans l'attente de la

rue de Commaille

réalisation du lotissement Varenne/Bac, où, au n°15, rue de la Planche, il s'installe pour plus d'une vingtaine d'années. Étant l'une de ces premières grandes réalisations, ce lotissement devient une vitrine grandeur nature de ce que son agence d'architecte peut proposer à ses clients. Néanmoins, il existe quelques différences de modénature qui permettent d'identifier chaque immeuble, notamment dans le traitement du cartouche portant le numéro de rue.

Plus de quinze ans après l'achèvement de cette opération, H. Marchand réalise l'immeuble d'angle du 17, rue de Varenne et 2, rue de la Planche pour M. Dehaynin. Les plans de 1897 révèlent le haut standing de cette habitation avec la séparation des circulations principales et de service. La composition de façade est différente des immeubles datant des années 1880. H. Marchand semble déjà pratiquer les recommandations architecturales en matière d'animation des façades, qui sont à l'origine du règlement de 1902. Les fenêtres des salons et salles à manger sont ornées de grandes baies ouvrant sur un balcon, à balustrade, encadré de pilastres ioniques très saillants surmontant le porche et sa marquise de fer forgé.

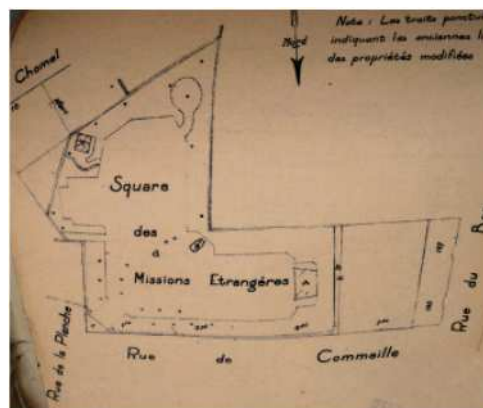


17, rue de Varenne et 2, rue de la Planche, vues actuelles et détail d'un plan d'élévation conservé aux archives de Paris, VO11 3136.

Square des missions étrangères

Le square des missions étrangères fût créé sur l'emplacement des deux autres hôtels construits par l'hospice des Incurables à la fin du XIX^e siècle, les hôtels de Châteaurenaud et de Montperoux respectivement situés au 105 et 107, rue du Bac. Ces derniers ont été réunis au début du XIX^e siècle, et furent extrêmement transformés à partir de 1859 par le nouveau propriétaire, M. Lejeune. Sa fille, seule héritière, devenue Mme Carafa, conserve l'hôtel jusqu'à sa mort au début des années 1920. Vendus à une société immobilière, les deux hôtels furent détruits en 1929. Le terrain est alors cédé à la ville de Paris en 1937. La municipalité implante un square dont le plan évoque les réalisations de jardins de style art déco de l'époque. L'inauguration du square eut lieu le 21 juin 1939.

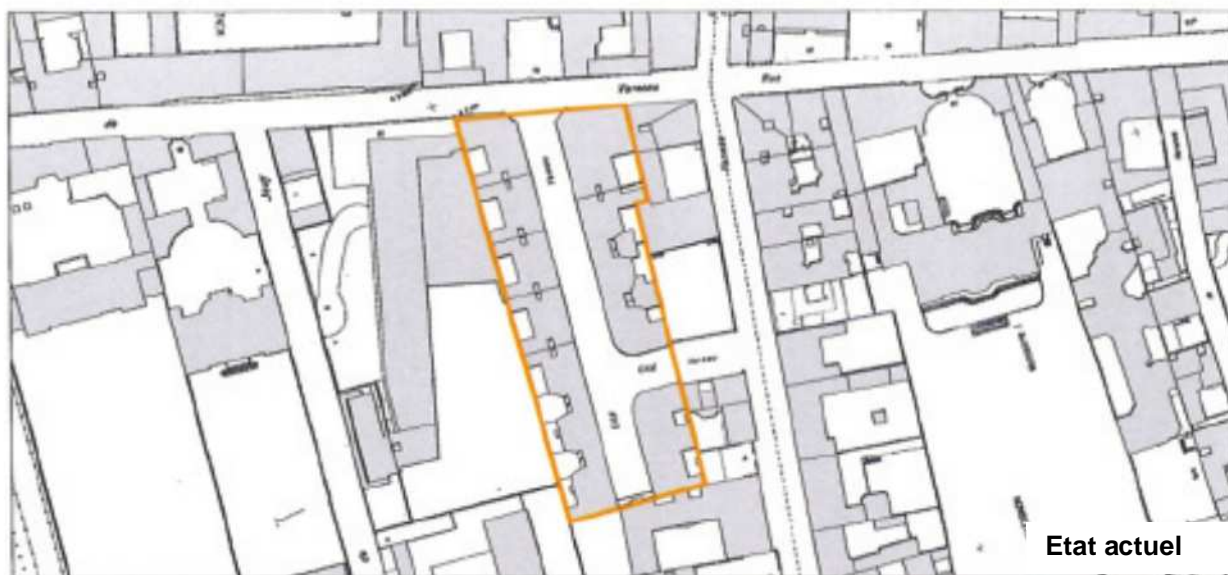
À l'entrée, est placé un buste de Chateaubriand sculpté par Gambier en 1948. L'écrivain vécut dans l'hôtel de Clermont-Tonnerre situé en face du square, au 120, rue du Bac, jusqu'en 1848, année de sa disparition. En 1995, l'artiste Patrice Chanton peint les ombres des marronniers sur le mur pignon du n°109, rue du Bac.



Stdf. fiches immeubles annulées. 1938



Le square depuis la rue de Commaille



Ensemble urbain n°28 : Cité Vaneau

Adresse : 63 et 63 bis rue de Varenne

Situation

Ce lotissement d'immeubles d'habitation, d'une grande densité quoique luxueux, est situé au beau milieu des hôtels particuliers entre cour et jardin du front sud de la rue de Varenne et bénéficie de la proximité de la rue Vaneau prolongée par la rue de Bellechasse qui relie la rue de Sèvres au Bd St Germain.

Historique

Ici s'étendait l'hôtel du marquis d'Etampes construit en 1703 sur un terrain qui en 1701 n'était encombré que de quelques baraques et d'une glacière. Son premier architecte comme le rapporte Blondel était le duc de Fornari d'origine sicilienne. Vers 1720, cet hôtel fut transformé par l'architecte Nicolas Dullin pour le marquis de Mézières, ensuite par Gabriel pour le même important personnage, à la fois homme de guerre et ardent agioteur, proche du banquier Law. La maison abrita les fameuses collections de sculptures antiques romaines du cardinal Melchior de Polignac qui y mourut en 1741. A la fin du XVIII^e siècle, l'hôtel passa aux Rohan-Rochefort dont il devint la résidence. Un moment Ministère de la guerre sous le Premier Empire, le bâtiment fort imposant revint en mains privées pour être démoli en 1878. A son emplacement et celui de son jardin, s'éleva alors la Cité Vaneau, construite en 1880.



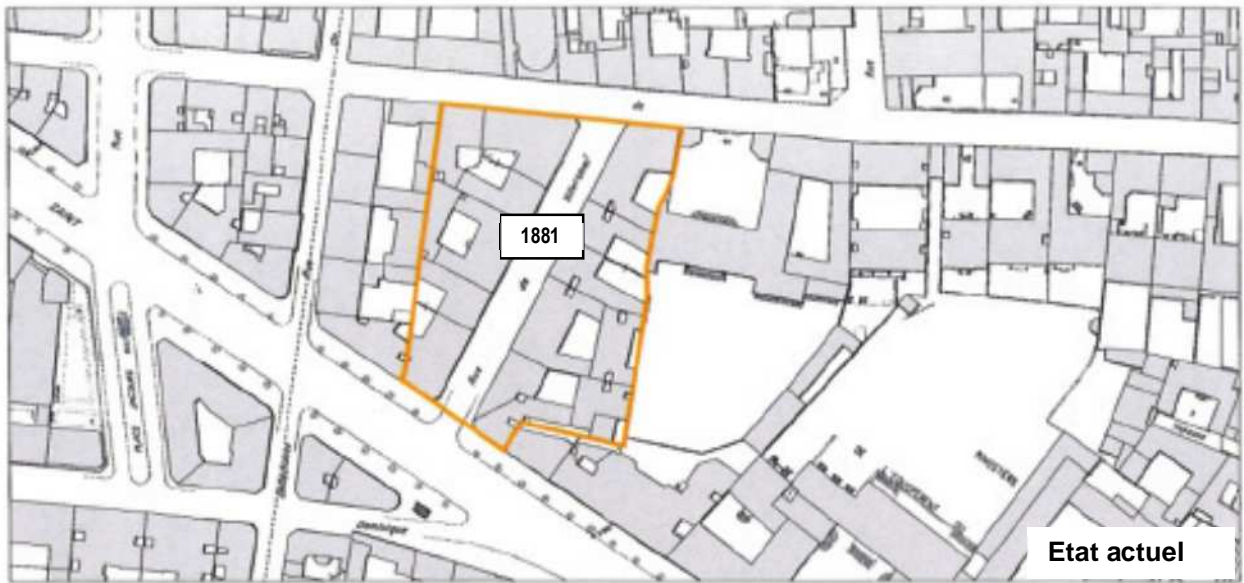
Angle rue de Varenne, cité Vaneau

Caractère

Cet ensemble est à rapprocher de deux autres qui lui sont contemporains dans le périmètre du secteur sauvegardé, ceux de la rue de Villersexel et de la rue de la Planche. D'un plus grand standing que ce dernier, il reste moins imposant que celui de la rue de Villersexel dont la monumentalité est accrue par l'effet de répétition de façades quasi-identiques. Cité Vaneau, le rythme des percements traduit une même distribution pour les appartements de tous les immeubles mais le vêtement ornemental permet de les distinguer. Dans cette variété certains éléments restent semblables comme par exemple les menuiseries des portes d'entrées sur rue, ou la position des balcons filants ; mais les consoles déclinent quant à elles toutes sortes de profils, en changeant immeuble après immeuble. Les cadres de baies sont propres à chacune des façades ; comme le dessin des gardes corps, identiques à tous les niveaux en suivant une partition verticale calée sur le nouveau parcellaire. Cet ensemble homogène est une bonne démonstration des savoirs faire des entrepreneurs post-haussmanniens et de la qualité constructive des immeubles d'habitation de grand luxe à une époque où la France a retrouvé après le désastre de 1879 sa prospérité économique.



Deux immeubles semblables cité Vaneau, ornés différemment



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825

Ensemble urbain n°29 : Rue de Villersexel

Situation

L'actuelle rue de Villersexel a été percée dans le cadre d'une opération spéculative entraînant la démolition de deux hôtels particuliers entre cour et jardin sur la rue de l'Université vendus pour l'occasion par leurs propriétaires, et de trois ensembles de moindre importance sur la rue Saint-Dominique, positionnés sur le tracé du boulevard Saint-Germain, expropriés pour cause d'utilité publique. Son ouverture répond à la demande des habitants de créer des voies transversales nord-sud dans le quartier pour désengorger les rues du Bac et de Bellechasse. La rue de Villersexel relie ainsi la rue de l'Université, une des adresses les plus recherchées pendant l'Ancien Régime au Boulevard Saint-Germain, symbole de la France qui réussit au début de la Troisième République.



Historique

La rue de Villersexel est le résultat d'un montage financier suscité par les héritiers du Comte de Mailly qui vendent en 1879 aux architectes Klein et Duclos, l'ancien hôtel d'Auvergne et les bâtiments mitoyens de ses communs, aux 45 et 47 rue de l'Université (emplacement actuel du 53), construits par Lassurance en 1705. Les architectes forment une société immobilière avec le comte de Grammont qui possède l'hôtel voisin du n° 49 (emplacement actuel du 55 rue de l'Université) et récupèrent en 1880 les terrains laissés vides après démolition des immeubles situés plus au sud sur la rue Saint-Dominique, expropriés en 1867 pour laisser la place au tracé du boulevard Saint-Germain.

L'agence Klein et Duclos est une importante entreprise parisienne qui procède de cette façon pour bâtir des morceaux de ville, comme pour le quartier entre la rue de Caumartin et la rue de l'Opéra, qu'ils construisent dans le même temps. Reconnus pour leur maîtrise des styles pittoresques inspirés de l'Orient, ils ont construit quelques années auparavant le fameux Hamman du quartier de l'Opéra et en 1883, ils érigeront l'Eden-Théâtre en style néo indou. Ils livrent ici un ordonnancement urbain spectaculaire fondé sur la répétition pratiquement à l'identique de l'élévation de 10 immeubles d'habitation de grand luxe en vis-à-vis et un dernier sur la rue de l'Université.

Ils obtiennent le permis de construire le 2 juin 1881. Nommée pendant quelque temps, rue de Mailly, la voie est baptisée ensuite rue de Villersexel en mémoire des combats menés le 9 janvier 1871 dans une commune du département de la Haute-Saône (le décret d'alignement et de dénomination est daté de 1883).

Caractère

Le résultat, de nos jours toujours homogène, est impressionnant. On y lit la puissance de la bourgeoisie française au début de la Troisième République, qui dix ans après le désastre de Sedan a su faire fructifier sa fortune. Ce couloir de l'opulence n'a pas d'équivalent à la même époque à Paris où pourtant les spéculateurs rivalisent d'apparat pour attirer les investisseurs. Il est la meilleure image d'un faubourg qui passe de la quiétude aristocratique à la vie intense de la métropole dont l'ambition est de régner sur un Empire. C'est toute la différence entre la rue de l'Université et le Boulevard Saint-Germain qui s'exprime dans cette liaison audacieuse.



Trois modèles d'immeubles semblent se distinguer : 1. «L'immeuble d'angle » avec ou sans boutique en rez-de-chaussée, qui voit le nombre de ses étages varier entre la rue de l'Université et le boulevard Saint-Germain en raison des différents droits à construire. Ils se caractérisent par la forme et le décor des porches et par une alternance de frontons cintrés et triangulaires des baies du deuxième étage. 2. «L'immeuble large» qui se compose de six à sept travées, est ouvert par un porche central en arc plein cintre. Les deux premiers niveaux sont animés par des allèges à balustrades et des panneaux sculptés de drapés. Les baies du deuxième étage sont encadrées de piédroits harpés portant les frontons triangulaires des travées centrales et des tablettes sur consoles soulignent les travées latérales. 3. «L'immeuble étroit » se développe sur quatre travées, avec une composition de façade désaxée. Le porche étant situé à l'une des extrémités du bâtiment, les combinaisons entre ce dernier type d'immeuble sont multiples. Sur le côté pair, les architectes ont alterné leurs modèles d'immeubles, alors que sur le côté impair, les parcelles sont moins symétriques dans leur implantation.



Ensemble urbain n°30 : Rue de Constantine

Adresse : du 3 au 23 rue de Constantine

Situation

Esplanade des Invalides, au débouché de la rue St Dominique

Historique

Dès 1646, entre le débouché des anciens chemins aux vaches, devenus rue de Grenelle et rue Saint-Dominique, l'abbaye Saint-Germain vend un terrain alors en marais d'une superficie de quatre arpents. Ce terrain est vendu en 1704 à un prête-nom pour qu'y soit installée une communauté de Filles Pénitentes, dites de Sainte-Valère, dont la mission est le relèvement des filles perdues. Celles-ci sont occupées

notamment au blanchissement du linge des grandes maisons du faubourg. Un couvent et une église sont édifiés en 1706. Par ailleurs en 1704 commencent les travaux d'aménagement de l'esplanade située au nord de l'hôtel des Invalides, et le nouvel établissement religieux en constitue une des limites.

Les terrains et les bâtiments religieux sont vendus en 1795. En 1801, l'église devient siège d'une nouvelle paroisse, celle de Sainte-Valère Gros-Caillois. Les bâtiments conventuels sont inclus dans la propriété voisine, l'hôtel de Monaco, construit par Brongniart en 1774. Cet hôtel avec les terrains du couvent et les bâtiments de l'ancienne communauté appartient en 1840 à un financier d'origine néerlandaise, William Williams Hope qui se fait construire une nouvelle maison (aujourd'hui l'ambassade de Pologne), et fait aménager un grand jardin à l'emplacement des anciennes constructions de Sainte-Valère.

De 1883 à 1889, sur la partie de cette propriété donnant sur l'esplanade des Invalides, héritée de son père, Achille Sellière, Jeanne Sellière, princesse de Sagan, fait construire par l'architecte Chatenay des hôtels particuliers destinés à la location, aux actuels numéros 17, 19, 21 et 23. Le 17, à l'angle de la rue Saint-Dominique, sera d'abord occupé par le duc de Grammont, le 19 par le duc de Mouchy, le 19 bis par la comtesse de Bannelos. Tout près de là s'installe la famille de Castellane, au 27, avec leur fils, Boniface, dit Boni de Castellane. Au 29, la princesse établit sa résidence. Habite ici l'aristocratie parisienne fin de siècle, dont les habitudes et les mœurs sont décrites par Marcel Proust, ami de la princesse de Sagan et de la duchesse de Grammont. Le 19, après avoir appartenu à la famille de Beistegui, est racheté par l'Etat en 1971. C'est maintenant le siège du Service d'Information du Gouvernement (SIG). Le 21 est aujourd'hui le siège de la Cour de Justice de la République. A ce côté de la rue Saint-Dominique, correspond la partie sud de la rue de Constantine, jusqu'à la rue de l'Université Cet autre ensemble d'hôtels particuliers a été érigé par l'architecte Alfred Coulomb en 1889-1891 pour le vicomte d'Harcourt qui y loge sa famille. Des actuels n°7 au 15 rue de Constantine (aujourd'hui British Council), s'étendent trois grandes maisons, dont la partie centrale domine les deux autres, plus modestes par leurs dimensions et leurs allures. En 1911, à l'angle de la rue de l'Université, l'architecte Jacques Hermant y rajoute un immeuble d'appartements.

Caractère

Les bâtiments possèdent une distribution intérieure rationnelle où les espaces de services sont démultipliés, spécialisés, et considérablement agrandis. Les rez-de-chaussée et même les niveaux situés au dessus de l'étage noble sont exclusivement réservés aux gens de maison, tandis seuls un ou deux étages dont un très haut et faux entresol sont consacrés à la résidence et à la réception. Les hôtels d'Harcourt possèdent à l'arrière leur propre rue de desserte, ouvrant sur la rue Saint-Dominique.

11 au 5. rue de Constantine



13 au 23, rue de Constantine



F. 1900-1960

Ensemble urbain n°31 : 41-51 rue de Bellechasse. Un front continu d'immeubles d'habitation et un hôtel particulier, construits entre 1901 et 1903.

Ensemble urbain n°32 : Rue et square de Luynes, angles Bd Saint-Germain et Bd Raspail. Un lotissement d'immeubles d'habitation et d'hôtels particuliers, construit entre 1901 et 1903, à l'emplacement de l'ancien hôtel de Luynes.

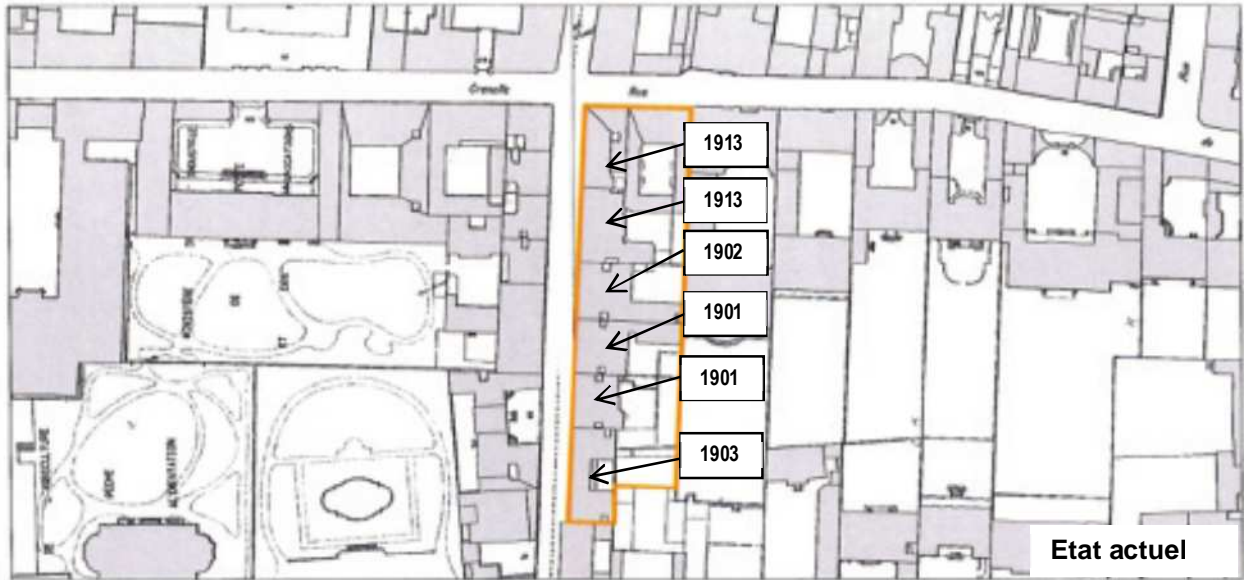
Ensemble urbain n°33 : Rue Récamier, rue de Sèvres, angle bd Raspail. Un lotissement d'immeubles d'habitation et deux équipements, construits entre 1907 et 1913.

Ensemble urbain n°34 : Boulevard Raspail. Une percée menée pendant plus de quarante ans.

Ensemble urbain n°35 : Rue d'Olivet, front sud. Un front de rue constitué d'immeubles d'habitation construits entre 1908 et 1912.

Ensemble urbain n°36 : Avenues Coquelin et Lesueur. Des façades continues d'immeubles d'habitation conçus dans les années 1910, à l'emplacement d'un ancien couvent.

Ensemble urbain n°37 : Cours artisanales et résidentielles aux numéros 74, 76 ,78 et 80 rue de Sèvres. Des cours ateliers des années 1830, densifiées une première fois entre les années 1860 et 1880, puis dans les années 1900, 1930 et 1960.



Ensemble urbain n°31 : 41-51 rue de Bellechasse

Situation

Cet ensemble urbain se situe au centre du périmètre du Secteur Sauvegardé, sur la partie de la rue de Bellechasse comprise entre la rue de Grenelle et la rue de Varenne, au nord est, à l'angle de la rue de Grenelle. Il est l'un des nombreux exemples de «micro-lotissements» réalisés au tout début du XX^e siècle, période où les distributions et l'esthétique des immeubles d'habitation sont en pleine mutation. Réalisés sur plusieurs campagnes de construction, ces six édifices forment néanmoins un ensemble cohérent sur le côté impair de la rue de Bellechasse.



Plan de Turgot, 1734

Historique & architecture

La voie existait dès le milieu du XVII^e siècle, sous le nom de Hilerin Bertin. L'Atlas Vasserot par îlots relevé en 1825 montre que l'urbanisation de cette partie de la rue est relativement modérée, avec la présence de maisons à loyer et d'un hôtel implanté entre cour et jardin. Ces bâtiments, jouxtent la parcelle plus vaste des hôtels de Beauffremont ou d'Orrouer, située au 87, rue de Grenelle. Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, les constructions implantées le long de la rue de Bellechasse n'ont subi que quelques transformations et ajouts de bâtiments, comme le montre le plan parcellaire levé en 1891. C'est à partir du début du XX^e siècle que ce côté de la rue de Bellechasse est modifié à la suite d'un remaniement parcellaire entre les trois propriétés des n° 89, 91 et 93 rue de Grenelle, encore présentes sur le plan parcellaire de 1891. Cette opération foncière donne une nouvelle orientation aux parcelles qui s'ouvrent maintenant sur la rue de Bellechasse.

47 et 49, rue de Bellechasse

La première phase de construction de cet ensemble s'achève en 1901 avec l'édification des immeubles des n° 47 et 49, rue de Bellechasse, oeuvres de l'architecte Pierre Humbert. Ce dernier, père de Maurice Humbert, réalise de nombreux hôtels particuliers et d'immeubles dans Paris, comme le 124, avenue Victor Hugo, l'hôtel Carlton au 119, avenue des Champs-Élysées ou, dans le périmètre du Secteur Sauvegardé, l'immeuble sur cour du 29, rue Rousselet et le 55, rue de Lille. Ces immeubles de la rue de Bellechasse s'élèvent sur six niveaux, sans boutique ni entresol, selon une écriture architecturale simple et soignée en façade. Celle-ci est animée par un effet de trame de lignes horizontales créées par les joints refend des deux premiers niveaux et la corniche soulignée d'un balcon filant, et de lignes verticales formées par la juxtaposition des encadrements, des allèges et des larmiers des baies. Dépourvus de structures saillantes telles que des petits balcons ou bow-window, ces deux immeubles se caractérisent par leurs décors néo-rocaille qui ornent le cartouche des porches et des linteaux légèrement cintrés des ouvertures. La distribution des parties communes reprend les schémas ordinaires de ce type d'immeuble, avec le porche ouvrant sur un couloir central qui permet de desservir la loge, l'escalier principal et la cour.

L'immeuble implanté en retour sur la limite sud de la parcelle est contemporain du bâtiment sur rue. En revanche, l'immeuble implanté à l'opposé semble avoir été construit plus tardivement.



49, rue de Bellechasse, 1901, Pierre Humbert, architecte
façade sur rue / hall menant à la cour / porte d'entrée sur rue



49, rue de Bellechasse, 1901, Pierre Humbert, architecte.
Façade sur cour / escalier principal / détail de façade

Ces deux édifices sont construits sur cinq niveaux et présentent une modénature architecturale soignée animée par des jeux de polychromie entre la brique et l'enduit clair orné de joints refend et la brique rouge.

45 et 51, rue de Bellechasse

En 1902 l'immeuble du n°45 est construit par l'architecte Muscat et en 1903 le bâtiment du n°51 est réalisé par l'architecte Albert Guilbert. Un remembrement parcellaire a été réalisé pour la formation de la parcelle du n° 45, alors que la parcelle du n° 51 a simplement été grevée de la servitude d'alignement alors en vigueur. Ces deux constructions ne sont pas de la même facture architecturale, bien qu'elles soient contemporaines, en raison de leur destination. Le premier un immeuble d'habitation sur six niveaux, construit par Muscat, relève d'une architecture soignée développant une composition verticale asymétrique, animée par des jeux de bossages à refend sur plusieurs niveaux et un décor éclectique très présent.



45, rue de Bellechasse, J. Muscat, architecte, 1902. Porte cochère depuis la rue / façade sur rue

Le second édifice, qui prend l'apparence d'un hôtel particulier, voire d'un palais urbain, est construit par Albert Guilbert (1866-1949), (fonds d'archives consultables à l'Institut français d'architecture) pour le comte d'Hinnisdal. L'édifice s'élève sur un rez-de-chaussée surélevé et quatre niveaux d'étages. La façade se compose d'une trame axiale formée par une travée centrale monumentale. Au premier étage, un imposant balcon à balustrade est supporté par de grandes consoles encadrant un volumineux cartouche courbé et pendant. Le décor sculpté est concentré sur l'encadrement du porche, les deux scènes d'inspiration religieuse sculptées en médaillons dans les niveaux supérieurs et l'inscription «1903» incisée dans une table d'allège de la travée centrale. La rentabilité foncière pour la construction de cet immeuble n'est pas une préoccupation pour le propriétaire, puisque le bâtiment ne remplit pas tous les droits à construire autorisés par les règlements de 1882 et de 1902.

À la suite d'un remaniement parcellaire, une troisième phase de construction est achevée au cours de l'année 1913. Deux parcelles sont créées, l'une au 41, rue de Bellechasse, formant l'angle avec la rue de Grenelle et l'autre, traversante, entre le 89, rue de Grenelle et le 43, rue de Bellechasse.



51, rue de Bellechasse, 1903.
Façade sur rue / vue de la travée centrale / détail du porche / détail des médaillons sculptés

41 et 43, rue de Bellechasse

Les deux immeubles de la rue de Bellechasse sont édifiés par le même architecte, Louis Plousey, qui est reconnu pour avoir, entre autres, participé à la reconstruction de l'hôpital de Beaujon à Clichy en association avec Urbain Cassan, Léon Azéma et Jean Walter, à partir de 1930.

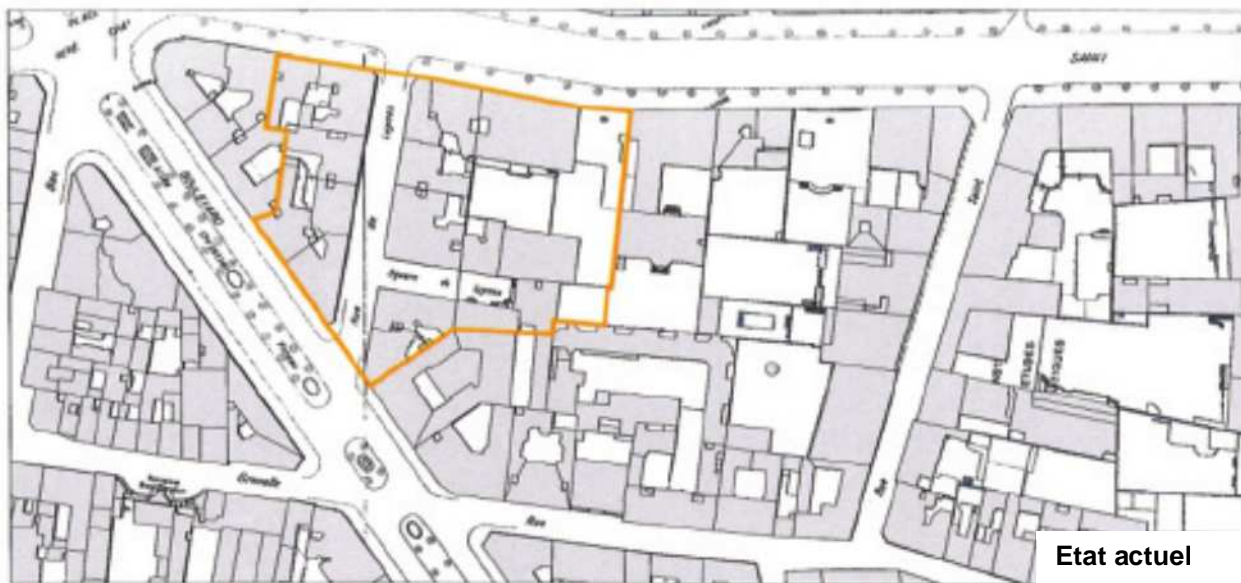
Ces bâtiments forment un ensemble cohérent qui s'inscrit avec force dans le paysage de la rue en raison du soin apporté au traitement architectural du bâtiment d'angle.

L'architecte conçoit ses immeubles sur six étages et un septième en retrait, lui permettant d'élaborer des jeux de volumétrie variée sur l'angle du n° 41. Passant d'une section arrondie à une section carrée dans les derniers niveaux, l'architecte souligne ces étages par des corniches intermédiaires créant ainsi un effet de perspective important sur les deux rues. Un effet d'ondulation de l'épiderme des façades est provoqué par le bow-window du n° 41 sur la rue de Grenelle, l'avant-corps créé sur la rue de Bellechasse et les nombreux balcons filants ou englobant une ou plusieurs travées. Les décors sont une réinterprétation et un savant mélange de différentes époques stylistiques. L'architecte alterne les effets de contraste entre la couleur claire de la pierre et la ferronnerie sombre et opaque.

Les boutiques qui ornent le rez-de-chaussée du n° 41 sont encore aujourd'hui en bon état, et ne semblent pas avoir subi de grandes transformations. À noter sur la rue de Grenelle, un double accès, avec la présence d'une petite porte étroite de service et d'une porte d'entrée principale à deux battants, couverte par une robuste marquise.



41, rue de Bellechasse / 91, rue de Grenelle et 43, rue de Bellechasse / 89, rue de Grenelle,
1913, Louis Plousey, architecte



Ensemble urbain n°32 : Rue et Square de Luynes, angles bd Saint-Germain et bd Raspail

Situation

Cet ensemble urbain se situe au nord-est du Secteur Sauvegardé, face à l'église Saint-Thomas d'Aquin il crée une liaison entre le boulevard Saint-Germain et le boulevard Raspail. Ce grand lotissement du début du XX^e siècle résulte du démantèlement de l'Hôtel de Luynes. Il se compose d'immeubles d'habitation et d'hôtels particuliers, construits entre 1901 et 1905, en bordure de la rue de Luynes et du square de Luynes, deux voies ouvertes à cette occasion. Ce lotissement est composé de bâtiments remarquables édifiés par les architectes Ch. Labouret, G. Pradelle et Goury. La majeure partie des immeubles construits sur la rue de Luynes sont l'oeuvre de l'architecte G. Pasquier.

Historique & architecture

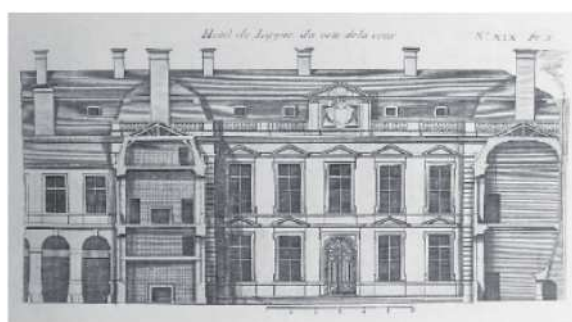
L'hôtel de Chevreuse, puis de Luynes, est construit par l'architecte Le Muet (1591-1669) pour Marie Rohan-Montbazon, duchesse de Chevreuse entre 1650 et 1657. Cet hôtel, l'un des premiers élevés dans le faubourg Saint-Germain, est remanié et agrandi pour le Duc de Luynes par l'architecte Pierre-Louis Moreau-Desproux au cours du XVIII^e siècle. Jacques-François Blondel le cite en exemple et en publie les plans dans son ouvrage L'architecture française édité entre 1752 et 1756. Implanté le long de l'ancienne rue Saint-Dominique, l'hôtel subit une première destruction lors du percement du boulevard Saint-Germain. Comme beaucoup d'autres propriétaires d'alors, le Duc de Sabran préfère conserver sa propriété au lieu de la vendre à la Ville de Paris qui réalise la voie ; tronqué, le domaine reste encore suffisamment grand pour y demeurer.

Entre 1878 et 1879, le baron de Lareinty, devenu héritier de l'hôtel, fait construire par l'architecte Ernest Sanson (1836-1918) de nouvelles dépendances, «bâtiments de suture» le long du nouveau boulevard et projette un ensemble de bâtiments annexes de l'hôtel dans le fond du jardin. À partir de 1899, l'hôtel est démantelé et totalement détruit. Les boiseries et d'autres éléments de décors sont maintenant conservés au Musée du Louvre. La grande fresque en trompe-l'oeil de l'escalier d'honneur de l'hôtel, réalisée par Paolo Antonio Brunetti en 1748, orne aujourd'hui le grand escalier du Musée Carnavalet.

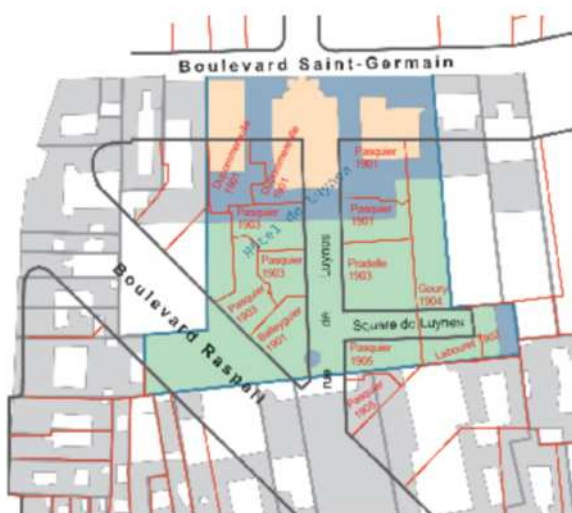
La rue de Luynes est ouverte en 1901 et les premiers bâtiments sont construits en bordure des deux boulevards durant la même année. Ces immeubles d'angles sont l'oeuvre de trois architectes : G. Balleyguier réalise le n°9, boulevard Raspail - 8, rue de Luynes ; G. Dupommereulle réalise le n°203, boulevard Saint-Germain - 2, rue de Luynes et le n°203, boulevard Saint-Germain ; G. Pasquier construit le n°199bis-1, rue de Luynes ainsi que le n°199, boulevard Saint-Germain. Ces habitations sont réservées aux classes sociales ayant les moyens d'entretenir des domestiques. L'organisation distincte des espaces privés et des espaces destinés aux services est systématiquement présente dans ces appartements.



Perspective de la rue de Luynes sur l'église de Saint-Thomas d'Aquin



Hôtel de Luynes, Le Muet, architecte, 1650 - 1657, élévation sur cour, publié dans Jacques-François Blondel, L'architecture française



Superposition entre le plan parcellaire actuel et le plan du décret du 28 juillet 1866 concernant les alignements du boulevard Saint-Germain., stdf 9131.



9 -11, rue de Luynes, G. Pasquier, architecte, 1905



6-4, rue de Luynes, G. Paquier, architecte, 1903

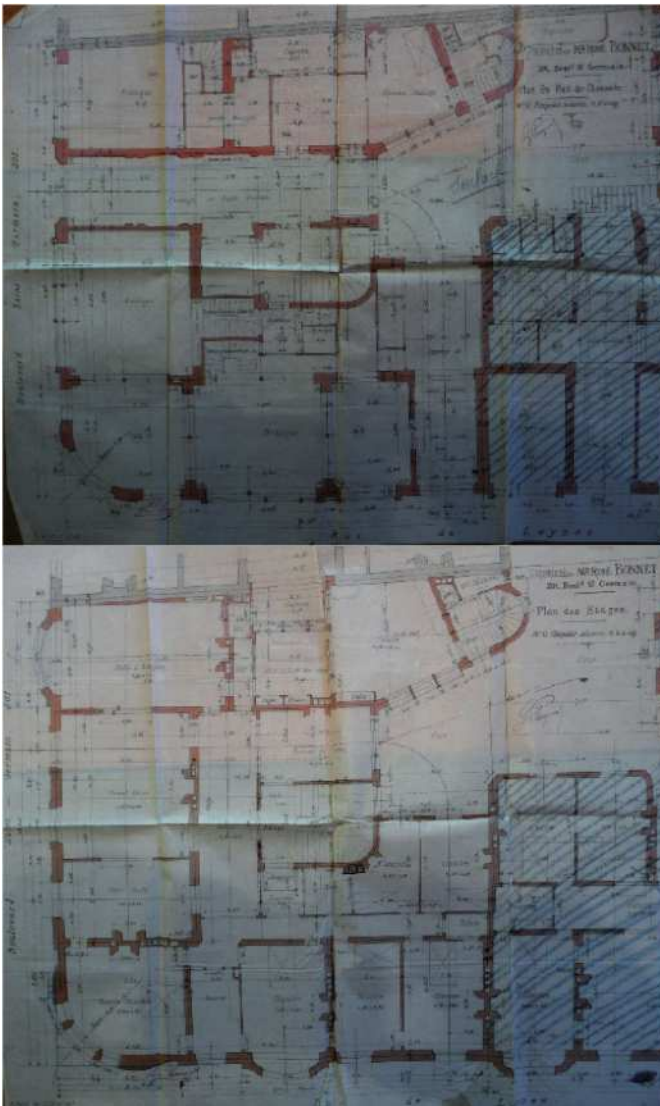
8, rue de Luynes, Balleyguier, architecte, 1901

L'architecture éclectique que ces immeubles développent sur le boulevard semble correspondre aux prescriptions du règlement de 1902, malgré une conception et une réalisation antérieure à cette date.(?) Les immeubles implantés sur la rue de Luynes sont également l'oeuvre de l'architecte G. Pasquier, à l'exception du n°5. Construits entre 1903 et 1905, leur standing est plus modeste que les premiers. La volumétrie et le langage architectural de cet ensemble correspondent également aux prescriptions du règlement de 1902. D'une écriture éclectique soignée, les façades se composent de bossages continus sur les deux premiers niveaux et sont animées par le rythme des balcons simples et filants et des bow-windows intégrés à la maçonnerie s'élevant sur toute la hauteur d'une travée. À ce titre, les immeubles jumeaux des n°9 et 11 sont intéressants par leurs décors de façade épurés et la forme simple de leurs saillies.

199 bis, boulevard Saint-Germain

L'immeuble grand luxe que réalise G. Pasquier pour M. Bonnet au n°199 bis boulevard Saint-Germain - 1, rue de Luynes est conçu selon une distribution assez particulière.

L'accès principal est un passage cocher permettant de déposer les habitants devant le vestibule d'entrée qui distribue l'escalier principal et l'ascenseur. La voiture à cheval ou l'automobile peut ensuite repartir en finissant sa course dans la rue de Luynes (aujourd'hui le rez-de-chaussée sur la rue de Luynes est modifié). Ainsi, il n'y a pas de porte piétonne donnant accès aux étages, les vitrines des boutiques du rez-de-chaussée se développent sur toute la largeur de l'immeuble, entre les deux passages cochers ce qui permet de séparer complètement les espaces privés des espaces commerciaux. Ce concept de circulation peut être interprété comme une adaptation de la cour distributive de l'hôtel particulier, située entre les bâtiments des communs sur rue et l'habitation privée en fond de parcelle. Dans ce même registre, l'architecte organise strictement les espaces de service qu'il implante à l'extrémité de la parcelle, prenant jour sur la cour. Chaque palier distribue un seul appartement, avec à nouveau une organisation hiérarchisée des pièces. Sur le boulevard, G. Pasquier implante l'enfilade des lieux de réception et d'apparat, salle à manger, grand et petit salon, sur l'angle, la grande chambre et sur la rue de Luynes, des chambres qui peuvent être destinées aux enfants et à une éventuelle nurse, installée à l'extrémité de l'appartement, près de la lingerie. Le dernier étage se compose de huit chambres simples, de sept chambres avec entrée



199 bis, boulevard Saint-Germain, plan du rez-de-chaussée, plan des étages, G. Pasquier, 1901, APVO11/3261

et wc intégrés et de deux petits appartements d'une chambre avec entrée, wc et cuisine intégrée. Les logements de cet étage, destiné aux domestiques étant donné que l'escalier principal a disparu, sont là aussi très hiérarchisés.



199 bis, boulevard Saint-Germain, élévation sur le boulevard, G. Pasquier, 1901, APVO11/3261 ; vue actuelle, GoogleMap



5, rue de Luynes et 1, 2 et 3, square de Luynes

Parallèlement à ces immeubles éclectiques, riches, soignés et assez classiques pour l'époque, des constructions d'une esthétique beaucoup plus moderne sont construites aux n°5, rue de Luynes et 1, 2, 3 square de Luynes. L'immeuble de rapport du n°5, conçu par l'architecte G. Pradelle en 1905 peut être considéré comme une construction de style éclectique «orné» d'éléments de décor de style art nouveau. Sur une trame classique de travées régulières, la composition de la façade est asymétrique, structurée par l'ondulation des balcons et balconnets des deux étages nobles qui surmontent le porche d'entrée. Celui-ci est décoré d'un portrait de femme lisant sculpté dans le cartouche central et par des portes vitrées et ornées de spirales et de rameaux d'églantine en fer forgé. La sculpture décorative qui se répartit sur l'ensemble du bâtiment reprend également les thèmes favoris de l'art nouveau (feuille de marronnier, feuille et fruit de cerisier, etc.).



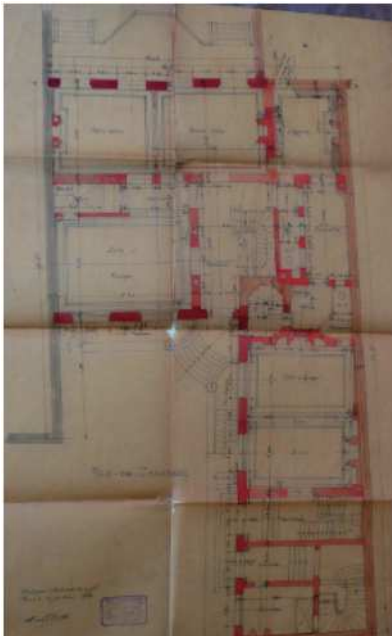
5, rue de Luynes, Pradelle architecte, 1903



L'impasse puis le square de Luynes sont formés au cours d'un remaniement parcellaire après le lotissement des terrains de l'ancien hôtel de Luynes. En 1902, le Baron de Lareinty possède la parcelle du n°5, rue de Luynes. Il vend une partie de cette parcelle à Mme Hachette (veuve de M. Georges Hachette) propriétaire du n°195 bis, boulevard Saint-Germain. C'est à la suite de cette transaction que le square de Luynes est ouvert. Mme Hachette y fait construire au débouché de cette impasse trois hôtels particuliers. L'architecte Ch. Labouret réalise les n°1 et 3 en 1904 et l'architecte Goury construit le n°2 en 1904.

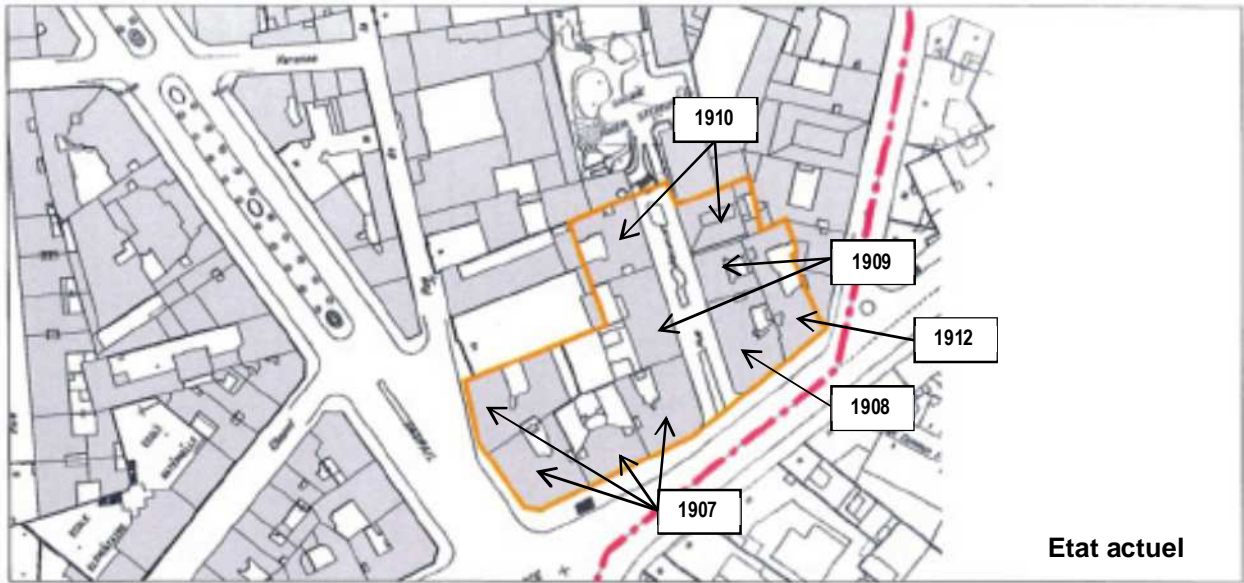


Les deux premiers hôtels s'élèvent respectivement sur trois et quatre étages construits sur un niveau de soubassement permettant l'installation d'une cour anglaise. De taille modeste, ils n'en développent pas moins tous les attraits d'un hôtel particulier, comprenant vestibule et escalier d'honneur, petit et grand salon, galeries et office, les cuisines se trouvant au sous-sol sont desservies par un escalier de service. Les salons du n°1 s'ouvrent sur une terrasse donnant sur un jardin mitoyen de ceux des propriétés voisines, bénéficiant ainsi d'un champ visuel important. Éclairé par de grandes baies, un jardin d'hiver ou atelier d'artiste est aménagé au dernier niveau du n°3. L'architecte conçoit ces deux hôtels en un seul corps de bâtiment qu'il construit en associant la brique (claire et rouge) à la pierre de taille. Le mélange de ces différentes couleurs et textures, complété par les fers forgés foncés des balconnets et des marquises, et par l'ardoise bleue des terrassons permet à l'architecte d'animer la façade.



1-3, square de Luynes, Ch. Labouret, 1904, plan du rez-de-chaussée et élévation sur la cour, 1902, Ch. Labouret, AP VO11/3261.





Ensemble urbain n°33 : Rue Récamier, rue de Sèvres, angle bd Raspail

Situation

Cet ensemble urbain est situé au sud-est du périmètre du Secteur Sauvegardé, au croisement du boulevard Raspail et de la rue de Sèvres, proche du square Boucicaut. Les bâtiments qui le constituent sont construits à l'emplacement de l'ancienne Abbaye-aux-Bois, domaine loti à partir de 1906. Des immeubles d'habitation avec commerces, une sous-station électrique et une salle de spectacle y sont édifiés entre 1907 et 1912. La rue Récamier est à l'origine une voie privée, ouverte en 1907 par les propriétaires riverains. Large de 12,10 mètres, elle aboutit à l'ancien square Récamier, inauguré en 1933 et rebaptisé square Roger Stéphane en 2008. Elle est intégrée à la voirie publique parisienne depuis 1964.

Le n°10, rue de Sèvres ne fait pas partie des parcelles qui ont été créées lors de cette opération immobilière, néanmoins il est inclus dans le périmètre de cet ensemble urbain en raison de son programme et de son architecture qui est cohérente avec les autres édifices.

Cette opération de lotissement est surtout la dernière tranche de transformations du quartier par la Ville de Paris. Elle entreprend l'élargissement de la rue de Sèvres ce qui lui permet d'achever le croisement entre la rue des Saints-Pères, la rue de Sèvres, la rue de Babylone et le boulevard Raspail ; espace nommé place Le Corbusier depuis 1988.

Historique & architecture

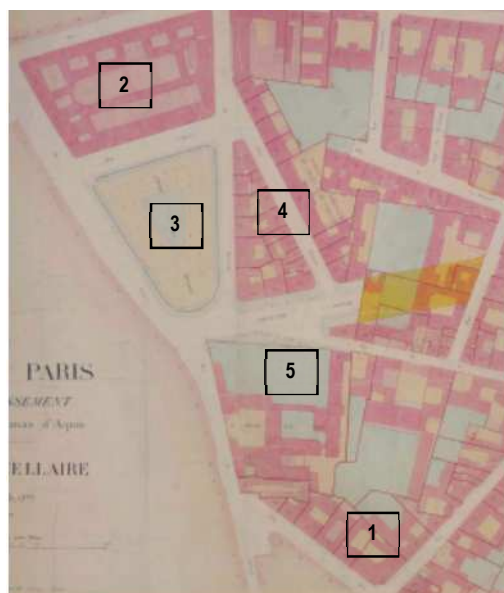
La disparition de l'Abbaye-aux-Bois est préparée depuis le milieu du XIX^e siècle par les services de la voirie parisienne. Avec le lotissement de l'hospice des Ménages (voir cet ensemble urbain) et le prolongement de la rue des Saints-Pères (voir cet ensemble urbain), le projet de l'élargissement de la rue de Sèvres et, surtout, le percement du boulevard Raspail sont concrètement engagés. Le plan parcellaire levé en 1890 montre bien que l'emprise de l'Abbaye forme désormais un obstacle dans le réseau viaire, alors qu'elle était parfaitement intégrée, presque fondue, dans le parcellaire des années 1825.

Abbaye aux Bois

Les bâtiments de l'Abbaye-aux-Bois sont construits à la fin des années 1630 par les moniales de l'Annonciade ou des Dix Vertus, ordre créé à Bourges en 1502 par Jeanne de France. Le domaine comprenant une chapelle et des bâtiments conventuels est vendu en 1654 aux cisterciennes de l'Abbaye-aux-Bois venues de Noyon. S'ouvrant face à la rue de Sèvres, l'établissement se situe à un carrefour stratégique, reliant de quartier de la Croix-Rouge à celui de Sèvres. En 1779, Edme Verniquet réalise quelques agrandissements avec notamment la construction d'un pensionnat dont une partie du bâtiment est aujourd'hui encore visible au n°11 de la rue de la Chaise.



Plan de Turgot, 1734 (l'abbaye-aux-Bois est cernée de rouge)



Plan parcellaire levé en 1890, ville de Paris, STDF, coloré et annoté

1 : 1866, prolongement de la rue des Saints-Pères

Lotissement de l'Hospice des Ménages :

2 : 1869, construction du magasin Au bon Marché, Boileau architecte

3 : 1870, création du square Boucicault par la Ville de Paris

4 : Fin des années 1870, achèvement des constructions sur les rues Chomel et de Babylone prolongée

5 : Domaine de l'Abbaye-aux-Bois

En jaune : Expropriations nécessaires à l'achèvement du Boulevard Raspail

En vert (ajout) : Aménagements de voirie réalisés en prévision du lotissement de l'Abbaye.



Eugène Adget, Abbaye aux Bois ; Couvent des Annonciades-du-Saint-Esprit, Façade sur cour, 1905

A l'époque révolutionnaire, l'Abbaye connaît plusieurs propriétaires, elle est transformée en prison, puis une partie de son terrain est loti en 1803. En 1807, les Chanoinesses de Saint-Augustin achètent le domaine et y installent à nouveau un couvent et un pensionnat destiné à l'éducation des jeunes filles. Une partie des bâtiments est transformée en maison de retraite où Mme Récamier, de son vrai nom Jeanne Bernard (1777-1849), s'installe à partir de 1818 et jusqu'à sa mort. Elle y tient salon en accueillant toute l'intelligentsia de l'époque ; sans oublier les célèbres visites quotidiennes de Chateaubriand qui habitait non loin de là, au 120, rue du Bac.

La loi de juillet 1904 concernant l'abolition des enseignements religieux conduit au démantèlement de l'Abbaye.

11, rue de la Chaise, vestige du pensionnat construit en 1877 par E. Verniquet



Les immeubles implantés le long de la rue de Sèvres sont les premiers construits, entre 1907 et 1908 par les architectes Gustave Goy (n°12, 14, 18) et Girardot (n°16). Puis, ce sont les deux immeubles d'habitations de la rue Récamier, le n°4 réalisé en 1909 par l'architecte Castex et le n°5 achevé en 1910, oeuvre de l'architecte Meister. La distribution des espaces communs de ces immeubles témoigne de leur haut standing, avec, pour la plupart d'entre eux, une séparation entre les circulations principales et de services et la présence d'un ascenseur. Dans l'immeuble du n°10, rue de Sèvres, construit en 1912, les architectes Charlet et Perrin poussent à l'extrême cette séparation, en dissociant spatialement les deux escaliers. Les imposants édifices construits sur la rue de Sèvres, répondent aux prescriptions architecturales du règlement de 1902, notamment par leur hauteur importante, l'usage du bow-window maçonné formant des ondulations dans les linéaires de façade ainsi que les décrochements et étagements des derniers niveaux couverts en rondes ou ornés de frontons cintrés brisés. Les saillies des balcons aux ferronneries complexes et l'abondance du décor sculpté participent à la monumentalité et à l'animation architecturale de cet ensemble. Sur la rue Récamier, les habitations sont également soumises au même règlement, mais du fait de la largeur de la rue, les hauteurs et les saillies de façades sont davantage limitées.



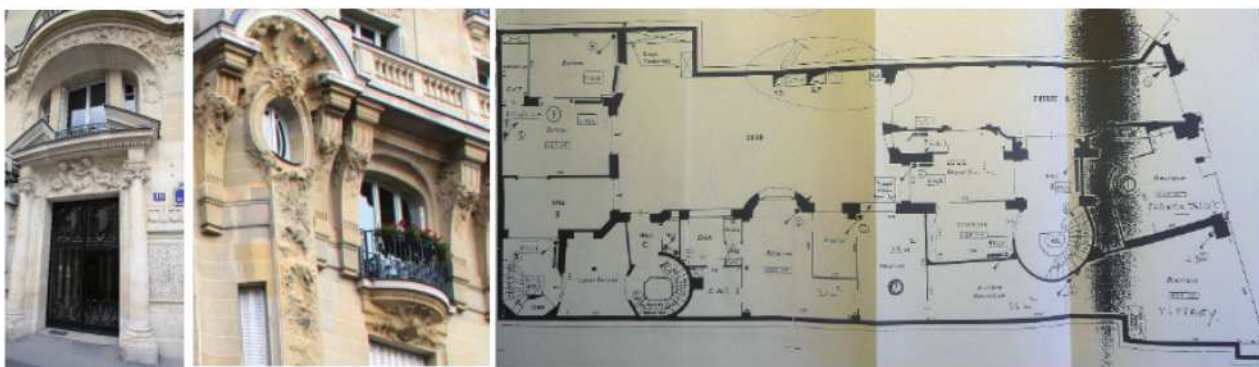
14, rue de Sèvres /1, rue Récamier, G. Goy, 1907, vue générale et de détail du traitement de l'angle couvert d'une rotonde



12, rue de Sèvres /2, rue Récamier, G. Goy, 1908, vue générale et de détail d'un bow-window maçonné

5, rue Récamier, Meister, 1910. Vue générale et vue du hall d'entrée avec l'escalier principal et l'ascenseur et l'escalier de service dont l'accès est situé dans une porte dérobée du bâtiment.





10, rue de Sèvres, Charlet et Perrin, 1912. Plan du Rez-de-chaussée : l'escalier principal et l'escalier de service ne sont pas dans le même bâtiment. Sdap Paris, dossier demande de permis de construire.

C'est également entre 1908 et 1910 que sont construits dans la rue Récamier deux bâtiments qui développent des techniques constructives nouvelles et spectaculaires pour l'époque, oeuvres d'architectes-ingénieurs qui sont aujourd'hui des références dans l'histoire de l'architecture.

6, rue Récamier

Au n° 6 de la rue Récamier, la sous-station Sèvres est construite par la Compagnie parisienne de distribution d'électricité sous la direction de leur architecte-ingénieur Paul Friesé. Cette sous-station électrique est destinée à alimenter les nouvelles lignes du métropolitain créées par la Compagnie du chemin de fer métropolitain. Paul Friesé (1851-1917) travaille pour ces deux compagnies (groupe Empain-Schneider) depuis le début du siècle, pour la construction de bâtiments de transformation et de distribution d'électricité. Spécialiste des structures porteuses métalliques, Paul Friesé, longtemps associé de Jules Denfer, a construit plusieurs usines, immeubles, villas et magasins de commerces associant cette technologie aux matériaux traditionnels de construction. Le programme des sous-stations électrique lui impose de s'adapter aux contraintes réglementaires de la capitale. Le 6, rue Récamier est l'une des dernières sous-stations que Paul Friesé réalise. L'utilisation exclusive de structures porteuses métalliques permet à l'architecte de dégager un maximum d'espace au sol (pas de mur de refend), de profiter d'une lumière naturelle abondante par un système d'éclairage en pan de fer translucide (pas de mur porteur en façade) et de bénéficier d'une aération importante pour ventiler les accumulateurs et transformateurs électriques. La fonction même de l'édifice et sa technicité constructive sont des éléments de modernité incontestables. La composition architecturale de l'ensemble ajoute à cette modernité, par la juxtaposition du pan de fer cintré, de la brique réfractaire et de la pierre de taille. Dénué de tout décor ornemental, ce sont les rythmes des ouvertures et les lignes horizontales et verticales créées par les couleurs et les textures des matériaux qui animent la façade. Seul le rez-de-chaussée est composé d'éléments de décor dans l'encadrement des baies et de la porte d'entrée ; une esthétique qui rappelle celle des immeubles voisins.



6, rue Récamier, Sous-station Sèvres, Paul Friesé, 1910. Depuis 1990, le bâtiment est devenu l'espace Electra, lieu d'exposition de la Fondation EDF.



Immeuble rue de Sèvres

Ancien théâtre Récamier

Moins connu que la sous-station Sèvres de Paul Friesé, l'ancien théâtre Récamier, situé au n°3, n'en est pas moins intéressant et serait peut-être même voué à devenir un bâtiment important dans l'histoire de l'architecture du spectacle. Construit entre 1908 et 1909 pour la Ligue française d'enseignement, fondée en 1866 par Jean Macé pour la promotion de toutes formes d'enseignement populaire, le bâtiment est destiné à accueillir une grande salle de conférence, des salles de réunion, et un logement. Charles-Paul-Camille Blondel et François Hennebique conçoivent ce nouvel hôtel de la Ligue, inauguré le 30 octobre 1909. Il semblerait que ce soit la première salle accueillant du public construite en béton armé, selon le procédé Hennebique, mis en oeuvre par la Société générale de constructions en béton armé et de travaux spéciaux en ciment (SGCBA) (anciens établissements Dumesnil).

En 1958, la salle des fêtes de la Ligue est transformée par l'architecte et scénographe Pierre Sonrel et le décorateur Camille Demangeat pour y installer le nouveau théâtre Récamier et accueille l'année suivante le Théâtre national populaire (TNP), fondé en 1920 par Firmin Gémier. L'établissement ferme ses portes en 1968 et la salle est démantelée entre 1976-1977. Le bâtiment est toujours occupé par la Ligue de l'enseignement qui héberge d'autres organismes culturels et socio-éducatifs.



3, rue Récamier, Ancien théâtre Récamier, C. Blondel et F. Hennebique, 1908-1909



Etat actuel



Etat en 1891



Etat en 1825



Ensemble urbain n°34 : Boulevard Raspail

Situation

Ce nouveau boulevard mène du quartier de l'église St-Thomas d'Aquin à celui de l'église Notre-Dame-des-Champs en conduisant à Montparnasse et par delà à Denfert-Rochereau. Il a 30 mètres de large entre le bd Saint Germain et le boulevard du Montparnasse. Passe en son centre la ligne 12 du Métropolitain, avec deux stations à chaque extrémité : au nord, la station rue du Bac, et au sud, Sèvres Babylone.



Angle rue de Sèvres, boulevard Raspail et rue de la Chaise

Historique

La formation du boulevard Raspail s'étale dans le temps et il faudra attendre 1931 pour voir construire le dernier immeuble qui le borde dans le tronçon situé dans le PSMV. Le tracé est décidé sous le règne de Napoléon III. Les premiers percements ont lieu pendant l'administration du préfet Haussmann et par décret d'utilité publique du 28 juillet 1866, pour la partie nord depuis le boulevard Saint-Germain, et par un décret de 1869 pour la partie sud, depuis les rue de Babylone prolongée et Chomel. La traversée dans le tissu ancien commence ainsi par chacune de ces extrémités. Au sud, on profite depuis la rue de Sèvres de la démolition de l'ancien hospice des ménages suite à une entente de la Ville de Paris avec l'Assistance Publique, propriétaire des terrains dès la fin des années 1860, mais la construction des immeubles ne commencera qu'en 1879. Au nord, à la fourche avec le boulevard Saint-Germain et au carrefour avec la rue du Bac les immeubles en rotonde sont construits en 1868. Puis le projet reste au point mort. La dénomination de la voie change en 1887 : le boulevard d'Enfer resté inachevé prend le nom de boulevard Raspail. En février 1890 est signée la déclaration d'utilité publique de l'ouverture du boulevard depuis la partie nord déjà ébauchée sur une longueur d'environ 70 mètres jusqu'à la rue de Grenelle. En 1895 paraît le décret d'utilité publique pour la poursuite de la percée au sud depuis la rue de Sèvres jusqu'à la rue de Varenne. Le tracé est mis en place en 1899 dans cette partie et les immeubles d'habitation sortent alors de terre à cet endroit. Il faut encore attendre six ans pour voir paraître le décret du 21 décembre 1905, qui permet de récupérer les derniers terrains entre les rues de Varenne et de Grenelle et ouvrir le boulevard Raspail, depuis le boulevard St Germain jusqu'au square Boucicault. L'œuvre est complétée par la destruction de l'ancienne abbaye aux bois, lotie après 1906 pour permettre l'élargissement du carrefour à hauteur de la rue de Sèvres. Le tout sera accompli au début des années 1910.

Dans le même temps, le passage en souterrain de la ligne 12, qui relie alors la porte de Versailles à Notre-Dame de Lorette, tronçon inauguré en 1910, désenclave le quartier et le relie pour la première fois au réseau du Métropolitain (la ligne 1 a été inaugurée dix ans auparavant). Au nord, le tunnel se poursuit sous le boulevard Saint-Germain et dessert l'Assemblée nationale par la station Solférino.

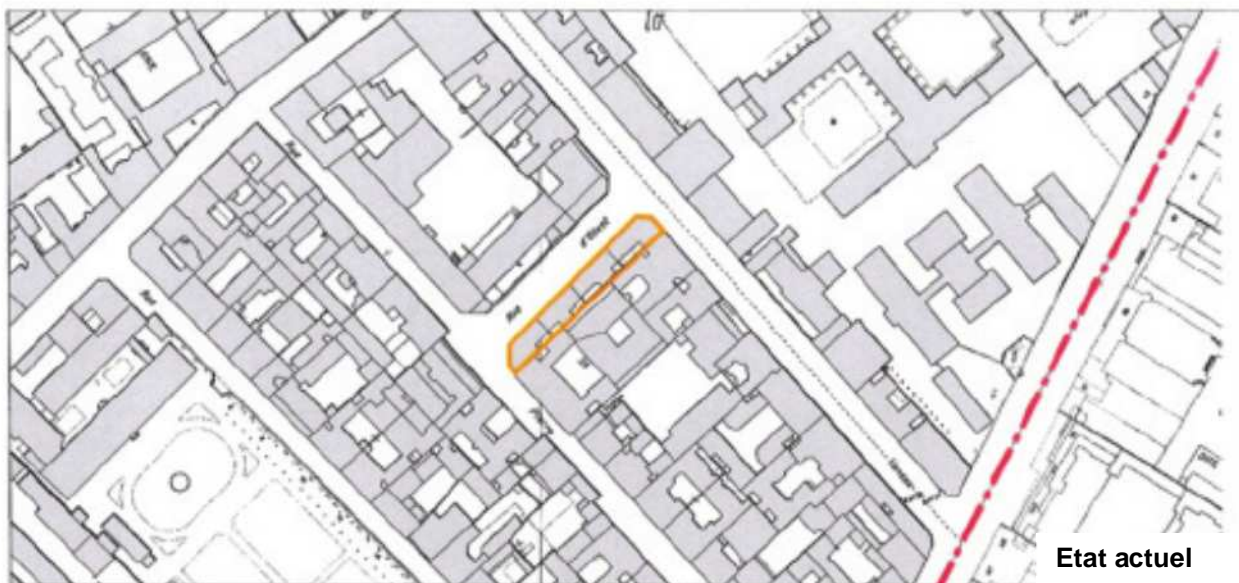
Caractère

Les immeubles de part et d'autre du boulevard Raspail entre le carrefour Sèvres Babylone (actuelle place Le Corbusier) et la rue du Bac sont très différents les uns des autres, dans leur ampleur et dans leur esthétique. S'y succèdent hôtel particuliers, immeubles de grand et de très grand luxe, depuis la fin des années 1860 au début des années 1930. Les signatures d'architectes sont parfois prestigieuses, surtout pour la période la plus récente (Henri Sauvage en 1924, Pol Abraham en 1930). Des immeubles d'habitation relativement conventionnels mais très soignés, succèdent à des immeubles étrangement curieux, notamment sur le front ouest entre les rues Chomel et de Varenne, (comme les bâtiments construits par Marc Sangnier et son fils vers 1910). Aux alentours de la rue Chomel, apparaît la signature reconnaissable de Vramant dans les années 1880. Sur l'autre rive paradent les façades en avancée avec leurs parties hautes très développées rendues possibles par le règlement d'urbanisme de 1902.

Avec son architecture très personnalisée et disparate, et ses travaux menés sur plus de quarante ans, le boulevard Raspail montre qu'on a en a bien fini avec l'haussmannisme à la veille de la première guerre mondiale.



Immeuble Marc Sangnier, 32 boulevard Raspail mitoyen du 30 construit par l'architecte Pol Abraham



Ensemble urbain n°35 : Rue d'Olivet, front sud

Adresse : 1 rue d'Olivet -11 rue Pierre Leroux, 3 et 5 rue d'Olivet, 7 rue d'Olivet -70 rue Vaneau

Situation

La rue d'Olivet se situe au sud du périmètre du Secteur Sauvegardé. Comprise entre la rue Pierre Leroux et la rue Vaneau, elle offre une intéressante perspective sur l'ancien hôpital Laennec. Les édifices qui composent cet ensemble urbain bordent le côté sud de la rue. Ils ont été construits à la suite d'un élargissement de cette dernière en 1907. Ces immeubles d'habitation et immeubles mixtes présentent une architecture post-haussmannienne homogène et monumentale, caractéristique des opérations de lotissement de la première décennie du XX^e siècle.

Historique & architecture

Le tracé de la rue d'Olivet est relativement ancien puisqu'elle apparaît sous le nom de petite rue Traverse sur le plan de Bullet et Blondel datant de 1710. Le plan de Turgot, réalisé en 1734, nous montre que dès la première moitié du 18^e siècle, la rue d'Olivet était bordée de maisons et de jardins. La proximité de l'hôpital des Incurables (ancien hôpital Laennec) est à l'origine de l'urbanisation du quartier. Dans la rue d'Olivet même une organisation religieuse est présente sur le côté pair : Les Soeurs de la Providence qui deviendra ensuite les Soeurs de Saint-Vincent-de-Paul. Le plan de Turgot nous donne néanmoins un aperçu approximatif de ce quartier, puisqu'il indique une largeur pour la rue d'Olivet beaucoup trop importante par rapport aux plans du XIX^e siècle. Sur l'Atlas par îlot levé en 1825, la rue d'Olivet apparaît comme étant une étroite ruelle, bordée de nombreuses constructions et de jardins. L'agencement de ces bâtiments se retrouve sur le plan parcellaire de 1891, avec de nouveaux édifices sur les deux côtés de la rue. Un nouvel alignement est décrété le 9 décembre 1907, pour un élargissement à 12 mètres de la rue d'Olivet. Le plan du décret, conservé au Service technique de documentation foncière de la ville de Paris, révèle les différents états que la rue a connus. Les pointillés verts indiquent que l'élargissement de cette ruelle était déjà prévu par l'ordonnance de 1846. Il devait se faire par un recul de part et d'autre de la rue. Or, le décret de 1907 impose que l'élargissement se fasse par un recul uniquement de la partie impaire de la rue. Cette modification du projet initial a certainement été motivée par la présence des bâtiments des soeurs de Saint-Vincent-de-Paul. Ce plan indique également le nom du propriétaire de la bande de terrain qui est à l'origine de l'ensemble urbain qui nous intéresse. M. Ruillet réalisa la vente, a priori par lots de sa propriété. Les fiches parcellaires annulées conservées aux Stdf attestent les changements de propriétaires. Faute de dossier de lotissement, la présence de cahier des charges pour cette opération ne peut être avancée. Pourtant, il existe une grande homogénéité architecturale sur l'ensemble de ces bâtiments qui ont été construits à partir de 1910. Le vocabulaire architectural de cet ensemble appartient à une esthétique « post-haussmannienne », qui use des possibilités offertes par le règlement de 1902 pour créer des saillies monumentales en façade. Ces bow-windows sont de toutes sortes (incurvés, rectangulaires, bombés) et se terminent dans les combles, provoquant ainsi un effet verticalisant et monumental. Les jeux variés de polychromie et d'appareillage participent également à ces effets visuels (brique grise, rouge, brune et enduits blancs, crèmes et ocres). Le décor sculpté est simplifié dans les formes et massif dans les proportions. La ferronnerie souligne les baies et les balcons filants qui équilibrent la composition et unifient les immeubles les uns aux autres dans la perspective de la rue. Les bâtiments d'angles sont également traités de manière monumentale, à l'image du n°1, rue d'Olivet/70, rue Vaneau.



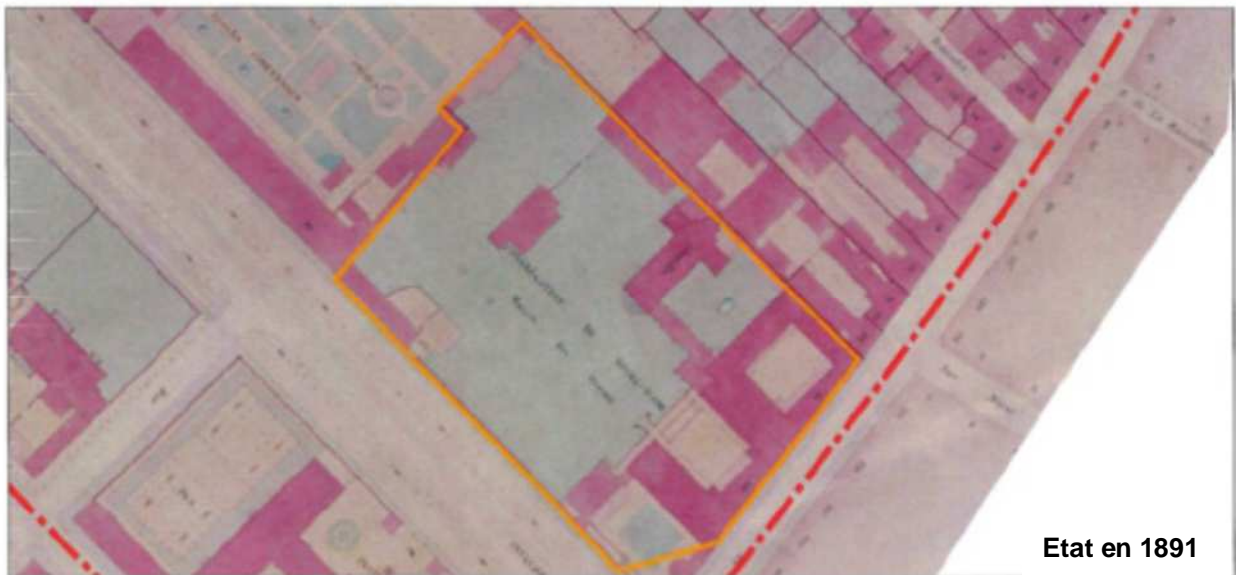
7, rue d'Olivet



5, rue d'Olivet, Dauhier, architecte, 1912.



3, rue d'Olivet



Ensemble urbain n°36 : Avenues Coquelin et Lesueur

Adresse : avenue Constant Coquelin, avenue Daniel Lesueur, 82-88 rue de Sèvres

Situation

Cet ensemble urbain se situe au sud-ouest du périmètre du Secteur Sauvegardé, à l'angle du boulevard des Invalides et de la rue de Sèvres. Il regroupe vingt-huit parcelles sur lesquelles est construit un ensemble homogène d'immeubles d'habitation post-haussmanniens, principalement construits entre 1911 et 1913. Ce lotissement a été réalisé lors de la vente du domaine de la congrégation de Notre-Dame au début du XX^e siècle.

Historique & architecture

En 1824, le domaine du «couvent des oiseaux» est ouvert par les chanoinesses de St-Augustin de la congrégation de Notre-Dame (fondée 1597). Il est loti à partir de 1911. Antérieurement, comme le montre l'Atlas par îlot, ce terrain était occupé par une prison (prison des oiseaux) qui fut connue pour avoir été la geôle de nombreux aristocrates et nobles durant la révolution, où dans le parc était installée une très grande volière, à l'origine du nom.

Albert Sélonier (1858-1926) et A. Bocage, sont les principaux architectes de cet ensemble d'immeubles destinés à la classe moyenne du début du XX^e siècle. Comme le révèlent les dates de constructions inscrites sur les façades du côté pair de l'avenue Daniel Lesueur, l'achèvement de l'opération semble avoir été stoppé par la guerre et repris dans les années 1920. Les distributions de ces immeubles sont relativement similaires, avec la présence d'une porte piétonne à double battant ouvrant sur un hall d'entrée donnant accès à la loge, à l'escalier principal (comprenant généralement une cage d'ascenseur) et à la courette. Le vocabulaire décoratif est éclectique en façade, avec la présence de bow-windows construits dans la maçonnerie englobant une ou plusieurs travées. Des effets d'étagements et de retraits dans les derniers niveaux sont également très présents.

Les immeubles d'angle sont d'un standing supérieur à celui des immeubles situés dans les impasses, notamment l'immeuble à l'angle du boulevard des Invalides et de la rue de Sèvres, construit par F. Vallois en 1911. Celui-ci comporte un escalier principal prenant jour par un escalier de service qui lui est parallèle. Dans le périmètre du Secteur Sauvegardé, ce lotissement est l'un des exemples les plus représentatifs de ce que l'on pouvait construire à l'époque en matière d'immeubles rentables, exploitant au maximum le règlement de 1902.

L'usage du terme avenue pour qualifier une impasse est certainement à l'origine d'une stratégie publicitaire de la part des vendeurs ; les propriétaires achetaient, en plus de leurs biens immobiliers, une adresse a priori plus valorisante.



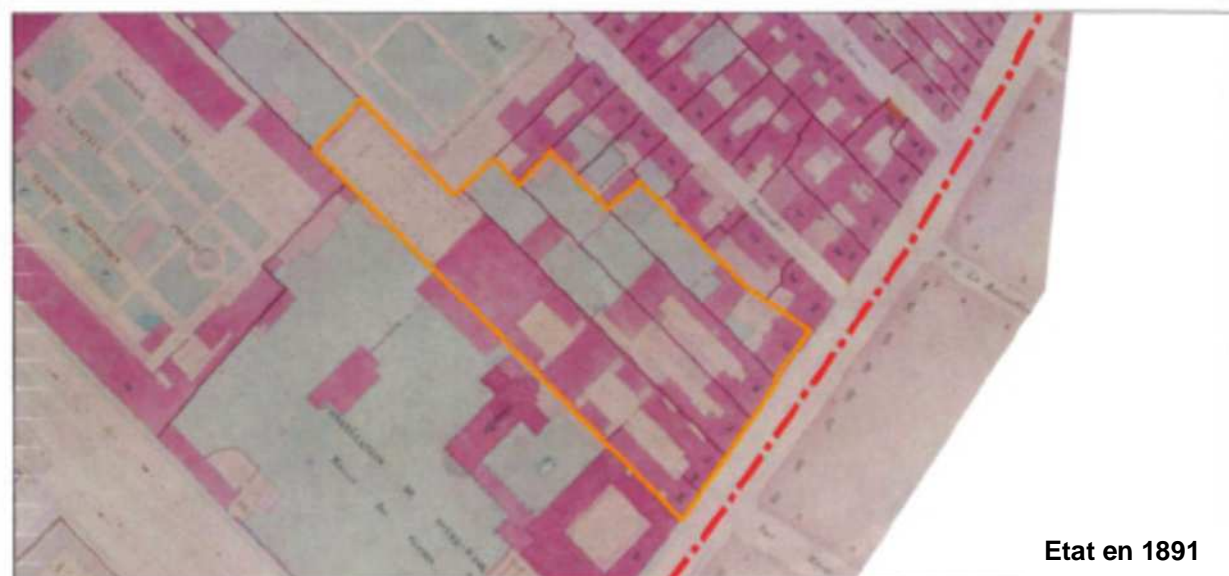
3, rue Daniel Lesueur,
A. Sélonier architecte, 1911.



6, avenue Constant Coquelin,
A. Bocage architecte, 1913



67, boulevard des Invalides,
F. Vallois architecte, 1911



Ensemble urbain n°37 : Cours artisanales et résidentielles

Adresse : 74, 76, 78 et 80 rue de Sèvres

Situation

Cet ensemble urbain se situe à l'extrême sud du Secteur Sauvegardé. Il se caractérise par un regroupement de parcelles similaires tant dans leurs morphologies, leurs compositions architecturales que dans leur mode de formation. Ce genre d'organisation, implantation des bâtiments sur les limites séparatives de parcelle profonde, est très présent dans certains quartiers parisiens, mais ces «cour-atelier-villa» ne représentent que peu de parcelles dans le Secteur Sauvegardé.

Historique & architecture

Le tracé de la rue de Sèvres est très ancien. Il constituait, avec la rue du Four et la rue Lecourbe, un chemin conduisant à Sèvres, qui existait avant l'invasion romaine. Le chemin de la Maladerie est l'une des premières appellations connues pour cette rue, dès le XIII^e siècle. La portion de la rue de Sèvres qui nous intéresse, comprise entre le boulevard des Invalides et la rue des Saint-Pères, se caractérise par un paysage urbain varié et assez hétérogène constitué à partir du XVII^e siècle et jusqu'à nos jours. La fondation de l'hospice des incurables (ancien hôpital Laënnec) en 1634 est le point de départ de l'urbanisation.

Les parcelles des n°72 à 80, rue de Sèvres sont représentatives du processus d'urbanisation du XIX^e siècle, dans cette partie de la ville investie par une population moins argentée et plus «active» que le reste du secteur. Ce sont des parcelles profondes et étroites, formées par de nombreuses constructions qui envahissent progressivement les espaces libres et par une sédimentation architecturale importante. Comme le montre le plan par îlots levé par Vasserot vers 1825, ces cinq parcelles étaient constituées de bâtiments construits le long de la rue de Sèvres et d'autres implantés en arrière, souvent isolés dans une cour ou un jardin. Quelques petits bâtiments annexes sont également présents à cette époque. A l'exception de la parcelle du n°78-80, les limites séparatives des parcelles ne sont pas ou peu construites. La distribution des bâtiments sur rue reste rudimentaire, avec des édifices simples en profondeur.

Le plan parcellaire de 1891 montre l'évolution constructive de ces parcelles, avec la présence de bâtiments neufs élevés sur leurs limites séparatives et un épaississement ou une reconstruction du bâtiment sur rue. Les types architecturaux que l'on y trouve sont essentiellement des «maisons à cours successives» ou des «maisons à grandes cours» avec boutiques donnant sur la rue, sans oublier les immeubles construits au début du XX^e siècle, le plus souvent avec des «cours minimales».

74, rue de Sèvres

Le n°74 illustre bien ce principe d'évolution complexe des volumes bâtis et de sédimentation intense. Au début du XIX^e siècle, cette propriété comprend un simple bâtiment sur rue avec un passage cocher pour accéder au bâtiment en rez-de-chaussée construit en fond de parcelle. Avant la fin du XIX^e siècle, l'édifice en fond de parcelle est détruit. Implanté plus en avant, un nouveau bâtiment de cinq niveaux avec un passage sous porche le remplace, afin de dégager un espace



74, rue de Sèvres. Façade sur rue / vue de l'immeuble sur rue, prise depuis le fond de la première cour / vue de l'immeuble implanté entre les deux cours, prise depuis la deuxième cour



74, rue de Sèvres, vue sur l'immeuble implanté au fond de la deuxième cour

libre important en fond de parcelle. Des bâtiments sont ajoutés le long des limites parcellaires, à gauche un atelier en rez-de-chaussée, à droite un édifice de quatre niveaux.

Ces bâtiments constituent une cour centrale qui permet d'accueillir simultanément des activités artisanales et de petits commerces, ainsi que des logements. Quant au bâtiment sur rue, il a été soit reconstruit, soit doublé en profondeur avant 1891. Une ultime grande campagne de construction est réalisée au début du XX^e siècle, entre 1905 et 1906. Afin de rentabiliser davantage les revenus des locations, le propriétaire densifie sa parcelle. Il fait construire, un bâtiment de logements sur la totalité de l'espace resté encore libre, au fond de sa propriété. Les bâtiments existants sont également concernés par cette campagne de travaux lourds. Les

anciens combles sont transformés en étage carré, et un étage supplémentaire y est construit, couvert par un étage de comble mansardé. L'atelier en rez-de-chaussée est reconstruit, et un second est ajouté dans la dernière cour. Enfin, un recarrossage important de la façade semble avoir été réalisé sur le bâtiment sur rue, avec l'adjonction de Bow-windows et des surélévations dans les années 1910. Les bâtiments construits au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle sont d'une architecture soignée, avec des jeux de corniches intermédiaires, des pilastres saillants et un décor de refend marquant les deux premiers niveaux. Les bâtiments construits en 1905 sont également très soignés, la composition des façades est rythmée par la présence de grands bow-windows à petites ouvertures en meurtrières et la modénature est soulignée par la polychromie entre l'usage des briques apparentes claires et foncées et l'enduit lisse des niveaux inférieurs.



74, rue de Sèvres, vue prise depuis le fond de la parcelle vers la rue de Sèvres

76, rue de Sèvres

Les bâtiments de la parcelle du n°76 n'ont pas subi autant de transformations. Néanmoins, au regard de la composition de façade, il est possible que le bâtiment levé sur le plan par îlots en 1825 soit enkysté dans l'actuel bâtiment sur rue, ce qui expliquerait le décalage existant entre le trumeau central et la porte cochère. Ce bâtiment a fait l'objet d'une surélévation d'un étage carré et d'un étage de comble au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Deux autres bâtiments semblent également être antérieurs à 1825 : d'une part, le bâtiment d'un rez-de-chaussée et d'un étage dont le toit est en croupe et couvert en tuile, d'autre part le bâtiment implanté en fond de parcelle, correspondant à un pavillon avec deux ailes en retour.



74, rue de Sèvres, façade sur rue et vue prise depuis l'immeuble sur rue vers le fond de la parcelle

Les autres bâtiments ont été essentiellement construits durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, avec notamment l'aménagement d'ateliers d'activités et de commerces. Entre 1862 et 1875, on sait qu'il y a eu notamment un « cabaretier ayant billard, une entreprise de voiture, un marchand de vin, un pharmacien, un distillateur, un métreur de bâtiment... ». La parcelle était également destinée à la location de logement pour la petite bourgeoisie et pour ouvriers. Aujourd'hui, les activités qui animent cette parcelle s'orientent davantage autour de la vente d'antiquités, d'un atelier d'ébénisterie, d'un cabinet d'architecte et de maisons d'édition. L'une des dernières interventions qui eu lieu sur cette parcelle date de la fin du XX^e siècle, où une réhabilitation des ateliers et un aménagement de comble ont été réalisés.

L'ensemble des bâtiments de cette parcelle est plus homogène que la parcelle du n°74, mais aussi d'un programme plus modeste, avec très peu de modénatures utilisant simplement l'enduit lisse des façades et le rythme des ouvertures souligné par un appui saillant.

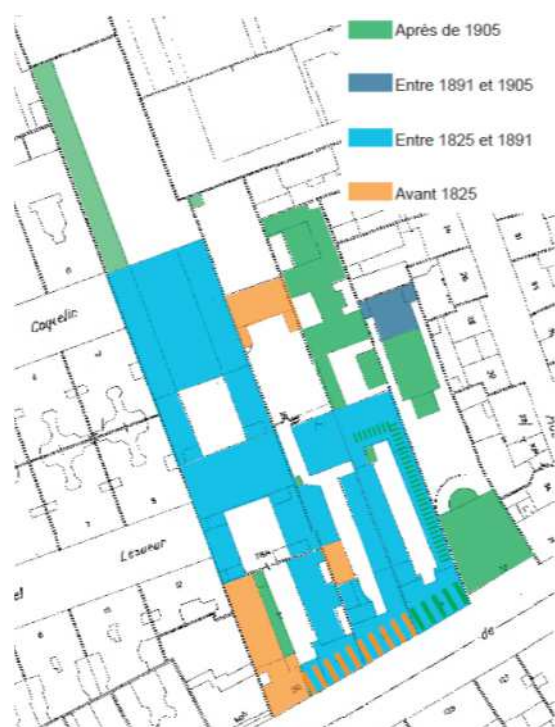
78-80, rue de Sèvres

Les constructions qui composent les parcelles n° 78-80 sont assez homogènes dans leurs architectures malgré une progressivité importante, s'étalant sur un siècle.

La majeure partie des bâtiments ont été construits après 1825 alors que ceux du n°80 sont plus anciens. Quant à l'édifice implanté en fond de la parcelle du n°78, il est construit en 1935 par l'entrepreneur Maxime Rateau. Il faut également noter une réhabilitation récente, fin du XX^e siècle, réalisée par les Frères des Ecoles chrétiennes, propriétaires de la parcelle après avoir occupé jusqu'au début du XX^e siècle le 27, rue Oudinot. La qualité architecturale des bâtiments composant cette parcelle est assez variable. L'immeuble sur rue du n°78 date des années 1870, avec une composition et une modénature sobre, alors que celui du n°80 plus ancien, est construit avant 1825 et peut-être recarrossé dans les années 1870 au moment de la construction du précédent. Cette différence de qualité architecturale se retrouve à l'intérieur de la parcelle avec une construction en pierre de taille élevée dans le fond de la propriété contrastant avec les édifices en moellons plâtre et pierre implantés en retour des bâtiments sur rue.

72, rue de Sèvres

Au regard des parcelles décrites précédemment, la parcelle du n°72 peut caractériser une étape supplémentaire dans le processus de mutation architecturale de cet ensemble urbain. Elle a été reconstruite entre la fin du XIX^e siècle et la deuxième moitié du XX^e siècle. Au cours des années 1890, une maison d'habitation est bâtie dans le fond de la parcelle, puis dans les années 1960, l'immeuble sur rue datant du XIX^e siècle est remplacé par un immeuble de 8 niveaux avec toit-terrasse. Enfin, un bâtiment supplémentaire a été construit dans le prolongement de la maison d'habitation implantée en fond de parcelle qui est aujourd'hui occupée par l'Église Évangélique Baptiste de Paris-centre.



78-80, rue de Sèvres. Façades sur rue / vue sur le bâtiment en pierre de taille construit par les Frères des Ecoles chrétiennes, implanté en fond de cour.



72, rue de Sèvres. Façade sur rue / revers de façade de l'immeuble sur rue / vue de la maison d'habitation construite à la fin du XIX^e siècle



TABLE CHRONOLOGIQUE

Le XVII^e siècle

Evènements politiques et faits de société	Evènements artistiques	Paris et le faubourg Saint-Germain
Régence de Marie de Medicis (1610-1617)		
<p>1610 : La reine, Marie de Medicis, épouse du roi Henri IV, assassiné rue de la Ferronnerie, sur le chemin de l' Arsenal, devient Régente. Son fils, Louis XIII, n'a que neuf ans.</p> <p>1614-1615 : On constate pendant la tenue des Etats Généraux à Paris un conflit de classe entre la noblesse de race qui s'est appauvrie à cause des guerres, des lois et des préjugés lui interdisant le commerce et l'industrie, et le Tiers Etat constitué dans sa majorité par des officiers qui se sont enrichis par leur travail. Avec ses bénéfiques, la bourgeoisie a prêté au roi, a acheté des charges, s'en est assuré la propriété héréditaire. Par la possession de charges, la bourgeoisie a été anoblie. Et par le mariage de ses filles avec des nobles d'extraction, on voit alors émerger ses petits-enfants devenus gentilshommes.</p> <p>1616 : Richelieu est nommé Secrétaire d'Etat</p>	<p>1612 : Le Carrousel donné pour les fiançailles du roi avec l'infante d'Espagne inaugure la nouvelle place Royale (actuelle place des Vosges), commencée en 1607. On estime à 200 000 le nombre de spectateurs. Le lotissement du Marais est lancé.</p> <p>1614 : Mort de l'architecte Jacques II Androuet du Cerceau, auteur des <i>Plus Excellents Bastiments de France</i></p> <p>Erection de la Statue d'Henri IV place Royale (actuelle place es Vosges)</p> <p>Christophe Marie lance le lotissement de l'île Saint-Louis</p> <p>1616 : Pose de la première pierre de la nouvelle église Saint-Gervais (terminée en 1621)</p> <p>1623 : Création de la paroisse Saint-Louis-en-Lille</p>	
Règne effectif de Louis XIII (1617-1643)		
<p>1617 : Louis XIII règne seul, inspiré par son favori, de Luynes. Il est âgé de seize ans.</p> <p>1618 : Début de la guerre de Trente ans.</p> <p>1624 : Richelieu est chef du Conseil du Roi. Cette année là, débute la construction du premier château royal de Versailles. Le roi Louis XIII a vingt trois ans.</p> <p>1643 : Mort du roi Louis XIII</p>	<p>1630 : Hôtel de Sully, actuel 62 rue Saint-Antoine (commencé en 1624) attribué à Jean Androuet du Cerceau</p> <p>1631 : Contrat pour la construction d'une nouvelle muraille renforcée de bastions</p> <p>1635 : Pose de la première pierre de l'église de la Sorbonne, sur les plans de Lemercier</p> <p>1637 : Publication du <i>Discours de la méthode</i> de Descartes ; Corneille fait jouer <i>le Cid</i></p>	<p>1632 : Installation par les Jacobins (les Dominicains réformés) de leur Noviciat, au bord du chemin des Vaches, future sur Saint-Dominique.</p> <p>1633 : Création de la manufacture de tapisseries de Raphael La Planche, angle rue de Varenne, rue de la Chaise</p> <p>1634 : Construction du Pont Barbier ou Pont Rouge pour relier le lotissement du Pré-aux-Clercs à la rive droite.</p> <p>1635 : Début des travaux de construction de l'hôpital des Incurables (ils seront terminés selon le plan de Pierre Gamard en 1649).</p> <p>1635 : Installation des Chanoinesses Augustines du Saint-Sépulcre (Dames de Bellechasse)</p> <p>1637-1639 : Edification des Halles Barbier entre la rue de Beaune et la rue du Bac.</p> <p>1637 : Installation des Religieuses Récolettes, rue du Bac</p> <p>1639 : Début des travaux de l'Hôtel de Cavoye (52 rue des Saint-Pères) par Daniel Gittard.</p> <p>1639 : Début des travaux de l'hôtel de Laigue (16 rue Saint-Guillaume), par Pierre le Muet</p> <p>1640 : Installation des Dames de la Providence ou Filles de Saint-Joseph</p> <p>1641 : Mort de Le Barbier</p> <p>1640 : Installation des Religieuses des Annonciades des Dix Vertus, à l'abbaye-aux-Bois</p> <p>1642 : le Pont Rouge est emporté par les eaux une première fois</p>
Régence d'Anne d'Autriche (1643-1661)		
<p>1643 : La reine Anne d'Autriche, épouse de Louis XIII, devient Régente. Elle quitte le Louvre pour s'installer au Palais-Royal. Mazarin est premier ministre. Louis XIV a cinq ans.</p>	<p>1644 : Hôtel Lambert (commencé en 1639), actuel 2 rue Saint-Louis-en-l'Île, d'après les plans de François Mansart.</p> <p>1645 : Première représentation d'un opéra</p>	<p>1644 : Hôtel Tambonneau par Louis le Vau (anciennement rue de l'Université, détruit pour ouvrir la rue du Pré-aux-Clercs dans les années 1840).</p> <p>1647 : Installation des Théâtrins sur l'actuel</p>

<p>1648 : Traité de paix de Westphalie, fin de la guerre de Trente Ans 1649-1653 : La Fronde, guerre civile.</p>	<p>à Paris, dans la salle du Palais-Royal Pose de la première pierre par le roi de la nouvelle église du Val-de-Grâce 1650 : Hôtel de Saint-Aignan (commencé en 1644), d'après les plans de Pierre Le Muet. 1653 : Début de la transformation du premier hôtel de la Bazinière, actuel 17 quai Malaquais, sous la direction de François Mansart 1659 : Représentation au Louvre de l'Etourdi et des Précieuses Ridicules par la troupe de Molière 1660 : Début des travaux de Louis Le Vau dans la cour carrée du Louvre (achèvement de l'aile nord, construction de l'aile sud sur la rivière, fondations de l'aile est). Hôtel de Beauvais, actuel 68 François Miron, (commencé en 1655) par Robert de Cotte et Jean-Baptiste Augustin Beausire.</p>	<p>quai Voltaire. 1649 : Fin des travaux de l'hôpital des Incurables, rue de Sèvres. 1651 : Reconstruction du Pont Rouge 1652 : Installation de l'hôpital de la Charité des Convalescents (actuel 106 rue du Bac) 1656 : Destruction du Pont Rouge emporté par la débâcle à la fin de l'hiver</p>
Règne effectif de Louis XIV (à partir de 1661)		
<p>1661 : Mort de Mazarin ; disgrâce d'Anne d'Autriche. Louis XIV gouverne seul 1671 : Louis XIV ne réside plus à Paris, mais à Versailles 1672 : début de la guerre de Sept Ans. 1678 et 1679 : Traités de Nimègue, entre la France et la Hollande, entre la France et l'Espagne, entre la France et l'Empire d'Allemagne et traité de Saint-Germain-en-Laye avec le Brandebourg. Louis XIV apparaît comme le maître de l'Europe. L'Hôtel de Ville de Paris lui décerne le titre de « Grand ». 1682 : Louis XIV fixe la résidence de la Cour à Versailles. 1685 : Révocation de l'Edit de Nantes. La Religion Prétendument Réformée est interdite 1688 : Guerre dite de la Ligue d'Augsbourg 1697 : Le traité de Ryswyk met fin à la guerre. 1700 : Le duc d'Anjou, deuxième dauphin, petit-fils de Louis XIV, devient roi d'Espagne, ce qui confirme au niveau européen la puissance de la maison de Bourbon.</p>	<p>1664 : Colbert achète la charge de Surintendant des Bâtiments du Roi. Fête des plaisirs de l'Île enchantée à Versailles 1664-1667 : Travaux au Louvre selon le projet donné par le Cavalier Bernin. 1665 : Projet de François Mansart pour la chapelle des Bourbons à l'abbatiale de Saint-Denis 1666 : Création de l'Académie de Rome qui reçoit six peintres, quatre sculpteurs et deux architectes. 1667 : Début de la construction de la colonnade à l'est de la Cour Carrée du Louvre (terminée en 1674), par Claude Perrault, frère de Charles Perrault, premier commis de la surintendance de Colbert. 1668 : Les travaux d'agrandissement du château de Versailles commencent, notamment pour « loger commodément le Conseil du Roi pendant un séjour de quelques jours ». Ils sont dirigés par Le Vau, et après sa mort par d'Orbay, de 1670 à 1678 1670 : Ordre de démolition des enceintes de Charles V et des fortifications de Louis XIII 1672 : Création du premier café à la foire Saint-Germain 1678-1684 : Construction de grande galerie à Versailles sous la direction de Jules-Hardouin Mansart 1685 : Présentation au Bureau de la Ville par Jules Hardouin Mansart de ses plans pour la nouvelle place des Victoires. 1699 : Modification du tracé de la place Louis-Le-Grand (place Vendôme). Quatorze ans après la décision de sa création, une partie des terrains à construire n'ont toujours pas d'acquéreur.</p>	<p>1662 : Arrêt de l'activité de la manufacture de tapisserie dirigée par le fils de Raphael La Planche. 1662 : Plan de l'église des Théatins (actuel quai Voltaire) par Guarino Guarini. Les travaux sont menés sous sa direction jusqu'en 1666. 1671 : Début du chantier de l'hôtel des Invalides. Aménagement du quartier de cavalerie dit caserne des Mousquetaires gris dans les anciennes Halles Barbier 1674 : Les premiers pensionnaires arrivent aux Invalides. 1676 : Jules Hardouin-Mansart remplace Libéral Bruant pour les travaux de l'église des Soldats aux Invalides et conçoit l'église du Dôme dont les fondations sont jetées l'année suivante. 1689 : Inauguration du Pont Royal 1691 : Madame de Montespan, ancienne favorite du roi Louis XIV entre 1667 et 1679, avec lequel elle a huit enfants dont six reconnus, pourvue des droits de fondatrice et de supérieure, se retire au couvent des filles de Saint-Joseph</p>

Le XVIII^e siècle

Evènements politiques et faits de société	Evènements artistiques	Paris et le faubourg Saint-Germain
Règne de Louis XIV (1700-1715)		
<p>1700 : Le duc d'Anjou, deuxième dauphin, petit-fils du roi de France, devient roi d'Espagne, ce qui confirme au niveau européen la maison de Bourbon.</p> <p>1701 : La guerre recommence</p> <p>1706 : Désastre de Ramillies : Marlborough défait Villeroy. Le prestige du roi est atteint.</p> <p>1707 : Publication de <i>La Dîme Royale</i> de Vauban.</p> <p>1715 : L'Etat a presque déjà consommé les revenus des années à venir (1716 à 1718). Il doit en outre plus de deux milliards. On envisage une procédure de Banqueroute. Mort de Louis XIV au mois de septembre</p>	<p>1699 : Début de la construction de la chapelle du château de Versailles Jules Hardouin-Mansart, surintendant des bâtiments</p> <p>1708 : Le duc d'Antin, Surintendant des Bâtiments du roi.</p> <p>1709 : L'argent consacré par le roi aux Beaux-Arts est au plus bas depuis le début du règne de Louis XIV.</p> <p>Louis XIV envoie à la Monnaie pour y être fondue, sa vaisselle, celle du Dauphin et du duc de Bourgogne</p> <p>1714 : Une décision du Conseil autorise l'Académie à faire imprimer et graver des descriptions d'objets d'art et des conférences et déclare qu'«il faut que le public soit informé des progrès que font les Arts ». Le Roi passe ainsi la main et ne prétend plus protéger systématiquement les artistes Ceux-ci font face à une commande de plus en plus disséminée, temporaire et originale.</p>	<p>1700 : Edit définissant les attributions respectives du Lieutenant de Police du Châtelet et du Prévôt des Marchands</p> <p>Prolongement de la rue de Bellechasse entre la rue de Bourbon et la rivière</p> <p>Début de la construction de l'hôtel de Rothelin, 99 rue de Grenelle par l'architecte Lassuranc</p> <p>1702 : Arrêt du Conseil du Roi qui confirme le découpage de Paris en vingt quartiers.</p> <p>Le quartier St Germain est le dixième quartier.</p> <p>1704 : Edit du Conseil ordonnant l'extension du boulevard planté dans le quartier du faubourg Saint-Germain, et début de la construction du quai de la Grenouillère (quai d'Orsay)</p> <p>1706 : Consécration de l'église des Invalides en présence du Roi.</p> <p>1707 : Autorisation d'ouverture de la rue de Bourgogne</p> <p>Vente par Duret au marquis de Maisons d'un hôtel construit d'après les plans de Lassuranc, 51 rue de l'Université</p> <p>1709 : Chute de température exceptionnelle : -40 degrés à Paris. Pic important de mortalité exceptionnelle</p> <p>1712 : Projet d'hôtel pour Amelot de Gournay par Boffrand, aujourd'hui 1 rue Saint-Dominique (travaux achevés en 1717)</p>
Régence de Philippe d'Orléans (1715-1723)		
<p>1715 : Philippe d'Orléans fait casser le testament de Louis XIV à son bénéfice, pour ne pas partager le pouvoir avec le Duc du Maine et choisir les membres du Conseil de Régence. Louis XV est âgé de cinq ans. Association des gens d'épée et des gens de robe au gouvernement.</p> <p>1716 : En janvier le roi s'installe au Palais des Tuileries Law créé la Banque générale, compagnie financière au capital de 6 millions.</p> <p>1717 : Création de la Compagnie d'Occident ou Compagnie du Mississippi par Law pour exploiter la Louisiane</p> <p>1718 : Création d'une Compagnie concurrente, l'Anti-Système, qui s'est fait adjuger le droit d'exploiter pendant six ans les aides, les traites et les gabelles, la majeure partie des impôts indirects.</p> <p>Le roi devient seul propriétaire des actions de la banque de Law, qui en devient le directeur.</p> <p>1719 : Rachat par Law du droit d'exploitation auparavant acquis par l'Anti-Système</p> <p>Law se fait céder les privilèges de la Compagnie des Indes orientales, et de la totalité du commerce maritime français. Il donne le nom de Compagnie des Indes à sa Compagnie d'Occident.</p> <p>1720 : Law a multiplié l'émission d'actions qui a permis aux spéculateurs de faire des</p>	<p>1717 : Antoine Watteau peint « Une fête galante » qui rompt avec la tradition. Son succès est immense. Sa célébrité relance la création en France</p> <p>1718 : Début des travaux de l'hôtel d'Evreux (aujourd'hui Palais de l'Elysée), selon les dessins d'Armand-Claude Mollet</p> <p>1719 : Hôtel de Rohan-Montbazou, 29, faubourg Saint-Honoré par Jacques Gabriel</p> <p>1720 : Hôtel de Charrost, 39, faubourg St Honoré par Mazin (actuelle ambassade du Royaume-Uni) Début en Angleterre de la mode du mobilier en bois d'acajou</p> <p>1721 : Mort d'Antoine Watteau</p> <p>1722 : Le Roule est annexé à Paris, conséquence du peuplement rapide du faubourg St Honoré.</p>	<p>1716 : Début de la construction pour Madame de Conti d'un hôtel par Robert de Cotte, rue de Bourbon (Rue de Lille), revendu ensuite à sa sœur, épouse du Duc du Maine.</p> <p>1718 : Marché de construction de l'hôtel d'Evreux (actuel Palais de l'Elysée), achevé en 1720</p> <p>1719 : Début de la construction de l'Hôtel Maignon d'après les plans de Jean Courtonne,</p> <p>1722 : Début de la construction du Palais Bourbon</p> <p>Deux immeubles-hôtels construits par l'architecte Robert de Cotte pour lui-même, angle rue du Bac, quai d'Orsay</p> <p>Début de la construction de l'Hôtel de Noirmoutiers (ou de Sens), d'après les plans de Jean Courtonne</p>

<p>fortunes importantes très rapidement. Le Prince de Conti et le duc de Bourbon en réalisant leur argent papier pour de l'espèce déclenchent une première panique. Puis la spéculation reprend avant que la défiance ne s'installe. En décembre Law s'enfuit à Bruxelles.</p> <p>1721 : Banqueroute et liquidation de la Banque.</p> <p>1722 : Au mois de juin, le roi repart résider à Versailles.</p> <p>1723 : Fin des différents conseils et du Conseil de Régence. Rétablissement de l'Ancien Conseil d'en Haut. Retour à l'absolutisme quand le roi devient majeur à l'âge de 13 ans. Philippe d'Orléans premier ministre meurt d'apoplexie en décembre.</p>		
Règne de Louis XV (1723-1774)		
<p>1723 : A la mort de l'ancien Régent, le duc de Bourbon devient premier ministre</p> <p>1724 : Réouverture de la Bourse dans l'hôtel de Nevers. Privilège des Agents de Change.</p> <p>1726 : Après la disgrâce du duc de Bourbon, de Fleury ancien aumônier de Louis XIV est Premier ministre.</p> <p>1739 et 1740 : Disette dans le monde rural après deux mauvaises récoltes. La misère est grande dans le royaume où l'argent est aux mains des spéculateurs.</p> <p>1743 : Le Cardinal de Fleury meurt. Il a quatre-vingt-dix ans.</p> <p>1745 : Le roi installe la marquise de Pompadour auprès de lui. Celle-ci joue le rôle d'un Premier Ministre. Machault d'Arnouville est contrôleur général ; d'Argenson, Secrétaire d'Etat charge de Paris.</p> <p>1749-1750 : Emeutes dans Paris, contre d'Argenson, « Ministre de Paris », qui organise la chasse aux errants et aux gueux pour les envoyer aux colonies.</p> <p>1751 : Après la paix d'Aix-la-Chapelle, le Comte d'Argenson, Secrétaire d'Etat à la Guerre crée l'Ecole Militaire où 500 jeunes gentilshommes peuvent être élevés gratuitement.</p> <p>1753 : Le Parlement de Paris est dispersé. Les présidents et conseillers aux requêtes et enquêtes sont exilés de la capitale. La Chambre Haute est reléguée à Pontoise. L'affaire s'arrangera la même année.</p> <p>1756 : Début de la Guerre de Sept ans.</p> <p>1757 : Suite à l'attentat de Damiens sur sa personne, le roi éloigne Machault, auteur du projet d'un nouvel impôt, le vingtième, et d'Argenson, chef du parti dévot, qui avaient attiré sur eux le plus de haines.</p> <p>1759 : Le bureau du Commerce et le Conseil du Roi autorisent la fabrication des toiles de coton, « blanches, peintes ou imprimées, à l'imitation de celles des Indes ». C'est le début d'un renouveau de l'industrie française qui va profiter de la généralisation de la liberté industrielle, dans les domaines de la papeterie, de la tannerie, du raffinage du sucre, de la verrerie, de la fabrication de savon, etc...</p> <p>1763 : Fin de la guerre de Sept Ans. Au traité de Paris, la France perd son Empire des Indes, et cède son Empire d'Amérique, notamment le Canada et les</p>	<p>1733 : Démolition de la porte Saint Honoré, construite sous Louis XIII, celle-ci formant obstacle dans le quartier en pleine évolution</p> <p>Début de la réalisation par le peintre François Lemoyne du plafond du Salon d'Hercule au château de Versailles, inspiré des grands décors de plafond italiens</p> <p>Début de la construction de la façade ouest de l'église Saint-Sulpice d'après les plans de Servandoni (achevée en 1745)</p> <p>1734 : Juste-Aurèle Meissonnier, dessinateur de la chambre et du cabinet du roi diffuse la mode rocaille avec la publication de son <i>Livre d'ornements</i></p> <p>1736 : Philibert Orry, directeur des bâtiments du roi</p> <p>Achèvement des portails dans le goût classique des églises Saint Roch</p> <p>1737 : Organisation régulière du Salon, tous les ans ou tous les deux ans, le jour de la Saint-Louis, où exposent au Palais du Louvre les académiciens</p> <p>Le peintre Jean-François de Troy commence les cartons de l'histoire d'Esther, tapisserie de sept pièces tissée par la manufacture des Gobelins.</p> <p>Charles-Joseph Natoire peint « l'histoire de Psyché dans le salon ovale de l'appartement de la princesse de Soubise, à l'hôtel de Soubise décoré sous la direction de l'architecte Germain Boffrand</p> <p>1744 : Les frères Martin se voient accorder le privilège royal de décorer les meubles selon leur procédé de vernis à la manière des laques de Chine ou du Japon.</p> <p>1746 : Voltaire, protégé de Madame de Pompadour, historiographe du roi, gentilhomme de la Chambre, membre de l'Académie française</p> <p>1748 : Publication de <i>L'Esprit des Loix</i> de Montesquieu</p> <p>1749 : Premier volume de <i>l'Histoire Naturelle</i> de Buffon</p> <p>1750 : <i>Discours sur les arts et les sciences</i> de Jean-Jacques Rousseau</p> <p>Travaux au château de Bellevue à Meudon par Lassurance le fils pour Mme de Pompadour</p> <p>1751 : Portail de l'église Saint-Eustache à Paris par Jean Hardouin-Mansart de Jouy</p> <p>Début des travaux au château de Compiègne pour le roi par Ange-Jacques Gabriel</p>	<p>1724 : Début de la construction de l'hôtel de la Vrillière (devenu Hôtel de Brienne), rue Saint-Dominique par l'architecte Debias Aubry.</p> <p>1725 : Famine à Paris. Emeutes.</p> <p>1730 : Création d'une arène pour combat d'animaux, barrière de Sèvres</p> <p>1735 : Construction de l'hôtel de Chanac-Pompadour d'après les dessins de l'architecte Alexis Delamair (actuelle résidence de l'ambassadeur de Suisse)</p> <p>1737 : Couverture du Grand Egoût (actuelle rue de Turenne), décidée par le Prévot des Marchands</p> <p>1739 : Première pierre de la Fontaine de Grenelle édifée d'après les dessins et la maquette du sculpteur Edme Bouchardon (achèvement en 1746)</p> <p>1740 : Disette pendant l'hiver</p> <p>1743 : Pénurie persistante de viande</p> <p>1746 : Construction de l'hôpital des enfants trouvés à proximité de la cathédrale Notre-Dame, par l'architecte Boffrand</p> <p>1748 : L'architecte Desmarais donne les plans de la ferme des voitures de la Cour, quai d'Orsay.</p> <p>1752 : Publication chez le libraire Jombert de <i>L'Architecture Française</i> de Jacques-François Blondel, essai critique sur l'architecture parisienne et de ses environs.</p> <p>1753 : Interdiction par l'archevêque des pères de la Merci taxés de jansénisme</p> <p>Approbation par le roi du projet de place à l'ouest du jardin des Tuileries (actuelle place de la Concorde), d'après un projet conçu par Boffrand, confié à Gabriel.</p> <p>1757 : Approbation par le roi du projet de construction d'une nouvelle église Sainte Geneviève (actuel Panthéon).</p> <p>1760 : Nouvelle délimitation au dus est de Paris : boulevard d'Enfer, Saint-Jacques, de la Santé, de la Glacière, des Gobelins, de l'Hôpital</p> <p>1761 : Lettres patentes autorisant le sieur Poitevin à exploiter un bateau à bains chauds au pont Royal</p> <p>1763 : Inauguration de la statue équestre du roi et de la nouvelle place Louis XV (actuelle place de la Concorde)</p> <p>1764 : Relance des travaux du Palais Bourbon</p> <p>1768 : Début des travaux sous la direction</p>

<p>rices du Mississipi. Le sentiment national est violemment offensé de tant de désastres.</p> <p>1766 : Réunion de la Lorraine à la suite du décès du roi Stanislas</p> <p>1768 : Achat de la Corse</p> <p>1769 : Le privilège de la Compagnie des Indes est supprimé. La liberté de commerce est établie.</p> <p>1770 : Mariage du Dauphin, petit-fils du roi, avec Marie-Antoinette d'Autriche.</p> <p>1771 : Réforme du Parlement de Paris. Transformation de l'administration de la Justice. Abolition de la vénalité des Charges.</p> <p>1774 : Mort du roi</p>	<p>Le futur Marquis de Marigny, Poisson de Vandières, frère de Madame de Pompadour, directeur des Bâtiments du roi</p> <p>Publication du premier volume de <i>L'Encyclopédie</i> sous la direction de Denis Diderot</p> <p>1753 : Début de la reconstruction du château de la Muette pour le roi par Ange-Jacques Gabriel</p> <p>Commande royale faite au peintre Claude-Joseph Vernet qui est chargé de représenter en 24 tableaux les activités industrielles, commerciales et humaines des principaux ports de France</p> <p>1755 : Maurice Quentin de la Tour achève le portrait au pastel de Madame de Pompadour et le présente au Salon</p> <p>1758 : Début de la publication sur <i>Les plus beaux bâtiments de la Grèce</i> par Jean-David Leroy, qui annonce le retour du goût antique</p> <p>1760 : Madame de Pompadour protège la fabrique de porcelaine nouvellement installée à Sèvres, au bas du château de Bellevue.</p> <p>1762 : Début des travaux du Petit Trianon à Versailles par Ange Jacques Gabriel (décoration de 1764 à 1768)</p> <p>1764 : Pose de la première pierre de l'église Sainte-Geneviève de Soufflot.</p> <p>1767 : Début de la construction de l'hôtel de la Monnaie par Jacques-Denis Antoine (achevée en 1775)</p> <p>1770 : Panneaux commandés par la comtesse du Barry, nouvelle favorite, à Jean-Honoré Fragonard pour son pavillon de Louveciennes, construit d'après les plans de Claude-Nicolas Ledoux</p>	<p>de Jacques-Denis Antoine de l'hôtel Brochet de Saint-Priest, rue des Saint-Pères (ancienne école des Ponts-et-Chaussées)</p> <p>1771 : Hôtel du Châtelet, 127 rue de Grenelle par Mathurin Cherpitel</p> <p>1775 : Hôtel de Jaucourt, 45 rue de Varenne, par Jacques-Denis Antoine</p> <p>Lettres patentes du roi qui autorise le redressement des rues devant l'entrée principal du Palais Bourbon et la création d'une place en fer à cheval</p> <p>Hôtel de Bérulle, 15 rue de Grenelle par Convers</p>
Règne de Louis XVI (1770-1789)		
<p>1774 : Restauration de l'ancienne Magistrature parisienne et rappel des Parlements provinciaux. Turgot devient Contrôleur général.</p> <p>1775 : Diminution des tarifs de l'Octroi de Paris sur les denrées de première nécessité.</p> <p>En mai émeutes à Versailles et à Paris, dont la cause est la hausse du prix des farines</p> <p>1776 : Edits de Turgot. Abolition des maîtrises et des jurandes. Toute personne, même un étranger, est libre d'exercer tel commerce ou telle profession qui lui convient, moyennant une simple déclaration. Subsistent les maîtrises des barbiers, perruquiers, étuvistes, orfèvres, pharmaciens, imprimeurs et libraires, à raison de droit de surveillance sur eux par la police.</p> <p>1777 : Abandon des édits de Turgot : retour en arrière sur les corporations.</p> <p>1783 : Paix de Versailles. L'Angleterre y reconnaît comme Etats libres, indépendants et souverains, les Treize Etats-Unis d'Amérique.</p> <p>1786 : Traité de commerce avec l'Angleterre qui va amener la fermeture et le déclin d'un grand nombre d'atelier dans le Nord, l'Est et à Lyon. Selon Mirabeau, à Paris sur 600 000 habitants, on trouve 120 000 mendiants.</p> <p>1787 : Pluie et inondations</p>	<p>1774 : Le comte d'Angiviller, directeur des bâtiments du roi.</p> <p>1775 : Le peintre Joseph Marie Vien, directeur de l'Académie de France à Rome.</p> <p>1776 : « La mort de Duguesclin » par le peintre Nicolas-Guy Brenet, première réponse à la commande de d'Angiviller qui souhaite remettre à l'honneur les sujets d'histoire comme école de vertu et d'exaltation du sentiment patriotique</p> <p>1777 : Construction du château de Bagatelle par Belanger</p> <p>1779 : Début de la construction du Théâtre de l'Odéon, par Peyre et de Wailly</p> <p>Décor de la Salle à manger du Comte d'Artois au château de Maisons (construit par François Mansart), réalisé sous la direction du sculpteur Lhuillier, caractéristique du goût contemporain pour l'Antiquité</p> <p>1785 : Présentation au Salon du « Serment des Horaces » par le peintre Jacques Louis David</p> <p>1787 : <i>Paul et Virginie</i> publié dans le dernier volume des <i>Etudes sur la nature</i> de Bernardin de Saint-Pierre</p>	<p>1776 : Hôtel de Rochechouart, 110 rue de Grenelle, par Mathurin Cherpitel</p> <p>1775 : Emeutes concernant le prix du pain et des farines</p> <p>1777 : Création d'un service chargé de localiser et de combler les excavations sous la ville, futur service des carrières, à la suite d'éboulements à Ménilmontant et dans les abords de la route d'Orléans.</p> <p>Hôtel de la Rochefoucauld, rue de Varenne (détruit) par Jean-Jacques Huvé.</p> <p>1781 : Construction des premiers trottoirs dans le lotissement de l'Odéon</p> <p>1782 : Début de la construction de l'hôtel de Salm, achevé en 1784</p> <p>Hôtel de Bourbon-Condé, 12 rue Monsieur par Brongniart</p> <p>1783 : Déclaration royale imposant un rapport entre la hauteur des maisons et la largeur des rues. Ce prospect sera modifié par Lettres patentes l'année suivante. Déclaration royale exigeant que toutes voies nouvelles aient une largeur de 30 pieds</p> <p>1785 : Approbation du projet de Ledoux concernant la construction des barrières de l'Octroi</p> <p>1786 : Edit ordonnant la destruction des maisons construites sur les ponts et sur certains quais.</p>

<p>1788 : Sécheresse et diminution des récoltes.</p> <p>1789 : Règlement pour la convocation des Etats Généraux. Assemblées préliminaire et rédaction des cahiers de doléances. Emeutes en province et à Paris au faubourg Saint-Antoine. Prise de la Bastille.</p> <p>Election du Maire de Paris. Lafayette placé à la tête de la milice bourgeoise qui prend le nom de Garde nationale.</p>		
Période révolutionnaire (1789-1795)		
<p>1791 : Fuite de la famille royale. Ramenée de force à Paris.</p> <p>1792 : Levée de militaires. Proclamation de la Patrie en danger.</p> <p>Suspension du roi au mois de septembre ; ce même mois, proclamation de la République par la Convention, nouvelle assemblée.</p> <p>1793 : Exécution du roi Louis XVI le 21 janvier, place de la Révolution (place de la Concorde).</p> <p>1794 : 28 juillet, exécution de Robespierre, Saint-Just, Couthon et de 19 de leurs partisans.</p> <p>1^{er} septembre : fondation du musée des Monuments Français</p>	<p>1794 : Au printemps, organisation de concours artistiques par la Convention Nationale et le Comité de Salut public, dits Concours de l'An II : 480 projets sont rendus dans le cadre de 25 concours différents ouverts aux peintres, sculpteurs et architectes.</p> <p>A l'automne, après la chute de Robespierre, construction d'un mausolée provisoire à Jean Jacques Rousseau, sur le bassin des Tuileries avant son enterrement au Panthéon</p>	<p>1790 : Décret d'organisation de la municipalité : découpage en quarante huit sections</p> <p>1794 : Suppression de la municipalité. Paris se trouve sous la tutelle directe de l'Etat</p>
Directoire (1795-1799)		
<p>1795 : Mort de Louis XVII</p> <p>Dissolution de la Convention. Installation des nouvelles assemblées : Conseil des Cinq-Cents et des Anciens</p> <p>1796 : Bonaparte nommé Général en Chef des armées d'Italie. Bataille du pont d'Arcole</p> <p>1798 : Expédition d'Egypte.</p> <p>Première Exposition des Produits de l'Industrie au Champs-de-Mars.</p> <p>1799 : 9 novembre (18 Brumaire). Coup d'Etat de Bonaparte</p>	<p>1798 : 28 juillet : « Entrée triomphale des monuments des Sciences et arts en France » (défilé et présentation du butin artistique ramené d'Italie au Champ-de-Mars) « L'Amour et Psyché », huile sur toile présentée par François Gérard au Salon.</p>	<p>1795 : Nouvelle division de Paris en douze municipalités. Le département de Paris devient département de la Seine. Le dernier terrain est vendu sur la place du Palais Bourbon, en voie d'achèvement</p> <p>1796 : Création par Turquin d'une école de natation, reprise en 1808 par son gendre, Deligny.</p> <p>(Ancienne Piscine Deligny au quai d'Orsay)</p>

Le XIX^e siècle

Evènements politiques et faits de société	Evènements artistiques	Paris et le faubourg Saint-Germain
Consulat et Empire (1799-1815)		
<p>1802 : Bonaparte proclamé Premier Consul à vie. Réunion à la France du Piémont et du duché de Parme.</p> <p>1804 : Napoléon 1^{er} Empereur des français</p> <p> Première usine de conserves d'Appert ; premier métier à tisser Jacquard.</p> <p>1805 : Défaite de Trafalgar. Victoire d'Austerlitz</p> <p>1811 : Extraction du suc de betterave par Delessert.</p> <p>1814 : Entrée des troupes alliées à Paris. Abdication de Napoléon 1^{er}</p> <p> Première locomotive à vapeur par Stephenson</p>	<p>1800 : Installation de Bonaparte, Premier Consul au Palais des Tuileries que les architectes et décorateurs Charles Percier et Pierre-François Fontaine remettent en état (après le coup d'état du 18 Brumaire, 9 novembre 1799). Quand il souhaite quitter la capitale,</p> <p> Bonaparte réside avec Joséphine à la Malmaison, appropriée par les deux architectes, cette même année (à partir de 1805, Joséphine fera appel à Louis-Martin Berthault pour l'aménagement du parc)</p> <p> Ouverture du Musée des Antiques dans l'ancien appartement d'été de la reine</p> <p> Anne d'Autriche au palais du Louvre. On peut y voir le butin artistique provenant des campagnes militaires en Italie, notamment le Laocoon, le Discobole et l'Apollon du Belvédère.</p> <p>1801 : Arrêt consulaire pour l'ouverture des rues de Castiglione, des Pyramides et de Rivoli.</p> <p> Arrêt sur l'organisation du Service des Bâtiments Civils signé par Lucien Bonaparte, Ministre de l'Intérieur.</p> <p>1802 : Un égyptologue, Dominique Vivant-Denon, est nommé directeur du nouveau Museum central des Arts à Paris</p> <p> L'architecte, Jean-Louis Nicolas Durand publie pour la première fois son <i>Précis des leçons données à l'Ecole Polytechnique</i>, où il enseigne depuis 1795</p> <p> François-Réné de Chateaubriand, secrétaire d'Ambassade à Rome, fait l'éloge du gothique dans son <i>Génie du Christianisme</i>.</p> <p>1803 : Plus de 60 000 visiteurs ont emprunté le Pont des Arts le 24 septembre, jour de son ouverture au public. Ce pont situé entre le pont neuf et le pont des Tuileries à Paris est partiellement en fer forgé. Il a été construit sous la direction de l'ingénieur Jacques Dillon sur une idée d'Alexandre de Cessart.</p> <p>1805 : Projet pour Napoléonville (aujourd'hui Pontivy dans le département du Morbihan), par les ingénieurs des Ponts et Chaussées Chabrol et Pichot.</p> <p>1806 : Napoléon 1^{er} ordonne la construction de l'Arc de triomphe de l'Etoile, confiée à l'architecte Chalgrin.</p> <p>1807 : L'empereur choisit comme monument à la Grande Armée, le temple grec périptère dessiné par Pierre Vignon, à l'emplacement de l'église de la Madeleine en construction.</p> <p> Décret de percement d'une nouvelle voie dans l'axe du Panthéon : la rue Soufflot</p> <p>1808 : Fête célébrant l'arrivée des eaux du canal de l'Ourcq et pose de la première pierre de la fontaine de la Bastille qui doit être ornée de la statue d'un éléphant.</p> <p>1812 : L'architecte François-Joseph</p>	<p>1800 : Nouvelle organisation administrative à Paris. Douze maires d'arrondissement sont nommés et sont sans autonomie ; un préfet de Police, un préfet du département de la Seine, un Conseil Général faisant fonction de Conseil Municipal.</p> <p> Ouverture de la rue Neuve de Bellechasse sur les anciens terrains des Religieuses de Bellechasse, et de l'abbaye de Penthémont</p> <p>1802 : Lucien Bonaparte achète l'ancien hôtel de Brienne, rue Saint-Dominique</p> <p>1803 : Eugène de Beauharnais, beau-fils de Bonaparte, achète l'ancien hôtel de Torcy rue de Bourbon. D'importants travaux de décoration commencent sous la direction de Nicolas Bataille</p> <p>1805 : Travaux à l'hôtel de Brienne, devenu le palais de Madame mère.</p> <p>1806 : Première course de chevaux au Champs de Mars</p> <p> Début des travaux de la façade nord du Palais du Corps Législatif donnant sur le pont de la Concorde</p> <p> Début des travaux du pont de fer en face de l'école militaire qui sera baptisé pont d'Iena</p> <p> Fontaine du Fellah, rue de Sèvres d'après le projet de Nicolas Bralle</p> <p>1810 : Pose de la première pierre du palais du ministère des Relations extérieures au quai d'Orsay</p> <p>1811 : L'Empereur rachète à Talleyrand l'hôtel Matignon rue de Varenne, mais il décide de résider au Palais de l'Elysée</p>

	Bélangier achève de couvrir la halle au blé de Paris par une coupole en métal.	
Restauration (1815-1830)		
<p>1815 : Bataille de Waterloo ; Napoléon 1^{er}, exilé à Saint-Hélène. Retour des Bourbons sur le trône : Louis XVIII, frère de Louis XVI, roi de France.</p> <p>1816 : Première imprimerie lithographique à Paris créée par le Comte de Lasteyrie.</p> <p>1818 : Evacuation du territoire français par les troupes alliées.</p> <p>1819 : Première traversée de l'Atlantique par un bateau à vapeur et à voiles américain.</p> <p>1824 : Mort de Louis XVIII. Son frère devient roi sous le nom de Charles X</p> <p>1825 : Première carte géologique de la France</p> <p>1827 : La France, la Russie et l'Angleterre décident de secourir la Grèce contre l'oppression de l'Empire Ottoman</p>	<p>1816 : Le musée des Monuments français, dirigé par Alexandre Lenoir aux Petits Augustins, rue Bonaparte, est fermé. Ses locaux et jardins sont mis à disposition de l'Ecole Royale et Spéciale des Beaux-Arts. Lancement de l'éclairage au gaz : un cafetier du passage des Panoramas sur les boulevards est le premier à l'utiliser.</p> <p>1819 : Théodore Géricault expose au Salon de peinture son « Radeau de la Méduse »</p> <p>1820 : Premier volume des <i>Voyages pittoresques dans l'Ancienne France</i>, sous la direction du Baron Taylor, ouvrage à la gloire du patrimoine et des paysages français, illustré de nombreuses lithographies</p> <p>Pose de la première pierre du Palais des Etudes de l'Ecole Royale et Spéciale des Beaux-Arts conçue par François Debret</p> <p>1821 : Ouverture du Canal de Saint-Denis</p> <p>1823 : Pose de la première pierre de l'église Notre-Dame de Lorette d'après un projet d'Hippolyte Lebas, basilique néo-paléochrétienne.</p> <p>Dureau de la Malle, dans son article sur les lotissements de l'actuel IX^{ème} arrondissement traversés par la rue de la Tour-Des-Dames, paru dans <i>Le journal des Débats</i>, associe le quartier construit à partir de 1820 à une <i>Nouvelle Athènes</i>. Il fait référence à la qualité architecturale, notamment celle des réalisations des élèves de Charles Percier, et à ses habitants, dont beaucoup sont artistes, comédiens et écrivains de renom.</p> <p>1824 : Pose de la première pierre de l'église Saint-Vincent-de-Paul à Paris, d'après un projet des architectes Lepère et Hittorf (le projet sera modifié en cours d'exécution par Hittorf en 1833)</p> <p>Début du lotissement de Beaugrenelle.</p> <p>1825 : Lotissement du jardin Baujon</p> <p>1826 : Exposition <i>Au profit des Grecs</i>, ouverte à la galerie parisienne Lebrun. Le peintre Eugène Delacroix présente « La Grèce sur les ruines de Missonlonghi » qui confirme la grécomanie à l'œuvre dans le milieu parisien depuis le début de la guerre d'Indépendance commencée en 1821.</p> <p>Ouverture de la galerie Véro-Dodat, « une des plus belles et des mieux ornées de Paris » selon les contemporains par deux charcutiers Mrs Véro et Dodat. Elle compte 38 boutiques en 1843. Son succès sera grand pendant tout le XIX^e siècle. Elle sert alors de lien entre le Palais Royal, centre du commerce de luxe et les quartiers marchands des Halles, de Saint-Honoré et du Pont-Neuf.</p>	<p>1819 : Travaux d'appropriation à l'hôtel de Brienne et dans l'ancien couvent des Filles de Saint-Joseph pour y installer le ministère de la Guerre</p> <p>1820 : L'ancien hôtel de Rochechouart devient la résidence du Ministre de l'Instruction Publique</p> <p>1821 : Ouverture du Couvent des Oiseaux, institution d'éducation pour jeunes filles, 84-88 rue de Sèvres</p> <p>1823 : Pose de la première pierre de l'église Notre-Dame de Lorette</p> <p>1824 : Début du lotissement du quartier Beaugrenelle</p> <p>1826 : Ouverture d'une partie de la rue Vanneau sur les terrains de l'ancien hôtel de Montebello et de Chanaleilles (ou de Chimay)</p> <p>1827 : Le Ministre de l'Intérieur s'installe dans l'ancien hôtel d'Estrées</p> <p>L'Ecole d'application du Corps d'Etat Major s'installe dans l'ancien hôtel de Noirmoutiers</p> <p>1828 : Début du lotissement de la rue Las Cases sur les anciens terrains des Religieuses de Bellechasse</p>
Monarchie de Juillet (1830-1848)		
<p>1830 : Emeutes révolutionnaires. Charles X est chassé et remplacé par un membre de la famille d'Orléans, Louis-Philippe. Le nouveau monarque prône la réconciliation</p>	<p>1830 : Création d'une Inspection Générale des Monuments Historiques au sein du ministère de l'Instruction Publique. Première liste de bâtiments classés.</p>	<p>1831 : Début de la construction du pont du Carrousel par l'ingénieur Antoine-Rémy Polonceau</p> <p>1838 : Reprise des travaux de l'ancien</p>

<p>nationale, adopte le drapeau bleu blanc rouge et prend le titre de roi des Français. Prise d'Alger ; à l'origine de la colonisation française en Afrique du Nord. Création du royaume de Belgique, formé d'une partie des provinces des Pays-Bas, ayant fait sécession 1832 : Epidémie de Choléra à Paris 1833 : Ligne de chemin de fer entre Beaucaire et Alès. 1834 : Emeute républicaine, rue Transnonain à Paris (actuelle rue Beaubourg). 1837 : Ouverture de la ligne de chemin de fer de Paris à Saint-Germain-en-Laye. 1839 : Emeutes à Paris François Arago lit devant les académiciens des Sciences et des Beaux-Arts, un rapport sur le procédé photographique mis au point par Daguerre, dont le brevet a été acheté par l'Etat et mis à disposition du public Ouverture de la ligne de chemin de fer de Paris à Versailles par la rive droite 1840 : Retour des cendres de Napoléon à Paris. Obligation légale du système métrique en France 1847 : Expédition de la France pour protéger ses missionnaires en Cochinchine 1848 : Emeutes à Paris. Louis-Philippe est contraint de partir en exil.</p>	<p>1831 : Début de la construction du pont du Carrousel par l'ingénieur Antoine-Rémy Polonceau 1832 : Le dessinateur Honoré Daumier est condamné à six mois de prison pour une caricature du roi Louis-Philippe en Gargantua, gros mangeur de pièces d'or apportées par les membres du gouvernement, digérées et transformées en brevets divers et décorations. Félix Duban est nommé architecte de l'école des Beaux-Arts en remplacement de François Debret. 1835 : Projet d'embellissement des Champs-Élysées et de la place de la Concorde par Hittorf Construction de l'embarcadère, future gare Saint-Lazare 1836 : Achèvement de l'arc de triomphe de l'Étoile sous la direction de l'architecte Nicolas Huyot. Erection de l'obélisque de Louxor dans le cadre du projet d'embellissement de la place de la Concorde mené sous la direction de l'architecte Hittorf 1837 : Le musée historique ouvre ses portes au château de Versailles. 1840 : Eugène Viollet-le-Duc reçoit la commande la restauration de l'église de Vézelay. Publication du premier numéro de la <i>Revue Générale de l'Architecture</i>, dirigée par César Daly. 1843 : Publication du <i>Paris Moderne</i>, recueil de maisons nouvellement construites, présentées par Normand fils. 1844 : Achèvement de la construction et de la décoration de l'église Saint-Vincent-de-Paul, sous la direction de l'architecte Hittorf. 1845 : Vote des crédits exceptionnels à la Chambre des Députés et au Sénat pour la restauration de la cathédrale de Paris, confiée à Jean Baptiste Lassus et à Eugène Viollet-le-Duc. Frédéric Chopin est invité aux soirées musicales organisées par le prince et la princesse Czartoryski, propriétaires de l'hôtel Lambert, construit en 1642 par Louis Le Vau Construction de la première gare du Nord 1846 : Exposition du projet de la nouvelle église paroissiale Sainte-Clotilde de Christian Gau sur les anciens terrains des Dames de Bellechasse et des Carmélites, dans la galerie des Ponts et Chaussées de l'Hôtel de Ville.</p>	<p>Ministère des Relations Extérieures, qui d'Orsay par l'architecte Jacques Lacornée, pour y permettre l'installation de la Cour des Comptes et du Conseil d'Etat. Ouverture de la rue Barbet de Jouy 1839 : Agrandissement de l'hôtel de Rochechouart et de ses dépendances pour le Ministère de l'Instruction Publique Pose de la Première pierre du bâtiment de l'Institut Royal des Jeunes Aveugles, projet de l'architecte Philippon 1840 : Translation des cendres de Napoléon aux Invalides 1842 : Construction du manège de l'école d'application du Corps d'Etat Major dans le jardin de l'ancien hôtel de Noirmoutiers 1843 : Travaux dans l'ancien hôtel Brochet de Saint-Priest pour accueillir l'école royale des Ponts-et-Chaussées 1845 : Début de la construction du nouveau Ministère des Affaires Etrangères dans les jardins de l'ancien hôtel de Lassay par l'architecte Jacques Lacornée 1846 : Exposition du projet de la nouvelle église paroissiale Sainte-Clotilde de Christian Gau sur les anciens terrains des Dames de Bellechasse et des Carmélites, dans la galerie des Ponts-et-Chaussées de l'Hôtel de Ville.</p>
Seconde République et Second Empire (1848-1870)		
<p>1848 : Premier train de Paris à la mer (Dieppe), au mois d'août. Le prince Louis Napoléon Bonaparte élu au suffrage universel, Prince Président. 1850 : Première liaison télégraphique entre Paris et Londres grâce à un câble immergé. 1851 : Suite à un coup d'Etat, en décembre, Louis Napoléon se fait élire Président de la République pour dix ans, conforté par un référendum au suffrage universel. Première Exposition Universelle à</p>	<p>1848 : Arrêté de Cavaignac, président du Conseil des Ministres, fixant la hauteur des façades dans la ville de Paris qui reprend le principe de la législation de 1783-1784 en fixant une hauteur maxima en fonction de la largeur de la voie publique : 11m70 pour les rues inférieures à 7,80 mètres de large ; 14m62 pour les voies de 7,80m à 9m75 ; 17m55 pour les voies de 9,75 et plus. Le profil des combles ne doit pas excéder un périmètre déterminé par une oblique à 45 degrés partant de la corniche et une horizontale située à 4,87 au-dessus de la corniche.</p>	<p>1848 : Premier train entre Paris et la mer (Dieppe) au mois d'août. 1849 : L'Etat et la Ville s'entendent pour amorcer « le premier réseau des voies nouvelles du Paris transformé » 1855 : Décret d'ouverture du Boulevard Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain à ce niveau 1859 : Fin des travaux extérieurs de l'église Sainte-Clotilde. Aménagement du square. 1860 : Annexion des communes limitrophes : vingt arrondissements</p>

<p>Londres</p> <p>1852 : Le 7 novembre, Louis Napoléon se fait proclamer Empereur.</p> <p>1854 : La France et l'Angleterre déclare la guerre à la Russie. Siège de Sébastopol.</p> <p>Pasteur invente la pasteurisation</p> <p>1855 : Première Exposition Universelle à Paris</p> <p>1856 : Le Traité de Paris met fin à la guerre de Crimée.</p> <p>1857 : Diffusion du papier à pâte de bois</p> <p>1859 : L'Autriche attaque le Piémont ; la France lui déclare la guerre. Paix de Villafranca : l'Autriche cède à la France la Lombardie qui la rétrocède au Piémont en échange du Comté de Nice et de la Savoie.</p> <p>1860 : Débarquement des troupes françaises en Syrie pour protéger les chrétiens maronites</p> <p>1861 : Campagne de Cochinchine. Expédition d'un corps expéditionnaire franco-espagnol au Mexique</p> <p>1866 : Premier câble télégraphique transatlantique</p> <p>1867 : Exposition Universelle à Paris.</p> <p>1869 : Inauguration du Canal de Suez, entrepris par Ferdinand de Lesseps.</p> <p>1870 : La France déclare la guerre à la Prusse. Capitulation de Napoléon III à Sedan.</p> <p>Déchéance de l'Empereur votée par l'Assemblée Nationale le 2 septembre. La guerre se poursuit.</p>	<p>Sur les quais, les boulevards, les places publiques et les voies de 15 mètres au moins, la ligne oblique peut être remplacée par un quart de cercle</p> <p>1849 : Gustave Courbet peint « Un enterrement à Ornans »</p> <p>L'Etat et la Ville s'entendent pour amorcer « le premier réseau des voies nouvelles du Paris transformé ».</p> <p>1850 : Achèvement de la construction de la bibliothèque Sainte-Geneviève sur les plans d'Henri Labrousse.</p> <p>Publication par Victor Cailliat du premier tome de son <i>Parallèle des maisons de Paris, construites depuis 1830 jusqu'à nos jours</i>.</p> <p>1851 : Inauguration de la Cité ouvrière, 58 rue Rochechouart, dite Cité Napoléon</p> <p>1852 : Première pierre des travaux d'agrandissement du Palais du Louvre</p> <p>Décret sur l'expropriation des immeubles anciens, touchés par le percement des rues, ou situés en dehors des alignements ; texte complété en décembre 1858</p> <p>1853 : Haussmann, nommé préfet du département de la Seine</p> <p>Projet de Place de l'Etoile par Hittorf (modifié en 1854 tel qu'il a été réalisé)</p> <p>1854 : Parution du premier tome du <i>Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XIe au XVIe siècle</i> d'Eugène Viollet-le-Duc</p> <p>1855 : Première Exposition Universelle à Paris. Le site choisi est celui des Champs-Élysées.</p> <p>Construction du Palais de l'Industrie (démoli pour faire place au Petit Palais en 1900) et d'une galerie provisoire au bord de la Seine.</p> <p>Décret d'ouverture du Boulevard Saint-Michel. Percement de la dernière partie de la rue de Rivoli entre l'hôtel de Ville et l'ancienne fontaine de Birague, rue Saint-Antoine et achèvement de la traversée est-ouest de Paris sur la rive droite.</p> <p>1857 : Inauguration des premiers pavillons métalliques des Halles centrales de Paris, conçus par l'ingénieur Eugène Flachet et l'architecte Victor Baltard.</p> <p>1858 : Inauguration du nouveau boulevard Sébastopol.</p> <p>1859 : Achèvement des travaux de l'hôtel particulier des frères Isaac et Emile Péreire, fondateurs du Crédit Foncier, 35 faubourg Saint-Honoré (actuelle ambassade du Royaume-Uni), d'après les plans de l'architecte Armand. Son décor est le reflet du luxe grand bourgeois du Second Empire.</p> <p>Décret de Napoléon III sur la voirie urbaine, fixant la hauteur des combles et la forme des combles dans la ville de Paris. On reprend ici et complète la législation de 1848. On conserve les premiers chiffres mais on ajoute une catégorie : dans les boulevards de 20 mètres de largeur et plus la hauteur sous corniche peut être portée à 20 mètres, mais à condition de pas y loger plus de cinq étages carrés, entresol compris.</p>	<p>1861 : Début des travaux de construction de la nouvelle église paroissiale Saint-François Xavier d'après les plans de l'architecte Adrien Lusson (l'église sera achevée en 1874 sur les plans de Joseph Uchard)</p> <p>1864 : Mairie du VIIe arrondissement dans l'ancien hôtel de Villars en grande partie reconstruit par l'architecte de l'arrondissement Uchard.</p> <p>1867 : Construction du Cercle Agricole, premier bâtiment du Boulevard Saint-Germain à proximité du pont de la Concorde. Le boulevard sera construit jusqu'à l'église Saint-Germain-des-Prés au début des années 1880</p>
--	---	--

	<p>La législation sur les combles est pratiquement conservée à ceci près que la limite de hauteur de ceux-ci est fournie par la moitié de la profondeur du bâtiment.</p> <p>1860 : Annexion des communes limitrophes de Paris : la capitale compte maintenant vingt arrondissements, pour trouver un cadre adapté aux grands travaux urbains.</p> <p>De ce fait, sa population s'agrandit d'un tiers (de 1 174 346 habitants en 1856, à 1 686 141 habitants en 1861)</p> <p>1861 : Charles Garnier est choisi pour construire le nouvel Opéra (il sera achevé en 1875)</p> <p>1863 : Premier numéro de la <i>Gazette des Architectes et du bâtiment</i>, revue d'architecture contemporaine, contrôlée par Eugène Viollet-le-Duc et son entourage.</p> <p>1866 : Claude Monet : « Le déjeuner sur l'herbe »</p> <p>1867 : Exposition Universelle sur le Champs de Mars. A cette occasion, on dévoile la façade principale de l'Opéra Garnier. Les deux réalisations sont diamétralement opposées dans leurs expressions architecturale et monumentale.</p>	
Les débuts de la Troisième République (1870-1900)		
<p>1871 : Une partie des parisiens refuse la défaite après la proposition d'armistice suite au siège de la capitale. Cette insurrection populaire de la Commune tourne à la guerre civile, quand le gouvernement réfugié à Versailles mène sa répression. A la signature du Traité de Francfort, la France cède l'Alsace et le nord de la Lorraine et s'engage à verser à l'Allemagne de très importantes indemnités.</p> <p>1873 : Départ des dernières troupes d'occupation prussiennes suite au recouvrement de la dette française.</p> <p>Le Maréchal Mac Mahon est élu président de la République</p> <p>1874 : Le royaume d'Annam est ouvert au commerce français et le Tonkin est placé sous Protectorat.</p> <p>1875 : Savorgnan de Brazza explore l'Afrique équatoriale.</p> <p>1878 : L'Exposition Universelle de Paris présente une France qui a retrouvé son rang dans le commerce et l'industrie internationales</p> <p>1879 : Jules Grévy, est élu à la présidence suite à la démission du maréchal de Mac Mahon.</p> <p>Une page de l'histoire politique française se tourne : le régime républicain est durablement installé.</p> <p>1880 : Amnistie des Communards</p> <p>1881 : Protectorat français sur la Tunisie.</p> <p>1882 : Krach de la banque catholique <i>L'Union Générale</i>, fondée en 1878</p> <p>1884 : Reconnaissance des associations professionnelles (les syndicats) et leurs fédérations</p> <p>1888 : Tension entre la France et l'Allemagne. On mobilise du côté français.</p> <p>1889 : Centenaire de la Révolution Française. Exposition Universelle à Paris</p> <p>1894 : Assassinat par un anarchiste du</p>	<p>1871 : Gustave Courbet est condamné le 22 septembre à six mois de prison pour avoir été présent lors du déboulonnage de la colonne Vendôme, pendant la Commune, le 16 mai ; ce qu'il nie.</p> <p>1872 : L'architecte Jules Saulnier construit pour l'industriel Emile Meunier un moulin sur la Marne à Noisiel, en pan de fer, rempli de briques vernissées, reposant sur une base de maçonnerie</p> <p>1874 : Chroniqueur artistique au journal satyrique <i>Le Charivari</i>, Louis Leroy, a l'idée de créer un mot nouveau et de baptiser par plaisanterie d'<i>école impressionniste</i> les peintres qui exposent en groupe au boulevard des Capucines à Paris dans l'atelier du photographe Nadar</p> <p>1875 : Inauguration de l'Opéra Garnier</p> <p>1878 : Construction du premier Palais du Trocadéro à l'occasion de l'Exposition Universelle à Paris. Il abrite une grande salle de spectacle et des musées. Les plans sont des architectes Davioud et Bourdais</p> <p>1879 : Mort d'Eugène Viollet-le-Duc</p> <p>1881 : Exclu du Salon, Odilon Redon expose pour la première fois ses dessins dominés par l'imaginaire et le rêve dans les locaux de la revue <i>La Vie moderne</i></p> <p>Exposition de l'électricité à Paris</p> <p>1882 : Règlement sur les saillies des immeubles</p> <p>1884 : Règlement sur la hauteur des immeubles</p> <p>1884 : George Seurat expose à la première exposition des Indépendants, Cours la Reine à Paris, « une baignade à Asnières »</p> <p>1889 : Galerie des machines par Ferdinand Dutert avec l'ingénieur Contamin. Tour Eiffel.</p> <p>1898 : Début de la démolition de l'enceinte de Thiers à Paris.</p>	<p>1871 : Incendie de l'hôtel de Salm, de la Cour des Comptes et du Conseil d'Etat, de la Caserne Napoléon, de l'ancien Hôtel du Maine (Caisse des Dépôts) et des bâtiments contigus rue du Bac et rue de Bourbon</p> <p>1880 : Auguste Rodin reçoit la commande d'une porte en bronze ornée de bas reliefs inspirés de la Divine Comédie (la porte de l'Enfer), pour le futur musée des Arts décoratif à l'emplacement du palais de la Cour des Comptes, quai d'Orsay, incendié sous la Commune</p> <p>1887 : Achèvement de la construction du magasin principal au Bon Marché sous la direction de l'architecte L. H. Boileau</p> <p>1900 : Inauguration de la Gare d'Orsay</p>

<p>Président de la République française, Sadi Carnot</p> <p>1895 : Première séance de cinématographe à Paris au Grand Hôtel par Louis Lumière</p> <p>1898 : Défense du capitaine Dreyfus injustement condamné pour espionnage, par Emile Zola qui publie son article « J'accuse ».</p> <p>1899 : Révision du procès Dreyfus. Découverte du Radium par Pierre et Marie Curie</p> <p>1900 : Exposition Universelle à Paris. Fabrication de la première boîte de vitesse à prise directe par Louis Renault, industriel</p>	<p>1899 : L'immeuble d'habitation dit Le Castel Béranger, 14 rue Lafontaine, construit entre 1894 et 1898 par Hector Guimard est distingué au Concours de façades, organisé par le journal <i>Le Figaro</i>.</p> <p>1900 : Construction du Grand Palais par Girault, Deglane, Thomas et Louvet ; du Petit Palais par Girault, du Pont Alexandre III (en acier), par Jean Resal (ingénieur) et Cassien-Bernard et Cousin (architectes), et de la Gare d'Orsay (architecte : Victor Laloux) à l'occasion de l'Exposition Universelle.</p>	
---	---	--